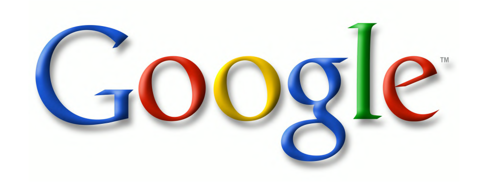



NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 07589855 5

A Monsieur Ingersol

témoignage d'estime et de
Respect de la part
de l'auteur.

LONDRES

ET

LES ANGLAIS

DES TEMPS MODERNES.

IMPRIMERIE DE HENNUYER ET Ce, RUE LEMERCIER, 24.
Batignolles.

LONDRES

ET

LES ANGLAIS

DES TEMPS MODERNES

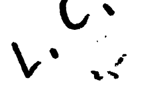
PAR

LE Dr BUREAUD-RIOFREY,

DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS,
MEMBRE CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE SAINT-PETERSBOURG,
DE L'ACADÉMIE DEI LINCEI A ROME, DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE DE MADRID,
DES SOCIÉTÉS D'ÉMULATION ET DE STATISTIQUE DE PARIS,
DES SCIENCES NATURELLES ET MÉDICALES DE BRUXELLES,
DES SCIENCES, LETTRES ET ARTS D'ANVERS,
DES SOCIÉTÉS MÉDICALES DE WESTMINSTER, LONDRES, ÉDIMBOURG, LISBONNE,
MARSEILLE, GAND, BRUGES, ETC., ETC., ETC.

—

TOME PREMIER.



PARIS
TRUCHY, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
BOULEVARD DES ITALIENS, 18.

—

1846

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

INTRODUCTION.

Lorsque je m'établis à Londres, je suivis le précepte d'Hippocrate et j'étudiai l'influence des agents physiques sur l'homme. Ce fut l'objet d'un premier ouvrage, dans lequel je considérai, dans l'intérêt de ma profession, l'état physique de Londres ancien et de Londres du moyen âge. Ce premier essai donna naissance à l'ouvrage que je présente au public. Dans celui-ci le sujet s'est étendu sous ma plume et s'est agrandi; ce n'est plus Londres souffrant que je décris, mais Londres social, Londres prospère, Londres modifié et civilisé.

Mes recherches sur l'histoire m'ont démontré un fait constant, c'est que la santé publique et individuelle s'améliore en même temps que l'état social. Cela pourrait-il être autrement? l'état social embrasse toutes les découvertes et toutes les améliorations de l'intelligence et de l'industrie humaine.

La prospérité d'un peuple est un résultat complexe, elle dépend des faits moraux aussi bien que des faits matériels; de sorte que, pour apprécier les éléments

qui ont amené cette prospérité, il faut décomposer ces mêmes éléments, les observer d'abord séparément, puis dans leur ensemble et dans leurs relations.

Dans la prospérité d'un peuple, les faits moraux jouent un rôle aussi grand que les faits physiques; il faut donc tenir compte des institutions, des lois, des changements politiques, des croyances, des préjugés même, enfin du mouvement intellectuel des masses. Les faits matériels embrassent tout ce que comprend l'activité humaine dans la satisfaction de ses besoins réels ou factices. Ces besoins portent l'homme à assainir le sol, à créer des produits, à dompter les éléments, à multiplier sans cesse les échanges. Pour connaître et apprécier l'état de prospérité d'un peuple, il faut donc le considérer sous ces deux points de vue: sous le point de vue moral, sous le point de vue physique. L'étude de l'homme n'est complète qu'à cette condition.

D'après l'histoire de Londres, il est aisé de reconnaître que l'état sanitaire du peuple est en rapport avec sa civilisation. Les progrès sociaux, comme les calamités publiques, ont le pouvoir de modifier les individus et les masses. On ne peut donc apprécier

les grandes modifications des peuples sans recourir à l'histoire et sans tenir compte des événements physiques et sociaux qui activent ou paralysent les forces physiques et morales de l'homme.

J'ai indiqué ailleurs l'influence du climat, je signale celle des races, des institutions et des partis. En Angleterre, sous les Saxons, les Danois, les Normands, l'influence des races fut très-puissante; pendant le moyen âge, elle fit place à celle de l'Église; depuis 1688, commencement de l'ère représentative, il est impossible d'étudier avec fruit l'histoire de ce peuple étonnant, sans faire connaître les partis dans lesquels se sont fondues, et cependant se remarquent encore, les influences des races et de l'Église. Dans ce pays, où *l'aristocratie naturelle* joue un rôle actif, quelquefois un citoyen résume en lui les plus grands intérêts, et il devient alors modificateur de l'état social anglais. J'entends par aristocratie naturelle celle du talent et du mérite qui servent de base à l'aristocratie de naissance; malgré les préjugés de ceux qui n'ont eu que la peine de naître, l'homme de talent est véritablement *noble*.

« Par une dispensation admirable de la Providence,

a dit M. Guizot, il y a entre l'état général de la patrie et la disposition intérieure des citoyens, un lien mystérieux, un retentissement obscur, mais assuré, qui unit leurs progrès comme leur destinée, et qui fait que l'agriculteur dans ses champs, le négociant dans son comptoir, l'ouvrier dans son atelier, deviennent plus confiants et plus fiers à mesure que la société au sein de laquelle ils vivent grandit et se fortifie. »

J'ajouterai à cette observation que tous les progrès physiques et sociaux se traduisent par plus de bien-être, moins de souffrances physiques et morales, et enfin par une prolongation de la durée de la vie. Ainsi, le progrès général d'un pays se répand sur toutes les classes et descend jusqu'aux derniers échelons de la société.

A mes yeux, l'histoire nous instruit bien moins par les grandes catastrophes que par l'étude de la vie sociale. Les éclairs et le tonnerre forcent l'attention, tandis qu'on observe à peine la plante qui perce lentement le sol en croissant et qui enrichit l'homme de ses fruits. Dans mon ouvrage sur Londres, je montre la société passant par une multitude de cir-

constances généralement inaperçues, mais réelles, de la peste à la salubrité, de la pauvreté à l'opulence, de l'oppression à la liberté, de la barbarie à la civilisation.

Le plus souvent les hommes ne voient que les faits accomplis, pour eux l'aiguille ne marque l'heure que lorsque l'airain vibre! C'est ainsi que l'Europe entière, trompée par des clameurs contre l'ambition de la France, ne s'est aperçue de la puissance colossale de l'Angleterre que lorsque cette puissance a été acquise. J'indique dans cet ouvrage par quels moyens lents, mais successifs et constants, les Anglais ont atteint leur haute destinée. Je suis surtout historien des faits, et quand je présente les hommes, je les représente en action et les laisse parler; l'Angleterre peut être ainsi jugée par elle-même.

En me lisant, on voit l'Angleterre progresser à chaque pas et profiter même de ses erreurs et de ses fautes. Pendant tout le dix-huitième siècle, le peuple anglais marche patiemment, mais sans relâche, vers la domination universelle, but constant de ses efforts. La France seule pouvant s'opposer à ses destinées, c'est sur l'abaissement de la France que

l'Angleterre concentre ses efforts. La lutte de l'Angleterre et de la France se voit donc naturellement à chaque page de mon livre.

Sans être pessimiste, et tout en partageant au contraire les sublimes rêveries de l'abbé de Saint-Pierre, il m'est permis de supposer que si des luttes se renouvellent quelque jour entre la France et l'Angleterre, j'aurai rendu un service à mon pays en lui faisant connaître plus intimement le peuple avec lequel il peut avoir à se mesurer. Je le dis à regret, l'Angleterre n'est pas connue. Entre l'Angleterre et la France, la distance est immense : d'un côté, il y a un système habilement suivi et tellement inoculé jusque dans les dernières ramifications du corps social, qu'il n'y a pas un Anglais, de près ou de loin, en Angleterre ou aux antipodes, qui ne travaille et ne concoure au triomphe de la mère patrie, mais il n'en est pas aussi que la mère patrie ne protége. En contemplant ce qu'il a acquis, l'Anglais se sent fort de ses conquêtes, de ses richesses, de sa puissance, de son crédit, de son gouvernement; enfin il est fier d'être Anglais, et il a raison de l'être.

En France, hélas! il y a peu d'unité patriotique.

La jalousie dévore la France, et presque tous ses citoyens sont infectés de ce vice; ils se déchirent mutuellement et ils usent leurs forces à se faire du mal. Il faut reconnaître que Dieu protége la France, pour se rendre compte de son existence après tant de fautes et tant de malheurs.

Je me suis attaché, dans cet ouvrage, à faire connaître les hommes qui ont influé sur les destinées de l'Angleterre et, par contre-coup, sur celles de la France : Walpole, Chatham et Pitt personnifient le système commercial et politique de l'Angleterre. En parlant de ces hommes, j'ai nettement dit ma pensée; je suis de ceux qui ne jugent pas de la moralité des actes par le succès, et qui pensent qu'il n'y a plus rien à dire et à faire lorsqu'un fait est accompli. La gloire des gens qui gouvernent ne saurait consister à faire les nations grandes par l'injustice.

L'Angleterre s'est donné le monopole de tous les nouveaux systèmes et de toutes les découvertes nouvelles. Je ne l'en blâme point, cela fait l'éloge de sa sagacité. Ce que je blâme en elle, c'est de colorer ses actes des plus belles apparences d'humanité et de philanthropie.

La traite des nègres fut longtemps le commerce le plus productif. L'Angleterre n'y a renoncé que lorsqu'elle a eu d'autres intérêts. Tant que l'Angleterre fut la puissance industrielle la plus productive, elle mit des entraves à l'importation des objets étrangers ; lorsque les autres peuples deviennent manufacturiers, on la voit abaisser ses tarifs et ses prohibitions sur la consommation, pour mettre ses machines vivantes à même de soutenir la concurrence avec les autres peuples. La liberté du commerce annoncera de la part de l'Angleterre l'impossibilité de continuer son ancien monopole. Et cependant l'Angleterre est un pays de monopole en dépit de la libéralité de ses institutions. Il y a monopole de la terre et monopole du commerce. Pour posséder en paix le premier, l'aristocratie a créé le monopole commercial pour les classes moyennes. Le temps usera l'un et l'autre sans doute, alors l'Angleterre se mettra à la tête de la liberté du commerce, pour avoir encore le monopole de cette nouvelle forme. Pays habile et hardi dans ses conceptions comme dans ses calculs, l'Angleterre ne saurait être étudiée avec trop de soin.

Tout en citant les paroles de Burke, Léon Faucher,

dans son livre ingénieux de Contrastes sur l'Angleterre, a dit que les Anglais n'empruntaient rien qu'à eux-mêmes. Il était difficile de tomber dans une plus grande erreur. Les Anglais, comme les Romains d'autrefois, prennent de tous les peuples ce qu'ils jugent utile. La nationalité, dit M. Nisard, ne va pas chez eux jusqu'à se faire du mal, ni même jusqu'à se priver d'un bien, dussent-ils l'emprunter à autrui. Dans l'art de la vie ils sont bien loin en avant de nous, et voilà pourquoi ils imitent de nous le moins possible, n'y trouvant que peu de choses qui vaillent ce qu'ils ont.

De tout temps, d'ailleurs, les peuples ont vécu d'imitation. Aussi loin que remonte l'histoire, nous voyons les Grecs imiter les Égyptiens, les Romains imiter les Grecs, et l'Europe entière imiter les Grecs et les Romains. Chaque peuple et chaque pays a eu une civilisation qui lui a été propre; néanmoins, cette civilisation a toujours emprunté.

Vers la fin du dix-septième et pendant le dix-huitième siècle, les Anglais prirent l'initiative d'une nouvelle phase dans la régénération du monde. Le génie de l'Occident rendit avec usure aux peuples des temps anciens la lumière qu'il en avait reçue, et,

comme si la civilisation de l'espèce humaine, partie d'abord de l'Orient, devait s'arrêter lorsqu'elle serait arrivée aux confins de l'ancien monde, la civilisation fit une halte, se retrempa dans les eaux de l'Océan, prit une forme nouvelle, et recommença sa course de l'occident à l'orient. L'Angleterre devint dès lors le peuple modèle, le peuple initiateur, celui qui devait à son tour servir à l'imitation des anciens peuples. Devenue puissance prépondérante et possédant dans ses institutions, son commerce, son industrie, un triple levier digne d'Archimède, l'Angleterre, posée sur son île, soulève à elle seule le monde entier et lui fait contre-poids.

Or, il est dans la nature des hommes d'imiter les forts et les puissants. Aussi, de toutes parts c'est l'Angleterre que l'on imite et qu'on cherche à imiter; je voudrais que la France l'imitât davantage, non dans les courses de chevaux et dans la coupe des habits, mais dans son patriotisme et dans tout ce qu'elle a de bon. Je l'avoue sans détour, j'aime l'Angleterre dans ce qu'elle a de grand, comme j'aime Shakspeare et Milton dans ce qu'ils ont de beau.

Je prévois que l'on me traitera d'enthousiaste et

d'anglomane : qu'on ne me juge pas sans me lire complétement. En écrivant l'histoire de Londres, j'ai la prétention de rendre service à mon pays.

Si, pour flatter l'orgueil national, je diminuais la population, la valeur et la puissance d'une nation rivale, si je présentais même l'appât d'une facile conquête, serais-je meilleur citoyen ? le mal que je ferais, au contraire, ne serait-il pas incalculable? Rapetisser les Anglais est une pauvre satisfaction et un faux patriotisme. Lorsque Charlemagne faisait décimer les Saxons plus grands que son épée, ce grand roi proclamait aux yeux du monde la noble et haute stature de ses ennemis. Laissons à l'Angleterre toute sa hauteur, et quand nous considérons sa force, son unité, son énergie si décidée et si constante, sachons comprendre comment, en luttant avec elle, nous avons éprouvé des revers, et sachons aussi reconnaître notre propre valeur dans la pensée que la France est encore la seule puissance capable de lutter corps à corps avec elle.

L'Angleterre a fait au monde deux présents : *le système représentatif et la vaccine.* Ces deux présents feront le tour du monde. Les bienfaits de l'un sont

sujets à contestation, les bienfaits de l'autre sont prouvés par des milliers d'existences préservées contre la difformité et la mort. C'est à la science médicale que l'on doit le second bienfait, vérifiant ainsi l'opinion de Descartes, que pour perfectionner l'espèce humaine, c'est dans la médecine qu'il faut en chercher les moyens.

En lisant l'histoire de Londres, on voit combien il a été fait pour sa salubrité : la largeur des rues, celle des trottoirs, le travail des égouts, la beauté des parcs, des squares, des jardins si frais au milieu d'un désert de brique, l'abondance des eaux, la commodité des habitations, la décence, la propreté de tous, ont fait de Londres la ville la plus saine du monde, malgré l'humidité de son sol et l'inclémence de son ciel.

On peut envisager les grandes villes sous différents aspects. L'archéologue voit les monuments antiques, l'artiste voit les tableaux et les sculptures; l'ingénieur voit des routes, des ponts, des canaux; l'économiste s'occupe du commerce et de l'industrie; le publiciste, du gouvernement. Mais toutes ces connaissances sont éparses, et peut-être le médecin est

le seul qui touche à ces différents points, parce que sa science embrasse l'homme tout entier, parce que tous les modificateurs de l'économie humaine doivent tomber sous son appréciation.

Dans cet ouvrage sur Londres, on verra, en effet, que je considère l'homme sous ses différentes faces. C'est que, dans la pratique, la sagacité du médecin est appelée à s'exercer sur l'homme dans tous les rangs et dans toutes les phases de la vie; dans la carrière médicale, et surtout dans une grande ville, la philosophie est inséparable de la médecine; or, la philosophie s'applique à l'observation d'une ville comme à l'observation du corps humain.

Il y a entre une grande ville et le corps de l'homme plus d'analogie qu'on ne suppose, et ceux qui ont dit que l'homme était un petit monde ont indiqué cette analogie. Comme le corps de l'homme, une ville naît, croît, se maintient, décroît et tombe en ruines. Une ville vit d'une vie morale et d'une vie physique; mais tandis que la vie d'un homme ne présente qu'une expérience de quelques années, la vie d'une ville présente l'expérience accumulée de plusieurs siècles.

L'histoire de Londres et de l'empire anglais est aussi étonnante que celle de Rome et de l'empire romain. C'est le fait le plus frappant de notre époque. Mon ouvrage n'est point un abrégé de l'histoire d'Angleterre; c'est *de l'hygiène politique et sociale.* J'ai étudié Londres comme expression de la civilisation anglaise, et je pense que, dans l'intérêt de l'espèce humaine, il est utile de suivre et de connaître les progrès physiques et sociaux de cette grande métropole. Londres est le résumé de l'Angleterre. C'est la tête du vaste corps qui enlace le monde. Londres est en rapport politique, commercial et religieux avec la race humaine tout entière. En prenant Londres à son origine et en le suivant jusqu'à son développement contemporain, on voit par quelles épreuves une ville peut passer avant d'arriver à la prospérité et au bonheur social.

Aujourd'hui, dit un écrivain impartial, cette capitale présente des merveilles de bon sens, de civilisation, de raison pratique.—La nation anglaise a fait en quelque sorte l'histoire de chaque besoin et des mille manières dont les individus l'éprouvent : elle

a pourvu à tout par l'intelligence accumulée de ses générations à la fois si fidèles et pourtant si inventives et si progressives. En Angleterre, à Londres surtout, la logique pratique est dans l'air, on la reçoit par tous les sens, on la foule sous ses pieds.

Or, voilà la métropole qu'il s'agit de faire connaître et de présenter à l'imitation des hommes. Mais les murailles n'ont pas de vie. Les ruines de Rome, d'Égypte, de Palmyre, de Babylone, enseignent l'instabilité des choses humaines. C'est l'ostéologie des nations. Ce qu'il est utile de connaître surtout, c'est comment on édifie, comment on s'élève, par quels moyens on conserve ce que l'on a acquis. Dans l'étude que j'ai faite, on voit chaque jour la puissance anglaise grandir, s'élever; on entend, on suit des yeux ses grands hommes, instruments animés et intelligents de cette œuvre colossale. Enfin, par un retour pénible, mais naturel, on comprend comment la France, devant ce peuple compacte et uni, s'est laissé ravir sa noble destinée.

Qu'on ne cherche pas dans mon ouvrage une description de masures antiques ou d'inscriptions surannées; je parle moins des édifices, des temples,

des monuments de Londres, que des mœurs, de l'esprit, de la tendance de ce peuple plus roi que les Romains, de ce peuple dont la puissance pèse sur l'Europe entière et menace de l'asservir. L'Angleterre n'est pas rassasiée de conquêtes, sa soif grandit à mesure qu'elle l'apaise; elle a conquis la domination des mers, elle tend maintenant à celle du monde entier. Et qu'on ne croie pas que je calomnie l'Angleterre! Ecoutons la voix de ce pays dans les révélations du *Times*, justement appelé le Léviathan de la presse.

« Nous avons conquis, soumis à notre joug ou à « notre alliance la septième partie de la race hu« maine; nous avons dompté des peuples indompta« bles; nous avons rendu aventureux des êtres pusil« lanimes, braves ceux-là même qui étaient lâches; « nous avons ouvert les ports et le sein des nations les « plus inhospitalières; nous avons donné la liberté « aux esclaves : il n'y a pas de fin aux miracles que « nous opérons sur le grand théâtre du monde. Nous « sommes le sujet constant des discours, de l'admi« ration et de la jalousie des hommes. Nos affaires « domestiques sont le sujet de toutes les conversa-

« tions. L'Europe étonnée est *forcée* de sympa-
« thiser avec nous par suite des faits glorieux dont
« le bruit retentit sans cesse dans notre métropole.
« Il semble qu'il n'y ait pas de limite à nos destinées.
« Que nous réserve l'avenir? *Devons-nous être,*
« *enfin, les arbitres, les maîtres, les régénérateurs du*
« *monde!!!!* »

Voilà une révélation échappée à la prudence proverbiale du *Times*. La tendance de l'Angleterre est aujourd'hui la domination universelle. La France s'y opposa pendant tout le dix-huitième siècle. Aussi l'Angleterre fut alors contenue dans des bornes; l'Angleterre n'a aujourd'hui d'autres bornes que celles du monde.

Allez à Londres, lecteurs, allez contempler par quels liens mystérieux l'état général de la patrie réagit sur les citoyens. Vous ne vous étonnerez pas que le pays qui commande à la septième partie de la race humaine, présente de l'opulence et de la grandeur. Allez voir ces hommes justement fiers. Les grands théâtres forment les grands acteurs. Rien ne donne de la confiance en soi comme la conscience du pouvoir et de la force. Allez à Londres, et vous retrouverez que

la force du pouvoir réagit sur toutes les branches de la société.

Vous y trouverez sans doute quelques anomalies choquantes, des traces du paupérisme et de l'état de l'Irlande ; mais vous y trouverez aussi des choses grandes comme les merveilles du monde. Enfin vous pourrez ne pas aimer les Anglais, mais vous serez forcés de les admirer, et vous vous sentirez moins humiliés d'avoir été quelquefois vaincus par l'énergie et le patriotisme intelligent de ce peuple, dont nous restons les rivaux, au lieu d'en être les émules.

Dans les temps modernes, les populations tendent à s'agglomérer au lieu de se disséminer ; et c'est un bien, car le travail fécondé par la science et les capitaux multiplie les produits à l'infini. Mais alors, le travail exige des forces plus nombreuses et plus concentrées qu'autrefois ; aussi pour faire face aux entreprises colossales de notre époque, faut-il avoir recours à l'association des individus et des forces. Sous ce rapport, les grandes villes sont éminemment favorables aux grandes entreprises. Elles sont aussi favorables aux sciences, aux arts, aux jouissances de

la vie. La liberté elle-même est plus assurée dans une capitale que dans une petite ville. On n'opprime pas impunément deux millions d'hommes, et l'on ne peut opprimer un individu à l'insu de tous. Du temps de la féodalité, les villes populeuses se défendaient et résistaient à la tyrannie, tandis que les bourgades isolées étaient opprimées. Plus une capitale est grande, plus le citoyen est libre.

A Londres, le peuple jouit de la liberté comme d'un bien de naissance; là chacun se meut dans sa sphère sans contrainte, sans bruit, avec une dignité habituelle, parce qu'il trouve dans le respect du droit d'autrui le respect à son propre droit.

Dans l'industrie, dans le commerce, dans les arts, dans les sciences, dans la médecine même vous trouverez beaucoup à apprendre, car toutes les connaissances humaines se tiennent, et toutes ont progressé à Londres; je dis plus, les Anglais marchent en avant de tous les autres peuples, car ils sont les expérimentateurs les plus entreprenants, les plus hardis, les plus constants de la race humaine.

Je sais combien les questions médicales ont peu d'attrait pour les lecteurs en général, aussi en ai-je

été sobre. Mais il m'était impossible de m'abstraire complétement, car avant d'être historien je suis médecin, et, je l'avoue, je tiens à ce titre.

N'étudier dans Londres que les agents physiques, l'air, l'eau, les vents, la température, eût été méconnaître l'utilité de l'histoire de cette métropole. Car les grandes villes, *dans les climats tempérés*, ont le privilége de soustraire les hommes en grande partie à l'influence des agents physiques; et voilà pourquoi il faut surtout étudier les institutions et les mœurs des peuples qu'elles contiennent. Les Anglais ont amélioré tout ce qu'ils pouvaient améliorer; les agents physiques ont par cela même moins de prise sur eux. Londres, il est vrai, manque de soleil, comme du temps de Minutius Felix, « *Britannia sole deficitur.* » Aussi, sous ce rapport, la lumière et l'air sont toujours à Londres de puissants modificateurs de la santé publique.

Dans les grandes villes et les sociétés avancées, les découvertes de l'industrie et de la science sont encore de grands modificateurs, surtout quand ces découvertes servent au soulagement et au perfectionnement de toutes les classes. Sous ce point de vue,

le plus beau présent que la science ait jamais fait à l'homme, elle l'a fait par les mains d'un médecin, et le monde entier jouit aujourd'hui de sa découverte.

Pendant le dix-huitième siècle, les recherches statistiques démontrent que les naissances dépassent à peine la mortalité. Quelques maladies disparaissent des cadres nosologiques. Mais la décroissance de la mortalité ne peut être bien sensible que pendant le dix-neuvième siècle, car ce siècle hérite de tous les progrès du siècle précédent. On peut affirmer que, le peuple anglais jouissant de plus de prospérité qu'aucun autre peuple, la durée de la vie doit être plus longue en Angleterre que partout ailleurs. Ces faits, à peine énoncés ici, ont reçu la sanction du temps.

Puissiez-vous, lecteur, trouver en parcourant ce livre autant de plaisir que j'en ai eu à l'écrire; lorsque le ciel était couvert de nuages, *cœlum nubibus fœdum*, lorsque le spleen s'emparait de moi, ce qui n'est pas rare à Londres, cet ouvrage a été pour moi le plus doux de tous les délassements. Je désire qu'il vous soit utile, et si vous avez quelque influence sur

les destinées de votre patrie, ne jalousez pas l'Angleterre avec dépit, mais étudiez-la, profitez de ce qu'elle a de bon, et voyez dans son agrandissement et dans sa prospérité un exemple à suivre dans le passé et une leçon pour l'avenir.

« La véritable rivalité, dit M. de Lamartine, est plus noble que la jalousie et l'envie; elle consiste à faire bien, à faire d'aussi grandes choses, et de plus grandes choses que les nations que l'on admire !! »

La condition indispensable pour atteindre ce but, est de bien connaître la nation que l'on veut imiter ou surpasser. La rivalité entre la France et l'Angleterre a duré trop longtemps : fasse le Ciel que ces deux grandes nations apprécient enfin leurs qualités diverses, et qu'il n'existe entre elles à l'avenir, pour leur bonheur et celui du monde, d'autre sentiment que celui d'une noble et généreuse émulation !

LONDRES

ET

LES ANGLAIS

DES

TEMPS MODERNES.

CHAPITRE I.

Grandeur et opulence de la ville de Londres. — Avantages de l'étude d'une ville.— Traces des grandes époques. — Monuments vivants des races. — Le caractère intime ne change point. — Amour du progrès chez les Anglais.— Des classes supérieures et inférieures. — Vraie civilisation. — Influence du gouvernement sur la santé publique. — Du paupérisme. — — Intolérance religieuse. — Jacques II. — Révolution de 1688.

A l'aspect de la grandeur et de l'opulence qui caractérisent Londres, l'étranger se demande comment cette métropole est arrivée à ce haut point de splendeur. Londres paraît si moderne et conserve si peu de traces des temps anciens, que l'on serait tenté de considérer cette capitale comme le fruit récent de la civilisation ; lorsqu'on parcourt ses larges rues, ses squares, ses places, ses parcs, et que l'on est frappé de l'ordre, de la

propreté, du *comfort* qui règnent partout, on ne peut concevoir que cette ville ait été pendant si longtemps le foyer de la peste, et que, jusque vers la fin du dix-huitième siècle, sa population n'ait pu se maintenir qu'à l'aide de nouvelles recrues fournies chaque année par les campagnes.

Si la vie d'un homme nous offre des exemples qui peuvent être éminemment utiles à suivre ou à éviter; si la philosophie de l'histoire consiste à profiter de l'exemple des autres, l'histoire d'une ville, de son accroissement ou de son déclin est également utile par les exemples qu'elle présente. On peut dire de Londres ce que Montesquieu a dit de Rome qui ne s'était pas trouvée sage en un jour; Londres, comme Rome, n'a point eu de prospérité dont il n'ait profité, ni de malheurs dont il ne se soit servi.

Il n'y a pas de peuple qui possède à un si haut point que le peuple anglais le bon esprit de tourner à son avantage son expérience propre ou celle d'autrui. Non, ce n'est pas la fortune aveugle qui gouverne le monde; ce n'est pas non plus le hasard qui préside à l'agrandissement et à la prospérité d'une ville; il y a des causes générales, des causes physiques et morales, qui agis-

sent dans chaque état, dans chaque ville, dans chaque monarchie, et qui les élèvent, les maintiennent, les ruinent et les perdent.

Je n'ai esquissé que d'une manière imparfaite et à grands traits les événements principaux de Londres ancien et de Londres du moyen âge ; ce que j'ai écrit déjà fait connaître le point de départ de ce peuple progressif, et fait apprécier les obstacles physiques et sociaux qu'il a dû surmonter avant d'arriver à cette grandeur, à cet ensemble, et à cette puissante harmonie que l'on admire dans Londres moderne.

La société, ai-je dit déjà, ne se fait point par une tangente ; elle est toujours le résultat de l'accroissement des âges, c'est l'amalgame des différentes formes qui l'ont régie, ou qui l'ont influencée précédemment ; tout état social étant soumis à des causes principales qui dominent les événements particuliers, ou qui, du moins, leur donnent une tendance commune, il s'ensuit qu'il n'y a pas de faits complétement isolés ; les faits sont tout à la fois effets de causes antérieures et causes de nouveaux effets ; voilà pourquoi il y a de l'enchaînement dans les idées, dans les sentiments, comme dans les actions ; voilà

pourquoi il est difficile de connaître le caractère d'un peuple, parce que ce caractère se compose d'une infinité de traits réunis et harmonisés ensemble par des nuances délicates qu'on ne saurait aisément apercevoir, à moins que l'on ne connaisse les événements principaux qui ont pu modifier l'état physique et social de ce peuple.

Quelle que soit la supériorité de l'homme, quel que soit son état de barbarie ou de civilisation, il tient toujours à la terre. Il est constamment et partout influencé et modifié par le sol qui le porte, par l'organisation particulière à sa race, par l'atmosphère physique qui l'enveloppe, par son alimentation et par l'atmosphère sociale qui l'entoure.

Toutes ces influences, quelque diverses qu'elles soient, se retrouvent aisément, sinon dans un individu, du moins dans un peuple, et leur ensemble forme le caractère et la physionomie nationale de ce peuple.

Si l'on étudie le peuple anglais dans son état actuel, bientôt on reconnaît la trace des grandes époques et des grands événements par lesquels il a passé.

On l'a dit avec raison, la force de l'origine

persévère, se transmet et se perpétue : *manet originis vis*. Si l'on ne rencontre pas fréquemment des traces monumentales de la domination romaine et danoise, on rencontre plus fréquemment celles des dominations saxonne et normande.

Toutefois si Londres présente peu de monuments de l'existence de ces peuples, on retrouve encore au milieu de sa population des types vivants de ces races, dont les qualités physiques et morales se remarquent dans le caractère de la nation en général. On y voit quelques descendants des premiers Bretons, que les Saxons, leurs vainqueurs, méprisent encore. On y voit peu de physionomies romaines, et cela se conçoit, car l'occupation romaine ne fut que militaire ; mais on y remarque surtout les descendants des Saxons, des Danois et des Normands ; aussi, est-ce des qualités particulières de ces trois peuples que se compose surtout le caractère général de l'Anglais de nos jours.

Ces considérations sont nécessaires pour comprendre la puissance que les Anglais ont acquise, puissance qui n'est point l'effet du hasard, mais le résultat de qualités solides appliquées avec

intelligence et avec une persévérance louable.

Le présent, lors même qu'il nous frappe davantage, n'est, le plus souvent, que le temps de développement d'un germe antérieurement déposé dans l'organisation et l'existence sociale d'un peuple.

Pendant le moyen âge, cette race saxonne, si constante et si active, qui s'était substituée à la race celte ou bretonne, cette race, dis-je, fut pliée contre terre par la main de fer de la féodalité. L'ignorance de cette époque et l'alliance de l'Église et du pouvoir, mettaient le peuple à la merci de l'aristocratie sacerdotale et militaire; mais il était dans sa nature vivace de lutter, de se relever, et une fois qu'elle aurait reconquis sa liberté, la race saxonne, au caractère de fer, devait montrer ce qu'elle était à son origine. Sans doute, les peuples nous présentent à diverses époques des traits différents dans leur physionomie; mais le *caractère intime ne change pas;* le temps ne change en réalité que les formes extérieures.

Lorsque les deux races saxonne et normande se furent confondues, et que la lutte cessa entre elles, leur attention dut se porter naturellement

sur le pouvoir qui les gouvernait, et ce pouvoir, selon qu'il favorisait ou entravait l'essor national, devait être en harmonie ou en opposition avec le peuple.

L'esprit saxo-normand avait besoin d'air, d'espace, de liberté pour agir. Il supportait avec peine les entraves de toute espèce qui limitaient son action; la religion fournit un aliment aux *luttes* qui lui étaient presque *naturelles;* mais dès qu'il se fut décidé pour la forme protestante, il s'y attacha d'autant plus, que le protestantisme s'alliait mieux à son intérêt, à son esprit d'indépendance et de progrès; le protestantisme reculait les bornes que le catholicisme *semble* imposer à l'esprit humain.

Le peuple anglais est surtout avide de changements et d'améliorations, il a l'instinct du progrès; inquiet et ambitieux, nous le voyons toujours avide d'entreprises et de conquêtes, et presque toujours nous voyons fructifier en ses mains ce qu'il a su conquérir. La sévérité de son ciel et l'humidité de son sol ont fortifié cet esprit d'amélioration dont il sent le besoin. Éminemment utilitaire et progressif, le peuple anglais paraît né pour faire des essais; s'il se trompe

souvent, il ne persiste pas dans ses erreurs; au contraire, il réfléchit; alors l'expérience l'éclaire et le conduit à mieux faire. Aucun peuple ne paraît suivre si uniformément une destinée de progrès et de civilisation; nul ne marche avec une foi plus ferme que le peuple anglais vers le bonheur ou le bien-être matériel; à travers toutes les transformations des âges, il nous montre toujours des qualités principales, qualités qui découlent de son origine, de son ciel, de sa position insulaire, de son esprit sensé, entreprenant et actif, et de son atmosphère sociale.

Les événements politiques et sociaux ont formé, selon Augustin Thierry, les classes supérieures et les classes inférieures; aujourd'hui, elles s'observent avec défiance et luttent ensemble pour des systèmes d'idées et de gouvernement; ces classes, dans plusieurs pays, sont les peuples conquérants et les peuples asservis d'une époque antérieure. L'épée de la conquête, en renouvelant la face de l'Europe et la distribution de ses habitants, a laissé sa vieille empreinte sur chaque nation. Créée par le mélange de plusieurs races, la race des envahisseurs est restée une classe privilégiée dès qu'elle a cessé d'être

une nation à part. Elle a formé une noblesse guerrière qui, se recrutant d'ambitieux, d'aventuriers, de turbulents dans les rangs inférieurs, a dominé sur la masse laborieuse et paisible tant qu'a duré le gouvernement militaire dérivant de la conquête. La race envahie, ne vivant pas des armes, mais du travail, n'habitant point des châteaux, mais des villes, a formé comme une société séparée à côté de l'association militaire des conquérants; cette classe s'est relevée à mesure que s'est affaiblie l'organisation féodale de la noblesse issue des premiers conquérants ou par descendants naturels ou par filiation politique; enfin, lorsque le commerce, à l'aide du crédit, est venu doubler la richesse de la nation, et s'est posé en face de la propriété foncière, la lutte des races a fait place à celle des intérêts, et alors s'est établie cette bascule politique qui permet à chacun des deux partis représentants des deux races de gouverner à son tour.

Ainsi, les premiers modificateurs des peuples après l'état du sol, sont les invasions de races qui s'allient entre elles, mais qui conservent dans cette alliance même les marques distinctives de leur origine, comme les enfants d'une

même famille conservent quelques traits de ressemblance avec leur père.

Les éléments du caractère anglais, sous le point de vue des races, se retrouvent donc dans ces races germaines, dont Tacite a si bien décrit les mœurs.

Après les races, le grand modificateur des individus et des peuples, c'est l'état social.

Dans Londres ancien et dans Londres du moyen âge, nous trouvons, outre les invasions et les conquêtes, l'insalubrité du sol, et toutes les misères d'un état social fait pour le bien d'un petit nombre au détriment de tous.

L'état physique et moral d'un peuple est en raison de sa civilisation ; aussi, plus un peuple se civilise, et plus son état s'améliore et diffère de ce qu'il était antérieurement. En d'autres termes, les misères, dans l'état social d'un peuple, se traduisent et se manifestent par les maux physiques qui l'accablent et la mortalité qui le décime.

Dans Londres ancien et dans Londres du moyen âge, la misère et la peste sont le triste cortége de la servitude et de l'oppression ; les maladies sont nombreuses et souvent fatales ; les généra-

tions passent vite : dans un haut dégré de civilisation, les maladies sont moins nombreuses et plus rarement fatales ; les causes de ces maladies sont moins matérielles. Pour pouvoir apprécier ce magnifique résultat de la civilisation qui double en quelque sorte l'existence humaine, qui prolonge le bienfait de la vie, et rend ce temps même plus exempt d'infirmités et de souffrances, il faut donc étudier et connaître l'influence des grands modificateurs.

La vie est un présent que l'homme n'apprécie pas assez. Il en jouit sans le connaître, il en abuse de même. — Essence divine, mouvement et sentiment, la vie, quel que soit le nom qu'on lui donne, est comme la flamme qui s'éteint si l'huile qui l'alimente s'épuise et s'altère, ou si la lampe qui la contient s'use et se brise. De tous les biens répartis ici-bas, la vie est le seul qu'on ne puisse recouvrer lorsqu'on le perd. — Biens, honneurs, richesses, sont choses précieuses sans doute, mais elles sont à la portée de l'homme ; dans le cours de l'existence on peut les perdre et les recouvrer ; mais la vie, hélas, on n'en jouit qu'une fois ! Le monarque qui promit une forte récompense à celui qui inventerait un

nouveau plaisir, eût été plus sage s'il eût promis des récompenses à celui qui prolongerait le bienfait de l'existence, sans lequel il n'y a pas de plaisir possible.

Pendant l'étude du dix-huitième siècle, nous verrons la solution de ce beau problème : ***Prolonger le bienfait de la vie.*** Londres nous présentera sur une grande échelle cette belle et utile expérience. Nous verrons, pendant ce dix-huitième siècle, la population de Londres décroître et ne se soutenir et progresser que par l'afflux des populations des campagnes. Pendant la première partie du dix-huitième siècle, Londres pouvait être comparé à un vaste abîme, où les populations des campagnes envoyaient chaque année des milliers d'individus pour remplacer ceux que l'insalubrité de la ville dévorait.

Mais à mesure que nous avançons dans l'étude de l'existence de cette immense métropole, le cercle s'agrandit; ce n'est plus l'état physique seul qu'il faut considérer, c'est le peuple anglo-saxon délivré d'entraves, poussé plus fortement que jamais à la recherche du bonheur matériel, et mettant tout à contribution pour en jouir; fouillant son sol à des profondeurs auparavant

inconnues, creusant des canaux de toutes parts, animant la matière et multipliant à l'infini ses produits, pour en faire des moyens d'échange, et pour s'approprier ainsi toutes les richesses du monde entier.

Pour apprécier cette heureuse révolution dans le cours de la vie, pour reconnaître ce qui l'a étendue, il faut donc tout à la fois étudier l'état physique et l'état social; il faut s'occuper de l'air, des aliments, des localités, des institutions, des mœurs, des progrès industriels et moraux. Voilà, certes, un champ immense, dans lequel je n'ai d'autre espoir que de placer des jalons pour retirer de l'histoire de Londres cette utile leçon : qu'il dépend de l'homme d'accroître, de doubler même le bienfait de la vie; qu'il dépend de lui de se procurer sur la terre un bonheur physique et matériel supérieur à celui dont jouissaient nos pères; enfin, qu'il dépend de lui d'atteindre à la vraie civilisation, qui consiste dans la plus grande somme de bonheur possible pour tous, par le perfectionnement physique, intellectuel et moral.

J'ai indiqué dans la première partie de mon ouvrage les causes physiques qui avaient entre-

tenu l'insalubrité de Londres et son effrayante mortalité ; j'ai à donner maintenant plus d'attention aux causes sociales. Les maux physiques ne résultent souvent que des maux sociaux ; le plus grand nombre de maladies qui germent et se développent parmi les pauvres, sont le résultat de la pauvreté et de son hideux cortége, le besoin, la malpropreté, le vice, et souvent le crime. Mais cette plaie sociale, que l'on appelle le paupérisme, est-elle le résultat de la civilisation ? Cette question trouve sa solution dans l'étude de Londres, et c'est ainsi que je suis entraîné, presque malgré moi, vers l'étude des influences sociales.

L'action d'un gouvernement ou d'un pouvoir sur les hommes est aussi remarquable que celle du climat sur la santé des individus, et les traces que laissent une forme de gouvernement et le système qu'il a suivi sont d'autant plus profondes, que ce gouvernement ou ce pouvoir dure plus longtemps et qu'il est plus en harmonie avec l'état social du peuple. Quel effet dut avoir sur la nation la révolution religieuse d'Henri VIII, qui jeta sans ressource, dans le sein d'une société peu éclairée, cent cinquante mille indivi-

dus qui avaient reçu dans les couvents une éducation cléricale? Le plus grand nombre de ces individus, sans état, sans profession, ne pouvaient subsister que par l'enseignement et le travail des mains; ce dernier moyen devait être peu productif, mais le fait seul de ces cent cinquante mille moines ou clercs jetés dans la société suffit pour étendre les lumières, et pour faire naître et fomenter nécessairement plus d'indépendance dans les idées.

Mais il faut bien le reconnaître, ces couvents supprimés, et ces individus dépouillés de leurs moyens d'existence habituels, furent la plus grande source d'où découla le paupérisme. Tandis que les lumières se répandaient, la pauvreté s'accroissait d'autant plus que les richesses des couvents, qui avaient servi à supporter les pauvres, avaient changé de mains, et que les mains des nouveaux maîtres s'ouvraient peu pour la bienfaisance.

Les lois cruelles promulguées contre les vagabonds, ou, en d'autres termes, contre les pauvres, étaient aisément mises en vigueur dans les provinces; les pauvres ou les vagabonds pouvaient s'y soustraire plus aisément à Londres; aussi

leur nombre était si grand, qu'Elisabeth, qui n'était pas exagérée dans ses sympathies pour les pauvres, disait cependant avec douleur : Il y a des pauvres partout! « *Pauper ubique jacet.* »

Les exécutions sanglantes de Marie, d'Élisabeth, les erreurs et la mort de Charles Ier, les tentatives rétrogrades de Charles II, et surtout de Jacques II, alarmèrent des intérêts puissants liés à l'existence du protestantisme; toutes ces causes furent un acheminement vers ce régime mixte qui s'établit vers la fin du dix-septième siècle. A cette époque, le pouvoir royal n'était pas en harmonie avec l'état social du peuple, et comme il n'est pas de pouvoir humain qui puisse changer tout à coup un état de société qui est le résultat des âges, Jacques II tomba de son trône pour n'avoir pas su être roi de son temps.

Quelles que soient les mesures violentes d'un pouvoir, elles ne durent pas et elles prouvent l'impuissance de l'homme à changer d'un seul coup l'état de la société.

Depuis la réforme religieuse, l'esprit humain, éclairé par l'imprimerie, avait progressé à grands pas. Les Anglais, profitant des leçons d'une expérience chèrement payée, désiraient mieux

faire, et de même que les habitants de Londres étaient arrivés à reconnaître les dangers de l'insalubrité de leur ville par les pestes et les épidémies qui les décimaient, de même les Anglais furent amenés à rechercher les causes des épidémies d'intolérance qui frappaient un jour les catholiques, un autre jour les protestants, quelquefois les uns et les autres en même temps.

L'intolérance religieuse fut pendant longtemps, en Europe, une monomanie imitative. L'esprit de persécution se propageait par la contagion de l'exemple; dans presque toute l'Europe, à la même époque, on sévissait avec rigueur contre les opinions religieuses en minorité. Les sacrifices humains se répétaient si souvent, qu'il était aisé de voir le peu de valeur que l'on mettait à la vie des individus. On eût dit que ceux qui gouvernaient, et plutôt ceux qui approchaient le pouvoir, éprouvaient un besoin de persécution, et que ce besoin était l'effet d'une irrésistible influence épidémique; à Londres, à Paris, à Madrid, partout en Europe, on était persécuté sous le futile prétexte de philosophisme, d'impiété, de judaïsme, de sorcellerie ou de magie. Cette monomanie d'intolérance

était certainement, à Londres, le produit de l'atmosphère sociale de ces temps d'ignorance. — L'ignorance pouvait seule, en effet, laisser indifférent un peuple entier à l'aspect d'une boucherie de sujets dont le crime principal consistait dans une faible divergence d'opinions.

Depuis Henri VIII jusqu'à Jacques II, tous ceux qui régnèrent semblèrent avoir pris à tâche de dégoûter un peuple réfléchi des abus du pouvoir absolu. L'église et la royauté, perdant par des excès l'espèce d'infaillibilité qui les rend respectables, semèrent elles-mêmes les germes de la révolution qui devait bientôt éclore.

Sans m'établir juge et apologiste des révolutions, qui portent toujours atteinte aux intérêts, aux droits et à la vie même d'un grand nombre d'innocents, il est impossible de ne pas reconnaître que les révolutions sont de grandes crises, et qu'à leur aide, le corps social se débarrasse ordinairement d'une foule d'impuretés et de superfétations parasites qui se sont attachées aux institutions les plus belles, comme les mousses s'attachent aux plantes et aux arbres les plus vivaces. Mais les révolutions ne peuvent être

utiles et bienfaisantes que lorsqu'elles sont faites avec justice et raison.

Vers la fin du dix-septième siècle, les Anglais soupiraient après une trêve entre les croyances ; ils étaient las de la double oppression politique et religieuse qui pesait sur eux, et dégoûtés de leurs luttes intestines et improductives. L'élément protestant était en majorité et jouissait auprès du peuple d'une popularité que l'on a de la peine à comprendre. Que les possesseurs des biens de l'église se crussent sans cesse menacés de restituer tant que les Stuarts seraient sur le trône, et conspirassent en secret contre le catholicisme que Jacques II représentait, cela se conçoit ; les héritiers des favoris de Henri VIII et d'Élisabeth devaient être protestants fanatiques, et ils l'étaient ; mais que le peuple, qui n'avait rien gagné à la révolution religieuse, si ce n'est d'hériter du fardeau des pauvres, fût protestant zélé, cela ne se conçoit pas !

Quoi qu'il en soit, Jacques II et son odieux ministre Jefferies ayant indisposé la nation, les principaux personnages du royaume et les plus *intéressés* envoyèrent un message secret au prince

d'Orange et l'invitèrent à venir prendre les rênes du royaume.

Guillaume de Nassau, gendre de Jacques II, avait longtemps convoité le sceptre de la Grande-Bretagne, auquel l'absence d'enfant mâle de Jacques II semblait lui donner un droit éloigné.

La naissance d'un prince de Galles étant survenue et détruisant ce droit, ne détruisit pas ses espérances. Guillaume équipa une flotte de cinq cents voiles, se mit à la tête de quatorze mille hommes qu'il avait annoncé être destinés contre la France, et il débarqua à Torbay le 5 novembre 1688, où il fut bientôt rejoint par les nombreux partisans whigs qu'il s'était ménagés d'avance.

CHAPITRE II.

Révolution de 1688. — Causes de cette révolution. — Convocation d'une assemblée nationale.— La nation anglaise choisit son souverain.— La révolution était déjà faite dans les mœurs. — Déclaration des droits acceptée par Guillaume et changée en *bill des droits*.—Charte du peuple.—Effets de la révolution. — Haine de Guillaume contre Louis XIV. — Tolérance. — Industrie. — État de Londres à cette époque. — Kensington, demeure royale. — Gouvernement mixte anglais. — Liberté du commerce des laines, influence de la laine sur la santé. — Établissement de la banque, charte ou privilége de la banque.— Extension du commerce. — Liberté de la presse.— Paix de Riswick. — Traité de commerce,— Industrie française transportée à Londres. — Vaisseaux pris par les corsaires. — Guerre avec la France.— Mort de Guillaume.

Ce fut la chute du catholicisme en Angleterre qui fonda l'aristocratie whig.

Lorsque Henri VII appela son premier parlement, il n'y avait que vingt-neuf pairs temporels; de ces vingt-neuf, il n'en restait pas cinq, et ces cinq, comme les Howards, par exemple, n'appartenaient pas à la noblesse normande. Ce fut la spoliation de l'Église et les faveurs de Henri VIII qui créèrent la nouvelle aristocratie territoriale, et cette aristocratie se croyant menacée de restitution par Jacques II, chercha un appui contre le catholicisme dans l'ambition de Guillaume de Nassau. Ce fut pour se protéger que les whigs

se donnèrent un maître étranger, espérant limiter assez son pouvoir pour n'avoir pas à le craindre.

Guillaume promit beaucoup pour arriver à son but.

A peine les whigs eurent-ils connaissance du débarquement de Guillaume, qu'ils abandonnèrent Jacques II dans son palais, et celui-ci se trouva presque seul au milieu de ses anciens sujets.

Guillaume entrait dans Londres, lorsque Jacques II en partait et jetait en partant le sceau du royaume dans la Tamise.

Par le conseil des pairs, des évêques et des membres des Communes qui avaient siégé du temps de Charles II, auxquels il réunit le maire et les *aldermen* de Londres, Guillaume ordonna la convocation d'une assemblée nationale.

Pour la troisième fois la nation anglaise proclama et exerça le droit de choisir son souverain. La révolution de 1688, que les Anglais ont appelée *glorieuse* et qui le fut en effet, peut être regardée comme une des plus belles qui se rencontrent dans l'histoire, non-seulement parce

qu'elle eut lieu sans effusion de sang, mais parce qu'elle consacra des principes éminemment sociaux. La facilité et l'ordre avec lesquels se fit cette révolution sont sans exemple, et montrent quel haut sens moral s'était déjà développé dans les mœurs de la nation. Le plus souvent une révolution se fait au milieu des convulsions; la révolution anglaise se fit résolument, mais avec un tel calme qu'il n'y eut pas la moindre interruption dans les affaires journalières. La révolution était déjà faite dans les mœurs; elle n'eut lieu qu'après dans le sein du gouvernement.

Avant que la couronne fût décernée à Guillaume et avant que celui-ci l'acceptât, les deux Chambres firent une déclaration solennelle des droits et des priviléges des sujets. Cette déclaration ou charte fut *acceptée* par Guillaume : elle ne contenait rien qui ne fût dans la grande charte, mais elle définissait alors pour la dernière fois les libertés du peuple et les prérogatives de la couronne. Cet acte ou cette charte faite par les Chambres et acceptée par le roi, fut changée en bill ou loi des droits, et sanctionnée par le Parlement et par le roi.

Cette révolution de 1688, que l'on croirait

faite, au premier abord, au profit de l'oligarchie de la noblesse, puisqu'elle fut faite par elle seule, montra, au contraire, sa haute sagesse par l'insertion dans le bill des droits d'un article que l'on peut appeler la charte du peuple et le boulevard de ses libertés. Cet article portait qu'à l'avenir on n'exigerait pas des individus accusés d'un délit quelconque des cautions excessives et disproportionnées avec leurs moyens, et en outre, qu'aucune punition extraordinaire et cruelle ne serait infligée. Cet article, qui abolissait les punitions corporelles, la torture, et qui reconnaissait la liberté individuelle sous caution et sous caution proportionnée à la position de l'inculpé, fit plus pour le bonheur du peuple et la prospérité de l'Angleterre que cent ans de discussions parlementaires et de démonstrations populaires. Cet article abolissait en réalité l'arbitraire et les abus du pouvoir.

Dès ce moment, artisans, laboureurs et commerçants se livrèrent à l'industrie, au travail et au commerce avec une ardeur jusqu'alors inconnue. L'homme qui a la perspective de jouir de son labeur travaille avec plus d'ardeur; le sentiment de la liberté semble doubler ses for-

ces, surtout quand son éducation sociale est telle qu'il peut apprécier le bienfait dont il jouit. L'homme libre, obligé de se suffire et de prévoir les accidents de la vie, se moralise et s'élève de plus en plus dans l'échelle sociale.

En sanctionnant *franchement* le bill des droits qui garantissait au peuple sa liberté individuelle, Guillaume devint bientôt populaire. Son antipathie connue contre Louis XIV, son intérêt qui le mettait en opposition avec le monarque français qui s'était déclaré le protecteur des Stuarts, la continuation de la guerre avec la France, toutes ces causes réunies donnèrent à l'astucieux Guillaume un immense pouvoir. Le chef de la ligue d'Augsbourg devint plus puissant par ses nouveaux sujets. Leur antipathie, leurs préjugés, leur position insulaire, tout servit ses desseins, et Guillaume put espérer d'humilier un jour le fier monarque dont l'Europe entière redoutait l'ascendant. Guillaume ne négligea rien pour entretenir la confiance et le dévouement de ses nouveaux sujets.

Un de ses premiers actes fut de rendre à la ville de Londres ses libertés et ses priviléges tant de fois méconnus et tant de fois rachetés à prix

d'argent. Pour éteindre les disputes et les discordes religieuses, improductives pour le bien du pays, il sanctionna le bill pour la tolérance, et dès lors l'activité des esprits, abandonnant les distinctions et les querelles religieuses, se porta vers le commerce et l'industrie. Les Anglais devaient beaucoup aux marchands des villes anséatiques et aux Lombards, Guillaume compléta, à son profit, leur éducation commerciale.

En examinant la charte que Guillaume accepta et sanctionna ensuite, on ne peut s'empêcher d'y reconnaître la forte empreinte des libertés saxonnes. Ce mélange de démocratie, d'aristocratie et de monarchie fit époque dans le monde. Ce régime renfermait des principes opposés et qui jusqu'alors avaient paru incompatibles. Une lutte constante devait exister entre eux, et le malaise semblait, de prime abord, devoir être le résultat forcé des oscillations de ce pouvoir mixte.

Mais l'utile devait être le régulateur de cet équilibre. La charte de Guillaume était née des intérêts des parties contractantes. Guillaume avait besoin des ressources de ses nouveaux sujets, et les whigs puissants avaient besoin d'un

roi protestant qui protégeât leurs propriétés territoriales. Dans ce pacte, les deux partis devaient intéresser le peuple ; aussi le peuple trouva son intérêt dans la liberté individuelle qu'on lui garantit, et dans l'espoir d'un meilleur avenir, espoir que tous ceux qui gouvernent ont grand soin d'escompter d'avance.

Les whigs étant les principaux meneurs de cette révolution, leur tendance démocratique les protégeait, et l'on avait tout lieu de croire qu'ils sauraient bien mettre des bornes aux prétentions d'un monarque absolu. Le gouvernement mixte, que les anciens avaient rêvé et qu'ils regardaient comme impossible, se trouva donc réalisé.

Cette forme nouvelle devait faire époque dans le monde ; l'intérêt public était la règle dominante et le but avoué des trois pouvoirs ; dans cet admirable équilibre, chaque corps devait être indépendant des deux autres, et pour agir tous devaient être d'accord.

Cette forme de gouvernement, que nous admirons aujourd'hui, n'était pas exactement ce que voulaient les whigs. Ceux-ci avaient rêvé une démocratie aristocratique comme celle de

Venise. Ils voulaient que le roi ne fût en réalité qu'un doge ; mais Guillaume n'étant pas d'humeur à accepter un pareil rôle, ils furent obligés de lui laisser dans le gouvernement une part plus large, qu'ils espérèrent limiter dans ses successeurs.

Dans cette forme de gouvernement, qui est peut-être destinée à faire le tour du monde, les gouvernés s'occupent de leurs affaires ; le peuple est en réalité la base d'où s'élève tout l'édifice de la constitution. C'est du peuple que sortent les membres du Parlement appelés à faire les lois, à s'imposer des charges ; c'est du Parlement que sortent généralement les pairs, de sorte que l'aristocratie *naturelle*, celle qui provient du mérite et du talent des individus, cette aristocratie se fait jour et monte par degrés jusqu'à ce qu'elle ait atteint son niveau dans l'ordre politique. Dans un gouvernement mixte, dont la publicité est l'essence, tout homme de talent et d'une valeur réelle a la chance de parvenir. Il faut à un gouvernement mixte des hommes capables, et tout individu qui a reçu de la nature et de son travail une supériorité quelconque est sûr de s'élever, car c'est l'intérêt du gouverne-

ment lui-même de confier les affaires à de pareils hommes.

Nous verrons bientôt ce gouvernement, dont le mérite constitue et justifie le pouvoir, en lutte avec d'autres gouvernements dont le pouvoir est le prix de la faveur. Dans un gouvernement mixte, la durée d'un ministère étant généralement en raison de son utilité, il en résulte que le mal ne peut durer longtemps.

Cent cinquante ans d'existence et de prospérité ascendante, en Angleterre, sont déjà un témoignage puissant en faveur de ce système.

Un des principes auxquels l'Angleterre doit une partie de ses richesses et l'extension de ses relations, c'est le principe de la liberté du commerce. *Laissez faire* est le caractère distinctif du gouvernement anglais à l'égard de l'industrie et des transactions commerciales. Grâce à cette règle, qui a bien ses dangers, les habitants de Londres se livrèrent à toute espèce d'entreprises. Chaque individu s'exerça, selon ses moyens, ses tendances ou son génie, à rendre sa position meilleure; il y eut des erreurs individuelles, il y eut des crises générales que le gouvernement, dans son impartialité, ne prévint pas; mais, en

somme, le progrès et le bien en résultèrent.

Toutefois, il faut le dire, le gouvernement ne négligea jamais les moyens de favoriser l'industrie indigène et les produits indigènes; c'est ainsi que le Parlement discuta à cette époque un bill qui enjoignait à tous les sujets de ne porter que des habillements de laine pendant une partie de l'année, afin d'encourager les manufactures de laine. Les ouvriers en soie se soulevèrent, mais le Parlement ne tint aucun compte de l'émeute; il méprisa cette manifestation des ouvriers, cessa de discuter ce bill, et ne le reprit qu'après que tous les rassemblements eurent cessé.

La manufacture des laines en Angleterre remonte, dit-on, aux Romains, mais nul témoignage historique ne confirme cette tradition; de tout temps les troupeaux anglais produisirent de la laine longue; les indigènes exportaient leurs laines, et les Flamands surtout les employaient pour leurs draps si justement renommés. Mais les persécutions religieuses, dont les Flandres furent le théâtre, poussèrent un grand nombre d'industriels wallons et flamands à se réfugier en Angleterre, et dès ce moment l'Angleterre perfectionna ses manufactures de draps. Pen-

dant longtemps l'exportation des laines anglaises fut permise; à dater de 1660 elle fut prohibée. Cette prohibition dut rendre nécessairement l'usage de la laine plus fréquent, et contribua à diminuer le danger des intempéries des saisons et de l'humidité de l'île.

La balle de laine sur laquelle siége, dans le Parlement, le chancelier d'Angleterre, prouve, dit-on, l'importance que l'on attachait et que l'on attache encore à cette industrie toute nationale.

Si l'on se livrait à quelques recherches pour reconnaître l'influence qu'ont pu avoir les vêtements de laine et la flanelle, on arriverait à reconnaître que dans les pays humides et générateurs de fièvres intermittentes et de dyssenterie, l'usage des vêtements de laine est un des premiers moyens de conservation et de protection.

Shakspeare a dit qu'une sorte de vertu magique résidait dans la flanelle. La flanelle remplace l'instrument appelé *strigil* chez les anciens, mais d'une manière plus douce et plus constante.

Des questions d'agriculture et de monopole commercial rendirent les Anglais tellement convaincus des avantages que procurait la produc-

tion des laines, que lorsqu'ils firent des lois pour l'Irlande, ils mirent des entraves à la production des laines, et bien que ce pays fût éminemment favorable aux troupeaux et aux pâturages, les Anglais le forcèrent à cultiver le chanvre et le lin, afin que les laines d'Irlande ne fissent pas concurrence aux laines anglaises.

Malgré toutes ces considérations, le bill pour la protection des laines ne passa pas; mais la prohibition de l'exportation persistant, l'usage des étoffes de laine devint plus fréquent vers la fin du dix-septième et au commencement du dix-huitième siècle.

Guillaume avait à cœur de discontinuer les errements de ses prédécesseurs.

Sous Jacques Ier, sous les deux Charles et sous Jacques II on proclama fréquemment la défense d'accroître Londres par de nouvelles constructions; à cette époque le gouvernement cessa de renouveler ses défenses, et Londres eut une nouvelle crise de croissance. Montmouth-street, occupée aujourd'hui par des fripiers et des juifs, était le Regent-street de cette époque. Les rues adjacentes aux sept cadrans, *seven dials* étaient l'extrémité de Londres. Le terrain qui séparait

Charing-Cross de Saint-James commençait à se couvrir de maisons.

Pour n'être pas trop éloigné du Parlement, et pour jouir des avantages de la campagne, Guillaume acheta alors la maison et le parc de Kensington. Il en fit sa résidence d'été pendant la saison parlementaire, et il permit l'entrée du parc et de ses jardins aux habitants de Londres. Ce privilége s'est transmis, mais Kensington n'est plus dans la campagne.

(1694). De tous les biens que Guillaume fit à Londres et à l'Angleterre, nul n'est comparable à l'établissement de la Banque. Guillaume en avait importé l'idée de sa patrie. Bien qu'il eût existé des banques à Venise, à Hambourg, à Amsterdam, celle d'Angleterre devint le modèle sur lequel s'établirent plus tard toutes les banques.

Guillaume lui accorda une charte ou privilége. Par cette charte, il lui fut permis de négocier en toutes sortes de billets ou effets de commerce, de recevoir des dépôts d'objets et de marchandises, de faire des avances aux déposants, de prendre des hypothèques sur toutes les terres, excepté sur celles de la couronne; de faire des

avances au gouvernement, mais avec l'autorisation des Chambres, qui, dans ce cas, devaient pourvoir au payement des intérêts; d'émettre des billets payables à vue et au porteur, mais seulement jusqu'à concurrence de son capital; à moins qu'un nouvel acte du Parlement ne l'autorisât à étendre plus loin ses émissions.

Mais en retour du privilége qui lui était accordé, la Banque s'engageait à remettre au gouvernement, à titre de prêt, le montant entier de son capital. Combinaison savante qui, en doublant la fortune publique, fit ainsi passer entre les mains de Guillaume presque toute la richesse immobilière du pays, et, dès ce moment, intéressa tout individu de quelque valeur à la stabilité et à la prospérité de son gouvernement.

En même temps que Guillaume donnait par l'établissement de la Banque une extension immense au commerce, il favorisait plus qu'aucun de ses prédécesseurs la liberté de penser, car c'était favoriser la pensée que de ne point chercher à faire renouveler les règlements contre la presse. De tout temps le gouvernement fut sévère envers la presse, cette sévérité était peut-être nécessaire; l'on doit comprendre qu'il serait

difficile à un gouvernement de se maintenir là où la presse serait sans frein.

La liberté de la presse en Angleterre, c'est la liberté pour tout individu de publier ses opinions sans autorisation préalable, et de n'être responsable de ses publications que devant le jury composé de ses pairs. Le jugement d'un délit de presse *par le jury est en réalité ce qui constitue la liberté de la presse en Angleterre.* Avant cette époque, les délits de presse étaient du ressort de la chambre étoilée, et les juges de ce tribunal n'étaient que trop accessibles aux intérêts comme aux volontés du pouvoir. Les jurés, ne consultant dans la cause qui leur est présentée que leur bon sens, n'écoutant pour prononcer que la conviction de leur conscience, éclairée s'il le faut par l'assistance des juges, libres de tout autre sentiment et forts de leur indépendance, sont devenus, dit lord Erskine, les juges les plus impartiaux et les plus parfaits.

Dès ce moment, la liberté de la presse devint la censure publique s'exerçant sur tous les actes du pouvoir. Elle devait et elle doit encore, sans aucun doute, causer de l'insomnie aux individus chargés du gouvernement ou de l'administration

des lois, mais elle est une protection réelle contre tout abus de pouvoir. La presse est en quelque sorte l'appel fait à la raison commune et à l'intérêt de tous. Cent cinquante ans d'existence ont prouvé que les avantages de la liberté de la presse surpassent de beaucoup ses inconvénients, et je n'hésite pas à dire que ceux-là seuls qui veulent gouverner pour eux, ou dans l'intérêt d'un parti ou d'une faction, ceux-là seuls peuvent craindre la liberté de la presse. Les affaires humaines doivent être gouvernées par la raison commune. La raison commune ne peut être l'expression de la raison individuelle que tout autant que celle-ci peut se manifester. Or, là où la presse n'est pas libre, il n'y pas de raison commune. Le peuple est gouverné par un système, une caste, ou un parti. Les abus et les injustices se perpétuent pendant des siècles tant qu'il n'y a pas d'opposition, et tant que les abus profitent à quelques-uns, au détriment de tous. A moins qu'un prince n'ait la prétention de gouverner son royaume comme la Providence gouverne le monde, il faut qu'il voie et qu'il entende ce qui se passe. Or, il ne peut ni tout voir ni tout entendre par lui-même. La presse seule, et la presse libre,

peut lui faire connaître les besoins à satisfaire, les abus à corriger, les injustices à redresser. La presse peut s'appeler réellement la voix du peuple, et c'est cette voix du peuple ou ce cri de la raison commune que l'on peut appeler la voix de Dieu.

En 1697, Louis XIV ayant reconnu Guillaume roi d'Angleterre, un traité de paix fut signé à Riswick.

Immédiatement après ce traité, on s'occupa d'un traité de commerce entre la France et l'Angleterre. La France envoya une commission pour ce traité, mais l'Angleterre trouvant plus d'avantage à maintenir les droits élevés imposés sur les marchandises françaises, et les protestants français qui s'étaient établis en Angleterre manufacturant eux-mêmes et formant chaque jour des élèves anglais, le traité n'eut pas lieu.

Des cinquante mille Français qui émigrèrent en Angleterre et qui y importèrent leur industrie, 14,000 s'établirent à Londres. Ils se fixèrent dans les environs de Soho square, qu'on entourait alors de maisons, et qui formait une des extrémités de la ville, et dans Spitalfields, terrain peu cultivé et où l'on voyait à peine quelques

maisons éparses. Grâce à ces Français que l'intolérance religieuse chassait du sol de leur patrie, les manufactures de papier, de verre, de couteaux, d'horlogerie, et surtout celles de toile, de chapeaux, de soie, prirent une extension immense, et dès ce moment l'Angleterre, pour ces objets, cessa d'être tributaire du commerce et de l'industrie de la France.

Malgré les belles victoires des Anglais que la bataille de la Hogue avait rendus maîtres de la mer, la France avait compris par instinct que le seul moyen de lutter avec l'Angleterre était de s'attaquer à son commerce, et le peuple l'avait fait avec une énergie telle que Guillaume sentit le besoin d'un répit; 200 vaisseaux, évalués à 30 millions sterling, avaient été pris par les corsaires. Les assurances étaient alors à 30 pour cent, l'intérêt de l'argent à 9 ou 10 pour cent; les pertes du commerce anglais étaient telles que l'on fut obligé de laisser l'acte de navigation comme lettre morte. Pendant l'hiver de 1699 tous les vaisseaux anglais qui étaient dans la Tamise ne contenaient que 65,788 tonneaux, tandis que les vaisseaux étrangers en contenaient 83,238.

Un auteur contemporain disait avec vérité que la marine d'Angleterre n'existait que par ses finances, lesquelles résultent du commerce. Si l'on prend aux Anglais une colonie, ils murmurent; si l'on détruit leur commerce, ils se révoltent. Le principal objet d'un pouvoir de force à lutter avec l'Angleterre doit donc être dirigé contre son commerce. Ne l'attaquer qu'en partie, c'est prolonger la guerre; ne pas l'attaquer, c'est donner à l'Angleterre tous les avantages de la guerre. Dans une guerre entre la France et l'Angleterre, la première peut aisément se passer de son commerce; il n'en est pas ainsi de la seconde. Aussi la guerre la plus meurtrière pour l'Angleterre ne sera pas celle où elle perdra le plus de batailles navales, mais celle qui mettra le plus d'entraves à son commerce.

La paix de Riswick ne fut pas de longue durée. La haine que Guillaume avait vouée au chef de la maison de Bourbon et à la France ne trouvait que trop d'aliment dans l'antipathie nationale; sans aucun doute le plus grand mérite de Guillaume auprès des Anglais fut sa haine contre la France. Louis XIV faisait malheureusement de son côté tout ce qu'il fallait pour justifier et en-

tretenir cette haine ; il avait accueilli les Stuarts fugitifs. Il les protégeait; n'était-ce pas un crime aux yeux de Guillaume?

Charles II, roi d'Espagne, mourut en faisant son testament en faveur des Bourbons. Ce testament, prétendu faux, donnant à la France un accroissement de pouvoir, porta ombrage au jaloux Guillaume, et lui fournit un moyen de soulever l'Europe contre Louis XIV. En 1701, Guillaume se rendit à La Haie pour ranimer la grande alliance contre la France. Louis XIV, pour le braver, ayant fait proclamer roi d'Angleterre le fils de Jacques II, Guillaume fit approuver par le Parlement l'alliance avec la Hollande, l'Autriche, le Danemarck, la Suède, et il fit consentir le Parlement à une levée de 40,000 soldats et de 4,000 marins.

Ainsi, les fautes de Louis XIV devenaient les auxiliaires de Guillaume. A la guerre comme en politique, les fautes d'un parti servent plus à son adversaire que son mérite propre.—La bravade de Louis XIV enflamma le Parlement, qui vota d'enthousiasme les 40,000 soldats et les 4,000 marins que Guillaume n'aurait pu obtenir qu'à grand' peine.

A dater de cette époque, ou plutôt à dater de Guillaume, l'Angleterre fut le centre d'une grande ligue: elle s'efforça de s'attacher tous les ennemis de la France; depuis lors, soit par tradition, soit par intérêt personnel, elle devint l'âme de toutes les ligues, de toutes les coalitions hostiles à la France. L'histoire nous montrera, pendant le dix-huitième et le dix-neuvième siècle, le développement du germe fatal que Guillaume confia au sol anglais.

Guillaume était asthmatique et souffrait beaucoup de ses accès en Angleterre. Le climat de Londres est certes, de tous les climats, le moins propre à cette maladie; aussi Guillaume faisait-il de fréquentes excursions dans les Etats de Hollande. On a dit, avec raison, qu'il était souvent abreuvé de dégoûts : cela ne pouvait être autrement, Guillaume et les whigs s'étaient également trompés.

Les whigs de l'école vénitienne, qui avaient tenté vainement de réduire le monarque au rôle de doge, ne pouvaient être satisfaits de l'influence et de la part que Guillaume avait prises dans les affaires. De son côté, Guillaume était froissé de trouver dans les whigs un corps puis-

sant toujours prêt à limiter son pouvoir. Dans le principe, Guillaume n'avait vu dans la constitution anglaise que le meilleur instrument pour obtenir les grandes sommes dont il avait besoin afin de soutenir la guerre contre la France, et dans ce but, il avait introduit le système des finances que la Hollande avait suivi ; dans ce système, l'avenir est constamment engagé pour faire face aux besoins du présent. L'Angleterre, lancée dans cette voie, a été fatalement forcée d'y marcher davantage. Au gré de Guillaume, l'Angleterre n'y entrait pas assez avant. De leur côté, les whigs ne perdaient jamais de vue leur aristocratie républicaine, et Guillaume, pour se soutenir, étant obligé de balancer les partis, de les déjouer, de les éconduire, trouvait la tâche si pénible, qu'il était fort aise de se réfugier dans ses États de Hollande.

Toujours est-il que Guillaume était mécontent des whigs autant que les whigs étaient mécontents de lui ; et la haine seule contre la France fut le lien qui les unit.

Peut-être l'état de santé de Guillaume contribuait-il à rendre son désappointement plus amer. Quelles que soient la gloire et l'ambition

d'un héros, il ne peut pas toujours se vaincre lui-même, et souvent son organisation physique met à ses desseins les plus vastes des bornes plus rapprochées que ne pourraient faire les plus grands événements.

Guillaume, au milieu de ses préparatifs contre la France, lorsqu'il avait organisé une seconde ligue d'Augsbourg, lorsque l'Angleterre, froissée dans son orgueil, s'était associée à ses projets par des levées d'hommes et d'argent, lorsqu'enfin tout semblait sourire à ses grands desseins, Guillaume tomba de cheval et se luxa la clavicule. Pareil accident est rarement mortel; il le devint pour Guillaume. Soit que sa chute eût occasionné d'autres désordres que ceux rapportés dans l'histoire, soit que l'état général de sa santé ne pût supporter un choc qui eût été léger et sans résultat à toute autre époque, le 8 mars 1702, Guillaume mourut à Kensington, laissant à la reine Anne le soin de continuer son œuvre. La reine n'y fut que trop fidèle. Le 4 mai, l'Angleterre, la Hollande et l'Autriche déclarèrent la guerre à la France; et l'on vit s'engager cette grande lutte connue sous le nom de *guerre de la succession d'Espagne*.

CHAPITRE III.

État de Londres à la fin du dix-septième siècle.— Amélioration de l'intérieur des maisons. — Cheminées. — Vêtements de laine. — Nourriture du peuple.— Boissons.— Abondance d'eau pour les besoins domestiques.— Aspect de la ville ; construction de maisons hors la ville. — Mœurs des Londoniens.— Origine des clubs.— Sévérité des lois. — Brutalité du peuple.— Avantages du présent sur le passé.— De la presse.— Écrivains exposés au pilori.— Défoe. — Marlborough.— Des vins français en Angleterre. — Sinistres du mois de novembre. — Bataille de Blenheim. — Prise de Gibraltar.— Les Anglais n'en comprennent pas d'abord l'importance. — Police à Londres. — Whigs et tories ; union de l'Écosse à l'Angleterre. — Ambassadeur arrêté pour dettes. — Privilége de ne pas payer ses dettes. — Nouveau privilége accordé à la Banque.— Compagnie des Indes. — Luttes des whigs et des tories. — Définition de ces deux titres. — Procès de Sacheveul. — Triomphe des tories. — Paix d'Utrecht.

Avant de parler de la reine Anne, arrêtons-nous un instant sur l'état physique et social de Londres au commencement du dix-huitième siècle ; ce temps d'arrêt nous servira plus tard de point de comparaison.

Si, après le grand incendie, les Londoniens avaient suivi les plans de sir Christophe Wren, ou ceux d'Evelyn, Londres eût pu devenir la plus belle ville du monde. Le célèbre Wren voulait faire d'une large place le cœur et le centre de la ville. Huit rues principales devaient

aboutir à ce centre et, à une certaine distance, huit autres rues transversales devaient former un octogone; plus loin, sur le prolongement des huit premières rues, qui divergeaient toujours davantage à mesure qu'elles s'éloignaient du centre, d'autres rues transversales devaient former un second octogone qui renfermait la ville entière. Les églises et les monuments publics devaient se trouver isolés au point d'intersection des rues et servir ainsi à l'embellissement de la ville. Des quais et des terrasses devaient être établis sur les bords de la Tamise. Ce plan eût pu être exécuté sur un terrain uni, c'était plus difficile sur le terrain déclive et inégal de la cité, et d'ailleurs les grands avantages d'une ville ne consistent pas seulement dans des rues droites et bien alignées; les courtisans étaient séduits par la beauté de ce plan, mais l'intérêt privé s'opposa à son exécution. Chaque citoyen préférant avoir sa rue étroite et tortueuse, sa maison, le coin enfin qu'il avait avant l'incendie, Charles II ne se crut pas assez puissant pour contraindre les citoyens à se soumettre à ce plan. La nouvelle ville s'éleva donc sur les ruines de l'ancienne, seulement quelques rues furent élargies,

et les maisons, au lieu d'être en bois, furent construites en briques de deux côtés.

Charles II avait importé en Angleterre les goûts français, et ces goûts eurent une influence heureuse pour l'intérieur des maisons et pour le confort de la vie. Les appartements, les chambres, auparavant à peine blanchis, furent, à cette époque, tendus de tapisseries; les plafonds furent recouverts de plâtre et modelés de mille manières, les portes et les fenêtres furent ajustées avec plus de soin, les fenêtres furent vernissées et garnies de vitres; dans la plupart des maisons, les cheminées remplacèrent les poêles, et cette circonstance fut d'un grand avantage pour la santé des individus. Une taxe établie sur les cheminées avait contribué à en rendre l'usage moins fréquent.

On ne voit, la plupart du temps, dans une cheminée qu'un foyer pour entretenir le feu et la chaleur, et l'on ne voit pas assez qu'une cheminée est un ventilateur qui sert constamment au renouvellement de l'air des appartements. Il ne peut y avoir d'appartement réellement sain sans un appareil quelconque pour le renouvellement de l'air; ainsi toute chambre sans cheminée,

sans ventilateur, dans laquelle un individu passe plusieurs heures sans ouvrir la porte ou la fenêtre, comme cela arrive pendant la nuit, est éminemment malsaine. L'air est le premier aliment de tout être vivant; de sa pureté dépendent la santé et la vie. L'air d'un appartement, lorsqu'il ne se renouvelle pas, n'est plus un aliment, c'est un poison. On doit comprendre par conséquent combien l'usage général des cheminées dut contribuer à la santé des Londoniens.

J'ai déjà noté les bons effets des vêtements de laine, vêtements qui devinrent plus communs dès que l'exportation des laines fut prohibée.

Rien n'est isolé dans la vie sociale ; ainsi les lois qui favorisaient la production des laines et qui protégeaient les industries qui en découlent, protégeaient, par cela même, l'agriculture et la propagation des animaux domestiques. Tandis que pendant le moyen âge le peuple ne vivait que de viande salée et de poisson, l'accroissement des bêtes à corne et à laine rendit la viande plus accessible aux classes moyennes et même à la basse classe. Les industries qui naquirent des manufactures de laine occupèrent nombre d'artisans qui profitèrent des progrès du temps ; les

peaux devinrent communes, et il en résulta que l'usage de bons souliers fut presque général.

Le poisson fut de tout temps très-abondant à Londres ; on fit à cette époque des règlements pour prévenir la vente du poisson qui ne serait pas frais, et ces règlements contribuèrent nécessairement à la salubrité publique.

La bière et le cidre étaient la boisson ordinaire du peuple ; les vins étrangers étaient importés librement en Angleterre.

Avant le quatorzième siècle, l'ale était faite avec du blé et de l'eau, *fruge madidâ*. Ce furent les Allemands qui introduisirent le houblon dans les manufactures d'ale et de bière ; mais ce ne fut que vers la fin du dix-septième siècle que cette plante tonique fut généralement employée. Henri VIII et ses successeurs défendirent maintes fois de mettre du houblon dans la bière. Ces défenses eurent heureusement peu de pouvoir.

Indépendamment de ses propriétés toniques, le houblon empêche la décoction d'orge germée de passer à la fermentation acide, et augmente l'action vitale de l'estomac et de tout le système animal. L'expérience a démontré l'utilité du houblon pour combattre la faiblesse, les scro-

fules, le rachitisme ; ainsi l'usage d'une boisson tonique parmi le peuple contribua encore à la salubrité générale.

Les Anglais furent de tout temps enclins à se livrer avec excès aux boissons fortes ; les écrivains de la fin du dix-septième siècle trouvaient que le peuple s'améliorait à cet égard.

Pendant le dix-septième siècle, la noblesse avait du pain de froment pour sa table, mais les artisans et les domestiques se contentaient de pain de seigle, d'orge et d'avoine. Le pain d'orge était considéré comme le pain ordinaire du peuple. Cependant, vers la fin du dix-septième siècle, le blé devenait de jour en jour la nourriture ordinaire de la classe moyenne et du peuple.

L'eau amenée dans Londres par Middleton suffisait abondamment aux besoins de la ville, indépendamment de celle qui était fournie par les machines hydrauliques du pont de Londres.

Tels étaient les éléments d'amélioration en rapport immédiat avec les individus.

Un acte fut rendu au commencement de ce siècle pour le pavement, le nettoyage et l'éclairage des rues de Londres et de Westminster, pour le règlement des marchés, pour la garde

de nuit. Cet acte était d'autant plus utile que beaucoup de rues n'étaient point encore pavées, et étaient si mal éclairées la nuit qu'il était dangereux de sortir seul.

L'aspect général de la ville différait certes beaucoup de ce qu'il est aujourd'hui : on peut en juger par ce qui suit.

Les rues n'avaient pas encore de trottoirs, et chaque marchand posait devant sa porte des piliers pour y suspendre d'énormes enseignes. Ces enseignes formaient un assemblage informe des plus grotesques. Persuadé que la plus grande enseigne attirait le plus d'acheteurs, chaque marchand mettait son émulation à dépasser les proportions de celle de son voisin. Ces enseignes, supportées par deux piliers, n'étaient pas adossées aux maisons, mais placées en travers de la rue. On voit encore dans Holborn, comme reste de ce bon temps, un taureau énorme formant l'enseigne d'une auberge. La façade des maisons était grotesquement peinte; on voyait de toutes parts le héros de Poitiers, ou bien une célébrité contemporaine. Les armes des familles nobles étaient peintes sur les maisons de leurs partisans ou employés. Presque tous les animaux étaient

représentés en peinture, en bois ou en pierre. Les caricatures d'Hogarth, qui vint plus tard, nous présentent un tableau de cet aspect de Londres. Les boutiques étaient ouvertes et ressemblaient aux boutiques des bouchers et des marchands de légumes de nos jours. Les marchands se tenaient derrière leurs comptoirs ou à leurs portes, et ils engageaient les passants à entrer. Johnson signala, dans son ouvrage intitulé *Tatler*, les premiers progrès dans les changements de boutiques, en parlant de celles qui commençaient à se fermer par des vitrages.

Une des particularités des Londoniens, c'était leur tendance instinctive à construire hors des limites de la cité. Au lieu de démolir pour reconstruire, ils préféraient s'étendre dans la campagne ; depuis que les proclamations pour défendre les constructions hors de la cité avaient cessé, les Londoniens avaient profité de la liberté qui leur était laissée, et c'était surtout en plein champ qu'ils bâtissaient. Heureuse circonstance ! car il était aisé de construire sur un plan plus large et plus commode, ce qu'ils firent en effet.

Pendant le moyen âge, les constructions de

Londres, limitées d'abord par l'enceinte de la ville, progressèrent peu, le peuple n'ayant jamais su d'ailleurs profiter du magnifique modèle de construction qu'il avait sous les yeux dans l'abbaye de Westminster. Presque tous les peuples du moyen âge nous présentent ce singulier phénomène d'ignorance ou d'apathie que l'on remarque chez les Égyptiens de nos jours; ils construisaient des masures en terre ou des huttes en bois au pied même de ces hardis et gigantesques monuments en pierre qui semblaient faits pour donner des leçons à tous les âges. On eût dit que nos pères étaient écrasés par la grandeur des églises monumentales dont ils n'osaient mesurer le faîte; tant il est vrai qu'il ne suffit pas de montrer le bien et le beau aux hommes pour qu'ils l'imitent, il faut encore qu'ils soient préparés pour le comprendre et pour l'aimer.

L'intelligence et l'amour du beau étaient, dans le moyen âge, le privilége du clergé et de la noblesse, comme le prouvent les abbayes, les couvents et les châteaux. La noblesse et le clergé étaient alors aussi élevés au-dessus du peuple, que les églises et les châteaux l'é-

taient au-dessus des masures qui les entouraient.

A la fin du dix-septième siècle, les mœurs étaient loin d'être irréprochables; la fréquentation des tavernes était un défaut général, et les hommes n'étaient pas seuls coupables. Les femmes elles-mêmes s'y rendaient avec ou sans masque. Les jardins publics étaient nombreux, et ce qu'il y a de remarquable, c'est que plusieurs localités où se trouvaient ces jardins, bien qu'elles soient aujourd'hui habitées par des gens honnêtes, se ressentent encore de leur mauvaise réputation d'alors. *Delicta majorum immeritus lues.*

Les *clubs* étaient nombreux, ils étaient pour la classe aisée ce qu'étaient les tavernes pour le peuple. Mais tandis que les tavernes présentaient un assemblage hétérogène d'individus de tous rangs, de toutes classes, de tout sexe et de toutes professions, les *clubs* se composaient d'individus qui se choisissaient. On n'a pas oublié les fines plaisanteries d'Addison sur les clubs de cette époque. Le club des laids, le club des hommes maigres, des hommes gros, le club des boiteux, des aveugles, des bossus!!! Il n'y avait pas d'ex-

travagance, pas d'excentricité qui n'eût son club et qui ne pût se livrer à toute l'étendue de ses goûts; les hommes se spécialisaient, se classaient d'eux-mêmes, comme le feraient des monomanes en pleine liberté.

Les tavernes et les clubs n'avaient pas cet air de décence et de distinction qui les caractérise aujourd'hui. Il y avait dans les mœurs générales une certaine licence. Le règne de Charles II avait policé les hautes classes, mais il les avait corrompues : cependant si l'on jugeait de leur moralité par les représentations théâtrales, on serait obligé de reconnaître que les mœurs de cette époque n'étaient pas plus pures que celles de nos jours. Les rapports existant entre l'aristocratie et les citoyens étaient presque toujours des rapports d'intrigue où les cavaliers jouaient le rôle de séducteurs, et les bons citoyens celui d'époux trompés. On peut dire sans hésitation que Londres, vers la fin du dix-septième siècle et au commencement du dix-huitième, présentait des scènes dignes de Molière, scènes qui n'étaient d'ailleurs que le reflet de celles qui se passaient en France.

Malgré l'antipathie mutuelle des deux peuples que sépare la Manche, ces deux peuples

ont l'un sur l'autre une influence constante. Cette antipathie n'est pas le résultat des institutions, bien qu'elles contribuent à l'entretenir; elle résulte du génie particulier des deux races saxonne et gauloise. C'est la lutte du génie du Nord et du génie du Midi; et l'Anglais est tellement fidèle aux impulsions de sa nature propre et exclusive, qu'il montre presque autant d'antipathie pour les Irlandais et les Gallois, de race celtique, que pour les Français.

Malgré cette répulsion naturelle, que je n'hésite pas à attribuer à la différence de race, il n'y a pas de peuples qui s'influencent plus que les Anglais et les Français, et cette influence, ou plutôt cette rivalité, est une des conditions de leurs progrès.

Après la Restauration, les cavaliers et l'aristocratie, pour me servir d'une expression du temps, *Breath'd the gallantries of France*. L'influence des mœurs françaises se continua sous Jacques II et même après Guillaume III.

Avant la Révolution, l'on n'entendait parler que de musique, de bals, de soupers; quelques auteurs appelèrent cette époque un *long carnaval*. Ces mœurs dissolues réclamaient une réforme;

la Révolution donnant une nouvelle direction aux idées, lança les hommes les plus actifs dans la carrière politique.

Ces fêtes et ces joies avaient leur contraste. Vers la fin du dix-septième siècle, les lois anglaises, écrites avec du sang, présentaient des scènes affligeantes, et venaient assombrir le tableau de ce temps.

Les crimes de haute trahison étaient fréquents; une opinion religieuse différente de celle du pouvoir était considérée comme trahison : on traînait les criminels au supplice sur une claie, on les pendait, et avant qu'ils fussent morts, on leur arrachait les entrailles qu'on brûlait devant eux; le corps était coupé en quatre, et la tête, divisée du corps, était exposée, suspendue ou empalée. Les biens du condamné étaient confisqués, ses titres annulés; sa femme perdait son douaire, et ses enfants tout titre de noblesse.

La trahison ordinaire était celle du domestique tuant son maître, ou de la femme tuant son mari : pour le premier crime, le châtiment était semblable à celui de haute trahison; pour le second, la femme était brûlée vivante. Pour tout crime capital, le corps du supplicié restait sus-

pendu par des chaînes, même après qu'il était pourri et desséché. Dans les environs de Londres, sur les grandes routes, la vue était souvent choquée par le spectacle de corps décharnés et en putréfaction pendant à un gibet, ou par des squelettes blanchis que le vent agitait. Presque toutes les portes de la cité, et surtout celle du pont de Londres, étaient garnies de têtes de criminels. Ces têtes avaient subi tous les degrés de décomposition ; les plus anciennes étaient blanches; toutes étaient fixées sur des pieux élevés. Les têtes de quelques hommes célèbres furent soumises à ce pal ignominieux; celle de Llewellyn, prince de Galles, fut exposée sur la tour de Londres et couronnée de lauriers par moquerie; la tête de Cromwell fut également placée au haut d'une pique, et exposée sur l'une des tours de Westminster.

Ces hideux spectacles entretenaient la brutalité du peuple et son amour pour le sang; loin d'inspirer la crainte de la mort, ils familiarisaient avec elle. Aussi la peine de mort qui, à cette époque, était appliquée si fréquemment, ne servit pas de correctif au crime.

Blackstone, dans ses commentaires, dit qu'il

est impossible de justifier la fréquence de l'application de la peine capitale. Il est triste de penser, dit-il, que parmi les nombreuses actions journalières de la vie des hommes, il n'y en a pas moins de 160 qui, ayant été déclarées félonies par acte du Parlement, sont punissables de la mort. Cette longue liste d'actions déclarées crimes augmente nécessairement le nombre des coupables, au lieu de le diminuer. Aux yeux d'une raison impartiale, ces exécutions étaient des meurtres légaux, des assassinats juridiques. Un homme perdait sa tête, lorsqu'il n'aurait pas dû perdre une oreille.

Quand on porte les yeux vers ce terrible passé, on frémit de l'horreur qu'il inspire, et l'on comprend combien ces oppressions devaient peser sur le peuple et le décourager. Que de crimes sur cette terre de liberté ! Dans ce Londres, aujourd'hui si humain, que de crimes n'a-t-on pas commis sous les noms sacrés de justice, de religion, de patriotisme ! Et après cela, que l'on ait le courage de vanter le passé et de ne pas reconnaître ce que l'on doit aux lumières de la vraie civilisation !

Pendant tous les changements politiques du dix-

septième siècle, le commerce avait langui; sous le règne de Guillaume, il commençait à se ranimer; nous le verrons, sous ses successeurs, montrer une ardeur passionnée et se livrer à toutes sortes de spéculations avec une espèce de frénésie.

L'agrandissement de Londres nécessita et créa de nouvelles industries. Les voitures publiques et particulières devinrent plus nombreuses et plus commodes.

J'ai dit ailleurs que les lois et les gouvernements avaient autant d'influence sur la santé publique que l'atmosphère physique. La révolution de 1688 en est la preuve. Avant cette époque, aucun des pouvoirs de l'État n'était défini. Quoique l'opinion de quelques Anglais fasse remonter aux Saxons leurs libertés, les Anglais ne furent véritablement libres qu'à dater de leur gouvernement constitutionnel. Qu'étaient les membres du Parlement, lorsqu'Henri VIII pouvait dire à Edouard Montagu, un des membres les plus influents de la Chambre : Holà, l'homme, est-ce qu'ils ne veulent pas laisser passer mon bill ? — Et mettant la main sur la tête de Montagu, qui, selon l'usage, se tenait à genoux devant le roi : Va, lui dit Henri, fais passer mon

bill pour demain, ou bien demain ta tête tombera ! — Le bill passa... Où était alors la liberté saxonne ?

Aussi peut-on dire qu'avant la révolution de 1688 les peuples vivaient au jour le jour. La grande charte, l'acte d'*habeas corpus*, et le bill des droits sont les trois statuts qui résument tous les dogmes politiques des Anglais. C'est l'esprit de ces statuts qui constitue la véritable liberté anglaise ; mais c'est la liberté individuelle surtout qui a permis aux Anglais de se livrer à l'industrie, au commerce, aux conquêtes de tous genres, avec l'assurance de jouir du fruit de leurs travaux ; car la grande charte existait sous les Stuarts et elle était impuissante à protéger les citoyens contre l'arbitraire du souverain. La grande charte existait, quand Thomas More faisait de son chef et sans jugement fouetter James Bainam et assistait à la torture de ce dissident religieux. La philosophie, la piété même de More ne le préservèrent pas des préjugés de son temps contre le crime d'hérésie ; on montre encore dans le jardin de More, à Hammersmith, la place où le chancelier d'Angleterre, le grand-prêtre de la justice, faisait fouetter, attachés à un arbre,

ou fouettait lui-même ceux qu'il considérait comme hérétiques.

Le bill d'*habeas corpus* existait, quand le chancelier Jeffries envoyait tant de victimes au gibet. La liberté anglaise ne date donc véritablement que du *bill des droits*. Le règne de la féodalité était passé avec les Stuarts; l'oppression normande n'était plus possible; alors l'esprit saxon se releva, et avec lui se relevèrent ses antiques libertés. Les deux races s'étant en quelque sorte nivelées, il s'établit entre elles un équilibre qui se traduisit par le gouvernement constitutionnel.

Désormais les Anglais s'occupant d'affaires plutôt que de plaisirs, la liberté individuelle fut un besoin; la propriété du travail, de l'industrie et du commerce étant assurée, cette propriété s'accrut rapidement, et bientôt équivalut à la propriété territoriale. Mais, si les terres ont besoin de bonnes saisons pour produire et pour récompenser le cultivateur de ses labeurs, le travail et le commerce ont besoin de bonnes lois et d'un gouvernement intelligent et régulier pour les protéger; rien ne contribue autant à la santé et au bonheur de l'homme sur la terre que le bien-être matériel; or, le bien-être matériel ne peut

être que le résultat du travail libre et de l'intelligence appliquée aux arts utiles.

Guillaume avait présidé à la révolution politique qui s'était opérée en Angleterre; la reine Anne eut la gloire de favoriser la révolution sociale que Guillaume avait préparée, et de continuer heureusement son œuvre; le règne d'Anne fut remarquable par les faits d'armes les plus éclatants et par l'assemblage des hommes les plus marquants et les plus propres à opérer la régénération sociale dont le besoin s'était fait sentir pendant le siècle précédent.

Malgré les avantages qui avaient dû résulter de l'émigration des Français, on éleva la voix au Parlement contre l'emploi des officiers français, fils d'émigrés, dans l'armée. Ils furent noblement défendus par le colonel Mordaunt, qui rendit hautement témoignage de leur bravoure et de leur fidélité.

Marlborough, qui avait fait ses premières armes comme élève de Turenne, se rendit en Hollande pour se mettre à la tête des troupes levées contre la France; dès lors commença cette suite de combats si funestes aux armes françaises; nos revers étaient d'autant plus pénibles, qu'ils

étaient causés par deux hommes qui avaient, l'un et l'autre, appris l'art de la guerre sous les drapeaux français. Le plus petit succès remporté par Marlborough ou par Eugène, retentissait à Londres et donnait lieu à des réjouissances et à des actions de grâces.

Guillaume avait beaucoup souffert d'une maladie asthmatique; le prince de Danemarck, époux de la reine Anne, était sujet à la même maladie; il avait des accès fréquents, et il résolut de se rendre à Bath pour y chercher quelque soulagement à ses maux. La reine et le prince mirent trois jours pour aller de Windsor à Bath. A présent, ce voyage se fait en quatre heures.

La reine Anne était à peine montée sur le trône que déjà la presse abusait de la liberté qui lui était accordée. La liberté de la presse n'étant garantie par aucune loi, plusieurs écrivains furent exposés au pilori, à Charing-Cross, à Temple-Bar et à la Bourse. Souvent ces individus étaient insultés par la populace qui les couvrait de boue.

L'ingénieux et moral auteur de *Robinson Crusoé*, l'historien de la peste, Daniel Defoe,

écrivit un pamphlet dans lequel il tourna en ridicule le zèle immodéré de l'Église anglicane. Le seul moyen d'en finir avec les dissidents, disait-il, était de les détruire une bonne fois; il fallait déraciner cette mauvaise herbe de l'hérésie, et si l'on objectait que c'était une cruauté que de rallumer le feu de la persécution, il fallait reconnaître que c'était aussi une cruauté de tuer un serpent, une vipère; que les dissidents étaient les serpents et les vipères qui empoisonnaient l'âme.

Defoe, sous l'apparence du zèle pour l'Eglise, poussa l'ardeur pour la persécution jusqu'à l'absurdité. On jugea son pamphlet capable de susciter des ennemis à l'Eglise anglicane; la Chambre des Communes ordonna qu'il fût brûlé par la main du bourreau. Defoe fut mis à Newgate, exposé au pilori et obligé de payer une amende de deux cents livres sterling.

Rien n'était plus éloigné de l'esprit et de l'âme de Defoe, que le besoin de persécution; il avait voulu au contraire combattre la violence du parti religieux, et il avait emprunté le langage des plus exaltés pour en faire sentir l'injustice et le ridicule. Defoe fut puni pour avoir bien fait, parce

qu'il fut jugé par un parti puissant dont les tendances et l'intolérance étaient démasquées par ses écrits. Aucune honte ne s'est attachée à cette exposition de l'auteur de *Robinson* au pilori ; la postérité lui a fait justice, car le crime seul fait la honte et non la punition.

Cette année eut lieu le traité de Méthuen, qui bannit des tables bourgeoises les vins français. Avant ce traité, le vin de France était commun à Londres, on s'en procurait à des prix très-modiques ; pour un schelling la bouteille, on pouvait en avoir d'excellent.

Le traité de Méthuen imposa sur les vins français cinquante pour cent au-dessus des droits sur les vins espagnols et portugais. Ces droits équivalaient presque à une prohibition, et, sans aucun doute, ce traité entretint et accrut la prédilection des Anglais pour les vins forts et toniques.

Stone, l'auteur de Douglas, attribuait aux règlements du fisc le projet d'abrutir le peuple, et il disait avec esprit :

Firm and erect the Caledonian stood
Old was his mutton, and his claret good :
Let him drink port, an English statesman cried
He drank the poison, and his spirit died !

La surtaxe imposée sur les vins français équivalait à une prohibition pour les classes moyennes; elle forçait le peuple à s'adonner à des boissons alcooliques moins chères, mais moins naturelles et plus contraires à la santé. Le peuple qui boit librement du vin est moins sujet à l'ivrognerie que celui qui en est privé et qui a recours à des breuvages plus excitants et beaucoup moins salubres. Le vin français est, sans contredit, le plus innocent des breuvages, et de tous les moyens, le plus convenable pour dissiper le spleen propre au climat de Londres. Je suis très-disposé à reconnaître la vérité de l'épigramme de Stone, et j'avoue que je n'ai jamais trouvé les Anglais aussi spirituels et d'une gaieté aussi aimable que lorsque je les ai vus sous l'influence du vin français. En parlant de Londres contemporain, je reviendrai sur cette question d'hygiène et de moralité publiques.

Au mois de novembre de cette année, Londres et toute l'Angleterre souffrirent des suites d'un grand orage. Le mois de novembre est remarquable par des sinistres; le changement de temps se fait généralement après minuit. La tempête du 26 novembre 1703 commença à minuit; elle

enleva le toit des maisons; les plombs furent roulés et enlevés comme des pièces de parchemin, les grands arbres déracinés dans les parcs, les tours et les clochers de plusieurs églises furent abattus; vingt personnes furent tuées et plus de deux cents blessées; mais ce fut sur l'eau et en mer qu'eurent lieu les plus grands désastres. De tous les vaisseaux qui étaient sur la Tamise, dans le port, sept seulement restèrent sur leurs ancres. Le nombre de barques, de vaisseaux de toute espèce qui étaient pêle-mêle dans la Tamise, brisés ou naufragés, causèrent une perte énorme. On compta quinze cents marins perdus. Tous les habitants étaient dans la consternation et attendaient le jour avec inquiétude. Lorsqu'il parut, le désastre était effrayant; les rues étaient encombrées, un grand nombre de maisons étaient découvertes et exposées à la neige et à la pluie.

La spéculation s'empara d'abord de ce désastre; en vingt-quatre heures les briques et les tuiles quintuplèrent de valeur. On ne pouvait se procurer ni maçons ni matériaux, plusieurs maisons restèrent tout l'hiver sans toit; et l'on fut réduit à les couvrir avec des voiles de

navire, des tentes, du bois, enfin, de toutes pièces.

Pendant que Londres souffrait de la furie des éléments et de l'inclémence de la saison, Marlborough immortalisait son nom par la bataille de Blenheim et par sa campagne de Flandre. Les Anglais passèrent de la consternation à la joie la plus vive; de toutes parts on se rendait à Londres pour être témoin du triomphe de Marlborough. La reine, le Parlement, le peuple rivalisaient à l'envi pour exalter la gloire du vainqueur de Blenheim; les drapeaux français furent portés en triomphe et suspendus dans la grande salle de Westminster.

Mais tandis que la louange s'épuisait sous toutes les formes pour le héros de Blenheim, la reine, le gouvernement et le peuple étaient injustes envers le héros de Gibraltar, Sir Georges Rooke, qui donnait à son pays les clefs de la Méditerranée, de cette mer qui fut de tout temps le centre des événements les plus marquants de l'histoire. Par Byzance, l'Égypte, la Grèce, la Syrie, Rome, l'Espagne et les Gaules, la Méditerranée réclame à elle seule les plus grands faits de l'histoire; par sa position, l'Angleterre était exclue de ce théâ-

tre. Les Anglais ne comprirent pas d'abord le magnifique présent que l'amiral Rooke faisait à son pays, et le gouvernement appréciait si peu la prise et la possession de Gibraltar, que l'on mit en question si cette capture méritait à l'amiral des remerciements publics. Non-seulement ces remerciements lui furent refusés, mais on enleva à sir G. Rooke son commandement. A cette époque, comme de nos jours, rien n'exaltait autant l'amour-propre des Anglais que leurs succès contre la France. Marlborough triomphait des Français ; ce triomphe était le *nec plus ultrà* de sa gloire : manière indirecte de rendre hommage à la valeur d'un peuple, lors même qu'il éprouve des revers !!

Tout semblait bon pour humilier et embarrasser cette France dont l'*orgueilleux* monarque avait blessé tant de peuples; un *bill* passa pour défendre tout commerce avec ce pays, et quiconque aurait, à cette époque, correspondu avec la France, ou y serait allé, sans autorisation du gouvernement, eût été déclaré coupable de haute trahison.

Pendant que Marlborough et les autres généraux anglais couvraient de gloire les armes de

leur patrie, les habitants de Londres ne pouvaient sortir sans armes pendant la nuit, dans la crainte d'être dépouillés à chaque coin de rue. Ces délits devinrent si communs et si intolérables que, pour les réprimer, on établit une garde de nuit; les gardiens portaient une hallebarde et une lanterne à la main, équipement aussi lourd que grotesque.

Il y eut cette année une élection pour les membres du Parlement : whigs et tories luttèrent d'efforts pour obtenir la majorité. Les tories avaient répandu le bruit que l'Église était en danger; calomnie absurde, mais toujours puissante pour remuer l'esprit du peuple. Les whigs repoussèrent ce bruit avec succès, et la majorité des élections fut en leur faveur.

Swift, à Londres à cette époque, écrivait à ses amis : « Les querelles sur la haute et la basse église sont incessantes, et les dames en sont si occupées qu'elles n'ont pas le temps de dire leurs prières. »

La bataille de Ramillies vint encore exalter l'enthousiasme des Anglais. Londres était alors le théâtre de réjouissances publiques. Les ré-

jouissances et les pompes militaires accrurent la population de la capitale ; les historiens en ont fait la remarque avec raison.

Mais ce qui contribua le plus à l'agrandissement de Londres, ce fut la réunion de l'Ecosse à l'Angleterre. Cet acte fut, sans contredit, l'un des plus grands du règne de la reine Anne. Par son esprit conciliateur et patient, cette princesse parvint à réunir les intérêts de deux peuples jaloux, trop longtemps rivaux et ennemis, quoique la nature les eût liés ensemble. A force de politique, d'adresse et de *présents*, Anne réunit enfin sous une même direction et un même Parlement l'Ecosse et l'Angleterre. Le comte Stairs, dont la politique habile mais peu morale fut suivie, détermina la reine à choisir pour commissaires écossais les seigneurs de cette nation les plus connus par leur opposition à l'union et à la cour. Des commissaires agréables au ministère, disait-il, sont odieux à la nation et n'entraîneraient jamais les suffrages de la multitude ; au lieu que ceux qui sont connus par leur opposition à la cour, et que le peuple regarde comme ses protecteurs, peuvent être gagnés, qu'ils le seront infailliblement, et ils feront tomber

le Parlement d'Ecosse dans leurs sentiments.

Ce que lord Stairs avait prévu arriva. Les commissaires furent séduits, et bien que la cour ne fût pas assez riche pour acheter tout le monde, elle le fut assez pour acheter ceux en qui le peuple avait le plus de confiance.

Un gentilhomme, que l'or offert trop directement n'avait pu séduire, se plaignait amèrement de l'intrigue et des moyens corrupteurs employés par le ministère, et il faisait une longue énumération des griefs de la nation. Le ministre l'écouta assez longtemps sans l'interrompre, puis, soupçonnant assez ce qui portait ce gentilhomme à se plaindre, il convint avec lui que la nation n'avait que trop de sujets d'être mécontente. Je m'efforcerai, dit le ministre, d'effacer les griefs du pays, et je tâcherai pour cela de m'entourer d'hommes capables d'arriver à ce but : A ce sujet, continua le ministre, il y a depuis ce matin seulement un poste honorable qui rapporte cinq cents livres sterling, et j'allais vous le faire offrir. Le censeur accepta le poste honorable, et avant de sortir de chez le ministre, il convint que le gouvernement ne pouvait être en de meilleures mains. Nos passions changent singulièrement

l'aspect des objets, sans que ces objets aient pourtant une nouvelle forme ! !

Malgré la corruption des commissaires écossais, on ne saurait disconvenir que l'union ne fût avantageuse aux deux nations; toutefois on regrette que cette union ait été obtenue par des moyens peu honorables. Triste condition que celle d'un peuple qui ne peut être amené à bien qu'en passant par le mal!

Londres devint la capitale des deux pays, ou plutôt du pays uni. Ce traité, attirant à Londres l'élite de la population écossaise, devait nécessairement accroître le nombre des habitants et contribuer à la grandeur et à l'importance de la ville. Londres fut donc le rendez-vous de l'aristocratie des deux royaumes.

De tout temps les priviléges de la noblesse furent nombreux; mais il fallait qu'ils fussent au moins définis et protégés par une loi. Le privilége des ambassadeurs reçut cette année un affront dans la personne de l'ambassadeur moscovite. Il fut arrêté pour dettes, retiré de force de sa voiture et mis en prison. Il n'en sortit qu'après avoir donné caution. L'ambassadeur jeta les hauts cris, et Pierre I[er] demanda que l'on punît

de mort les coupables. Mais il n'y avait pas alors de loi qui dispensât les ambassadeurs de payer leurs dettes et qui les mît au-dessus de la loi commune. Les créanciers avaient agi dans les limites de la loi, et tout ce que l'on put faire fut de les réprimander.

Pierre Ier fut obligé de se contenter des excuses qui lui furent faites ; un bill passa plus tard, pour protéger les ambassadeurs et leurs gens contre les poursuites de la loi commune, comme si un ambassadeur ne devait pas donner le premier l'exemple de l'exactitude dans les payements ; et l'on consacra alors par une loi une injustice envers le public. Celui qui fait des dettes avec la conviction de ne pas les payer et avec la certitude de n'être point poursuivi est au-dessous du voleur le plus vulgaire, et quel que soit son titre, prince ou ambassadeur, il n'est en réalité qu'un misérable. Les lois de l'équité sont les mêmes et doivent être les mêmes pour tous. Il n'y a qu'une loi morale, et le seul privilége, à mon avis, que devraient avoir les riches, serait de remplir plus exactement et plus fidèlement leurs engagements.

Le privilége que croyait posséder l'ambassa-

deur moscovite existait déjà pour toute la noblesse, et s'étendait même jusqu'aux serviteurs des pairs et des grands dignitaires de l'État. Swift disait avec raison, à cette époque, en faisant allusion au privilége des sénateurs et de leurs domestiques : « Celui qui ne peut pas ou qui ne veut pas payer ses justes dettes et qui veut éviter les rigueurs de la loi, n'est pas digne d'être législateur. Autant vaudrait mettre un criminel pour juge, et lui permettre de condamner les honnêtes gens à être pendus à cause de leur probité. C'est une triste justice que celle qui permet au valet d'un patricien de ruiner des fournisseurs, et qui le protége contre l'arrestation, uniquement pour que la femme du patricien n'ait pas le déplaisir de sortir sans sa livrée complète. »

Les habitants de Londres furent de tout temps remarquables par leur crédulité : il n'y a pas de fanatique religieux qui ne puisse espérer trouver quelques partisans dans cette métropole. Trois Français, que l'on désigna sous le nom de camisards, prétendaient avoir le don de prédiction. Les protestants *français* établis à Londres poursuivirent ces individus comme imposteurs ; ils

parvinrent à les faire condamner au pilori. Triste preuve de tolérance et de charité nationale !

A la fin de l'été de cette année, il y eut tant de mouches que le sol en était couvert et qu'en marchant dans les rues on laissait des traces comme on eût fait sur la neige. Ce phénomène ne paraît pas avoir eu de fâcheux résultats pour la santé publique ; car le bill de mortalité ne dépassa pas celui de l'année précédente.

Le prince de Danemarck, mari de la reine Anne, mourut des suites de son asthme. Trois mois avant sa mort, il était hydropique, et le peu de détails que l'on a sur sa maladie prouve que sa mort fut le résultat d'une maladie du cœur causant la dyspnée, que l'on considérait comme un asthme. L'hydropisie, survenue avant la mort, confirme l'opinion qu'il était affecté d'une maladie du cœur. A l'époque dont je parle, l'asthme était classé comme variété de la consomption ou phthisie, et dans les rapports des médecins, ces deux maladies sont confondues.

Malgré la loi qui donnait au papier de la Banque un cours forcé, malgré les victoires de Marlborough, les Anglais conservaient envers la Banque une certaine défiance. Depuis sa création, ses

billets avaient perdu jusqu'à vingt pour cent. On savait qu'il était impossible à la Banque de rembourser, et selon les lois de la prudence humaine, le moment devait venir où elle perdrait son cérdit. L'acte que rendit le Parlement en 1708 vint au contraire le consolider. Cet acte interdisait en Angleterre et dans le pays de Galles le commerce de banque et l'émission des billets; il créait par là un monopole exclusif. A dater de cette époque, les établissements privés devinrent autant d'auxiliaires de la Banque, car ses billets devaient nécessairement avoir cours de préférence à tous les autres. Les Anglais le comprirent ainsi; car la Banque ayant voulu doubler son capital, la souscription fut remplie en quatre heures.

Les Anglais appréciant enfin le bien qui était résulté de l'émigration française, l'on agita alors la question de naturaliser tous les protestants français. Cette mesure était sage, elle avait le double but de s'attacher les Français et de montrer à Louis XIV la faute qu'il avait commise.

Le bon accueil que l'Angleterre fit aux protestants français, victimes de la tyrannie de

Louis XIV, attira à Londres d'autres étrangers; mais ils n'avaient pas leur industrie pour les recommander. Neuf mille habitants du Palatinat vinrent chercher un refuge à Londres. Ils furent campés à Blackheath et à Camberwell, sous des tentes. La charité publique vint à leur secours, mais ces réfugiés sans état devinrent bientôt un fardeau; aussi s'efforça-t-on de s'en débarrasser, soit en les transportant en Irlande ou dans les colonies.

Pendant que l'Angleterre peuplait ses colonies américaines en y envoyant toutes les mains inhabiles, mais pourtant capables de cultiver la terre, elle jetait en même temps dans l'Inde, sous le nom modeste de comptoir, les fondements d'un vaste empire. Les conquérants futurs de l'Inde, les successeurs d'Alexandre et de Gengis, étaient de simples marchands de Londres; les directeurs de cette œuvre colossale ne voyaient dans leur entreprise que des profits à partager, profits provenant du commerce et des échanges; dans leurs plus beaux rêves d'ambition et de richesses, ils étaient loin d'aspirer à ce que la fortune leur réservait; ils étaient loin de supposer qu'ils auraient des trônes et des couronnes à donner,

et qu'ils attireraient un jour dans Londres toutes les richesses de la péninsule indienne.

L'année 1709 fut remarquable à Londres par la lutte des partis formés pendant la dernière révolution. Les whigs, principaux instruments de ce dernier événement, avaient conservé le pouvoir. C'étaient les whigs du parti vénitien qui s'étaient efforcés de limiter la puissance royale de Guillaume, et sous la reine Anne, ils réduisirent tellement le rôle de la royauté, qu'il semblait que ce troisième pouvoir de l'État, le plus élevé de tous, ne dût être qu'une ombre du pouvoir ministériel. Les whigs, soutenus par les victoires de Marlborough et par l'influence de sa femme auprès de la reine, abusèrent de leur pouvoir. Les tories, trop intéressés pour ne pas surveiller la conduite de leurs adversaires, sachant d'ailleurs que la reine supportait avec impatience le joug des ministres de Marlborough, saisirent la première occasion de faire une manifestation. La guerre, continuée contre la France, couvrait de gloire les armes anglaises, gorgeait d'or Marlborough et les siens, mais elle épuisait toutes les ressources de l'État. Pour maintenir et étendre leur influence, les whigs continuaient la

guerre au dehors; au dedans, ils soutenaient les dissidents dont le nombre croissait tous les jours. Le plan d'attaque des tories se trouvait donc tout tracé; il s'agissait de s'élever contre les dépenses ruineuses de la guerre, et d'agiter le sentiment religieux du peuple, en l'alarmant sur les dangers de l'Église. Ce dernier moyen fut admirablement mis en œuvre par un simple prêtre, le docteur Sacheverel qui, prêchant à Saint-Paul, devant le lord-maire, introduisit ses opinions sur le droit divin des souverains et sur l'obéissance passive des sujets. Les whigs avaient établi la doctrine de la résistance conformément à leur conduite envers Jacques II. Le droit de résistance au souverain était un précédent que les whigs préconisaient; il semblait que ce droit de résistance fît la base de la conduite du ministère envers la reine Anne. Il suffisait que les whigs fussent d'une opinion pour que les tories embrassassent l'opinion contraire; mais il fallait donner une apparence de raison à l'opposition qu'ils faisaient au ministère. Les whigs, sentant le danger des opinions de Sacheverel, le firent appeler devant le Parlement; Sacheverel y trouva des soutiens et des défenseurs; les tories eu-

rent l'adresse de faire considérer le procès qu'on lui faisait comme une persécution contre l'Église. Chose étrange, la populace embrassa l'opinion des tories, et soutint Sacheverel qui préconisait le droit divin, l'obéissance passive, et qui anathématisait, dans tous les cas, la résistance à l'autorité royale !

Le jour du procès, une multitude de gens du peuple entourait Westminster-Hall et s'efforçait de baiser la main de Sacheverel ; la reine ne crut pas au-dessous de sa dignité d'assister à la séance. Le peuple, une fois en mouvement, ne pouvait rester impassible ; aussi des émeutes eurent lieu dans différents quartiers de Londres, et les maisons de plusieurs dissidents furent attaquées, les vitres et les fenêtres brisées à coups de pierres. Des maisons d'assemblées différentes furent démolies, les bancs, les chaises et tout l'ameublement en furent brûlés.

On fut obligé d'appeler les troupes pour maintenir l'ordre dans la ville. Sacheverel fut condamné, mais si légèrement puni, que les tories, qui l'avaient soutenu, regardèrent ce procès comme un triomphe. C'en était un en effet, car il avait permis aux partis de se prononcer, et

avait montré aux tories ce qu'ils pouvaient attendre d'une élection, dans un moment où le peuple sympathisait avec Sacheverel.

Avant d'aller plus loin, qu'il me soit permis de dire, pour l'intelligence de l'histoire, ce que l'on entendait alors par tories et whigs.

Les tories adhéraient fermement au gouvernement monarchique avec des restrictions et des limites légales; ils professaient la doctrine et ils pratiquaient les cérémonies de l'Église anglicane, ils regardaient les dissidents comme leurs ennemis déclarés; les tories étaient donc distingués par le nom de partisans de la haute Église; généralement depuis la conquête, ils étaient possesseurs de terres, et il ne serait pas difficile de montrer leur filiation à la race normande.

Les whigs ou les partisans de la basse Église étaient plus tolérants; ils ne regardaient pas les dissidents comme ennemis. Parmi les whigs eux-mêmes, se trouvaient grand nombre de dissidents. Les whigs étaient monarchiques dans un sens plus limité que les tories, ils se rattachaient au commerce et à l'industrie qu'ils représentaient.

Il y avait un troisième parti, appelé jacobite:

il se composait des partisans des Stuarts, des catholiques, et votait avec les tories.

Enfin l'interrègne de Cromwell avait laissé quelques débris de *presbytériens* et d'indépendants qui prenaient le nom de républicains ; ce parti, très-faible, votait avec les whigs.

La lutte s'engageait ordinairement entre les deux grands partis, les whigs et les tories, auxquels se ralliaient les deux autres factions.

Le parti tory de la haute Église fut, de tout temps, le parti des propriétaires de terres ; les whigs, qui possédaient aussi, mais qui possédaient surtout les terres de l'Église, s'appuyaient davantage sur le commerce et les spéculateurs.

L'interprétation de l'*obéissance passive* établissait la principale différence entre les whigs et les tories ; mais ces deux partis ne manquaient pas d'exagérer et de dénaturer les opinions de leurs adversaires ; les whigs accusaient les tories d'interpréter ainsi l'*obéissance passive* : « Le roi, même dans une monarchie limitée, tenait son pouvoir de Dieu, il n'en devait compte qu'à Dieu : le roi était au-dessus de la loi ; il fallait se soumettre, en toutes choses, au plus

cruel des tyrans; les lois faites pour limiter son pouvoir étaient sans valeur, il pouvait les détruire à volonté; dans aucun cas le peuple n'avait le droit de se protéger et de se défendre. » Tels sont les opinions que les whigs attribuaient aux tories.

Ceux-ci répondaient par l'exposition de leur opinion envers la royauté, et ils professaient : « que, dans tout gouvernement, monarchie ou république, il y a un pouvoir suprême, absolu, illimité, auquel l'obéissance passive est due; tout pouvoir qui a le droit de faire des lois est un pouvoir sans limites; il peut annuler, ou faire les lois qu'il juge nécessaires, et il exige l'obéissance de tous et la non-résistance. En Angleterre, ce pouvoir est dans les mains du roi et de la reine, conjointement avec les deux Chambres, et conséquemment tout décret fait par ce triple pouvoir doit être activement et passivement obéi; l'administration ou la partie exécutive de ce pouvoir est réservée au prince qui, dans l'administration de la loi, ne doit pas trouver plus de résistance que le pouvoir législatif lui-même. » Mais ils n'admettaient pas la même obéissance passive aux ordonnances limitées du

prince quand elles étaient contraires aux lois qu'il avait acceptées et juré de maintenir. La couronne d'Angleterre pouvait être poursuivie en justice comme le plus simple particulier, et si un roi d'Angleterre envoyait arbitrairement un de ses officiers pour saisir les terres ou la propriété d'un citoyen, ce citoyen pouvait *légalement résister*.

Quant à la succession au trône, les tories pensaient qu'un droit héréditaire était le meilleur de sa nature; mais en même temps, ils admettaient qu'il pouvait être détruit par un acte du Parlement, aussi bien que la grande charte pourrait l'être, si la législature le jugeait nécessaire au bien public. Ainsi, le pouvoir absolu, d'après les whigs eux-mêmes, résidait dans la législature. Ce n'était ni plus ni moins qu'un tyran à mille têtes.

Après Guillaume, tout individu approuvant la révolution, se déclarant contre le prétendant, justifiant la succession dans la maison de Hanovre, et qui pensait que la monarchie anglaise n'était pas absolue, mais limitée par des lois liant le pouvoir exécutif lui-même, cet individu était whig. Au contraire, tout individu qui soutenait

que le droit de la reine était héréditaire, que la personne des princes était sacrée, que leur autorité légale ne devait jamais rencontrer de résistance, pas même leur usurpation, sans la plus grande nécessité, que toute infraction à la succession était dangereuse, que tout schisme dans l'Église était un grand mal, que la ruine de l'Eglise serait suivie de celle de l'Etat, que l'on ne devait confier aucun pouvoir à ceux qui ne professaient pas la religion établie, celui-là était tory.

Mais bien que ces deux opinions fussent parfaitement tranchées et que l'on pût les regarder comme le symbole adopté par chacun de ces partis en général, cependant, selon les intérêts des circonstances, ces opinions étaient plus ou moins élastiques. Dans le principe, les whigs admettaient la tolérance religieuse, un peu plus tard, ils se firent un appui de ceux qui différaient d'opinion avec l'Église anglicane. Et toutefois, il y avait dans les deux partis des individus dont les opinions se seraient aisément fondues, si les intérêts politiques ne les avaient tenues séparées.

A la suite du procès de Sacheverel, qui servit aux deux grands partis à mesurer leurs forces,

il y eut une dissolution du Parlement. Alors les craintes habilement semées sur les dangers de l'Eglise portèrent leurs fruits. Les whigs s'aperçurent trop tard du danger qu'ils couraient et firent de vains efforts pour l'éviter. Les élections furent en faveur du parti tory ou de la haute Église, et tandis que le peuple les soutenait, ils rendirent les ministres whigs si odieux qu'il suffit d'un léger prétexte à la reine Anne pour s'affranchir de leur joug et de celui de Marlborough, l'âme du parti.

Les whigs avaient poussé la guerre contre la France avec vigueur, il semblait qu'ils eussent hérité de toute la haine du prince d'Orange. A l'avénement des tories, il fut possible d'espérer la paix que réclamaient les besoins du commerce anglais, et que réclamaient bien davantage les finances épuisées de la France.

CHAPITRE IV.

Reconnaissance des tories envers leur parti. — Construction de cinquante églises sur les confins de Londres.—Saint-Georges.—Rue d'Oxford.— Tyburn, place d'éxecution. — Où reposent les restes de Cromwell. — Dénomination des rues pendant le gouvernement des whigs. — Attaques de Swift contre Marlborough. — Addison et le Spectateur.—Le Français Guiscard. — Attaques de Swift contre la France. — Réponse d'un Français. — Marlborough, obligé de s'expatrier à la suite du Traité d'Utrecht. — Le prince Eugène visite Londres.— Le docteur Radcliffe.—Le courage anglais. — Guerre de pamphlets. — Steele et la crise. — Mort de la reine Anne.— Radcliffe, Locke, Bolingbroke.— Swift et Gulliver.

A la suite d'une grande victoire ou après avoir échappé à quelque calamité publique, les Romains bâtissaient ordinairement un temple en l'honneur du dieu auquel ils se croyaient redevables de la victoire, ou de la délivrance du fléau; les tories imitèrent les Romains. Délivrés des whigs, ils voulurent élever, non pas un temple, mais cinquante temples à l'esprit de l'Église qui les avait servis et leur avait donné la victoire sur leurs adversaires. Aussi à peine arrivés au ministère, ils s'empressèrent de montrer à l'Eglise épiscopale la gratitude qu'ils lui devaient.

La population de Londres croissant chaque

jour, motivait suffisamment les actes du nouveau gouvernement. Cinquante églises, consacrées au rite anglican, furent donc construites dans Londres et dans Westminster. Si les Anglais avaient eu alors une architecture nationale qui leur fût propre, si les plus beaux édifices que l'Angleterre possède n'étaient pas le produit des architectes étrangers qui avaient gardé le secret de leurs arches hardies ; si enfin les Anglais n'avaient pas alors, comme toujours, reflété le goût du continent, on eût vu surgir cinquante églises de ce style élégant dont quelques-uns de leurs architectes réclament l'invention pour leur pays ; cinquante églises nouvelles, dans le style dit saxon, se seraient élevées dans Londres, comme autant de filles élégantes de la magnifique abbaye de Westminster. Il n'en fut pas ainsi, et bien que ces nouvelles églises fussent construites d'après les règles de l'architecture grecque et romaine, elles étaient, comme nous les voyons encore, étroites, mesquines, sans grandeur, ressemblant plutôt à des chapelles grecques qu'aux belles cathédrales du culte catholique. Ces cinquante églises, qui sont presque les seuls monuments de ce siècle, ne devaient

pas suffire à l'accroissement de la population de Londres. Bâties, pour la plupart, autour de la ville, elles formaient une enceinte sacrée ; elles étaient situées au delà des habitations, et en face de la campagne. Aucune de ces églises ne porte l'empreinte de la grandeur et de la majesté des temples catholiques, si l'on en excepte la belle cathédrale de Saint-Paul, chef-d'œuvre de l'architecte Wren, que l'on terminait alors.

On peut aujourd'hui, en parcourant Londres, juger du prodigieux accroissement de cette ville depuis cette époque. Toutes ces églises, isolées il y a un siècle, sont aujourd'hui entourées de maisons et s'éloignent, chaque jour davantage, des champs et des confins de Londres. Prenons un exemple.

L'église de Saint-Georges, entièrement isolée, se trouvait à l'extrémité de la ville ; tous les terrains à l'ouest étaient en pâturages ou sans culture ; dans quelques endroits on déposait les débris et les ordures de la ville. La foire de mai (*May Fair*) se tenait sur ce terrain formé de débris et qui s'étendait de Saint-Georges jusqu'à Hyde-Park. Cette localité, disent les historiens, était le rendez-vous et le réceptacle de la

débauche, du meurtre et de tous les vices qui pullulaient à Londres.

La rue d'Oxford n'existait pas; cependant des rangées de maisons s'élevaient entre Soho square et Swallow street, qui porte aujourd'hui le nom de Regent street, et tout ce qui se trouvait au nord de la rue d'Oxford était en pâturages. L'espace séparant l'extrémité de la ville et le village de Marylebone, alors isolé, était considéré comme un coupe-gorge; des faits nombreux entretenaient cette réputation; fréquemment on y était dévalisé, volé et maltraité par les voleurs de nuit, si l'on n'était pas en force pour résister.

Oxford street, comme toutes les routes principales, se couvrait plus tôt de maisons que les parties les moins fréquentées de la ville; ses bords étaient plantés de buissons derrière lesquels les malfaiteurs se mettaient en embuscade; le sol était inégal, mal entretenu, l'eau et la boue séjournaient constamment dans les cavités, et les chars s'y embourbaient aisément. Vers la partie la plus déclive de la route, en face de Gilbert street, se trouvait un pont tellement étroit que deux voitures ne pouvaient passer de front. Sous ce pont coulait la Bourne, ruisseau qui descend

des hauteurs de Hampstead, et que l'on a utilisé plus tard pour lui faire entraîner les eaux et les immondices des égouts du West-End.

L'extrémité de la rue d'Oxford, celle qui avoisine le parc, était bordée par des huttes en bois ou en boue; ces huttes étaient habitées par des voleurs, des équarrisseurs, ou par les boueurs de la ville; pour couronner ce hideux tableau, Tyburn présentait ses potences permanentes, avec ses cadavres en décomposition, ou ses squelettes blanchis par le temps. Le nombre d'individus que dévorèrent les gibets de Tyburn est incalculable; le nom seul de Tyburn était un opprobre; *oiseau de Tyburn* était une métaphore de mauvais augure, et ce fut pour imprimer au nom et à la mémoire de Cromwell une tache d'ignominie, que la Restauration fit suspendre pendant tout un jour aux gibets de Tyburn les ossements exhumés d'Ireton, de Bradshaw et de Cromwell. Les cercueils qui les renfermaient furent traînés sur une claie, depuis Holborn jusqu'à Tyburn; arrivés à ce Golgotha, les corps en furent retirés, attachés à des chaînes et suspendus à trois potences depuis le lever jusqu'au coucher du soleil. Ensuite on les décapita, et les troncs furent jetés

dans une fosse creusée au pied même des trois gibets. A Tyburn, c'est-à-dire à l'extrémité d'Oxford street, au point de jonction entre cette rue et Edgeware road, reposent les restes mutilés d'Ireton, de Bradshaw et de Cromwell.

Tyburn n'a rien conservé de son ancienne destination; une borne d'airain indique seule le lieu où furent les gibets d'ignominie et de mort. Il a perdu jusqu'à son nom, comme s'il avait honte de son origine, et naguère le descendant d'un riche banquier, philanthrope et homme de bien, Philippe Hope, a fait placer à l'endroit même où étaient les gibets une lampe entourée de garde-fous. C'est auprès de cette lampe que les piétons se réfugient aujourd'hui pour éviter les voitures nombreuses qui se croisent sans cesse en allant à Hyde-Parc.

Les cinquante églises en pierre blanche de Portland contribuèrent sans aucun doute à l'embellissement de la ville. Tandis qu'il reste à peine quelques rues qui indiquent le passage des whigs, telles que Great-Marlborough, Blenheim, Lisle, Vigo street, ces cinquante églises demeurent, sinon comme témoignages de l'esprit religieux de cette époque, du moins comme

monuments de sa puissance. Les rues que j'indique étaient alors aux extrémités de la ville.

En criant au danger de l'Église, le parti tory avait eu les élections en sa faveur. Il n'avait rempli que la moitié de sa tâche; Marlborough restait, puissant encore par ses victoires, par son nom, par son habileté. Pour compléter la défaite des whigs, il fallait abaisser ce grand homme; Swift s'en chargea. Doué d'une verve et d'un talent remarquables, Swift commença, dans l'*Examiner*, une série d'articles dont l'influence fut immense. Ses attaques contre Marlborough étaient empreintes d'une personnalité acerbe. L'écrivain mettait en relief l'avarice trop connue de ce grand capitaine. Les whigs exagéraient à dessein les services du général, pour faire ressortir l'ingratitude de la cour : Swift, dans le seizième numéro de l'*Examiner*, fit justice de ces exagérations, en rappelant ce que Rome accordait à ses plus grands généraux victorieux, après qu'ils avaient changé un royaume en province et qu'ils avaient ajouté cette province à l'empire romain, et le comparant à ce que l'Angleterre avait accordé à Marlborough, qui avait couvert son pays de gloire, mais qui

n'avait rien ajouté à son empire « Les récom-
« penses qui plaisent davantage, » disait Swift,
« sont celles qui sont le plus en rapport avec le
« goût de celui qui les reçoit ; je ne dirai donc rien
« du titre de duc et de chevalier de l'ordre de la
« Jarretière que la reine a accordé au général, au
« commencement de son règne ; mais je donne-
« rai des exemples de la générosité substantielle
« de la reine et de la nation :

« La terre de Woodstock vaut L.	40,000
« Le château de Blenheim	200,000
« Une pension annuelle de 5,000 « représente la valeur de	100,000
« La principauté du duc en « Allemagne vaut	30,000
« En joyaux et en tableaux, le « duc a reçu.	60,000

« Les appointements du duc et de la duchesse, « pendant onze ans, s'élèvent au moins à liv. « 100,000 ; voilà donc plus d'un demi-million ster- « ling donné publiquement au général, sans « parler de ce qu'on ignore. Cela suffit, sans « doute, pour faire cesser le reproche d'ingrati-

« tude. Mais voyons quelle était la mesure de la « gratitude romaine et quelle est celle de l'ingra- « titude anglaise.

« Un général romain qui sou- « mettait tous ses ennemis occa- « sionnait à l'Etat la dépense qui « suit :

« Pour encens et pour le vase « de terre dans lequel on le brû- « lait.	L. 4	10	0
« Un bœuf pour sa- « crifice.	8	0	1
« Une tunique bro- « dée.	50	0	0
« Une couronne de « laurier.			2
« Une statue.	100	0	0
« Un trophée.	80	0	0
« Mille médailles en « cuivre d'un sou piè- « ce.	2	1	8
« Un arc de triom- « phe.	500	0	0
« Un char.	100	0	0
« Dépenses impré- « vues.	150	0	0
Total.	L. 994	11	10

« Le général anglais a reçu de « son *ingrate* patrie :

« Woodstock, évalué « à	L. 40,000
« Blenheim.	200,000
« De la poste.	100,000
« De Mildenhein.	30,000
« En tableaux et « joyaux.	60,000
« De Pall-Mall.	10,000
« En appointements.	100,000
	L. 540,000

« Ainsi le général romain recevait L. 994,11,10. « Le général anglais a reçu L. 540,000, 0, 0. « N'est-il pas évident que le mérite moderne se « prise au-dessus du mérite des anciens? Et re- « marquez, continuait l'*Examiner*, que je ne « parle pas des *tours de bâton*. Nous verrons plus « tard que Marlborough a abusé d'une manière « honteuse des marchés et des fournitures de « l'armée. »

La disgrâce de Marlborough suivit de près ces virulentes attaques. Swift servait les tories, ses patrons, d'une manière active, sinon honorable. Swift ravalait son talent en l'employant contre le plus grand général dont son pays pût se glorifier. Par ces diatribes passionnées, les efforts de Swift ne furent pas sans influence pour ramener les esprits à la paix. La France doit donc à Swift, comme aux tories, le traité d'Utrecht qui fut pour elle un immense bienfait au milieu de ses revers.

Avant Swift les pamphlets avaient eu déjà une grande influence sur l'opinion publique; avec Swift commença l'autorité et le pouvoir de la presse. A peu près à la même époque parut le *Spectateur*, écrit par Addison; ce n'était pas un journal politique, c'était plutôt une revue de mœurs. Le *Spectateur* était remarquable par sa morale, son bon goût et la pureté de son style. Il s'adressait fréquemment aux femmes, il s'occupait de leurs intérêts, de leurs passions, de leurs modes, de tous leurs goûts honnêtes. Addison releva la femme du discrédit qui pesait sur elle et s'efforça de l'élever à l'état de compagne intelligente de l'homme. Addison eut, sans con-

tredit, la plus douce et la plus pure influence sur ses contemporains; de lui date une révolution dans les mœurs, et un véritable progrès social.

Ce fut certes un grand règne que celui de la reine Anne. Dans les lettres, il fut illustré non-seulement par Addison et Swift, mais encore par Prior, Pope, Congreve, Parnell, Gay, Rowe, Steele, Arbuthnot, Young, Thomson, Bolingbroke, Lady Montagu. Ce groupe de beaux esprits habitait Londres. C'est parmi eux que quelques années plus tard Voltaire vint retremper sa verve, et c'est du sein de leur société qu'il rapporta cet esprit hardi et frondeur qui le distinguait.

Un réfugié français, l'abbé de La Bourlie, connu sous le nom de Guiscard, avait servi tour à tour la Hollande et l'Angleterre; ne se croyant pas suffisamment récompensé de ses services, il eut une correspondance avec Versailles, elle fut interceptée. Accusé de haute trahison et amené devant les ministres, il saisit un canif et en frappa le ministre Harley. Bolingbroke, qui avait son épée, en frappa Guiscard; le bruit de la lutte attira bientôt les messagers et les portiers du ministère; Guiscard fut saisi et conduit à New-

gate où il mourut, peu de jours après, de ses blessures.

Whigs et tories ne pouvaient laisser échapper une occasion si belle de crier contre la France. On rappelait alors avec ostentation tous les meurtres et les assassinats politiques qui avaient désolé la France, on en concluait que la France était un pays d'assassins. Swift lui-même se laissa aller à l'entraînement des préjugés. « Je « sais, disait-il, que c'est mal raisonner que d'ar- « guer du particulier au général et d'accuser une « nation entière des crimes d'un petit nombre de « misérables qu'elle a le malheur de produire ; « mais, en même temps, il faut avouer que les « Français ont été pendant ces derniers siècles « trop libéraux de leurs poignards. J'ai toujours « été étonné que ce peuple, dont le génie paraît « si bien fait pour chanter, danser, caqueter « jusqu'à l'impertinence, qui donne tant de poids « aux modes et aux manières, dont les choses es- « sentielles sont si superficielles, qui est ordinai- « rement si sérieux pour des bagatelles et si léger « dans les choses sérieuses, ait pu commettre « tant de crimes plus en rapport avec la gravité « d'un Espagnol ou la dissimulation d'un Italien. »

Un Français résidant à cette époque à Londres, Abel Boyer, répondit à Swift et lui prouva par des faits qu'il y avait eu plus de parricides, de meurtres et d'assassinats politiques commis en Angleterre que dans tout autre pays. Swift trouva impertinent qu'un étranger eût la prétention d'écrire sur les affaires politiques d'Angleterre, oubliant que le droit que lui Swift s'était arrogé de fouiller dans l'histoire de France pour mettre en relief les crimes politiques des Français, ce même droit appartenait aussi à l'écrivain français qui faisait acte d'indépendance et de patriotisme en repoussant la solidarité que Swift établissait injustement entre Guiscard et ses compatriotes.

Les tories n'avaient pas oublié l'oppression des whigs et ils n'étaient pas satisfaits par la disgrâce de Marlborough. Le trésor étant obéré, ils voulurent que le tort en retombât sur les whigs et sur Marlborough, qui par ses concussions n'avait fourni que trop de prétextes aux accusations des tories. Marlborough avait perçu 3 1/2 pour cent sur tous les marchés qui s'étaient faits pour l'entretien des armées étrangères; la commission nommée pour reviser ses comptes reconnut qu'il y avait une

somme de liv. 460,061 dont l'emploi n'était pas justifié, et qui avait fait partie des casualités illégales du général. Ce que faisait Marlborough à la tête d'armées victorieuses, les autres employés le faisaient à Londres. Il fut prouvé que Walpole, dans des contrats de fourrages, s'était réservé un pot-de-vin de liv. 500 pour chaque contrat; son secrétaire et ses commis en avaient eu de proportionnés à leur charge; ce que faisaient Marlborough et Walpole, tous les subalternes le faisaient. Swift stigmatisa éloquemment ces honteuses pratiques, dans sa lettre à Crassus, lettre qui s'adressait principalement à Marlborough. « Si les malheurs de l'avarice », disait Swift, « si les concussions étaient limitées à ceux qui rendent des services à l'État, le mal serait moindre; mais il n'en est pas ainsi. Quand un intendant vole son maître, il est obligé de rendre complices les autres domestiques qui volent tous, chacun dans leur sphère; de sorte que, dans quelques familles, vous pouvez observer une suite de vols formant une chaîne non interrompue depuis le premier intendant jusqu'au dernier des valets; et tous ces vols se font de concert, avec ordre, avec impunité. Ce n'est

pas tout, car le maître pourrait peut-être supporter les vols de ses domestiques sans être ruiné; mais il arrive que pour un schelling que le domestique retire de son vol, le maître en perd vingt, car les profits de ce genre sont faibles en comparaison de ce que les domestiques retirent des fournisseurs qui mettent sur leurs notes ce qu'ils veulent et ce qu'ils n'ont jamais fourni. » Ce qui se passe dans une famille se passe dans l'État : un homme avare dans un haut emploi est en confédération avec tous ses subalternes.

« Avec tout votre mérite, ô Crassus », disait Swift, s'adressant à Marlborough, « vous « n'êtes aimé, ni des patriciens, ni des plé- « béiens, ni des officiers, ni des soldats, et cela « par votre faute! Vous êtes le plus riche de « la république, vous n'avez pas d'enfant mâle; « toutes vos filles sont mariées à de riches « patriciens; vous êtes avancé dans la vie, et « vous êtes couvert de la tache ignoble et odieuse « de l'avarice; on assure que vous descendez « aux moyens les plus misérables et les plus « scandaleux pour la satisfaire, et tandis que vous « possédez tant de millions, et que vous en ac- « quérez tous les jours encore, vous vous occu-

« pez avec inquiétude des moyens d'économiser « un sesterce...

« Quelles ont été les conséquences de votre « avarice? Les soldats manquaient de pain, « tandis qu'ils étaient au milieu de l'abondance! « Quelques-uns de vos adversaires vont jusqu'à « vous accuser de manquer de courage, et disent « que c'est à vos excellentes troupes, à vos vété- « rans que sont dues vos victoires; qu'elles eus- « sent été gagnées sans vous, ces troupes ayant « à leur tête un si grand nombre de braves of- « ficiers. »

Il n'y a peut-être pas de vice qui blesse autant les idées que le peuple se forme d'un grand homme que l'avarice, et Marlborough était avare au suprême degré. Aussi le peuple oublia bientôt ses victoires, pour ne se rappeler que ses concussions et son immense fortune amassée par toutes sortes de moyens. Marlborough perdit ses emplois, et le peuple qui avait fait son idole de ce héros, ce même peuple l'accabla d'outrages.

Cependant la corruption et la concussion n'étaient pas rares; deux ans s'étaient à peine écoulés depuis que la reine avait fait passer un bill contre la vente des emplois et des charges, contre

les pots-de-vin dans les marchés; tout se vendait alors, les emplois de la cour, de l'armée, de la magistrature, de l'église. Marlborough était de son temps, aussi ne chercha-t-il pas à nier ce qu'il avait reçu; c'était l'usage, disait-il. D'ailleurs, si les tories ne fussent pas arrivés au pouvoir, les concussions du duc n'eussent pas été connues du public : une fois ébruitées, elles devaient enflammer aisément les imaginations; il semblait alors que Marlborough n'avait fait la guerre que pour lui-même; et parce que l'Angleterre n'en avait retiré que quelques drapeaux et beaucoup de gloire, les Anglais en masse n'étaient pas satisfaits de cette part, préférant à la gloire des avantages plus matériels. Walpole fut chassé du Parlement, et Marlborough sentit la nécessité de s'expatrier pour se soustraire aux outrages de la multitude.

Plus les whigs étaient humiliés et plus il était possible d'espérer la paix. Les tories ne manquèrent pas de faire connaître les énormes dépenses de la guerre entreprise contre la France. En 1711, elles étaient de 8,000,000 livres sterling. Ainsi, au commencement du dix-huitième siècle comme à la fin, la guerre la plus ruineuse pour

l'Angleterre, même victorieuse, fut une guerre contre la France. Dans cette guerre, faite surtout au profit de la Hollande, l'Angleterre ne retirait encore que des lauriers qu'elle payait fort cher.

Enfin, les whigs étant presque réduits au silence par la disgrâce de Marlborough et par la publicité donnée à ses concussions, l'Angleterre songea à la paix; des commissaires furent envoyés à Utrecht par les parties belligérantes. L'Autriche aurait voulu s'opposer à toute conciliation; à cet effet, le prince Eugène vint à Londres : il fut, pendant son séjour, le lion de l'époque, mais il n'eut aucune influence auprès des ministres.

Parmi les nombreuses invitations dont il fut l'objet, Eugène accepta à dîner chez le Dr. Radcliffe, qui le traita selon l'ancienne hospitalité anglaise; au lieu de ragoûts et de plats français que le prince trouvait sur toutes les tables de l'aristocratie, le docteur ne fit servir sur la sienne que de gros quartiers de bœuf, des gigots de mouton, de porc, et d'autres viandes très-substantielles; il lui fit donner de la bière vieille de sept ans, en même temps qu'il faisait servir des vins étrangers. C'était un repas homérique.

Le prince fut si satisfait de cette cuisine nationale, qu'en le quittant, il dit à Radcliffe : « Docteur, j'ai été traité à d'autres tables comme un « homme de cour ; vous seul m'avez traité en « soldat, et je vous en sais bon gré, car j'attache « plus de prix au second titre qu'au premier. Je « ne m'étonne plus de la bravoure de la nation « anglaise qui se nourrit d'aliments et de bois« sons aussi substantiels que ceux que vous m'a« vez donnés. »

Je ne rapporterais pas ce trait, en apparence peu important, si dans l'hygiène différente de deux armées on ne trouvait fort souvent l'explication des avantages d'une nation sur une autre. Sans doute on doit beaucoup à l'enthousiasme et l'on peut en attendre de grandes choses, mais il n'y a pas de courage durable avec un estomac vide et une nourriture légère. L'observation du prince Eugène renferme donc, à mon avis, une grande vérité, et le jour où deux armées auront les mêmes armes, la même nourriture, le même nombre de bataillons, la victoire restera plus longtemps indécise et ne se rangera réellement que du côté de l'intelligence et du génie. Dans les camps comme dans les villes, le soldat et l'ou-

vrier, bien couverts et bien nourris, supporteront plus longtemps le travail et la fatigue.

La gloire militaire du temps de la reine Anne était due à son ministère whig et à Marlborough, qui en était l'âme et le pivot. Le traité d'Utrecht rendit Marlborough inutile; aussi ne faut-il pas s'étonner de voir que tout ce que proposait le ministère tory était amèrement censuré par les whigs.

Le traité d'Utrecht, fait en faveur de la France, conduisait naturellement à un traité de commerce. Ce traité fut vivement combattu; les principaux marchands de Londres publièrent de nombreux pamphlets dans lesquels ils disaient que le commerce libre avec la France serait une plus grande calamité que le grand incendie de Londres. Les whigs appuyèrent cette opinion à l'aide de tant de pétitions, que le traité de commerce fut rejeté. C'était, dit lord John Russell, une triste manière de protéger le commerce que de sevrer une nation entière du goût du vin et de la priver des meilleurs produits du monde pour donner plus de prix aux laines anglaises.

L'Angleterre prouva alors qu'elle n'avait pas voulu faire la guerre pour une vaine gloire.

Par le traité d'Utrecht, Louis XIV lui céda la baie d'Hudson, l'Acadie, les îles Saint-Christophe et de Terre-Neuve. L'Espagne lui céda l'île de Minorque, le Port-Mahon et la ville de Gibraltar. L'Espagne assura encore à la Grande-Bretagne qui le réclamait, le bénéfice de l'*Assiento* ou le privilége de fournir, pendant trente ans, des nègres aux colonies espagnoles. La compagnie anglaise qui se forma pour la traite obtint de plus un emplacement sur la rivière de la Plata, où elle pouvait parquer et garder ses nègres jusqu'à ce qu'ils fussent vendus.

Nous verrons plus tard l'Angleterre répudier avec éclat la traite des noirs comme inhumaine et immorale; mais à cette époque les noirs étaient la marchandise qui donnait le plus de profit, et l'Angleterre marchande s'en réservait le monopole.

Après la paix d'Utrecht, un ambassadeur français fut envoyé à Londres. Le duc d'Aumont remplit cette honorable mission. Il fut logé dans Powis-House, Great-Ormond street. Cette partie de la ville était alors le West-End de Londres, c'est-à-dire le quartier habité par l'aristocratie. Le duc d'Aumont, soit pour gagner un

peu de popularité, soit par une ostentation mal placée, faisait jeter des poignées d'argent à la populace lorsqu'il sortait en voiture. Cette générosité lui valut d'abord des *hurrah*, mais ces *hurrah* cessèrent dès que sa bourse fut vide, et alors il fut souvent assailli par les cris de « A bas les papistes, à bas le prétendant ! » Ses gens ayant abusé des priviléges de l'ambassade pour introduire beaucoup de marchandises prohibées, les marchands ne manquèrent pas de se plaindre, et le duc perdit bientôt la faveur avec laquelle il avait été reçu. Quelques-uns de ses domestiques ayant fait entrer, sous le privilége de leur maître, une grande quantité de bouteilles de bourgogne et de champagne, et ayant poussé l'abus de ce privilége au point de les revendre en détail, la populace s'ameuta plusieurs fois devant l'hôtel de l'ambassade, et il y eut de fréquentes luttes. Peu de temps après l'arrivée de l'ambassadeur, pendant un dîner qu'il donnait aux ambassadeurs étrangers et à d'autres personnages de distinction, le feu prit à l'hôtel; les convives furent obligés de s'enfuir; en deux heures, la maison et le mobilier furent consumés. On eut à peine le temps de sauver l'argenterie. Comme on ne

put jamais arriver à connaître de quelle manière l'incendie avait commencé, on ne manqua pas de l'attribuer à la malveillance. L'ambassadeur fut logé à Somerset-House, et la maison brûlée fut rebâtie avec plus de splendeur aux frais de de Louis XIV.

Tandis que ce duc d'Aumont cherchait à conquérir la popularité anglaise par des moyens puérils, et compromettait ainsi la dignité de son pays, Lord Stairs, ambassadeur d'Angleterre, montrait que son pays ne faisait la guerre que pour des intérêts matériels.

La reine Marie avait dit en mourant que si l'on ouvrait son cœur, on y verrait inscrit le nom de *Calais*, qu'elle avait rendu à la France. Louis XIV, à la suite de ses nombreux désastres, témoigna, d'une manière aussi noble qu'amère, ce que lui coûtait de douleur la démolition de Dunkerque. Lord Stairs lui ayant fait des représentations assez hautaines sur les travaux de Mardick, « Monsieur l'ambassadeur, lui dit le grand roi, j'ai toujours été maître chez moi, quelquefois chez les autres; ne m'en faites pas souvenir ». Paroles pleines de noblesse, qui montraient tout à la fois l'amertume de son

cœur et ce que l'inconvenance du lord anglais venait y ajouter de regrets.

Cependant le duc d'Aumont marqua son passage à Londres d'une manière plus utile que par des poignées d'argent jeté à la foule. L'éducation du peuple commençait à intéresser les bons esprits. Le duc fit partie des réunions qui eurent lieu dans le but de donner l'éducation aux enfants du peuple, et il fit présent aux écoles de tous les livres qui leur étaient nécessaires.

Dans un temps où la lutte était vive entre les partis, les yeux de la multitude étaient fixés sur le Parlement. Depuis la révolution, la presse jouait un grand rôle, et toutes les fois qu'il s'agissait d'influencer l'opinion, on voyait paraître des pamphlets qui formaient autant de petits événements. Les whigs supportaient impatiemment le ministère tory, et, pour le discréditer, ils affectaient de dire que les tories étaient jacobites et qu'ils voulaient rappeler le prétendant. La *Crise*, publiée par un membre du Parlement, Richard Steele, accusait hautement les ministres de préparer le retour du prétendant. Richard Steele fut censuré par la

Chambre des Communes et exclu de son sein.

Le parti tory ne restait pas inactif dans cette guerre de pamphlets, et leur puissant champion Swift répondit à Steele par un examen *De l'esprit public des whigs*. Dans cet écrit anonyme, remarquable à plusieurs titres, Swift, qui blâmait l'union avec l'Écosse parce qu'elle avait été opérée par les whigs, blessa les membres écossais de tous les partis; on offrit une récompense de trois cents louis à celui qui en ferait connaître l'auteur. La Chambre des lords le condamna comme la Chambre des Communes avait condamné le pamphlet de Steele. Mais Swift échappa aux poursuites et à toute peine. La raison en est qu'il appartenait à la majorité et au ministère qui gouvernait, tandis que Steele était du parti whig alors en minorité.

Maintenant que la presse s'est régularisée, et qu'en se régularisant elle a perdu une partie de son excitation, on ne peut se faire une idée de l'importance de ces pamphlets. Les chefs des deux partis en étaient les propagateurs empressés. A peine annonçait-on leur publication, qu'une foule d'individus de tous rangs accouraient chez l'éditeur, et une édition était épuisée

en un jour. Il suffisait que ce fût un pamphlet contre le ministère pour que tout le monde voulût l'avoir. Le lisait-on? dit Swift en parlant de la *Crise;* non : mais on l'avait, on le répandait et on en attendait merveille. Ce que Swift reprochait aux whigs, les whigs pouvaient au même titre le reprocher aux tories.

Dans le même temps que l'on offrait trois cents livres sterling pour connaître l'auteur d'un pamphlet, le gouvernement offrait une somme énorme à celui qui saisirait le prétendant mort ou vif, et tout cela au nom de la reine Anne, sa sœur, qui faisait tout ce qui dépendait d'elle pour lui assurer la couronne.

La reine Anne mourut avant d'avoir exécuté tous ses projets. Les sympathies et les antipathies de cette princesse, que les Anglais ont appelée la bonne reine, bouleversèrent l'Europe ou lui donnèrent la paix; sa faveur pour la duchesse de Marlborough valut à son règne la gloire de Blenheim et de Ramillies; sa faveur pour mistriss Masham donna le traité d'Utrecht et la paix à la France; l'influence qu'elle laissa prendre à la duchesse de Somerset empêcha le rétablissement de son frère; de sorte que les goûts de cette reine, que

Marlborough appelait une bonne femme, changèrent pendant quelque temps la fortune du monde.

Anne eut les plus grandes afflictions domestiques; elle eut la douleur de perdre tous ses enfants et son mari. Bonne par caractère, elle fit la guerre sans l'aimer; reine, elle fut esclave de ses favorites, et tout ce qui se fit de grand et de remarquable eut pour premier moteur une intrigue d'antichambre ou de boudoir. Elle fut sujette pendant sa vie aux syncopes, aux défaillances, et le docteur Radcliffe, qui avait un défaut commun à son époque, celui de boire, refusa de quitter sa bouteille pour aller soigner ses vapeurs; alors même qu'elle approchait de sa fin, Radcliffe se tint à distance de la cour. La reine mourut d'apoplexie.

Un membre du Parlement proposa de mander Radcliffe à la barre pour être admonété de ce qu'il n'avait pas donné ses soins à la reine. Ce membre du Parlement était St. John; il avait été l'ami de Radcliffe, et le docteur ne pouvait comprendre qu'il eût fait une pareille motion, après avoir vidé tant de centaines de bouteilles avec lui. Le peuple était si irrité contre Radcliffe, que

ce dernier fut obligé de quitter Londres pour se soustraire aux violences qu'on méditait contre lui, tant était grand l'amour que le peuple anglais portait à la reine Anne.

Le docteur Radcliffe fut surtout remarquable par son bon sens et sa pénétration. On peut le considérer comme le père de l'empirisme, mais un empirisme que la raison ne saurait désavouer. La petite vérole décimait alors les populations : on traitait mal cette maladie ; les malades étaient enfermés dans leurs chambres sans que l'air fût renouvelé, et on les chargeait de couvertures afin d'activer l'éruption. Radcliffe fit comprendre les dangers de cette pratique ; il recommanda pour les malades un air pur, fréquemment renouvelé, des boissons non stimulantes et antiphlogistiques, et par ce moyen fort simple il sauva plus de malades que ses confrères.

Radcliffe était remarquable par son excentricité, et il semblait prendre plaisir à humilier les grands. Guillaume III le consultant un jour sur l'état de ses jambes qui commençaient à être œdémateuses : « Je ne voudrais pas avoir vos jambes, lui dit le rude médecin, pour vos deux

royaumes. » Radcliffe avait une pauvre idée de la reconnaissance des hommes envers les médecins, aussi il les traitait avec un mépris marqué. Il manqua de bonté envers la reine Anne, dont il s'obstina à ne pas traiter les vapeurs, qu'il disait chimériques. La reine souffrit de ne pas recevoir les soins d'un homme que la renommée lui présentait comme opérant des merveilles; mais l'empirique se rendit peut-être justice en ne prescrivant pas pour la reine, dont l'état nerveux et la maladie presque insaisissable, ne tombaient pas sous l'empire des remèdes héroïques.

Le règne de la reine Anne fut un reflet de celui de Louis XIV; il eut ses beaux esprits, ses grands capitaines, ses diplomates habiles, ses législateurs, ses orateurs, ses philosophes. Parmi ces derniers on ne saurait omettre Locke le penseur, et le maître de Shaftesbury.

Locke vivait pendant les premières années du règne de la reine Anne. Les ouvrages qui lui font le plus d'honneur sont, l'*Essai sur l'entendement humain*, et ses *Lettres sur l'éducation des enfants*. Dans ces deux ouvrages, Locke se montre profond observateur. Dans le premier il jette

les fondements de la philosophie sensualiste qui règne en Angleterre. Locke n'admettait point les idées innées, regardant l'entendement comme une table rase sur laquelle on peut mettre ce qu'on veut; il fait de l'homme intellectuel un être d'emprunt. Locke matérialisa ainsi l'intelligence, et la pensée ne fut qu'un son rendu par la sensation. — Sans doute Locke montra d'une manière admirable la génération et la filiation des idées; mais il laissa beaucoup à désirer sur les vérités de l'ordre intellectuel et moral, dont on peut difficilement trouver la source dans les sensations.

Les *Lettres sur l'éducation des enfants* sont pleines d'utiles vérités. « De tous les hommes que l'on rencontre, dit Locke, neuf sur dix sont par leur éducation bons ou mauvais, utiles ou dangereux. C'est l'éducation qui établit la plus grande différence parmi les hommes. Les impressions, presque insensibles pendant l'enfance, ont une influence sur la vie entière : il en est des enfants comme de certaines rivières; à leur source, on peut les diriger dans le sens que l'on veut, et cette première direction donnée fait arriver l'eau à un point fort éloigné

de celui où elle serait arrivée si elle eût été abandonnée à son cours naturel. »

L'ouvrage de Locke se résume dans cet axiome des anciens : Un esprit sain dans un corps sain. *Mens sana in corpore sano.*

Après avoir donné les règles pour conduire l'esprit à penser sainement, Locke indique les moyens d'assurer la santé du corps de manière qu'il y ait harmonie entre l'esprit et le corps : le premier ne saurait être sain ou du moins donner des manifestations saines, si les sensations étaient perverties par la douleur ou par des anomalies et des irrégularités physiques.

Locke mourut hors de Londres, qu'il fut obligé de quitter à cause de son asthme. — Rousseau lui doit la plus grande partie de sa gloire ; c'est à Locke que Rousseau a le plus emprunté pour la composition de son *Émile*, comme pour son *Contrat social.*

Depuis Locke, le sensualisme matériel a fait la base de la philosophie anglaise ; et il suffit d'observer et d'étudier le peuple anglais pour comprendre combien cette philosophie tangible s'allie à son caractère individuel et national.

Une des erreurs de Locke, erreur que l'on ne

peut laisser passer, c'est d'avoir fait une trop large part à l'éducation et aux sensations. — Les sensations et l'éducation ne donnent pas les facultés; l'éducation ne crée rien, elle développe, en bien ou en mal, des germes qui existent dans l'organisation de l'homme : s'il en était autrement, l'éducation et les sensations pourraient élever le singe au même niveau que l'homme.

Parmi les beaux esprits qui illustrèrent le règne d'Anne, aucun n'eut peut-être moins d'influence que le brillant Bolingbroke. On n'a pas conservé, malheureusement, les discours pleins d'entraînement qui servirent à la défaite des whigs, et qui valurent quelque repos à la France épuisée. Le célèbre Pitt déplorait, ainsi que tous les orateurs de son temps, la perte des précieuses harangues que Bolingbroke avait prononcées au sénat. Swift, en parlant de lui, disait qu'il avait une éloquence irrésistible.

« La prose de Bolingbroke, dit lord Brougham, ressemblait à celle de Dryden et aux compositions de Shaftesbury; et bien que, par la vigueur, le rhythme, la variété, l'abondance, rien ne puisse surpasser Dryden, cependant on est obligé de reconnaître que Bolingbroke est plus nerveux,

plus concis, lorsque le sujet l'exige; plus épigrammatique, non par la forme, mais par la pensée. Il l'emporte sur Dryden sous un autre point de vue; il n'est jamais surchargé de figures; cependant, il respecte trop son lecteur, son sujet et lui-même, pour lui offrir une œuvre incomplète et négligée. Il est clair, fort, copieux; il envisage son sujet sous tous les points de vue; sa diction est surtout celle des orateurs, hardie, rapide, animée, naturelle, nerveuse, et cependant si correcte, qu'elle défie la critique; mais elle est admirablement calculée pour remplir l'oreille et entraîner les passions par l'excitation du moment. »

On a cité le passage suivant comme un exemple du style entraînant du grand orateur.

Dans une dissertation sur les partis, Bolingbroke dit :

« Si le roi Charles avait trouvé la nation plongée dans la corruption, le peuple choisissant ses représentants pour de l'argent, sans autre considération; et ces représentants du peuple, aussi bien que la noblesse, réduits par leur luxe à mendier les aumônes impures d'une cour, ou à recevoir, comme de misérables merce-

naires, les gages de l'iniquité de la part d'un ministre; s'il avait trouvé la nation, dis-je, dans cette condition, il pouvait la déshonorer au dehors, l'appauvrir et l'opprimer au dedans, quoiqu'il fût le plus faible des princes sur la terre, et que ses ministres fussent les plus odieux et les plus méprisables; nos pères pouvaient tomber dans le dernier degré de misère politique. Ils pouvaient vendre leurs droits à vil prix; ils auraient mérité d'être esclaves et d'être traités comme tels. Quand un peuple libre s'agenouille comme le chameau pour être chargé, le premier venu le monte, et bientôt il sent le fouet et l'éperon du tyran, prince ou ministre, qui ressemble à un démon, en ce qu'il est tout à la fois le tentateur et le bourreau; il fait le criminel et il punit le crime. »

Bolingbroke était arrivé par son talent au plus haut point de fortune; mais bientôt sa mésintelligence avec son collègue Harley, nommé lord Oxford, ébranla sa position et prépara sa chute. Bolingbroke avait obtenu les bonnes grâces de la reine, en flattant le secret désir qu'elle avait de voir son frère remonter sur le trône de ses pères. Les whigs étaient trop attentifs à leurs

intérêts pour ne pas surveiller de près ces intrigues de cour, et ils se préparèrent un appui dans l'électeur de Hanovre, prince protestant, désigné pour succéder à la reine Anne.

Bolingbroke présuma trop de ses forces, et il fut une nouvelle preuve de l'impossibilité dans laquelle se trouve un homme, quelque éloquent et quelque puissant qu'il soit, lorsqu'il veut faire remonter et refouler vers sa source le torrent de l'opinion : un homme n'est véritablement puissant que tout autant qu'il représente une idée ou une opinion dominante; sa force s'accroît de la force de tous ceux qui partagent son opinion ou son idée; ce n'est plus alors l'individu qui est puissant, mais c'est l'opinion qui se personnifie en lui et se traduit par son nom. — Or, Bolingbroke ne représentait qu'une opinion timide, réservée, et si isolée, qu'elle se trouvait à peine hors la cour. — On s'étonne qu'un homme aussi habile que Bolingbroke, et qui d'ailleurs faisait bon marché des principes; on s'étonne, dis-je, que ce grand orateur n'eût pas découvert cette vérité, et qu'il n'en eût pas fait sa règle de conduite. Un premier faux pas dans une voie de traverse mène fort loin, et il n'est pas même

donné aux esprits les plus élevés de pouvoir revenir en arrière pour se remettre dans le beau chemin. — Bolingbroke favorisa d'abord secrètement les vues de la reine; plus tard, exilé d'Angleterre, il entra en communication avec le prétendant, et devint un de ses partisans.

Bolingbroke, comme Swift, comme Steele, fit des pamphlets; on retrouve sa polémique dans le Craftsman, presque tous ses écrits sont des modèles de style; ses actions, on pourrait le dire, sont des modèles d'inconséquence. Bolingbroke écrivait bien, parlait admirablement et se conduisait comme l'eût fait un ignorant; étrange bizarrerie de l'esprit humain! Bolingbroke croyait guider l'opinion, son erreur lui fut connue trop tard, et pour éviter les représailles des whigs qu'il avait peu ménagés, Bolingbroke passa en France. Les fautes de Bolingbroke venaient de son amour-propre froissé par les whigs; il eût mis tout à contribution pour se venger d'eux, et, dans son aveugle passion, il n'eût pas craint de plonger son pays dans les horreurs d'une guerre civile. Bolingbroke travaillait activement au retour du prétendant, et il était d'autant moins excusable, qu'il avait haute-

ment approuvé la révolution et le changement de dynastie, qui, selon lui, était la garantie de la liberté civile et religieuse. Si Bolingbroke avait agi par conviction de principes, on serait disposé à l'excuser ; mais il n'agissait alors que pour satisfaire son ressentiment. Bolingbroke par son esprit et sa nature était whig, par son intérêt et ses passions il était tory; or, comment un homme qui présente un pareil contraste pourrait-il réussir dans un but quelconque? Les opinions d'un homme sont, dans la majorité des cas, intimement liées à sa manière d'être; il peut les pallier, mais il ne saurait les détruire dans leurs racines. Bolingbroke avait trop d'esprit, trop de libéralisme et d'indépendance dans la pensée, pour admettre les doctrines du pouvoir absolu et du droit divin. Malgré ses brillants talents, il ne pouvait donc persuader par l'influence de sa conviction et de sa foi. On admirait son talent, mais il avait peu d'influence, et tous ses efforts en faveur du prétendant ne produisirent que des victimes. Le règne des Stuarts était passé, l'opinion avait pris un cours qui lui était opposé, et la reine Anne ne fut pas aimée, parce qu'elle était une Stuart, mais parce qu'elle

était protestante et que son sceptre fut léger.

Swift, le célèbre doyen de Saint-Patrick, se place naturellement auprès de Bolingbroke. Swift était whig; le premier ouvrage qu'il écrivit et qui lui fut inspiré par la lecture de Rabelais, fut le *Conte du tonneau*. Dans cet ouvrage Jonathan Swift trace la corruption de l'Église de Rome, avec beaucoup de verve et d'originalité. Mais bien que cette satire fût en réalité dans les intérêts de l'Église anglicane, l'auteur y montrait un esprit si sceptique, qu'il fit mettre en doute son orthodoxie, et ce conte du tonneau fut plus tard un insurmontable obstacle à son élévation à l'épiscopat.

Une plaisanterie assez piquante attira l'attention des beaux esprits sur Swift. Un prétendu astrologue, faiseur d'almanachs, arriva à une grande vogue, et il en jouissait sans contradiction. Ses prédictions n'avaient rien de dangereux. Swift s'avisa de lui faire concurrence, et il publia, sous le nom d'Isaac Bickerstaff, ses prédictions pour l'année 1708. Ces prédictions fixaient la mort du célèbre astrologue John Partridge pour le 11 mars à onze heures du soir : on ne peut se faire une idée de la colère de l'astrologue. Il

remua ciel et terre pour contredire le faux Bickerstaff; mais ses efforts ne firent que répandre davantage la prédiction de sa mort. Partridge employait tous les moyens imaginables pour affaiblir l'effet de cette malencontreuse prédiction, prévoyant que si le public le croyait mort, il n'aurait plus de foi en ses almanachs. Les amis de Swift compliquèrent cette plaisanterie. Le 12 mars, Partridge assurait en vain par tous les moyens qu'il n'était pas mort. Swift et ses amis, toujours cachés sous le nom de Bickerstaff, publièrent les particularités de son agonie, de sa mort et de ses funérailles. Le public ne savait à qui croire; mais les effets de ces assertions furent tels, qu'en 1709 l'almanach de Partridge trouva peu d'acheteurs. L'astrologue, ne voulant pas mourir, se montrait partout pour démentir sa mort; il souffrit cruellement de cette plaisanterie, qui dura pendant deux ans, et un génie plus fort que le sien eût peut-être plus mal supporté cette rude épreuve.

Ce fut à la suite de cette plaisanterie d'assez mauvais goût, puisqu'elle mettait ce pauvre astrologue à la torture, que Swift se brouilla avec les whigs, et devint le champion des tories, en

attaquant les premiers et en soutenant les seconds dans *l'Examiner*. Cette feuille eut pour écrivains, Bolingbroke, Prior, le docteur Friend, et enfin Swift, qui se servit de cet instrument de publicité comme d'un fer chaud à l'aide duquel il stigmatisait ses adversaires. Tous les chefs whigs, depuis Godolphin jusqu'au grand Marlborough, furent plus ou moins flétris par la plume brûlante de Swift; il ne respecta pas même les femmes, car la duchesse de Somerset ne fut pas à l'abri de sa caustique censure.

Swift avait eu pour tâche de préparer les Anglais à la paix, et il s'en acquitta avec esprit, car il ne cessa de crier contre la France, cette vile nation, tout en désirant que l'on fît la paix avec elle. Le poëte Prior fut envoyé à Paris, Swift écrivit son voyage d'une manière légère et comique : il n'y avait pas un mot de vrai dans toute cette narration ; ce voyage prétendu accoutumait les esprits à entendre parler de la France. Swift écrivit l'histoire du traité d'Utrecht, et comme le ministère tory n'avait d'autre appui que ce traité, Swift employa toutes les ressources de son esprit pour lui concilier l'opinion publique ; mais les rivalités d'Oxford et de

Bolingbroke rendaient sa tâche fort ingrate et préparaient le retour des whigs au pouvoir. Enfin, pour prix de ses services rendus, Swift obtint, en 1713, le doyenné de Saint-Patrick à Dublin. Il visita son bénéfice, mais revint à Londres pour soutenir la cause des tories. La mort de la reine Anne rendit Swift à son doyenné, et il renonça à la politique lorsque ses amis, exilés ou à la Tour, furent tombés du pouvoir, sans pour cela renoncer à écrire. C'est après la chute des tories que Swift, rendu à la vie de doyen, composa son *Voyage de Gulliver*, ses *Lettres de Drapers*, qui eurent tant d'influence en Irlande, et une foule de pamphlets qui rendirent son nom populaire et immortel. Dans ces pamphlets, Swift continua son opposition aux whigs, mais son influence ne s'exerça qu'en Irlande.

Le *Voyage de Gulliver* est une satire personnelle et politique pour les lecteurs de la haute société, commune et grossière pour le vulgaire, merveilleuse pour les imaginations romanesques, spirituelle et gaie pour la jeunesse, et amèrement misanthrope pour ceux dont l'ambition a été déçue. Le voyage à Lilliput est la satire de la cour et de la politique anglaise; sir Robert

Walpole est parfaitement désigné dans le caractère du premier Flimnap. Les factions des talons hauts et des talons bas représentent les tories et les whigs, les petits Endiants et les gros Endiants représentent les catholiques et les protestants, et quand l'héritier présomptif est représenté avec un talon haut et un talon bas, il indique le prince de Galles partageant ses faveurs entre les tories et les whigs. — Blefescu représente la France, où l'ingratitude des Lilliputiens força Gulliver de se réfugier pour éviter d'avoir les yeux crevés. Ceci est une allusion à la fuite d'Ormond et de Bolingbroke à Paris. Le scandale que donne Gulliver en éteignant les flammes du palais du roi, est fondé sur celui que donna Swift par le conte du tonneau, conte qui le priva des faveurs de la reine Anne. Gulliver recommande les institutions des Lilliputiens et leur système d'éducation : cela s'applique aux institutions anglaises.

Le Voyage de Brobdignac est une satire plus générale : il montre les actions et les sentiments humains tels qu'il les suppose chez des êtres d'une force immense et d'un caractère froid, réfléchi et philosophique. Le roi de ces

enfants d'Anack représente les idées de Swift au sujet d'un roi patriote, ne s'intéressant qu'à ce qui est d'une utilité générale.

Le Voyage à Laputa ridiculisait la société royale de Londres, et n'épargnait même pas le grand Newton dans l'allégorie d'un tailleur qui, mesurant la taille de Gulliver à l'aide d'un cadrant et prenant la mesure par un diagramme mathématique, apporta cependant des habits très-mal faits et sans forme, parce qu'il s'était trompé d'un chiffre dans son calcul; cela s'appliquait à Newton dont l'imprimeur, par une erreur de chiffre, avait accru la distance de la terre au soleil d'une manière incalculable.

Le Voyage dans le pays des Houyhnhnms est une diatribe contre la nature humaine : vivant dans un pays où les habitants étaient divisés en petits tyrans et en esclaves, étant lui-même un adorateur de l'indépendance et de la liberté qu'il voyait tous les jours foulée aux pieds, l'indignation de ses sentiments lui fit déverser sa haine et son mépris tout à la fois sur les tyrans et les esclaves. Lorsque Swift écrivait ce voyage, sa santé était brisée, et il voyait tout en noir. La peinture des Yahoos montre que plus un indi-

vidu se livre à la sensualité, à la cruauté, à l'avarice, plus il se rapproche de la brute. On a fait un parallèle entre De Foe et Swift. Ces deux grands écrivains se ressemblaient surtout en un point, c'était l'art de donner un caractère de ressemblance à leurs fictions. Lorsque Robinson raconte une tempête, cette narration contient tant de vérités de détail, qu'il est presque impossible de ne pas y croire, tant elles paraissent naturelles. C'est aussi le secret de Swift; il énumère et décrit de petits incidents avec tant de vérité, que l'esprit des lecteurs est saisi par la ressemblance parfaite du tableau. Il en est des compositions de Swift et de De Foe comme des systèmes; quelques vérités bien placées suffisent pour soutenir tout un édifice de fictions.

De Foe et Swift avaient surtout le talent de prendre l'esprit de leur rôle. Dans une de ses compositions les plus ironiques, le doyen de Saint-Patrick proposa de soulager la misère de l'Irlande en faisant servir les enfants des pauvres à la nourriture des riches. Dans cette composition, il prit un ton si sérieux, si formel, il fit ses calculs avec une apparence de sincérité si grande, il protesta avec tant de candeur de son désin-

téressement dans cette question, il démontra si bien l'économie qui résulterait de cette nouvelle nourriture dont la classe moyenne ne devrait se servir qu'avec réserve; enfin, il montra si bien l'idée de luxe, de magnificence et de pouvoir qui s'attacherait à voir sur la table d'un lord-maire un enfant gras, fraîchement rôti, qu'un étranger, écrivant sur l'Irlande, prit cette ironie au sérieux et déplora dans son ouvrage la misère de ce peuple, en la comparant à celle du siége de Jérusalem, puisqu'un dignitaire de l'Église, pour prévenir les horreurs de la misère et de la faim, était obligé de conseiller la triste ressource de manger les enfants des pauvres.

Ce que Swift présentait comme une ironie poussée à l'absurde, était une triste vérité pour ce pays, avec cette seule différence que le riche ne mange pas la chair des enfants, mais il dévore la substance qui devrait les sustenter, et condamne les pauvres et leurs enfants à être mangés et dévorés par la misère, la faim et les maladies. L'ironie de Swift est éternellement vraie pour le pauvre. De même que dans toute la nature les petits servent de pâture aux grands, le pauvre, dans la vie sociale, est la pâture du

riche, en ce que celui-ci vit toujours aux dépens de celui-là, le fort aux dépens du faible. A voir comment le monde va, on serait presque tenté de croire que cela ne saurait être autrement; mon cœur cependant, aussi bien que mon esprit, se refusent à croire à cette triste destinée de l'humanité. Ce n'est pas là l'esprit du christianisme, ni le sens de la civilisation. Dieu a donné aux hommes diverses facultés et divers talents pour qu'ils s'entr'aident et non pour qu'ils s'oppriment. C'est dans l'échange de services que doivent consister les avantages de la vie sociale. Au haut ou au bas de l'échelle, à la place où la Providence nous a placés, nous avons tous des devoirs à remplir, mais tous aussi nous avons quelques droits. La subordination du faible envers le fort, du pauvre envers le riche, est sans doute dans les desseins de la Providence, mais le sacrifice constant du faible et du pauvre n'a jamais été dans les lois divines et humaines.

CHAPITRE V.

1714.— George Ier, électeur de Hanovre, succède à la reine Anne. — Réaction whig.— Émeutes. *Riot act*. — Bolingbroke exilé. — Addison et Walpole nommés ministres. — Amortissement. — Alliance avec la France. — Dubois à Londres. — *Law* en France, compagnie du Sud en Angleterre. — Atterbury exilé. — Vénalité des charges. — Plan commercial de Walpole. — Origine de la politique commerciale de l'Angleterre. — Améliorations dans la construction des maisons. — Mort de sir Ch. Wren, cathédrale de Saint-Paul. — Mesures de quarantaine prises à Londres, au sujet de la peste de Marseille. — La crainte de la peste fit paver la ville. — Fabrique de calicot. — Émeutes. — Suspension de l'*habeas corpus?* — Qu'est-ce que l'*habeas corpus ?* — Insalubrité des prisons à Londres. — Newgate. — Peste des prisons. — L'inoculation importée à Londres, Mead. — Voltaire et Montesquieu à Londres. — Newton et ses découvertes. — Influence de la littérature anglaise sur la littérature française. —Opinions de Montesquieu sur les Anglais. — Partialité des écrivains français envers les Anglais. — Le goût pour la musique se répand parmi les hautes classes. — Mort de George Ier.

George Ier, électeur de Hanovre, monta sur le trône en vertu de la loi de succession qui excluait tout prince catholique, et par conséquent le fils de Jacques II. Les whigs avaient longtemps, sous main, correspondu avec lui, ils s'attendaient donc à être appelés au pouvoir à son avénement ; George leur fut fidèle, et leur confia les rênes du gouvernement.

Les tories avaient usé de leur victoire pour déplacer tout individu tenant de loin ou de près

aux whigs; arrivés au pouvoir, les whigs usèrent de représailles. Bolingbroke, accusé d'être jacobite, fut obligé de se réfugier en France, lord Oxford fut envoyé à la Tour. Swift, plus heureux, ayant obtenu le canonicat de Saint-Patrick à Dublin, avant la chute de ses amis, resta en possession de ce riche bénéfice. Addison et Walpole firent partie du nouveau ministère.

Les noms des deux grands partis politiques changèrent : les whigs s'appelèrent hanovriens, et ils donnèrent aux tories le nom de jacobites.

George Ier, circonvenu par les whigs dès son arrivée en Angleterre, s'abandonna entièrement à leur influence et à leurs passions. Sa partialité trop marquée provoqua des émeutes; on ne put conduire Oxford à la Tour de Londres sans que le peuple manifestât son mécontentement, et le gouvernement jugea les mouvements populaires tellement dangereux, qu'il fit passer en loi le bill si connu depuis lors sous le nom de *Riot act.* Ce bill défendait tout rassemblement de plus de *douze* personnes sans autorisation préalable. Lorsque plus de douze personnes réunies pouvaient donner lieu de craindre une émeute, elles étaient tenues de se disperser une heure après

que la lecture de l'acte leur avait été faite, et, faute d'obéir, elles pouvaient être punies comme coupables de félonie ou de haute trahison.

Le danger de ce bill est grand; car, comment définir et distinguer les réunions légales de celles qui ne le sont pas? La décision de ce point est laissée aux magistrats qui peuvent intervenir dans presque toute assemblée; les mœurs paisibles de la nation, ses habitudes d'ordre, sa docilité à se séparer dès que le magistrat l'ordonne, ont rendu cet acte moins dangereux pour la liberté qu'on ne l'aurait supposé. Quoi qu'il en soit, l'acte existe; si le gouvernement est assez sage pour n'en pas abuser, il n'en a pas moins le pouvoir de l'appliquer comme bon lui semble, et c'est sans contredit une des plus grandes restrictions que l'on pouvait mettre à la liberté civile. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que cet acte passa sous les whigs et par l'influence des whigs, qui se disaient les plus grands défenseurs des libertés du peuple.

Bolingbroke était exilé; mais Oxford était à la Tour de Londres : il demanda à être jugé. Walpole et les whigs montrèrent leur acharnement sans hésitation, et Oxford ne dut sa liberté qu'à

un point d'étiquette qui mit la désunion entre les deux Chambres.

Pendant toute cette année, les menaces du prétendant ne cessèrent de retentir de toutes parts ; il y eut des émeutes qui furent sévèrement réprimées.

On doit à Walpole le bill d'amortissement. Ce bill avait pour but d'éteindre la dette nationale qui s'élevait alors à 47,322,200 livres sterling. Walpole proposa aussi de réduire à cinq l'intérêt que le gouvernement payait à six.

Dans les débats qui eurent lieu à ce sujet, une dispute s'éleva entre lord Stanhope et Walpole, et, dans la chaleur de la dispute, on révéla ce fait, qui aurait dû être caché pour l'honneur du pays : *C'est que les places et les réversions étaient presque toutes vendues.*

Les whigs continuaient sans pitié leur persécution contre les tories, et beaucoup de ces derniers, dégoûtés de leur tyrannie, se montrèrent plus favorables au prétendant. George I[er] avait amené d'Allemagne deux maîtresses qu'il enrichissait par ses présents ; elles furent l'objet d'insultes publiques dans les rues de Londres. Peu à peu le mécontentement s'accrut, et le pré-

tendant aurait eu en réalité beaucoup de chances si Louis XIV n'était pas mort.

Le régent, Philippe d'Orléans, n'avait ni les mêmes intérêts ni les mêmes souvenirs à venger que Louis XIV, aussi aima-t-il mieux être en bonne intelligence avec George Ier que de soutenir le prétendant. Celui-ci, abandonné à ses propres forces, ne résista pas longtemps : il causa la ruine de tous ses partisans. Lord Derwentwater et lord Kenmuir furent décapités sur un échafaud élevé en face de la Tour; cinq des rebelles ordinaires furent pendus et écartelés à Tyburn.

Le duc d'Orléans, ne se sentant ni la force ni la volonté de lutter, comme Louis XIV, avec les Anglais, s'attacha à s'en faire un appui. Dubois, son favori et le ministre de ses ignobles plaisirs, fut chargé de négocier un traité d'alliance avec l'Angleterre. Ce traité était d'autant plus facile à obtenir, que le régent lui faisait bon marché des intérêts français. Le premier article de ce traité fut la démolition complète du port de Dunkerque; et comme la possibilité d'un port voisin ne laissait pas dormir les Anglais tranquilles, le traité portait encore le comblement du canal de Mardick que Louis XIV

avait fait creuser pour diminuer l'affront de la loi imposée par le traité d'Utrecht.

Que pouvait-on attendre d'un négociateur tel que Dubois, en contact avec Walpole, surnommé *le père de la corruption?* c'était envoyer une courtisane à un libertin.

La triple alliance entre la France, la Hollande et l'Angleterre eut pour résultat la destruction de la marine espagnole, et fut par conséquent un malheur pour la France.

De même que les tories avaient profité du cri de l'Église en danger, les whigs profitèrent des craintes qu'inspirait le prétendant, et ils firent croire au peuple que l'État était en danger, afin de prolonger la durée du Parlement au delà du terme fixé par les lois existantes. Le souverain pouvoir que l'on accorde aux Chambres et au roi, ce droit de tout décider ne laisse rien de fixe. Il n'y a pas de loi qui ne puisse être détruite par une autre loi; et dès qu'une Chambre s'arroge le droit de faire une loi pour son propre avantage, il est à craindre qu'elle n'hésite pas à en faire de pareilles toutes les fois que son intérêt sera en jeu. Si les membres du gouvernement avaient le droit d'étendre la durée du

Parlement à sept ans, ils pouvaient aisément l'étendre à quatorze, à vingt-un, et perpétuer ainsi leur autorité : cette prolongation eut lieu par les whigs. Au lieu de s'occuper de la sûreté et du bien-être des citoyens, les ministres ne songeaient qu'à conserver leurs places; les émeutes et les rixes particulières étaient fréquentes, et il se forma des associations particulières dans tous les cabarets; les membres de ces associations se chargeaient de faire la police et irritaient de plus en plus la populace. Il semblait que depuis l'avénement des whigs tout concourait à exaspérer le peuple.

On aurait pu supposer que la triste expérience que venait de faire la France du système de Law aurait préservé tout autre pays d'une pareille fièvre de spéculation : il n'en fut pas ainsi. L'espoir d'attirer dans ses mains tout l'or du royaume et de s'en servir pour gouverner aisément avait flatté le régent plus que sa cupidité. Walpole connaissait trop la puissance de l'or et le prix des consciences pour ne pas essayer d'un moyen qui le rendait maître du marché; aussi le gouvernement accorda-t-il à une compagnie le privilége de se charger de

toutes les dettes de l'État, et de donner en échange des actions sur le commerce de l'Amérique du Sud : ce qui s'était passé en France se renouvela donc en Angleterre. Le commerce avec l'Amérique du Sud n'existait pas, et tous les profits dont on avait leurré les actionnaires n'étaient que des espérances illusoires. Cependant, le désir de s'enrichir s'empara si violemment de toutes les têtes, que toutes les classes de la société se laissèrent entraîner à l'engouement du moment. Les pertes furent immenses; au rapport des historiens, elles dépassèrent celles de l'incendie de la Cité. Elles furent si grandes, qu'elles causèrent une stagnation générale dans les affaires, et qu'elles arrêtèrent presque subitement l'accroissement de Londres : mais la cour et Walpole surent profiter de ce désastre.

Les calamités publiques aigrissant l'esprit du peuple et le disposant à l'injustice, les membres du gouvernement saisirent la première occasion d'apaiser le mécontentement. Les tories s'agitaient pour s'emparer du pouvoir, prêts à profiter de la défaveur qu'avaient jetée sur le ministère les spéculations de la compagnie du Sud : d'ailleurs plusieurs membres du ministère n'étaient pas

purs de transactions frauduleuses. Pour donner une impulsion différente aux esprits, les whigs saisirent le prétexte d'une conspiration jacobite et firent arrêter Atterbury, évêque de Rochester; ses papiers furent saisis et il fut envoyé à la Tour. D'autres lords furent également arrêtés, mais rendus à la liberté. L'évêque Atterbury, quoique pair, fut mis en jugement devant la Chambre des Communes, et condamné à être banni du royaume. Devant la Chambre des Lords il trouva de zélés défenseurs. Il n'y avait pas de preuves contre lui, à moins que l'on n'appelât preuves quelques lettres interceptées et écrites en chiffres. Lord Bathurst parla en sa faveur, et se tournant du côté des évêques qui paraissaient indifférents au sort d'Atterbury : « Je ne puis comprendre, dit-il, la haine invétérée que quelques personnes entretiennent contre l'ingénieux évêque de Rochester, à moins, qu'infatuées comme les sauvages américains, elles n'espèrent hériter non-seulement de ses dépouilles, mais encore de l'esprit, du talent et des qualités de celui qu'elles veulent détruire. » Atterbury fut exilé, et arriva à Calais le même jour que Bolingbroke y passait pour revenir en Angleterre.

C'est le triste privilége des nouvelles dynasties, qui ne savent pas se concilier l'estime du peuple en s'occupant de ses intérêts, c'est, dis-je, le triste privilége des nouvelles dynasties ou des nouveaux pouvoirs, de voir des ennemis même parmi les citoyens les plus recommandables, et d'abuser du soupçon de culpabilité. Le Docteur Friend fut arrêté comme *soupçonné*, il ne dut sa liberté qu'à la caution fournie par Mead, son ami. Le docteur Mead était un modèle d'urbanité et de savoir. Sa maison était à Londres le rendez-vous de tous les étrangers de distinction et des hommes les plus marquants dans la littérature, les sciences, les arts. Mead parlait plusieurs langues avec facilité. Avant de s'établir à Londres, il avait visité les principales écoles du continent. A table tous les talents, comme les opinions les plus diverses, étaient admis. Mead était whig zélé, et cependant Garth, Arbuthnot et Friend, qui étaient tories, n'étaient pas moins ses amis. Le docteur Friend était membre du Parlement, honneur trop rare parmi les médecins. Ce fut pendant qu'il était à la Tour pour délit politique, qu'il composa son *Histoire de la médecine*. Mead le voyait souvent, et pendant son incarcération, non-seulement

il visita ses malades, mais il employa les sollicitations les plus pressantes auprès de Walpole pour obtenir sa libération. Lorsqu'il sortit de la Tour, Mead lui remit une somme considérable, qu'il avait reçue des clients qu'il avait vus pour lui. De pareils traits combattent le dégoût qu'inspire quelquefois le spectacle des misères et de la corruption des hommes. Ces mesures rigoureuses des whigs déconcertèrent les tories pendant quelque temps.

On se rappelle les discussions de lord Stanhope et de Walpole sur la vénalité des places; la magistrature vint se donner en exemple de corruption dans la personne de lord Macclesfield. Non-seulement ce magistrat recevait de l'argent pour des places de juge de paix et autres offices, mais il employa une somme considérable, dépôt des plaideurs, dans les spéculations de la compagnie du Sud. Lord Macclesfield fut condamné à payer une amende de 30,000 livres sterling. Le roi, qui avait alors Walpole pour ministre, promit de payer l'amende et lui fit remettre 1000 livres sterling, mais Walpole, par négligence ou à dessein, ne paya pas cette somme, et il trouva de bonnes raisons pour s'excuser de ne pas remplir les intentions du roi. La corruption des juges

était si commune, que l'on ne trouva pas de plus sûr moyen de l'extirper qu'en élevant le salaire des juges au-dessus de toute espèce de besoin et de toute tentation.

Quelle influence devaient avoir sur la moralité du peuple les extorsions de Marlborough, les concussions de Walpole, celles de tous ses subalternes, et la corruption plus flétrissante encore d'un magistrat chargé de l'administration de la justice, comme celle de la majorité des membres du parlement! Il serait doux à l'historien de n'avoir à rapporter que des faits glorieux; mais comment connaître un peuple si l'on ne l'étudie sous toutes ses formes et dans tous les actes de sa vie? Les critiques sur Marlborough et la condamnation de Lord Macclesfield n'arrêtèrent pas la corruption de leurs contemporains, si l'on en juge par le tarif de Walpole qui, tenant les rênes de l'État, avait coté la valeur de tout homme, parce que tout homme était à vendre. Il serait injuste cependant de juger Walpole sous un seul point de vue. C'est à Walpole que l'on doit une révolution dans le produit des taxes : c'est Walpole qui chercha à dégrever la propriété des charges qui l'accablaient, en les faisant peser

en partie sur la consommation et sur le commerce dont il s'efforça d'étendre les limites. Favoriser l'importation des matières brutes auxquelles l'industrie donnait une valeur, offrir des facilités nouvelles à l'exportation des objets manufacturés, créer des débouchés par des relations toujours croissantes, tel était le moyen d'accroître la marine, de donner du travail à la population et de s'assurer les avantages du commerce. Tel fut le système de Walpole, *et le secret de la grandeur anglaise.*

L'Angleterre doit certainement plus à Walpole qu'aux armes de Marlborough. Ce grand général vivait encore ; mais frappé de paralysie, et tombé dans l'enfance, il était conduit à Windsor lorsque sa raison avait quelques intervalles lucides. Il était impossible de voir le grand Marlborough, si décrépit, si déchu, sans éprouver un sentiment de pitié. On avait fait grand bruit de son péculat, et sans doute il méritait quelque blâme ; mais Marlborough l'explique en disant qu'après la bravoure des troupes et la protection divine, c'était à l'argent qu'on devait presque tous les succès de la guerre des Pays-Bas. L'argent était alors, comme aujourd'hui, la plus

grande puissance de l'Angleterre: Marlborough mourut dans un état d'idiotie sénile!!

Cromwell conseillait de faire ce que la prudence humaine indique, et de ne laisser à la fortune que ce que l'on ne peut prévoir ni régir : cette maxime forme la base du caractère anglais, mais elle n'était pas suivie pour la construction des maisons, qui étaient encore en bois; aussi de fréquents incendies étaient le résultat de cette négligence.

C'était en vain que, par ses conseils et ses exemples, le plus célèbre des architectes anglais, sir Cristopher Wren, engageait ses contemporains à bâtir en pierre.

Wren mourut cette année, laissant à la postérité des monuments qui pouvaient braver la faux du temps et l'action des flammes. Il exprima sa pensée par la colonne isolée, élevée sur le lieu où commença le grand incendie. Wren était à Paris lors de la conflagration de la Cité : il revint subitement à Londres, et, frappé de la facilité avec laquelle les incendies se déclaraient, il s'efforça de les rendre presque impossibles par des constructions en pierre. On sait qu'après l'incendie de la Cité, Wren fut chargé

de reconstruire la cathédrale dévorée par les flammes, et il la reconstruisit presque toute en pierrre.

Wren éleva à sa patrie un monument digne de rivaliser avec la grande basilique de Saint-Pierre de Rome. C'est le seul temple protestant que l'on puisse comparer aux églises produites par le culte catholique.

En entrant dans Saint-Paul, en se tournant vers le chœur on lit l'épitaphe de ce grand homme :

ICI REPOSE LA CENDRE
DE WREN
QUI VÉCUT PLUS DE 90 ANS
POUR LE BIEN PUBLIC ;
LECTEUR, SI TU DEMANDES OU EST
SON MONUMENT,
REGARDE AUTOUR DE TOI.

Image hardie, mais vraie. Le plus beau monument élevé au génie d'un homme, c'est l'œuvre qu'il a créée. Cette œuvre le raconte, comme les cieux racontent la gloire de Dieu. On juge plus sûrement de la puissance créatrice de Wren, en voyant Saint-Paul, qu'en lisant l'épitaphe la plus pompeuse. L'épitaphe de

Wren est simple, son monument est sublime.

Le mérite de sir Christophe Wren est d'autant plus grand, qu'il ne visita jamais l'Italie, qu'il n'eut pas l'occasion de voir et d'admirer le chef-d'œuvre de Michel-Ange. Il fallait à Wren un pouvoir de conception gigantesque, pour avoir l'idée de lancer dans les airs une coupole aussi hardie que celle de Saint-Paul, lui qui n'avait sous les yeux que des maisons de briques et de bois.

Comme Michel-Ange, Wren avait préludé à l'étude de l'architecture par celle de l'anatomie, et il avait dessiné l'Anatomie du cerveau de Willis; mais Wren n'avait pas eu avant lui les plans d'un Bramante pour l'inspirer.

L'étude de l'anatomie est sans contredit la plus propre à faire connaître les lois de la mécanique et de l'architecture. Le divin architecte qui a créé l'homme, a fait de son ouvrage le résumé de tous les arts, de toutes les sciences. Michel-Ange dessinant à grands traits toutes les formes humaines dans son jugement dernier, préludait à ses travaux d'architecture, comme Christophe Wren préludait à sa coupole en dessinant l'Anatomie de Willis.

Pendant la construction de Saint-Paul, qui

dura trente-cinq ans, Wren fut à peine payé de ses labeurs. Mais ce grand homme travaillait pour la gloire, et la postérité s'est associée à sa pensée, en faisant de son chef-d'œuvre le magnifique mausolée de ses cendres.

L'on entre habituellement dans Saint-Paul par une porte latérale, et l'on se trouve bientôt sous son immense dôme. Pour ceux qui n'ont jamais vu Saint-Pierre de Rome, l'aspect de cette voûte frappe d'admiration. L'homme est en quelque sorte écrasé par la grandeur de l'œuvre. Mais bientôt l'étonnement se dissipe, l'œil s'accoutume et regrette la nudité des murailles et la rareté des monuments. A l'intérieur, Saint-Paul a quelque chose de pauvre et de froid qui s'y fait sentir et qui glace ; l'extérieur ne mérite pas ce reproche, il fait illusion, car il représente une église beaucoup plus grande qu'elle n'est en effet. Les nefs latérales, à l'intérieur, sont basses, les pilastres massifs ; à l'extérieur, les côtés de l'église correspondant à ces nefs sont presque aussi élevés que la nef principale, et forment avec tout l'édifice un ensemble d'une composition pure et sévère.

Il est à déplorer que ce noble édifice manque

d'air et d'espace, et qu'il soit étouffé par les maisons qui l'avoisinent; l'homme le plus étranger aux arts voudrait pouvoir les éloigner et les abattre. Il faut aller sur la Tamise, ou sur un des ponts, pour voir cette magnifique coupole et apprécier l'œuvre gigantesque de sir Christophe Wren.

Wren vécut jusqu'à l'âge de quatre-vingt-onze ans, et pourtant sa vie fut extrêmement active. Ses contemporains le voyaient souvent hissé dans un panier pour arriver au faîte de la coupole afin de voir, d'observer et de diriger lui-même les travaux de ce vaste édifice. Né d'un tempérament faible et qui semblait dans sa jeunesse disposé à la consomption, un régime de vie sage et réglé conduisit Wren jusqu'à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Il construisit plusieurs églises à Londres, l'hôpital militaire de Chelsea, la douane, le palais de Marlborough; il aida à la construction de l'hôpital des marins de Greenwich; hors de Londres, il construisit le palais royal de Winchester. Il ne cessa d'engager ses contemporains à bâtir en pierre, leur disant sans cesse que c'était le seul remède aux nombreux incendies qui portaient l'alarme dans toutes les familles.

Une loi ordonna alors que les quatre murailles formant l'enceinte des maisons fussent en pierre. — Si l'on était presque indifférent aux incendies nombreux dont Londres était le théâtre, et sourd à la voix de Wren, on ne le fut pas à l'annonce de la peste. Celle de Marseille renouvela toutes les terreurs des Londoniens, et ces terreurs furent aggravées par le corps des médecins, à la tête duquel se trouvait Mead (1723).

Sous l'influence de l'opinion que la peste était contagieuse, qu'elle pouvait se communiquer par des marchandises ou des individus, on établit des lois de quarantaine très-rigoureuses. Malgré la crainte de la peste, les habitants de Londres, comprenant quelles entraves ces règlements apporteraient au commerce, s'élevèrent contre leur rigueur.

Il était naturel que les habitants de Londres, si souvent et si longtemps décimés par la peste, prissent les plus grandes précautions contre ce fléau; mais cette ville ne présentait plus les conditions du moyen âge, ni celles du siècle précédent : Londres n'était plus resserré dans une enceinte étroite, grand nombre de rues étaient pavées, les eaux ne croupissant plus sur le sol,

s'écoulaient vers la Tamise. Les maisons, mieux bâties, s'étendaient dans la campagne; enfin, tandis que la population du dix-septième siècle était misérable et enfermée comme dans une prison dans les limites de la Cité, la population du dix-huitième siècle s'était disséminée hors des murs, elle avançait dans la campagne, et par un instinct intelligent, elle se portait surtout vers le nord-ouest de la Tamise, sur la pente des collines de Highgate et de Hampstead. De plus, l'état matériel du peuple s'était considérablement amélioré.

Si, dans les grandes épidémies, une des pratiques les plus sensées et les plus salutaires consiste à fuir la foule, les lieux étroits, mal aérés et encombrés, les habitants de Londres, en sortant de la vieille enceinte de la Cité, satisfaisaient à la première condition de salubrité pour les grandes réunions d'hommes, et trouvaient dans l'air de la campagne le meilleur antidote contre les épidémies. Il était donc à présumer que si la peste de Marseille se propageait jusqu'à Londres, elle n'y trouverait plus, comme auparavant, les éléments propres à la fomenter. La peste du Levant a surtout besoin, pour se développer, d'une température élevée, en rapport avec celle du

pays où elle naît ; il faut encore qu'elle soit entretenue par l'insalubrité des localités, par la misère et les souffrances physiques des classes pauvres. L'Angleterre, et Londres surtout, sont bien mieux protégées contre les épidémies de peste et de fièvre jaune des pays chauds, par la température, par le climat, par la prospérité physique et sociale du peuple, par les heureux changements apportés dans les localités, que par les cordons sanitaires et les lois de quarantaine les mieux établies. Les pestes de Londres, pendant et après le moyen âge, furent causées plutôt par l'état physique et social de la ville que par l'importation. La peste de Marseille ne pouvait donc trouver à Londres les éléments qui avaient favorisé le développement des pestes antérieures.

La peste de 1665 fut causée et entretenue par l'état d'impureté de la ville surchargée de population, par la mauvaise qualité des aliments des pauvres, par des chaleurs excessives, par l'absence de vent, par la putréfaction des matières animales et végétales dans le sein de la ville, dans les cimetières et dans les églises. C'est à des causes pareilles que l'on attribue encore de nos jours les pestes du Caire et de Constantinople.

Il est rare cependant que la crainte d'un fléau ou son existence ne produise pas quelques bons résultats. Ainsi, la peur de la peste servit aux vues des hommes les plus avancés et elle donna lieu à des règlements de police municipale indispensables dans une grande ville. Beaucoup de rues n'étaient pas encore pavées, on les pava; on ordonna que l'eau de la pluie qui tombait des toits sur la voie publique fût conduite par des tuyaux jusque dans les égouts, et qu'elle servît ainsi à entraîner dans son courant toutes les immondices qui pouvaient les obstruer. Des compagnies se formèrent pour la distribution de l'eau, et au lieu d'aller la chercher à une très-grande distance, elles la puisèrent au-dessus de Londres, dans la Tamise même.

Il n'y a pas de perfectionnement ni de progrès qui ne causent la ruine d'un grand nombre d'individus. Il n'est donc pas étonnant de voir que tout progrès rencontre des obstacles de la part des intéressés. Henri IV écrivait qu'il n'avait que trois chemises et qu'elles étaient déchirées. Cette pénurie de linge de corps se rencontrait communément, pendant le dix-huitième siècle, chez les artisans, chez les laboureurs et dans la classe

moyenne elle-même. Le calicot était destiné à jouer un grand rôle dans l'hygiène domestique; il pouvait permettre au pauvre, à l'artisan, d'avoir une garde-robe mieux montée que celle de Henri IV; mais les ouvriers en laine s'effrayèrent de l'introduction de ce nouveau tissu, d'autant plus que les machines commençaient à remplacer la main de l'homme, concurrence redoutable qui devait momentanément donner des richesses aux entrepreneurs, mais peupler le royaume de mendiants. Le peuple ne se rend pas compte des changements avantageux qu'apportent les industries nouvelles au bien-être général, parce que le peuple ne voit pas de haut et qu'il ne peut attendre l'équilibre qui doit s'établir. A peine un progrès se manifeste, que ce progrès est un monopole à son détriment. Tout ce qu'il voit, c'est que son modique salaire est encore diminué par le progrès que l'on vante, et c'est attendre de lui une grande abnégation que de lui demander d'être content, lorsque sa part de nourriture est moindre et qu'il est à la veille de périr de faim. A l'annonce d'un progrès, le peuple des artisans, par expérience et par instinct, s'attend à des privations. Pendant le dix-

huitième siècle les ouvriers anglais ne raisonnaient pas autrement qu'ils raisonnent aujourd'hui; aussi il y eut à Londres et dans d'autres parties de l'Angleterre des émeutes tellement sérieuses contre l'usage du calicot, que le gouvernement fut obligé de suspendre l'*habeas corpus* pendant une année entière. On peut par cette seule mesure juger de la gravité des émeutes, car ce n'est que lorsque la liberté est réellement en danger que le gouvernement y a recours.

« L'oppression d'un individu obscur, dit Blackstone, donna naissance à cet acte fameux de l'*habeas corpus !* » Cela prouve que les Anglais ont compris de bonne heure que le moindre attentat contre le plus humble des sujets était, en principe et en fait, dangereux pour la liberté de tous, et que tous devaient se réunir pour la défense d'un principe qui représentait la liberté individuelle. Pour le pauvre, plus encore que pour le riche, la liberté est un besoin, et conséquemment tout acte qui peut l'en priver arbitrairement est pour lui une vraie calamité.

Par l'acte d'*habeas corpus* «il est défendu d'envoyer qui que ce soit en prison au delà des mers;

aucun juge ne peut, sans s'exposer à des peines sévères, refuser à un prisonnier quelconque le *writ d'habeas corpus*, d'après lequel le geôlier est obligé de produire en justice son prisonnier en personne, et de déclarer la cause de son arrestation et de son emprisonnement. Si la prison est éloignée de vingt milles du domicile du juge, le writ doit être mis à exécution dans les trois jours, et dans cette même proportion pour les plus grandes distances. Tout prisonnier doit être accusé dans les trois mois de son emprisonnement, et mis en jugement dans les trois mois qui suivent. Personne ne peut, après avoir été mis en liberté par l'ordre de la cour, être emprisonné de nouveau pour la même cause. » Les émeutes cessèrent, le peuple se calma par la réflexion, et la suspension de cet acte fut levée.

On s'afflige, en lisant l'histoire, de voir combien de maux l'homme souffre par la malice de son semblable ; mais tant qu'il est libre, il peut chercher les moyens de voir redresser l'injustice dont il souffre ; il n'en est pas ainsi lorsqu'il est privé de sa liberté. Ce qui se passait à *Newgate*, à cette époque, semblait fait pour donner plus de prix à la liberté. L'adminis-

tration des prisons laissait beaucoup à désirer; les geôliers y commettaient journellement et avec impunité toutes sortes d'abus. A peine entrés dans les prisons, les malheureux écroués étaient privés de ce qu'ils possédaient; les geôliers, comme le préteur Sextius, flétri par Cicéron, employaient les fouets et les chaînes pour extorquer tout ce qu'ils pouvaient des détenus. Ce qu'il y avait de plus révoltant encore, c'est que les accusés et les condamnés étaient enfermés en grand nombre et pêle-mêle dans les mêmes cachots. Ces tristes demeures, resserrées, mal aérées et remplies d'individus, devenaient souvent mortelles par les maladies qui s'y développaient. Telle était la source sans cesse renaissante de cette fièvre des prisons que l'on peut appeler peste, et qui se manifeste aussi dans les camps, sur les vaisseaux, partout où un grand nombre d'hommes réunis manquent d'air et d'espace. Les malheureux prisonniers souffraient tant, qu'ils se révoltèrent pour obtenir plus d'air et plus d'espace. Le shériff se présenta afin d'apaiser l'émeute, mais il fut pris aussitôt de la fièvre des prisons, et il mourut de la maladie qu'il avait contractée en respirant les miasmes impurs

exhalés et développés parmi les détenus.

Newgate eut de tout temps le triste privilége d'être au premier rang des prisons insalubres : « C'était, dit Maitland, un foyer constant de contagion, de putridité et de tous les maux qu'engendrent la malpropreté, l'ignorance et le crime. Quels que soient les ornements extérieurs de cette prison, dit le même auteur, c'est à l'intérieur une horrible habitation ; les prisonniers y sont si resserrés, l'air y est si corrompu et d'une odeur si repoussante qu'il engendre cette peste des prisons qui fait tant de victimes. On voit fréquemment sortir de cette prison des chars pleins de cadavres que l'on jette pêle-mêle et sans cérémonie dans le cimetière du Christ. » Quelques années plus tard cette description était encore si vraie qu'elle fut confirmée devant le Parlement par un des gouverneurs ; il établit que la mortalité n'était pas seulement commune et fréquente parmi les prisonniers, mais encore parmi les gardiens et les serviteurs des deux sexes employés par le gouverneur et par les geôliers.

La société a sans doute le droit de séquestrer les individus qui troublent l'ordre public, qui

violent les lois et qui portent atteinte à la propriété et à la vie de leurs semblables; mais lorsqu'un individu n'est qu'en prévention, et que son délit ou son crime n'est point prouvé, la prison ne doit le priver que de sa liberté; et lors même que le criminel est condamné à la peine capitale, jamais il ne doit être exposé à contracter des maladies non comprises dans son châtiment. Si l'on a applaudi à l'abolition de la torture, doit-on la renouveler par l'insalubrité d'une prison? Un individu prévenu ou coupable d'un délit que la loi punit légèrement ne doit, dans aucun cas, être exposé à perdre la vie par l'insalubrité d'un cachot. La société qui agit ainsi, et qui expose la vie des hommes prévenus ou convaincus d'un délit léger, est injuste et aussi coupable que le juge qui condamnerait un innocent à la mort. Qu'une prison soit forte, mais saine; que les murs soient solides et élevés, mais que l'espace qu'ils entourent permette la libre circulation de l'air et de la lumière. Rien ne démoralise un homme et ne le porte aux mauvaises passions, comme l'injustice de la société; cette injustice sert à ses yeux d'excuse et de prétexte à la sienne. Tout

ce que fait une société par ses représentants, ses magistrats, ses lois, devrait être empreint d'impartialité et de justice ; ce serait prêcher d'exemple, ce serait donner aux perversités de nature ou d'éducation, l'exemple permanent du bien et du beau. Qu'attendre des hommes ardents mais coupables, quand les peines infligées sont injustes et nullèment en rapport avec leurs délits? ce qu'il faut attendre de la plupart des enfants que l'on aigrit par des punitions disproportionnées avec leurs fautes ; l'entêtement et la persistance dans le mal, comme si l'enfant et le coupable voulaient amener leurs torts à la hauteur de leur châtiment.

Londres, grâce à l'incendie et aux mesures de salubrité qui en furent la suite, était désormais à l'abri de la peste, mais il existait encore une peste permanente qui ne dépendait pas des localités. Une femme, une mère eut la gloire de démontrer à son pays la possibilité de diminuer les ravages de la petite vérole. Lady Mary Wortley Montagu avait appris à Constantinople que les plus belles Géorgiennes des harems avaient été préservées contre la gravité et les difformités de cette maladie, par l'inoculation de

la maladie elle-même. Cette nouvelle fut reçue d'abord avec incrédulité, quoique Lady Mary Wortley eût fait inoculer ses propres enfants. Dans l'intérêt de la science et de l'humanité, le docteur Mead proposa d'inoculer des criminels condamnés à mort. Six criminels se soumirent avec empressement à une expérience qui leur laissait tant de chances de vie; ils furent inoculés, ils eurent la maladie, guérirent parfaitement et furent graciés. Cet essai ayant réussi, l'exemple fut suivi par l'élite de la société anglaise; mais tandis que l'inoculation préservait quelques individus, elle propageait le fléau et elle devenait un danger pour le plus grand nombre, car si la maladie était moins grave pour les individus inoculés, les miasmes qu'elle produisait n'en affectaient pas moins l'atmosphère environnante, et soumettaient à son influence tous ceux qui la respiraient.

Un des écrivains français les plus distingués a cherché à démontrer l'influence que la littérature française a eue sur les contemporains étrangers, et n'a pas dit assez ce qu'elle devait elle-même aux étrangers.

Vers la fin du règne de George Ier, Londres

fut fréquenté par les deux premiers génies du dix-huitième siècle, Voltaire et Montesquieu; les écrits de ces grands hommes présentent à chaque page des traces de leur séjour en Angleterre et de la société qu'ils y fréquentaient. Voltaire a répandu dans toutes ses compositions quelque chose du scepticisme de Bolingbroke, de l'ironie de Swift, de la philosophie de Newton. Partout dans ses écrits on retrouve des traces de ses rapports à Londres. Voltaire arriva dans cette ville en 1726; il se retira à Wandsworth, qui était alors séparé de Londres; il y vécut deux années dans l'étude des lettres anglaises et dans le commerce des hommes les plus célèbres du temps. Pendant ce séjour, il écrivit à peine trois ou quatre lettres à ses amis de France; mais son temps ne fut point perdu, car il se nourrit avec avidité et profit de la lecture de Shakspeare, dont la supériorité le froissait jusqu'à le rendre injuste. Swift, qui avait écrit tant de choses spirituelles et malignes, et qui venait de publier son *Gulliver*, Swift avait quitté le doyenné de Saint-Patrick; il était venu chez Pope, son ami, et les hommes les plus marquants dans les lettres venaient visiter Swift et Pope. C'était à

Twickenham, dans la maison de Pope, que se réunissait cette société chagrine, spirituelle et moqueuse, composée surtout des tories hors du pouvoir. Ce fut là que Voltaire fut accueilli et traité avec distinction par ces hommes éminents.

Ceux qui ont lu les œuvres des principaux écrivains du temps de la reine Anne, reconnaissent tout ce que Voltaire devait de hardiesse à ses études anglaises; ils savent que c'est à son séjour à Londres et à la société qu'il fréquentait qu'étaient dues ses lettres sur les Anglais, lettres dans lesquelles le poëte de Ferney voulut faire connaître à sa nation la philosophie, la littérature, les opinions et les sectes même d'une nation voisine digne à tous égards d'être étudiée, pour être imitée dans ce qu'elle a de bien. Avant Voltaire, on connaissait peu Newton en France; on peut en dire autant de Bacon, de Locke et du grand poëte Shakspeare. Les guerres de la reine Anne avaient à peine laissé pénétrer en France les noms des auteurs contemporains, Pope, Congrève, Addison, Swift; Voltaire les vulgarisa.

Gulliver parut à la même époque où Daniel De Foe, que nous avons vu exposé au pilori au com-

mencement du siècle, publia son immortel *Robinson*. « Ces deux romans, dit Villemain, offrent les deux extrêmes de la bonne foi et de l'ironie sceptique. Tous deux vivront comme œuvres originales ; mais *Robinson Crusoé* est une œuvre morale, une exhortation au travail et à l'espérance en Dieu ; *Gulliver* est souvent une dérision frivole ou désespérante, qui, en ravalant l'espèce humaine, ne lui laisse, pour se relever, ni la vertu ni la science. » Voltaire imita certainement dans ses contes la manière de Swift, et imiter un esprit si caustique et si fin n'était pas chose facile.

Montesquieu puisa peut-être dans Addison la première idée de ses *Lettres persanes*; du moins trouve-t-on dans *le Spectateur*, imprimé en 1711, des lettres qui purent lui servir de modèle. Ce que Voltaire et Montesquieu avaient fait, d'autres hommes non moins célèbres le firent plus tard. Buffon commença ses grandes recherches de la nature par l'étude et la traduction des découvertes anglaises. L'esprit le plus actif du dix-huitième siècle après Voltaire, Diderot, emprunta de l'Angleterre ses premières études philosophiques et son premier essai d'Encyclopédie.

J. J. Rousseau tira des ouvrages de Locke une grande partie de ses idées sur la politique et l'éducation, et Condillac, toute sa philosophie. Ce ne fut donc pas à Voltaire seul que l'Angleterre fut utile.

Montesquieu vint à Londres en compagnie de lord Chesterfield, le 30 octobre 1729; il résida deux ans en Angleterre. Quoique jeune, sa réputation était déjà européenne, il avait parcouru presque toutes les capitales de l'Europe avant de visiter Londres. Il fut recherché avec empressement par tout ce qu'il y avait de distingué: la Société Royale de Londres l'admit au nombre de ses membres, et la reine l'honora d'une bienveillance particulière.

Pendant son séjour dans la capitale d'Angleterre, la France était représentée par un M. de La Boygne, que Montesquieu qualifie de fat. Ce gentilhomme, dînant un jour chez le duc de Richemond, soutint que l'Angleterre n'était pas plus grande que la Guienne. Montesquieu, sentant l'inconvenance de cette opinion, combattit vivement son compatriote. La conversation fut rapportée à la reine, qui, le soir même, remercia Montesquieu de ce qu'il avait défendu les Anglais contre M. de

La Boygne. « Madame, repartit Montesquieu avec autant de délicatesse que de galanterie, je n'ai pu m'imaginer qu'un pays où vous régnez ne fût pas un grand pays.» Le pays que représentait M. de La Boygne est à peu de chose près ce qu'il était il y a un siècle: pourrait-on en dire autant de cette Angleterre qui n'était pas plus grande que la Guienne? Les Anglais disent aujourd'hui ce que Charles-Quint disait autrefois, que le soleil ne se couche jamais sur leur empire.

Montesquieu a laissé des Notes sur l'Angleterre; ces notes sont en forme d'aphorismes, et il fut sans doute bien frappé de l'impéritie de ce Monsieur de La Boygne qui représentait la France, car plusieurs de ses aphorismes sont à son adresse. En voici deux :

« On ne saurait envoyer ici des gens qui aient trop d'esprit : on se trompera toujours sans cela avec ce peuple, et on ne le connaîtra point. » Et encore :

« Comme les Anglais ont de l'esprit, sitôt qu'un ministre étranger en a peu, ils le méprisent d'abord, et soudain son affaire est faite, car ils ne reviennent pas du mépris. »

Les Notes de Montesquieu ont d'autant plus de valeur, qu'il était grave, sérieux, et qu'il jugeait avec lenteur. Ses Notes sur Londres et les Anglais méritent de trouver place ici. Elles servent de point de comparaison et montrent les changements physiques et sociaux qui ont pu s'opérer dans l'espace d'un siècle. L'auteur de l'*Esprit des Lois* ne saurait être taxé de légèreté ni de passion, et celui qui fit si bien la critique de ses compatriotes et de son propre pays dans ses *Lettres persanes* avait bien le droit d'avoir une opinion et de porter un jugement sur le peuple et le pays dont il étudia les mœurs et les lois pendant deux ans.

« Quand je vais dans un pays, dit Montesquieu, je n'examine pas s'il y a de bonnes lois, mais si on exécute celles qui y sont, car il y a de bonnes lois partout. »

« Le peuple de Londres mange beaucoup de viande; cela le rend très-robuste, mais à l'âge de quarante à quarante-cinq ans, il crève. »

« Il n'y a rien de si affreux que les rues de Londres. Elles sont très-malpropres; le pavé y est si mal entretenu, qu'il est presque impossible d'y aller en carrosse et qu'il faut faire son tes-

tament lorsqu'on va en fiacre. Les fiacres sont des voitures hautes comme un théâtre, où le cocher est plus haut encore, son siége étant de niveau avec l'impériale. Ils s'enfoncent dans des trous, et il se fait un cahotement qui fait perdre la tête. »

« Londres est une vilaine ville, où il y a de très-belles choses. La liberté à Londres est la liberté des honnêtes gens. L'Angleterre est à présent le pays le plus libre qui soit au monde ; je n'en excepte aucune république. »

« Quand un homme aurait en Angleterre autant d'ennemis que de cheveux sur la tête, il ne lui en arriverait rien. »

Voilà certes un bel éloge de l'Angleterre sous le point de vue de la liberté ; mais la même plume qui a tracé le beau côté de la médaille en a également tracé le revers. Continuons ces aphorismes :

« La corruption s'est mise dans tous les rangs. Il y a trente ans qu'on n'entendait pas parler d'un voleur dans Londres, à présent il n'y a que cela. Il faut à l'Anglais un bon dîner, une femme, de l'aisance ; comme il n'est pas répandu et qu'il est borné à cela, dès que sa fortune se délabre,

et qu'il ne peut plus avoir cela, il se tue, ou se fait voleur. »

« L'argent est ici souverainement estimé ; l'honneur et la vertu, peu. »

« Un ministre ne songe qu'à triompher de son adversaire dans la Chambre basse, et pourvu qu'il en vienne à bout, il vendrait l'Angleterre et toutes les puissances du monde. »

« Il me semble qu'il se fait bien des actions extraordinaires en Angleterre, mais elles se font toutes pour de l'argent ; il n'y a pas seulement peu d'honneur et de vertu ici, mais il n'y en a pas même l'idée. Les actions extraordinaires en France se font pour dépenser de l'argent ; ici, c'est pour en acquérir. »

« Point de religion en Angleterre. »

« Les femmes y sont réservées, parce que les Anglais les voient fort peu ; elles sont généralement en garde contre les étrangers. »

« C'est une chose lamentable que les plaintes des étrangers, surtout des Français qui sont à Londres. Ils disent qu'ils ne peuvent y faire un ami ; que plus ils y restent, moins ils en ont. Kinski, les Broglie, La Villette, veulent que les Anglais soient faits comme eux. Comment les

Anglais aimeraient-ils les étrangers ? ils ne s'aiment pas eux-mêmes. Comment vous donneraient-ils à dîner ? ils ne se donnent pas à dîner entre eux. Il faut donc faire comme eux, vivre pour soi ; comme eux, ne se soucier de personne, n'aimer personne, et ne compter sur personne. Enfin il faut prendre les pays comme ils sont. »

Ces observations de Montesquieu sont précieuses, ce sont les coups de pinceau d'un grand maître. On voit ce qu'était Londres il y a un siècle ; ce n'est plus Londres contemporain. La place est la même, mais l'état physique est changé. Ce que disait Montesquieu de la liberté est encore vrai ; ce qu'il disait de la viabilité des Anglais ne l'est plus. Je laisse à l'observateur le soin de juger jusqu'à quel point l'état moral du peuple anglais diffère aujourd'hui de ce qu'il était il y a un siècle, en faisant usage des Notes de Montesquieu : Montesquieu ayant passé son temps à Londres dans le sein de la société la plus choisie, conserva toujours, comme Voltaire, de la prédilection pour les Anglais. On ne se dépouille pas aisément de ses souvenirs, quand ces souvenirs n'ont rien que de flatteur. Les Anglais, dans tous les temps, accueillirent les hommes renommés avec distinc-

tion. Montesquieu eut lieu de se louer de son séjour en Angleterre, et ce n'était pas en critique malveillant que ses Notes étaient écrites; elles ne furent jamais destinées à voir le jour. Mais après la mort d'un homme aussi célèbre, on imprima tout ce qu'on trouva écrit de sa main.

Ces observations expliquent jusqu'à un certain point la prédilection des *écrivains* français pour le caractère anglais, qu'ils se sont efforcés de présenter sous son plus beau point de vue. On se tromperait si l'on croyait trouver aisément des milord Édouard tel que l'imagination de Rousseau le présente à ses lecteurs. En agissant ainsi toutefois, les écrivains du dix-huitième siècle ont rendu un service à leur pays et à l'humanité; un héros de roman que l'on présente à l'imitation des lecteurs doit, dans tous les cas, se rapprocher autant que possible du beau moral, et cette fiction honnête est des plus utiles, parce qu'en dernier résultat elle fait aimer le bien et le beau.

Ce n'est pas le moment de rehercher jusqu'à quel point ces préjugés si avantageux aux Anglais ont servi à leur réputation; il me suffit de signaler en passant la cause de la bonne opinion

que les écrivains français ont répandue et vulgarisée sur le caractère anglais. Cette opinion était le résultat de leur visite en Angleterre, du bon accueil qu'ils avaient reçu, et de la lecture des ouvrages anglais.

Peu de mois après l'arrivée de Voltaire à Londres, Newton mourut. Que l'on imagine l'effet que dut avoir la pompe funèbre de ce savant sur l'esprit du poëte français ! Après que le corps de Newton eut été exposé aux flambeaux sur un lit de parade, comme le corps d'un souverain, on le porta dans la sépulture royale de Westminster. Voltaire, selon l'expression de Villemain, dut être frappé d'un si glorieux spectacle, et de cette apothéose décernée au génie par la raison d'un peuple éclairé ; aussi se prit-il d'un vif enthousiasme pour Newton, et sut-il le communiquer à d'autres.

Newton, le créateur de la philosophie naturelle, fit ses plus grandes découvertes pendant que la peste décimait son pays. Retiré dans son domaine de Woolstrop, il s'abandonnait sans obstacle au penchant qui l'entraînait vers la méditation ; assis un jour sous un pommier, la chute d'une pomme fut pour lui l'éclair de ses plus

belles découvertes. Ce que des millions d'hommes avaient vu avant lui fut un trait de lumière qui l'éclaira dans la voie qu'il allait tracer. Quel est, se dit-il, le pouvoir qui sollicite les corps vers le centre de la terre et les y précipite avec une vitesse continuellement accélérée, qui s'exerce encore sans éprouver aucun affaiblissement appréciable sur les plus hautes tours et au sommet des montagnes les plus élevées?

Cette première question en amena une autre, et, supposant que ce même pouvoir existait pour les planètes, il songea que la lune pouvait être retenue autour de la terre par la pesanteur terrestre, et les planètes qui se meuvent autour du soleil, par leur pesanteur vers cet astre. Ce n'est que vingt ans plus tard que Newton compléta sa découverte, et que ses premières conjectures purent être démontrées comme des vérités; lorsqu'il arriva à ce degré de certitude, la joie qu'il en éprouva ne lui permit pas d'abord de continuer la démonstration qui l'en assurait. Newton eut la gloire de démontrer que toutes les parties de la matière gravitent les unes vers les autres avec une force proportionnelle à leur masse, et réciproque au carré de leurs distances

mutuelles. Cette force retient les planètes et les comètes autour du soleil, comme chaque système de satellites autour de sa planète principale; et par la communication universelle d'influences qu'elle établit entre les parties matérielles de ces corps, elle détermine la nature de leurs orbes, la forme de leurs masses, les oscillations des fluides qui les recouvrent, et leurs moindres mouvements soit dans l'espace, soit sur eux-mêmes, tout cela conformément aux lois observées. — Trouver la masse relative des différentes planètes; déterminer les rapports des axes de la terre; montrer la cause de la précision des équinoxes; trouver la force du soleil et de la lune pour soulever l'Océan, telle fut la grandeur et la sublimité des objets qui s'ouvrirent aux méditations de Newton.

Lorsque la pensée de sa vie fut réalisée, il se plongea tout entier dans la jouissance de cette contemplation délicieuse. Pendant deux ans il n'exista que pour calculer, pour penser : et si la vie d'un être soumis aux besoins de l'humanité peut offrir quelque idée de l'existence pure d'une intelligence céleste, on peut dire que la sienne présenta cette image. Souvent perdu dans

la méditation de ces grands objets, il agissait sans songer qu'il agît, et sans que sa pensée semblât conserver aucun lien avec son corps. Plus d'une fois, en se levant, il s'asseyait tout à coup sur son lit, arrêté par quelque pensée, et demeurant ainsi à moitié nu pendant des heures entières. Il aurait oublié de prendre de la nourriture si on ne l'en eût fait souvenir.

Ce fut par l'effort non interrompu de la méditation la plus solitaire et la plus profonde que Newton put développer toutes les vérités qu'il avait conçues et qui étaient autant de déductions de sa première découverte. Newton était arrivé à la solution du problème du monde, en y pensant toujours, comme il le disait lui-même, vérifiant cet axiome assez connu : que le plus souvent le génie, c'est la patience.

Les *Principes de la Philosophie naturelle* furent publiés aux frais de la Société royale, et malgré les ennuis incessants des réclamations de Hooke ; dans son ouvrage sur l'Optique, et les questions naturelles placées à la fin, Newton osa dire à cette époque que l'eau doit contenir un principe inflammable.

Nommé membre du Parlement, Newton ne s'y

fit point remarquer. Il était hors de son élément. Président de la Société royale, nommé chevalier par la reine, entouré de l'estime de tous, Newton s'occupa de la publication de ses ouvrages. Bien que Newton ne fût pas homme politique, il ne put échapper à la critique mordante de Swift. Philosophe essentiellement religieux, il fut aussi accusé de matérialisme par Leibnitz.

Newton était affligé de la pierre, mais il ne souffrit que les vingt-quatre derniers jours de sa vie. Il mourut âgé de quatre-vingt-cinq ans. Voltaire, récemment arrivé à Londres, put juger, par les funérailles de ce grand homme, de quelle manière les Anglais honorent quelquefois le génie. Les cendres de Newton reposent dans l'église de Westminster, à droite de l'entrée du chœur. Le monument qui lui a été élevé le représente dans l'attitude de la contemplation. On dirait que ce grand philosophe écoute à distance l'harmonie des corps célestes soumis à la loi de la gravitation universelle qu'il avait reconnue jusque dans les cieux.

Newton vivait à Londres, près de la place de Leicester, où le prince de Galles avait sa demeure, et où vivait aussi, quelques années plus

tard, le peintre Hogarth. La maison de Newton, ce sanctuaire de la pensée et de la méditation, est devenue un hôtel, et le voisinage de cet hôtel jouit d'une réputation fort équivoque. Tels sont les effets du temps. A Rome, l'ancien Forum, où l'on voyait la tribune aux harangues, où l'on entendait Cicéron, s'appelle aujourd'hui le Champ des Vaches, *Campo Vaccino!!*

Voltaire et la marquise du Châtelet vulgarisèrent en France le système et la renommée de Newton. Quand je retrouve dans l'histoire les preuves constantes de la renommée que des écrivains français se sont plu à faire dans leur pays et sur le continent aux célébrités anglaises, je ne puis me défendre d'un sentiment de douleur en remarquant la sévérité et souvent l'injustice avec laquelle les Anglais jugent tout ce qui tient à la France. Ouvrez les romans français, depuis Rousseau jusqu'à Mme de Staël, c'est à un Anglais que les auteurs français se plaisent à donner les plus beaux rôles. J'ai toujours pensé que les Français faisaient à tort trop bon marché de leur propre valeur, et qu'ils évaluaient trop haut le mérite d'autrui. Les peuples étrangers nous jugent mal, bien que ce soit souvent d'après

nous-mêmes, d'après notre dire et non d'après nos actions; en d'autres termes, les Français se calomnient presque toujours, et les peuples étrangers leur font le triste honneur de les croire sur parole. Quoi qu'il en soit, je suis encore à lire un ouvrage anglais où l'auteur ait fait à la France le même honneur que les écrivains français ont fait aux hommes célèbres d'Angleterre; et cependant c'est seulement en recherchant ce qui est bien, ce qui est beau, chez les hommes de tous les pays, que l'on peut faire progresser la civilisation.

Voltaire était grand admirateur d'Addison, et il le plaçait, par sa tragédie de *Caton,* à côté de Corneille. Voltaire essaya la traduction des plus beaux passages de Shakspeare et d'Addison; et il a quelquefois égalé les originaux.

Selon Voltaire, les Anglais ne produisent que des beautés irrégulières. Le génie poétique des Anglais ressemble à un arbre touffu planté par la nature, jetant au hasard mille rameaux, et croissant inégalement et avec force; il meurt si l'on force sa nature.

Voltaire trouvait le style des tragédies anglaises ampoulé et les héros extravagants; il

trouvait plus de naturel dans les comédies, mais ce naturel lui paraissait celui de la débauche plutôt que celui de l'honnêteté. Selon Voltaire, les Anglais ont déguisé ou gâté Molière ; la philosophie et le climat conduisent à la misanthropie. — Celui qui, de tous les Anglais, porta plus loin la gloire du théâtre comique, ce fut Congrève; il ne fit que peu de pièces, mais toutes excellentes; « elles sont, dit Voltaire, pleines de caractères nuancés avec une extrême finesse; vous y voyez partout le langage des honnêtes gens avec des actions de fripon; ce qui prouve qu'il connaissait bien son monde, et qu'il vivait dans ce qu'on appelle la bonne compagnie. » Ce dernier trait est digne de Juvénal.

Selon Voltaire, il y avait des danses dans les comédies, et ces danses étaient des allégories politiques. Le poëte français parle d'une danse où l'on voyait un roi qui, après un entrechat, donnait un coup de pied à son premier ministre, celui-ci le rendait à un second, le second à un troisième; et enfin celui qui recevait le dernier coup figurait le gros de la nation, qui ne se vengeait sur personne. « C'est pourtant là le pays, ajoute Voltaire, qui a produit des Addi-

son, des Pope, des Locke et des Newton. »

Au commencement du dix-huitième siècle le goût de la musique se répandit et fut favorisé par les chanteurs italiens. On payait déjà à ces artistes des sommes énormes, et l'on n'était pas satisfait de les entendre en public, on les faisait venir dans les salons. Sir Horace Walpole rapporte une scène qui se passa chez le premier ministre son père, entre deux cantatrices italiennes; ni l'une ni l'autre ne voulait chanter la première, et la compagnie restait en suspens par le caprice de ces dames. Lady Walpole eut l'idée de les séparer, et pendant qu'elle entretenait une des cantatrices dans un appartement éloigné, l'autre chanta. L'engouement de la noblesse à cette époque contribua beaucoup à élever les prétentions des artistes et à placer leur salaire, en dépit du sens commun, au-dessus de celui d'un ministre d'État.

CHAPITRE VI.

Georges II.—Walpole.—Son ministère, sa connaissance des hommes.—Attaque contre Walpole. — Voltaire et ses remarques. — Discrédit des Bains. — Maladies. — Épidémie. — Usure. — Éclairage. — Ivrognerie. — Protection accordée aux Anglais dans les pays étrangers. — L'amiral Vernon. — Rigueur de l'hiver (1740).—Mortalité.—Thomas Coram.—*Foundling hospital.* — Résignation de Walpole. — Caractère de Walpole. — Effet du luxe (1745). — Anson et Carthagène. — Menace d'une invasion par la France. — Panique de la Banque. — Camp formé à Finchley common au nord de Londres. — Bataille de Culloden. — Hogarth et ses caricatures. — Exécution des officiers vaincus. — Abus de la peine de mort. — Crédulité des Anglais — Tremblement de terre. — Fièvre dans la prison de Newgate.

A la mort de Georges Ier, Walpole était ministre, il garda son emploi sous Georges II.

Walpole, chassé du Parlement par les tories à cause de ses concussions, était considéré comme un martyr de son parti. Arrivé au pouvoir, et rencontrant dans la Chambre une forte opposition, il tourna tous ses soins à la conservation de son ministère. Il corrompit la Chambre des communes et chaque membre en particulier, en accroissant les richesses ou le crédit de tous. Il systématisa la corruption avec un sang-froid et une indifférence qui montraient sinon la perversité

de sa nature, du moins celle qu'il supposait dans ses contemporains et ses compatriotes. La corruption, la vénalité, l'avarice étaient les passions dominantes de son temps; des Chambres et des grands elles ne tardèrent pas à se propager parmi le peuple. Le luxe, dit Goldsmith, s'étendit, le commerce introduisit la fraude, et l'opulence amena la prodigalité et la débauche. A ce tableau des historiens on comprend la vérité des courtes sentences que Montesquieu a laissées sur les Anglais. Montesquieu était à Londres sous le ministère Walpole, et il fut témoin de l'amour effréné que l'on avait alors pour l'argent. Quelle que soit la sévérité de Montesquieu, elle égale à peine la sévérité des Anglais eux-mêmes sur Walpole. L'opposition se fatiguait en vain à déplacer ce ministre; sûr de sa majorité, qu'il payait grassement, Walpole se rit de leurs efforts; les choses en vinrent à un tel point, que sir William Wyndham n'hésita pas, dans une supposition transparente, à stigmatiser ce ministre et sa fatale politique. Walpole avait obtenu le Parlement septennal; sept années d'existence pour une Chambre corrompue, laissaient peu de chances de voir redresser les torts

des whigs avant ce temps; ce fut donc contre l'acte septennal que l'opposition dirigea ses forces. « Supposons, disait Wyndham, qu'un homme d'une famille ordinaire, d'une médiocre fortune, sans aucun sentiment d'honneur, parvienne à être premier ministre de l'État; supposons que cet homme amasse de grandes richesses par le pillage de la nation, à l'aide d'un Parlement composé en grande partie de membres dont le siége est acheté et dont le vote est vénal; supposons que dans un pareil Parlement, toute tentative pour scruter sa conduite et délivrer la nation soit sans résultat; supposons qu'il soit protégé et couvert par la majorité des créatures corrompues qu'il paye journellement; supposons que ce ministre domine avec insolence sur les hommes des plus anciennes familles, sur des hommes de sens, de savoir, de fortune; que sans vertu, il tourne en ridicule la vertu chez autrui, et s'efforce de la punir ou de la corrompre chez tous. Avec un tel ministre et un tel Parlement, supposons (plaise au Ciel que cela n'arrive jamais); supposons, dis-je, que nous ayons sur le trône un prince ignorant, capricieux, avare et qui ne connaisse pas les vrais intérêts de

son peuple ; je le demande, pourrait-il exister de plus grand fléau pour une nation qu'un pareil prince, conseillé par un tel ministre soutenu lui-même par un si misérable Parlement ? La nature humaine ne peut être changée par des lois, l'existence de tel prince ou de tel ministre ne peut être prévenue par un acte du Parlement ; mais l'existence d'un tel Parlement peut assurément être modifiée, et abréger sa durée est un remède certain. »

Cette chaleureuse attaque de Wyndham fut sans succès. Walpole avait sa majorité disciplinée et docile, il pouvait tout impunément ; une fois entré dans cette voie de corruption, il appartenait à ses complices, comme ses complices lui appartenaient, et le pays se trouvait ainsi livré à une foule de tyrans qui pressuraient le peuple sans pitié.

Le ministère de Walpole était certes de nature à démontrer les défauts du gouvernement par le roi et les Chambres, gouvernement que l'on a considéré comme une institution si parfaite. Dans la majorité des cas, le gouvernement mixte est forcément un gouvernement de corruption. Les élections ayant pour résultat de

mettre en relief des hommes marquants à divers titres, ces hommes ont une valeur qu'un ministre ne peut méconnaître sans danger. L'ambition de parvenir n'est pas seulement un désir de gouverner, c'est aussi un désir de posséder. Les membres d'une Chambre étant des fractions de pouvoir, ces fractions réclament leur part des fruits de la terre, des biens et des honneurs de l'État. Les gouvernements constitutionnels plaisent surtout aux classes moyennes que l'aristocratie nobiliaire, provenant de la conquête, a si longtemps éloignées du pouvoir et des profits. Il faut à tout prix, pour gouverner sans entraves et sans contradiction journalière, intéresser les fractions de ce pouvoir. Le ministre le mieux intentionné est donc obligé de corrompre ou d'intéresser les membres des deux Chambres, et la cour même, à son existence. Il faut qu'il accorde à toutes les ambitions ce qui les tente le plus. Walpole le savait, et ceux que l'argent ne tentait pas étaient séduits par les honneurs, les titres, les plaisirs, le crédit. On ne peut gouverner les hommes qu'en gouvernant leurs passions. Les peuples ne sont pas composés de philosophes et de penseurs. Ils sont com-

posés d'hommes qui sentent et qui ont des passions. Or, le gouvernement représentatif offre une plus large pâture à ces passions. Ce régime est certes loin d'être parfait, parce qu'il n'y a rien de parfait sur la terre; ses défauts sont inhérents aux choses humaines. Toutefois il faut reconnaître que le régime représentatif peut devenir éminemment tyrannique.

En effet, dans une monarchie absolue, le prince peut rarement résister longtemps sans danger aux vœux de son peuple; rarement il montre une opiniâtreté invincible. Mais supposant la majorité de Walpole composée de six cents législateurs, comment le peuple peut-il désintéresser ces six cents individus?

Les tories et le peuple ne pouvaient que gémir de la puissance de Walpole, et la doctrine de *non-résistance* au pouvoir composé du roi et de la majorité des deux Chambres, les liait bien plus que ne l'eût fait l'obéissance passive à un seul souverain, fût-il le plus puissant des despotes. La majorité d'une Chambre ôte à l'opposition sa plus grande force; elle jette chez les esprits indifférents ou peu éclairés de l'incertitude sur la raison même de l'opposition,

Une majorité compacte, disciplinée et vouée à un ministre habile et corrompu, peut devenir *mille fois plus oppressive que le roi le plus absolu*. L'opposition découragée, perdant espoir et patience, abandonna le Parlement à l'influence de Walpole. C'était déserter le champ de bataille en face de l'ennemi.

Après avoir triomphé de l'opposition dans les Chambres, il était aisé pour Walpole d'en triompher hors des Chambres. Fielding ayant composé des pièces politiques qui faisaient allusion au ministre, Walpole fit passer un bill pour limiter le nombre des théâtres, pour soumettre tous les écrits dramatiques à l'inspection du lord chambellan, et pour lui donner le droit de supprimer ce qui pourrait offenser la morale, ou le gouvernement. On sait combien ces deux mots sont élastiques, et l'on se rappelle involontairement le monologue du *Barbier de Séville*. Ainsi on doit aux wihgs la censure dramatique, comme on leur devait le *riot act*, dont il était facile d'abuser.

Appuyé sur le trésor, disposant des emplois et des honneurs, Walpole pouvait gouverner à son gré, il était en réalité tout-puissant ; mais sa

toute-puissance n'était vraiment basée que sur la vénalité de ses contemporains. « Toutes les voix du Parlement sont vénales, disait un jour un homme naïf à Walpole. — Je le sais, répondit froidement le ministre, et j'en *ai le tarif.* »

Telles étaient les mœurs dont Voltaire et Montesquieu furent témoins, et cependant l'un et l'autre furent grands admirateurs des Anglais. C'est que, malgré les vices de cette époque, il y avait chez les Anglais de grandes qualités qui frappaient par-dessus tout le poëte et le publiciste français. Voltaire et Montesquieu parlaient des Anglais, comme Bolingbroke parlait de Marlborough dont on blâmait devant lui la sordide avarice : « C'était un si grand homme, dit le tory disgracié, que j'ai oublié ses vices ! »

Lorsque Voltaire habitait Londres, c'est-à-dire pendant la troisième année de son séjour, il vivait dans *Maiden Lane*, rue qui fait suite à *Chandos street Strand.* Dans les ouvrages de Swift on trouve une lettre que Voltaire lui adresse en anglais : cette lettre était de *Maiden Lane ;* elle est très-correctement écrite. Une seconde lettre, datée de la même rue, porte également témoignage de la connaissance que

Voltaire avait acquise de la langue anglaise.

Pendant son séjour en Angleterre, Voltaire fut aussi attentif à ses intérêts pécuniaires qu'à ses intérêts de littérature ; il obtint un grand nombre de souscriptions pour sa *Henriade*, et ce fut, dit-on, le fondement de sa fortune.

Lorsqu'il résidait dans *Maiden Lane*, nom de rue qu'il donna au plus cynique de ses poëmes, il fut accosté et insulté par des gens du peuple qui le ridiculisaient parce qu'il *était Français*. *On dit* qu'il monta tout à coup sur une borne, harangua le peuple qui le suivait, fit en bon anglais l'éloge de la nation et de la liberté anglaise, et que ce même peuple, passant de l'insulte à l'admiration, l'applaudit avec transport, et le porta sur les épaules jusqu'à sa demeure. Ce triomphe est difficile à croire !

Dans *Maiden Lane* Voltaire était dans le quartier *fashionable* de Londres. *Russell street, Covent-Garden, Bow street*, étaient les rues choisies pour les clubs et pour la bonne société. C'était dans *Bow street* que se réunissaient les beaux esprits du temps, Dryden, Pope, Addison, Prior, Amstrong, Swift, quand il était à Londres. *Bow street* était alors ce que sont aujourd'hui *Regent*

ou *St-James street, Pall-Mall; Long-Acre*, pendant les débats entre les whigs et les tories, était le rendez-vous des différents partis. Cette rue était célèbre par ses cabarets, ses clubs, ses bains. *The Hummums*, nom donné aux bains de Covent-Garden, jouissait d'une certaine célébrité; mais les établissements de bains furent de tout temps en grand discrédit à Londres, parce qu'ils avaient été dès les temps les plus anciens, sous le nom de *Stews*, le rendez-vous des courtisanes et de ceux qui les fréquentaient. Le *Hummums* ne méritait pas cette triste réputation, c'est encore aujourd'hui un hôtel et un café fort respectables. Peut-être faut-il attribuer au vieux préjugé contraire aux établissements de bains leur rareté et leur faible prospérité.

Du temps d'Henri VIII et sous plusieurs de ses successeurs, il y avait sur la rive méridionale de la Tamise, entre les ponts de Blackfriars et de Southwark, des bains publics. Ces établissements, dépendances de l'évêque de Winchester, et lui payant une rente, étaient des maisons de débauche avouées et reconnues. Ils portaient pour enseignes des noms appartenant à l'église; tels que : *bains du Cardinal, bains de la Mitre,*

bains des Moines noirs, bains des Cordeliers, etc. Le public s'accoutuma à cette fâcheuse association, et ne vit dans un établissement de bains qu'une maison de débauche ; de là peut-être l'impopularité de ces établissements et la négligence des bains publics de la part des habitants de Londres.

Dans l'antiquité, les bains étaient reconnus si nécessaires qu'ils faisaient partie des pratiques religieuses. Les anciens ne portant pas de linge sur la peau, les draperies flottantes de leurs vêtements laissaient exposées à la poussière plusieurs parties du corps. On sait que leur garde-robe était peu fournie ; témoin Epaminondas, obligé de rester au logis pendant que l'on dégraissait son vêtement. Les Orientaux ne portant pas de chemise ou autre linge susceptible d'être renouvelé souvent, cela rend l'usage des ablutions indispensable. Mais au commencement du dix-huitième siècle, les garde-robes du peuple étaient encore peu fournies, et les bains eussent heureusement suppléé à cet inconvénient. Quoi qu'il en soit, l'usage des bains ne fut jamais populaire en Angleterre.

A Londres, les établissements de bains furent frappés de discrédit, et ce ne serait pas une

question oiseuse que de rechercher jusqu'à quel point la négligence de la peau contribue à la *cachexie* de Londres. Lorsque la peau ne sécrète point, les poumons exhalent davantage, et ont par conséquent dans l'économie humaine plus de travail à faire ; or, lorsque des individus, nés de parents phthisiques, apportent en naissant des poumons faibles, c'est en activant les fonctions de la peau que l'on pourrait soulager ces organes. Cela est si vrai, qu'il suffit d'envoyer un phthisique dans un pays chaud, où les transpirations sont abondantes, pour voir la maladie du poumon enrayée. Les bords de la mer semblent aussi jouir du privilége de ralentir la phthisie. A Londres, que j'habite et où j'exerce ma profession sur une échelle comparative d'Anglais et de Français, je trouve que chez les Anglais les organes internes sont généralement chargés de toutes les sécrétions du corps, et c'est à mon avis au peu de soin que l'on prend de la peau qu'il faut attribuer la gravité des maladies de poitrine, les obstructions intestinales, la fréquence de la pierre, du rhumatisme, etc. Les Français vivant à Londres, et conservant leurs habitudes françaises, sont moins sujets que les Anglais aux embarras gastriques et

à leurs suites, et ils font moins usage de médicaments. Le discrédit qui pèse encore sur les bains chauds n'est donc pas justifié; mais tel est le résultat d'un préjugé, lors même qu'il s'attache aux choses utiles.

S'il n'est pas permis à l'homme de se soustraire à l'influence de son atmosphère morale, il lui est encore plus difficile de se soustraire à l'influence du sol et du climat. En 1782-3, une marée extraordinaire inonda les rues avoisinant les bords de la Tamise. Une maladie épidémique parut alors; elle attaqua d'abord les habitants des quartiers inondés, puis elle prit un caractère épidémique et se répandit dans la Cité. Cette épidémie fut surtout meurtrière pour les vieillards et sévit pendant six semaines. Le ruisseau d'*Holborn*, qui se jetait dans la Tamise près de *Blackfriars*, était alors encombré d'ordures; on fit des pétitions pour combler ce large fossé. L'épidémie servit ainsi à appeler l'attention des habitants sur cette source impure de miasmes pestilentiels; peu d'années après, ce fossé était recouvert par de larges voûtes, et un marché était établi sur la place même de ce grand cloaque.

Dans les calamités physiques comme dans les

calamités morales, l'excès seul de la misère et de la souffrance peut les faire cesser. J'ai dit que la corruption et l'amour de l'argent étaient descendus des classes élevées jusque parmi le peuple, tous voulaient s'enrichir vite. Des agents de prêt, appelés en France des monts-de-piété, poussaient l'usure si loin que le peuple était réduit à la dernière misère. Une société ou corporation charitable se forma pour remplacer les prêteurs ordinaires et obscurs; cette société prétendait ne recevoir que dix pour cent sur les objets déposés. Trois membres du Parlement étaient à la tête de cette société; un jour ils disparurent, emportant les fonds des actionnaires et les dépôts des emprunteurs. Ils furent expulsés du Parlement, et l'on fit une loterie pour dédommager les victimes de ce vol odieux. Un de ces membres, Thompson, fut arrêté à Rome par les soins du prétendant, qui fit connaître cette arrestation par une lettre; mais cette lettre fut brûlée par la main du bourreau. Thompson échappa à toute poursuite, et cependant son crime était d'autant plus grand qu'il avait volé le bien des artisans et des pauvres, toujours si durement gagné, tout en prétendant les servir. Le cheva-

lier de Saint-Georges voulut être utile à ses concitoyens, l'esprit de parti repoussa le service qu'il voulait rendre. Deux autres membres furent encore chassés du Parlement pour transactions frauduleuses.

Londres s'agrandissant chaque jour, les nouvelles rues étant plus larges, l'éclairage, négligé par beaucoup d'habitants, devint insuffisant. L'observateur qui se promène aujourd'hui dans les rues de Londres peut remarquer, dans certains quartiers, des porte-lampes devant l'entrée des maisons; il remarquera encore sur ces piliers en fer, qui supportaient les lampes, de grands éteignoirs dans lesquels des coureurs éteignaient les flambeaux de résine portés en avant des chevaux et des voitures. Vers ce temps, la ville cessa d'être éclairée par les particuliers, elle le fut par un entrepreneur, et cet éclairage, plus régulier, fut un progrès. Si l'on juge de la sécurité publique par le nombre des criminels exécutés, et si l'on recherche la cause de ces exécutions, on trouve que c'était le vol sur la voie publique, ou dans les maisons avec effraction. Il se passait rarement une semaine sans que Tyburn donnât au peuple ses tristes repré-

sentations. Le mal fait quelquefois naître le bien; et ces vols nocturnes, à main armée, firent sentir l'insuffisance de la garde de nuit; on augmenta donc le nombre des gardes et on leur permit d'être armés.

L'usage du genièvre prit un accroissement effrayant; on le vendait partout, dans des caves, dans des galetas, dans tous les coins. La vente de cette boisson se faisait sans restriction, et l'on voyait fréquemment pour enseignes les encouragements les plus dégoûtants : *Ici, on s'enivre pour un* penny (*un sou*)*; là, pour deux* pence, *on boit jusqu'à ce qu'on soit ivre-mort; de la paille pour rien*. Dans ces misérables bouges, le couteau et la fourchette étaient attachés à la table, tant on avait de confiance dans l'honnêteté de ceux qui les fréquentaient. Le gouvernement fit passer un acte ordonnant à tous les détaillants de genièvre d'avoir désormais des licences, et il eut soin de ne pas les prodiguer (1736). — Tels étaient toutefois les ravages de la débauche causée par les excès du genièvre, que les *bills* de mortalité grossirent, et l'on est obligé de reconnaître que les maladies qui causèrent le plus souvent la mort étaient produites

par l'intempérance et l'excès des boissons.

Les whigs, du temps de la reine Anne, avaient trouvé leur plus grand appui dans Marlborough et dans la guerre; Walpole trouvait, au contraire, la sécurité dans la paix, et il s'efforçait de la maintenir malgré les attaques incessantes de l'opposition, qui l'accusait de rabaisser l'Angleterre aux yeux du monde entier. Depuis le traité d'Utrecht, les Espagnols avaient eu à souffrir fréquemment des tentatives aventureuses et hardies des contrebandiers anglais. Ces derniers prétendaient avoir le droit de couper du bois de Campêche dans les possessions espagnoles en Amérique; sous prétexte de porter ce bois, ils se livraient en réalité à une contrebande que les Espagnols ne pouvaient tolérer, ni réprimer aisément. Pour y parvenir, ils refusèrent de laisser couper le bois de Campêche, d'autant plus que le droit réclamé par les Anglais n'était mentionné dans aucun traité. Une rupture entre l'Angleterre et l'Espagne devenait inévitable. L'opposition que Walpole avait lassée reprit courage. Jugeant alors utile de céder à l'ardeur générale, Walpole donna des lettres de marque, et les deux pays se préparèrent à la

guerre. Il était difficile pour Walpole de résister plus longtemps au cri de guerre contre l'Espagne, et la scène des oreilles de Jenkins, que Burke a pourtant traitée de fable, servit à enflammer l'esprit du peuple à un point extrême. Un nommé Jenkins, faisant le commerce sur les côtes de l'Amérique, fut saisi par les Espagnols, et eut le nez et les oreilles coupés; on rapporte que ce Jenkins se présenta à la barre du Parlement, y montra son visage mutilé, les restes de cette mutilation, et demanda justice à son pays contre cette barbarie et cette violation du droit des gens; ce fait, rapporté par plus d'un historien, ne put que donner une nouvelle impulsion à l'ardeur générale pour la guerre.

Le gouvernement anglais, whig ou tory, a compris de tout temps l'importance de la protection accordée à ses nationaux; il a su apprécier le respect imprimé sur le front de tout Anglais, qui, dans une cause juste, pouvait s'appuyer sur sa patrie, sur ses compatriotes et sur son gouvernement. Assurément c'est un titre et un beau titre que d'appartenir à un pays dont le nom seul protége les citoyens éloignés. Si un monarque eût voulu donner à ses sujets une di-

gnité ou un titre personnel, il n'eût pas agi différemment; il eût annoncé et prouvé au monde que quiconque attaquait le sujet isolé, s'attaquait au peuple et au monarque puissant. On dit qu'en Orient, un étranger, pour voyager en sûreté, doit être muni d'un firman du grand-seigneur, et qu'à ce signe il est respecté et protégé. Le gouvernement anglais a donné à ses sujets un firman qui les fait respecter du monde entier. Admirable solidarité du citoyen envers sa patrie et de la patrie envers le citoyen ; lien puissant qui attache l'Anglais à la mère patrie, parce qu'il sait que sa noble mère ne l'abandonnera jamais dans quelque coin du globe qu'il se trouve!

Il ne fallait rien moins que ces circonstances pour arracher Walpole à son immobilité pacifique. Le flegme indifférent avec lequel il recevait les injures de l'opposition dans la Chambre, et au dehors celles du peuple, annonçait de sa part un parti bien pris, et l'événement prouva que cet habile ministre ne s'était pas trompé.

L'amiral Vernon s'empara de Porto-Bello, et le ministre eut un moment de répit, par suite de l'usage d'attribuer aux ministres une grande part dans les succès des armes comme dans les

revers. Un ministre n'est véritablement à blâmer que tout autant qu'il met des entraves aux opérations de la guerre ; mais lorsqu'il a rempli sa tâche par les approvisionnements et les armements complets ; la gloire des faits d'armes revient à ceux qui commandent et dirigent les opérations. Vernon eut la gloire d'avoir pris Porto-Bello. Le succès de Vernon permit au ministère d'obtenir plus aisément les moyens de pousser la guerre avec vigueur, et le commodore Anson fut envoyé, à la tête d'une flotte, moins pour combattre, que pour détruire tout commerce espagnol dans les mers du Sud.

L'hiver fut, cette année, extrêmement rigoureux ; la Tamise fut gelée, et l'on établit des tentes, des échoppes sur la glace ; on y tint aussi une foire (1740) ; mais les provisions et le charbon cessant d'arriver par cette grande voie, les nombreux bateliers et ouvriers journellement occupés au chargement, au déchargement et au transport des marchandises, furent réduits à la misère. Il y eut un très-grand nombre d'actes charitables, mais ils ne purent que faiblement soulager les besoins de tant de nécessiteux. La mortalité annuelle était alors de 22,000 à 24,000,

elle fut cette année-là de 30,000. Ainsi la rigueur de l'hiver causa la mort prématurée de plus de 6,000 personnes.

Au milieu de ces faits affligeants que l'histoire de Londres rappelle, et en face de la corruption de Walpole et d'un Parlement aussi corrompu que lui, on s'arrête avec bonheur sur le nom du vertueux Coram.

Grand nombre d'enfants, victimes tout à la fois de l'immoralité, de l'indifférence ou de la misère de leurs parents, étaient abandonnés dans les rues et périssaient de faim et de misère : lorsqu'ils vivaient, sans éducation, sans bons exemples, sans aucun heureux précédent, ils devenaient une plaie pour la société. Thomas Coram, modeste capitaine d'un vaisseau marchand, entreprit d'être le Vincent de Paul anglais, et de devenir la providence des orphelins. Heureusement secondé dans sa pieuse et humaine tentative, il jeta les fondements du seul hôpital pour les enfants trouvés qui existe encore à Londres.

Le succès des armes anglaises ne se soutint pas. Vernon, si heureux à Porto-Bello, échoua complétement devant Carthagène.

On dit que les Anglais, confiants dans les succès de Vernon, firent frapper une médaille, où l'on voyait le port et les environs de Carthagène avec cette légende : *Il a pris Carthagène*. Le revers représentait l'amiral Vernon avec ces mots : *Au vengeur de sa patrie*. Vernon fut obligé de lever le siége, et la médaille prématurée dut être envoyée chez le fondeur.

On voit si souvent sur le continent des Anglais sérieux et réservés, qu'on ne peut s'imaginer qu'il y ait place dans leur caractère pour des vanteries hyperboliques. L'Anglais est, sous ce point de vue, semblable à d'autres peuples qui ne le valent pas. L'hyperbole est dans ses mœurs et dans ses goûts, mais il se vante avec moins de bruit ; il y a entre l'Anglais et le Français la différence que l'on trouve entre un comique froid et un comique gai. L'Anglais s'estime comme le premier peuple du monde, et ses succès rendent cet orgueil excusable. Le Français ne se croit inférieur à aucun peuple, mais il ne fait pas assez pour justifier la bonne opinion qu'il a de lui-même; enfin l'Anglais agit plus, le Français parle davantage. La médaille de Vernon n'est pas un fait isolé dans l'histoire. Vernon

avait assez de gloire pour compenser ce revers, et ce fut sur Walpole que tomba le contre-coup de cet échec. Les clameurs contre lui se ranimèrent à un tel point, qu'il craignit pour sa sûreté personnelle. Trois fois au Parlement il fut en minorité ; à cette défection de ses partisans, le ministre comprit qu'il ne pouvait plus gouverner le pays ; il ajourna le Parlement, se fit nommer Lord Oxford pendant l'intérim, et bientôt il résigna tous ses emplois.

Le peuple s'en réjouit comme d'une grande victoire ; c'en était une en effet. Pendant vingt ans ce ministre avait gouverné à son gré, et à l'aide d'une corruption ouverte ; il avait, sans aucune guerre, accru les charges de l'État. Pendant vingt ans tous les emplois avaient été occupés par ses créatures ; Walpole et les siens avaient seuls joui de tous les avantages du pouvoir, et ils avaient prouvé que le gouvernement constitutionnel était tout aussi tyrannique que celui du monarque le plus absolu ; avec une Chambre docile et disciplinée par un meneur habile, le gouvernement par les Chambres et le roi est de tous le plus dangereux. La responsabilité des actes qui se partage sur un

grand nombre de têtes devient nulle pour chaque individu ; ce que ne ferait pas un membre isolé, il le fait de concert avec tous les membres qui composent l'assemblée à laquelle il appartient.

Sylla déposa la dictature et se promena sans crainte dans les rues de Rome ; Walpole déposa le pouvoir, mais non sans avoir obtenu des garanties de ses successeurs, pour qui il était encore redoutable.

J'ai dit dans cet ouvrage que les gouvernements avaient d'autant plus d'influence sur les individus qu'ils duraient davantage. Ce serait certes le lieu de se demander quelle influence eut sur ses contemporains, et sur Londres en particulier, le ministère d'un homme qui méprisait ses semblables au point de les croire incapables d'honnêteté, qui, selon l'expression de Wyndham, ne croyait pas à la vertu et s'efforçait d'en détruire jusqu'à l'apparence.

Toutefois, jugeant Walpole par les faits, ce ministre a-t-il mérité la censure déversée sur lui ? Il est permis d'en douter. Walpole vivait à une époque où le vice était en quelque sorte à la mode. — Louis XIV avait dit, en parlant du duc d'Orléans, qu'il se donnait beaucoup de peine pour se faire

croire plus vicieux qu'il n'était. L'opinion de Louis XIV sur le duc d'Orléans caractérise parfaitement cette époque ; à Londres, comme à Paris, le cynisme et l'immoralité étaient de parade ; Walpole était de son temps. S'il faut admettre que Walpole ne gouverna que par la corruption, il faut reconnaître que cette corruption existait avant lui, qu'il profita de la corruption, car c'était l'atmosphère du temps ; en prenant les hommes tels qu'ils étaient, il trouva le gouvernement mixte admirable pour gouverner ; il intéressa alors toutes les fractions du pouvoir ; sans corruption, ce gouvernement arriverait en peu de temps à la démocratie pure. — Une partie du système commercial de Walpole, suivi par ses successeurs, aurait suffi à la gloire de tout autre ministre. La réputation de Walpole a été relevée de l'odieux qu'on s'est efforcé de répandre sur elle, et l'on doit à la plume élégante et exercée de lord Brougham une meilleure appréciation de ce grand ministre. Le vulgaire, dit lord Brougham, est très-disposé à magnifier les brillants exploits des armes, sans se rendre compte des crimes qui se commettent à la guerre ; et il fait bon marché du mérite d'un ministre, véritable ami de l'espèce humaine,

qui dévoue son temps et ses talents à prévenir le plus grand des fléaux, la guerre, négation fréquente de la raison et de la justice.

Quoi qu'il en soit, les historiens du temps ont signalé les pernicieux effets du luxe, de l'amour de l'argent et des plaisirs. Walpole avait donné à l'argent, au luxe et au plaisir, une importance presque exclusive, et les magistrats de Middlesex s'adressèrent au grand jury pour lui demander les moyens de réprimer l'immoralité, et de supprimer les lieux qui la favorisaient. Ce temps, dit l'historien de Londres, était si infâme par les vols et les outrages criminels de tout genre, que le lord maire et les aldermen présentèrent une pétition au roi pour que l'on mît en vigueur les lois existantes contre les crimes et les délits qui se multipliaient d'une manière effrayante. L'opinion que l'on avait de Walpole, enrichi et anobli, et la considération que l'on accordait aux gens riches, sans faire attention à l'origine de leurs richesses, était un poison qui minait sourdement la société et contre lequel les meilleures intentions des bons citoyens étaient impuissantes.

(1745) Le commodore Anson s'étant mis en

embuscade près des îles Philippines, s'empara du riche galion revenant tous les ans du Mexique pour se rendre en Espagne; l'heureux commodore arriva à Londres chargé d'or, et son riche butin fut paradé dans les rues. Ce butin, composé de 298 caisses d'argent, 18 caisses d'or, 20 tonneaux de poudre d'or, fut porté en triomphe à travers les rues de Londres; le convoi de trente-deux chariots décorés de drapeaux espagnols était conduit par les officiers de la flotte, accompagné par les marins, et une musique militaire le précédait.

La flotte d'Anson, décimée par le scorbut, n'aurait pu combattre, mais les marins et les officiers s'emparèrent de ce trésor, sans combat et sans gloire : néanmoins, cette prise partagée entre les officiers et les matelots de la flotte servit de précédent et d'*amorce* pour les guerres futures. Ainsi tout semblait concourir, dans cette ville et chez ce peuple, à donner à l'argent une importance exclusive, ou du moins une importance supérieure à la gloire et à l'honneur, qui expriment le triomphe du bien et du beau.

Cette même année (1745), Londres fut agité par les nouvelles de la marche du prétendant et

par les menaces d'une invasion de la part de la France. Il y eut une panique à la Bourse, la Banque en éprouva le contre-coup. Obligée de payer ses billets, elle prit le parti, pour gagner du temps, de rembourser en petites pièces de monnaie. Ce stratagème réussit d'autant plus, qu'à la nouvelle du débarquement du prétendant, le lord-maire, les aldermen et les principaux marchands de la cité se rallièrent autour du trône et convinrent, pour la sécurité du crédit public, de donner et de recevoir du *papier-monnaie* dans toutes leurs transactions. La panique se calma, et le crédit de la Banque n'en souffrit pas. Admirable conduite! Non-seulement elle sauvait le crédit public, mais le raffermissait davantage. La milice de Londres et de Westminster fut appelée et exercée. Des corps nombreux de volontaires se formèrent dans différents rangs de la société, et les corporations de la cité votèrent des fonds pour l'entretien de ces troupes. L'enthousiasme fut tel que les *quakers* eux-mêmes, si pacifiques par principes et par habitude, fournirent des gilets de flanelle pour l'usage des soldats pendant l'hiver. A la nouvelle de la défaite de Sir John Cope

par les troupes du prétendant, on forma un camp à Finchley-Common, au nord de Londres; ce camp devait couvrir la métropole. Mais les craintes qu'inspiraient les *rebelles*, partisans du prétendant, étaient faibles en comparaison de celles de l'invasion, qui, disait-on, devait avoir lieu par Calais et Dunkerque.

Le succès du jeune Stuart ne fut pas long, la France n'avait pas eu l'intention de le soutenir sérieusement. Ses troupes, indisciplinées et harassées par le duc de Cumberland, furent battues et dispersées dans les marais de Culloden. Le camp formé dans Finchley-Common, pour protéger la capitale, fut levé et fournit à Hogarth un de ses meilleurs tableaux. Les Londoniens avaient montré du courage à peu de frais; leur parti étant victorieux, les braves de Finchley étaient également vainqueurs, et comme tels ils rentraient dans Londres en triomphateurs.

Si le tableau de Hogarth nous présente le côté ridicule de cette armée de citoyens, il aurait également pu nous montrer le côté dramatique de la folle entreprise du prétendant. Elle n'eut d'autre résultat que de compromettre ses partisans et de les conduire à une mort aussi bar-

bare qu'ignominieuse; dix-sept officiers, condamnés pour crime de haute trahison, furent traînés sur une claie jusqu'à Kennington-Common, plus spacieux alors qu'il ne l'est aujourd'hui, et que l'on choisit parce qu'il présentait sans doute un plus vaste théâtre à ces exécutions sanglantes. Chaque officier, lié sur une claie, fut traîné au milieu de cette vaste place; on le délia pour le pendre; descendu du gibet avant qu'il fût mort, on lui ouvrit la poitrine, on en retira le cœur dont on lui battit les joues. Enfin, des chevaux attachés à ces corps dont la vie était heureusement éteinte, en arrachèrent les quatre membres encore palpitants. Dix-sept prisonniers subirent ce cruel supplice. Deux lords, le comte Kilmanroth et Lord Balmerino furent décapités à la Tour. Le comte de Derwentwater, qui, trente ans auparavant, avait été condamné à mort et s'était échappé de Newgate, fut pris sur un vaisseau français, et exécuté à la Tour. Ces exécutions cruelles accusent, plus que tous les raisonnements, la barbarie du temps, et prouvent que ce dix-huitième siècle, si vanté, n'avait en politique qu'une demi-civilisation. S'il me fallait des

preuves pour démontrer combien les lumières du dix-huitième siècle étaient stériles pour le bien et le perfectionnement moral de l'homme, je les trouverais dans la correspondance d'Horace Walpole qui représentait l'esprit froid et inhumain de cette époque. La vraie philosophie s'inspire du cœur; plus elle se rapproche de la morale du christianisme, plus elle s'élève. Au contraire, toute philosophie égoïste et inhumaine ne produira qu'une lumière trompeuse.

Walpole, écrivant à Montagu, rapporte les bons mots de son ami George Selwyn qui avait le mauvais cœur et le mauvais goût de faire de l'esprit aux dépens des vaincus. Lui-même en parle sans pitié, et ne voit dans toutes ces scènes de sang que ce qui peut servir à faire de l'esprit. «J'ai été ce matin à la Tour, dit-il, et j'ai passé au-dessous des nouvelles têtes à Temple-Bar; le peuple fait le petit commerce de louer des lunettes d'approche à un sou la vue.»

"*I have been this morning at the Tower, and passed under the new heads at Temple-Bar, where people make a trade of letting spying glasses at a half-penny a look.*" Non-seulement Walpole se montre sans pitié pour ces malheureux vain-

cus et exécutés, mais il se moque même de ceux qui leur portaient intérêt.

Je ne partage pas l'opinion de ceux qui veulent l'impunité pour les crimes politiques; mais je pense que pour tous les crimes possibles, la mort ne les répare pas; la société, dans ses rigueurs inexorables, imite de sang-froid le mal qu'elle punit, sans avoir l'excuse des passions. Je voudrais que la peine de mort fût effacée de tous les codes, et je n'ai jamais été convaincu de la nécessité de tuer par les raisonnements présentés en faveur de la peine capitale dans l'intérêt de la société. Que l'on mette un assassin, un meurtrier, dans l'impossibilité de nuire; c'est possible, c'est juste, et cela suffirait pour n'avoir pas à craindre de nouveaux crimes de la part des êtres dangereux et coupables. Mais veut-on ne pas imiter les criminels, esclaves habituels ou passagers de leurs mauvaises passions? Qu'on étudie alors et qu'on cherche les moyens de les rendre utiles; que leur tête ne soit pas sacrifiée en expiation d'une existence déjà détruite; que leur vie soit plutôt employée à tenir lieu de celle qu'ils ont arrachée à autrui. Au lieu de suivre la maxime barbare *repetere pœnas*, que l'on

fasse le contraire : *repetere bonum a reo* me semble plus raisonnable, plus humain, et plus chrétien. Un homme a tué son semblable, on tue cet homme ; on imite ainsi le criminel que l'on veut punir ; on détruit chez lui toute chance de réhabilitation et d'amendement ; on fait un mal irréparable ; on commet un crime de lèse-nature, de lèse-humanité.

La mort du comte de Derwentwater n'était ni nécessaire, ni utile : ce vieillard ne présentait aucun danger pour la société ; son exécution fut un acte de barbarie (1746).

Il faut détourner la vue de ces scènes d'horreur, dans lesquelles on voit l'homme-animal se rabaisser au-dessous des brutes, et oublier que sa nature intellectuelle devrait sans cesse l'élever au-dessus d'elles.

Si la France avait voulu soutenir Charles-Édouard, nul doute que son secours n'eût été d'un grand poids dans la balance des destinées du prétendant. Mais la France alors était presque sans marine. Malgré sa neutralité forcée, l'Angleterre crut devoir profiter de ses avantages, et, la mer étant libre pour elle, elle fit une descente sur la côte de Bretagne à trois lieues de Lorient.

Son but était d'anéantir cette ville, foyer de tout le commerce de la France avec les Indes-Orientales. Mais quoique Lorient ne fût pas fortifié, ses habitants firent bonne contenance, et les Anglais furent obligés de se rembarquer.

Tandis que la politique avait ses saturnales, les vrais philanthropes, qui n'oublient pas l'espèce humaine, sujets qu'ils sont à ses infirmités et à ses misères, jetaient les fondements d'un nouvel hôpital. Naguère un hôpital s'était élevé sur l'emplacement accordé au pieux Rahere, et sous le nom d'hôpital Saint-Barthélemy, cet établissement servait tout à la fois à l'embellissement de la cité et aux besoins pressants des pauvres. L'hôpital de Middlesex fut fondé quelques années plus tard. Il fut bâti au milieu des champs : car tous les quartiers au nord d'Oxford street, entre Marylebone et Portland Place, étaient à peine tracés et formaient un pâturage.

Rathbone Place, Newman street, Berners street, datent de vingt ans plus tard.

A mesure qu'on s'éloigne de la cité, on rencontre des rues plus larges et des maisons mieux construites. Londres s'agrandissait et se liait déjà à plusieurs villages voisins. Les nouvelles rues

et les nouvelles maisons contrastaient avec celles de la cité ; le vieux Londres avait encore l'aspect du moyen âge, tandis que les environs étaient modernes.

Londres fut de tout temps renommé pour la crédulité de ses habitants. Il n'y a pas d'absurdité, pas de merveille, qui ne trouve des crédules à Londres. Rien n'est plus simple à mon avis. C'est dans les capitales que l'on voit les choses les plus grandes et les plus extraordinaires ; l'ignorant ne croit à rien, ou croit à tout ; l'habitant des grandes villes a déjà tant vu qu'il croit à la possibilité de tout. Si l'on eût annoncé, il y a cent ans, qu'un vaisseau sans voiles et sans rames traverserait l'Océan, on eût passé pour fou. Qu'eût-on dit de celui qui aurait parlé de faire mouvoir des voitures avec de la vapeur d'eau? Lorsque Mongolfier annonça qu'il pouvait s'élever dans les airs, on ne crut pas à sa découverte. Mais dans les grandes villes, l'incrédulité est si souvent éclairée par des faits rares et jugés impossibles, que les habitants de ces grandes villes acquièrent une crédulité particulière, qui n'est ni celle de l'ignorance, ni celle du savoir. On propose de faire une chose que

je crois impossible, dit un Anglais; « voyons, peut-être a-t-on trouvé le moyen de réussir. » D'après ce raisonnement, le Londonien s'apprête à voir; si l'on abuse de sa crédulité, il saura bien se venger. On annonça une représentation extraordinaire au théâtre du Haymarket : un acteur devait jouer toute espèce d'airs et imiter tous les instruments à l'aide d'un bâton. Il devait ensuite entrer dans une bouteille de grandeur ordinaire. Le public se rendit à l'appel; la salle était pleine; l'acteur ne parut pas. Le public indigné redemanda son argent et brisa tout ce qui se trouvait dans l'intérieur du théâtre. Le public pouvait difficilement supposer que le propriétaire d'un théâtre se prêterait à une pareille supercherie.

La crédulité des habitants de Londres est certes très-grande; elle est en quelque sorte héréditaire; nulle part on ne croit autant qu'en Angleterre aux choses surnaturelles; mais cette même crédulité a eu une immense influence sur les Anglais. Qu'est le crédit, si ce n'est la crédulité en une valeur factice et de convention? or, que n'ont pas fait les Anglais à l'aide du crédit, à l'aide de leur *papier-monnaie* qui a centuplé leurs

fortunes? n'est-ce pas la crédulité guidée par le désir de posséder et de s'enrichir qui fut l'âme et le soutien des milliers d'entreprises commerciales et politiques qui ont, en définitive, donné aux Anglais l'empire des mers? Oui, l'Anglais est crédule; mais cette crédulité est pour lui un levier à l'aide duquel il peut remuer le monde. Le scepticisme d'un peuple, comme celui d'un individu, ne mène à rien; le scepticisme est passif et indécis; la foi est active. Le divin fondateur du christianisme a dit que la foi transporte les montagnes; les Anglais ont prouvé que la crédulité, qui n'est autre chose que la foi, crée des empires.

Si nous descendons de ces considérations générales à des applications particulières, nous reconnaîtrons que cette qualité, la foi ou la crédulité, a son mauvais côté, et qu'elle livre plus aisément les Anglais à l'exploitation des charlatans, des aventuriers et des spéculateurs les plus hardis.

En 1750 il y eut à Londres un tremblement de terre qui ne causa pas de dégâts, mais qui jeta la consternation dans la population, d'autant plus que des prophètes avaient prédit des catastrophes terribles. C'est dans la basse classe surtout

que la crédulité se manifeste ; aussi beaucoup de gens du peuple s'empressèrent-ils de quitter Londres; mais comme le futur tremblement de terre devait avoir lieu dans quinze jours, les fuyards ne s'éloignèrent pas de Londres, et purent y revenir quand le terme fixé par les prophètes expira, sans que le tremblement de terre eût lieu.

J'ai déjà parlé de l'état des prisons pendant la première partie du dix-huitième siècle. Ce qui se passa en 1750 prouve que l'état physique des prisons n'était pas amélioré. Le renouvellement de l'air et les soins de propreté étaient si négligés, qu'une fièvre putride, qu'on appelait la fièvre des prisons, régnait sans cesse dans l'enceinte de Newgate. Le nombre de prisonniers était très-grand, et de leur encombrement la fièvre prit une telle violence qu'elle devint contagieuse. Lorsque ces prisonniers furent appelés devant les juges, cette fièvre saisit tous les spectateurs ; le lord-maire, les aldermen, les juges et les jurés, qui avaient respiré l'air impur et contagieux, périrent victimes de cette infection.

Les annales des prisons de la métropole présentaient des cas nombreux de contagion ; mais

tant que les victimes étaient parmi les détenus, on s'en occupait peu. Lorsque la contagion arriva jusqu'au lord-maire, aux aldermen, aux jurés, aux avocats, alors on songea à prendre des mesures pour l'arrêter et pour assainir l'intérieur de Newgate; exemple trop constant de l'indifférence de ceux qui gouvernent ou qui sont dans l'aisance : ils ne s'aperçoivent des maux des pauvres que lorsque ces maux arrivent à leur porte et qu'ils menacent leur propre existence. Ainsi, vers le milieu du dix-huitième siècle, Londres eut ses assises noires, comme Oxford les avait eues pendant le seizième siècle. Que de victimes cette terrible fièvre ne dut-elle pas faire parmi les malheureux et les pauvres entassés dans les prisons, avant qu'on songeât à l'amélioration de l'état physique des geôles! J'aurai à revenir sur ce sujet en parlant des services rendus à l'humanité par le vertueux Howard.

CHAPITRE VII.

Agrandissement de Londres. — Jonction de Londres et de Westminster. — Fleet street. — Johnson. — Goldsmith.—Temple-Bar.—Tavernes.— Le Strand et les villas.— Charing cross.—Whitehall.— Pont de Westminster, 1750. — Élections tumultueuses. — Prorogation de la Chambre des communes. — Miss Canning. — Préjugés contre les juifs. — Cheselden et l'art chirurgical. — Des hôpitaux à Londres. — Le docteur Sloane et la botanique. — Musée national. — Agressions de l'Angleterre contre la France. — Conseils de Lally.—Guerre entre les deux pays. — Menace d'invasion. — Mort de l'amiral Byng. — William Pitt, premier ministre en Angleterre. — Mme de Pompadour, premier ministre en France. — Les Anglais attaquent les côtes de France et sont repoussés. — Utilité des institutions municipales à Londres. — Pont de William Pitt ou de Black Friars. — Des prostituées à Londres. — Projets de descente en Angleterre. — Ridicule de ces tentatives avortées, stigmatisées par Hogarth. — Pertes des Anglais pendant la guerre. — Handel et la musique, Roubillac et la sculpture. — Lord Ferrers exécuté avec une corde de soie aux gibets de Tyburn. — Mort de Georges II.

J'ai déjà indiqué, en parlant de la reine Anne, la direction que Londres suivait en s'agrandissant. Les constructions s'élevaient de préférence sur les grandes voies de communication. Londres et Westminster furent longtemps séparés. Sous Élisabeth, comme sous les deux Charles, les bords de la Tamise étaient couverts de villas; mais au nord du Strand tout était en pâturages. Charing-Cross, petit village isolé, liait en gran-

dissant Londres et Westminster. Temple-Bar marquait l'extrémité de la cité. Fleet street, alors une des principales rues de Londres, était surtout renommée par ses tavernes, rendez-vous habituel des beaux esprits qui partageaient leur patronage entre des tavernes et les clubs de Bow street et des environs de Drury-Lane.

Le docteur Johnson fut surnommé le génie de Fleet street. Partisan déclaré des tavernes, il établit un club dans la taverne du Diable qui n'existe plus, et qui a été remplacée par une maison de banque. Johnson faisait rarement des excursions au delà de Temple-Bar. Il devait en coûter à son cœur jacobite de voir cette porte hérissée de têtes de gens dont il partageait l'opinion. En passant sous Temple-Bar, avec Goldsmith son ami, il s'écria avec un sentiment de douleur :

Forsitan et nostrum nomen miscebitur istis.

Réflexion pénible qui se comprend cependant, car dans les temps de troubles et de révolutions, le plus honnête citoyen n'est pas sûr de mourir en paix dans son lit.

Ce fut dans *Bolt-Court*, *Fleet street*, que Johnson habita le plus longtemps; il était telle-

ment homme d'habitude, qu'on ne pouvait l'arracher à cette rue. Le plus souvent il ne sortait de chez lui que pour aller à la taverne; c'était dans celle de la *Mitre* qu'il faisait ses plus longues stations et qu'il discutait volontiers. Johnson regardait une taverne comme le trône des félicités humaines. — Goldsmith, de retour de ses voyages, tenait souvent compagnie à Johnson. — Comme lui il vécut dans Fleet street, et il écrivit son *Vicaire de Wakefield* dans Wine-Office-Court. Il était en relation constante avec Johnson. Un jour celui-ci reçut une lettre par laquelle son ami le priait de venir le voir aussitôt que possible, parce qu'il était dans le plus grand embarras. Johnson, soupçonnant le sujet de cet embarras, lui envoya d'abord une guinée, s'habilla et vint le voir.—La maîtresse de maison de Goldsmith l'avait fait arrêter pour le loyer de son appartement. Au lieu de donner la guinée qu'il venait de recevoir pour apaiser son hôtesse, Goldsmith, insouciant et peu prévoyant, avait envoyé chercher une bouteille de madère, qu'il buvait en attendant Johnson.

Lorsque le docteur arriva, il commença à deviser, avec Goldsmith, sur les moyens de le tirer

d'affaire. Goldsmith lui dit alors qu'il avait un roman terminé; Johnson le parcourut rapidement, et confiant dans le mérite de l'auteur, il sortit en promettant de revenir bientôt. Il alla chez un libraire, vendit le manuscrit 60 livres sterling, et revint porter l'argent à son ami, qui s'empressa de payer l'hôtesse, en lui rendant avec usure les épithètes qu'elle ne lui avait pas épargnées.

Le besoin donna naissance à ce roman si justement populaire. Goldsmith a retracé dans le *Vicaire de Wakefield*, sous le nom du *Philosophe vagabond*, une partie des aventures de ses voyages. Johnson, le critique sévère, citait la prose de Goldsmith comme un modèle d'élégance et de naturel. Il disait, en parlant de lui, qu'il était le plus sage des hommes la plume à la main. Goldsmith était médecin, mais son goût le porta plutôt vers la littérature que vers la médecine. Sa passion pour le jeu le réduisit au plus complet dénûment. Il mourut à l'âge de quarante-cinq ans. Johnson composa l'élégante épitaphe que l'on voit sur son monument dans l'abbaye de Westminster.

En dehors de Temple-Bar, les villas et les

jardins des grands seigneurs situés sur les bords de la Tamise firent place à de nombreuses constructions. Les terrains touchant à Londres prenant chaque jour plus de valeur, les seigneurs qui les possédaient trouvèrent plus avantageux de jouir de la campagne loin de Londres. Les jardins et les villas disparurent sous les maisons qui les couvrirent; mais les noms des seigneurs qui les possédaient furent donnés aux rues nouvelles. Le romancier trouverait ample matière à ses compositions s'il racontait les événements qui se rattachent à ces villas. Pour celui qui connaît l'histoire d'Angleterre, il est impossible de fréquenter Essex street, sans se rappeler le malheureux favori d'Élisabeth; Cécil street, sans penser aux deux ministres dont l'un fut l'accusateur et l'ennemi de Marie Stuart, et l'autre de sir Walter Raleigh; Arundel street rappelle le protecteur des arts; Buckingham street, le présomptueux Villiers; Norfolk street rappelle l'ancienne maison de Norfolk, qu'habita Sully et où mourut la comtesse de Nottingham. Ce fut dans cette maison qu'elle frappa à mort Élisabeth, en confessant qu'elle avait retenu l'anneau d'Essex, lorsque ce malheureux

favori implorait le pardon de sa royale maîtresse. Northumberland-House rappelle involontairement Percy, le fiancé d'Anne Boleyn, et le sort également fatal du beau-père de Jeanne Grey. Congrève vécut dans Surrey street. Ce fut là qu'il reçut la visite de Voltaire, désirant que le poëte français ne le visitât point comme écrivain ou poëte, mais comme gentilhomme. Ce fut à lui que Voltaire répondit que s'il n'avait été qu'un simple gentilhomme il ne se serait pas déplacé pour le voir. Congrève avait la plus fâcheuse opinion de l'espèce humaine, et ses pièces s'en ressentent. Il fréquentait la meilleure société, il en avait le langage, il en connaissait les mœurs; presque tous ses caractères manquaient de cœur et vivaient dans un état de duplicité constante.

Garrick habita et mourut dans une maison d'Adelphi-Buildings, Franklin logea dans Craven street.

De toutes les villas qui, du temps d'Élisabeth et de Charles II, ornaient les bords de la Tamise, il ne reste plus maintenant que celle de la maison de Northumberland.

La statue de Charles Ier remplace la croix de

Charing. Il y a vingt ans, Trafalgar square n'existait pas, et le Strand se terminait par une rue étroite, presque en face de cette statue.

Sur cet emplacement furent exécutés les régicides lors de la restauration de la monarchie sous Charles II. On raconte une histoire effrayante de l'un d'eux : Harrison, descendu du gibet *demi-mort*, et, selon la sentence, ses entrailles ayant été retirées et brûlées devant lui, se leva tout à coup et donna un soufflet au bourreau. Il avait supporté patiemment la première partie de son supplice; l'homme animal exaspéré se révolta et fit acte de résistance, soutenu sans doute dans cet effort par un reste d'exaltation nerveuse. Le bourreau était tellement ivre de sang pendant ces journées de vengeance, qu'il ne voyait plus, et ne put continuer son ignoble travail. Il éprouva, dit-on, tous les effets d'une indigestion.

Le courage des régicides fit tant d'impression sur le public, que l'on conseilla au roi de ne plus faire d'exécution si près de la cour; et, à dater de cette époque, l'échafaud fut transporté à Tyburn. La statue de Charles Ier est placée à l'endroit où existait la croix de Charing. Pen-

dant longtemps la cour habita Whitehall. Du côté de la Tamise, il y avait un débarcadère, et des barques pour faire des promenades sur l'eau, ou pour traverser la Tamise.

Que de souvenirs se pressent en foule en présence de Whitehall! Dans ce palais le fastueux Wolsey étalait imprudemment un luxe dont le terrible Henri fut jaloux. Suivi par une foule de courtisans et d'adulateurs, Wolsey, agitant dans sa main un citron rempli d'essences odoriférantes pour combattre la peste endémique à Londres à cette époque; Wolsey, dis-je, était accompagné d'une suite presque royale. Monté sur une mule richement caparaçonnée, précédé de la croix de nonce ou d'archevêque, le cardinal venait en pompe, au milieu d'une foule de courtisans, de la salle de Westminster à son palais de Whitehall.

C'était à Whitehall que le cardinal donnait au roi des fêtes et des mascarades. Là fut reçu l'ambassadeur français après la paix d'Amiens; ce fut à Whitehall que le roi épousa Anne Boleyn dans un cabinet particulier. Wolsey, disgracié, fit vainement le don de son palais à son maître; celui-ci ne lui devint pas

plus favorable. En retour de ce don, Wolsey, arrêté à York par Percy, le fiancé d'Anne Boleyn, fut attaché par les jambes sur son cheval, comme le dernier des criminels, et si la mort n'était venue le délivrer, il eût probablement porté sa tête sur la plate-forme de la tour de Londres que le sang de Boleyn devait arroser plus tard.

Le duc d'Anjou fut reçu dans Whitehall lorsqu'il vint en Angleterre pour épouser Elisabeth.

Il reste peu de l'ancien Whitehall, qui fut détruit sous Jacques Ier. Le nouveau palais devait être élevé sur les dessins d'Inigo Jones, mais la maison des festins ou des banquets est la seule qui ait été construite et qui soit conservée.

Le roi Charles Ier appela Rubens en Angleterre et le chargea de peindre l'apothéose de Jacques Ier. L'un et l'autre étaient loin de supposer que cet édifice deviendrait célèbre un jour par l'exécution d'un roi. Dans la cour de ce même palais de Whitehall, cour qui n'existe plus et que traverse une rue, Charles Ier fut décapité. On éleva l'échafaud à la hauteur des croisées, et c'est par l'une de ces fenêtres que le roi sortit pour se rendre au supplice.

Jusqu'en 1750, il n'y avait d'autre communi-

cation entre Middlesex et Surrey que par le vieux pont de Londres ou à l'aide de barques.

La ville s'étendait vers l'ouest, et les bords de la Tamise se peuplaient chaque jour davantage. Le besoin de communication entre les deux rives de la Tamise se faisait sentir de plus en plus; aussi les habitants de Westminster et ceux du Strand demandaient à grands cris l'établissement d'un pont. La construction du pont de Westminster dura vingt ans. Un lit de granit fut préparé pour recevoir les piles qui devaient supporter le pont.

Construit sous la direction d'un architecte étranger, ce pont réunit les deux rives de la Tamise et contribua à l'embellissement de la ville. Les vastes piliers de ce pont furent construits en pierres de taille dans des caissons flottants, sur l'endroit même où le sol avait été préparé. Ces caissons, imperméables à l'eau et maintenus ancrés à la même place, permettaient aux ouvriers de travailler librement dans l'intérieur; les caissons s'enfonçaient dans l'eau à mesure que le poids des matériaux augmentait. Lorsque la pile encaissée touchait le sol préparé du lit du fleuve et que sa partie supérieure s'élevait au-

dessus de l'eau à la marée haute, on enlevait le caisson, et la pile restait isolée, fermement assise sur sa base. Les arches furent construites avec le plus grand soin à l'aide de larges blocs de pierre de Portland ; leur forme est semi-circulaire ; elles sont au nombre de quinze. Celle du milieu a 76 pieds, les autres décroissent régulièrement de quatre pieds de chaque côté. La longueur totale du pont est de 1223 pieds ; sa largeur de 44 pieds ; 30 pieds pour le passage des voitures, et 7 pieds de chaque côté pour les trottoirs. On a souvent blâmé la hauteur des balustrades qui obstruent la vue de la Tamise; sur chaque pile il y a des guérites demi-octogones, avec des bancs en pierre. Six de ces guérites sont recouvertes de demi-dômes ; elles présentent un phénomène d'acoustique remarquable : car, si l'on parle en se tournant contre le mur, le son est entendu de la guérite opposée, malgré le bruit des voitures. Ce pont traverse le fleuve à l'endroit de sa plus grande largeur dans Londres. Un tel ouvrage, frappant dans tous les temps, l'est davantage quand on considère à quelle époque il fut construit. Un siècle d'existence et de solidité parle hautement en fa-

veur de Labelie, architecte français, qui, comme presque tous les hommes de talent et de génie, trouva des appuis et des protecteurs en Angleterre. Le pont de Westminster fut ouvert en 1750.

Au commencement de l'année suivante eurent lieu les élections de Westminster, accompagnées de cabales et d'émeutes fomentées par les candidats. A ce sujet, l'honorable Alexander Murray, frère de Lord Elibank, fut appelé à la barre du Parlement : on lui ordonna de se *mettre à genoux ; il refusa*, et fut envoyé à Newgate où il resta jusqu'à la fin de la session. Alors il sortit de prison ; il y serait rentré de nouveau lors de la convocation des Chambres, s'il n'avait pris le parti de s'expatrier. On voit dans ces débats les effets de l'excitation des assemblées ; le Parlement jetait feu et flamme contre l'individu assez hardi pour refuser de recevoir sa sentence à genoux.

On s'attendrait à trouver dans une assemblée formée des élus de la nation un calme plein de dignité : presque toujours dans la Chambre des communes on a rencontré les passions les plus aveugles, quand il s'est agi de ses priviléges ou de sa dignité offensée. Un pamphlet

critiquant la conduite du Parlement ayant été publié à cette époque, les membres de l'assemblée firent tomber leur colère et leur indignation sur cette production, et ils firent poursuivre l'auteur, l'imprimeur et l'éditeur. Le bon sens du jury fit heureusement justice de toute cette colère de la Chambre. L'auteur, l'imprimeur et l'éditeur furent acquittés.

On a regretté de n'avoir aucun des discours du temps de la reine Anne, mais on ignore que la Chambre des communes regardait comme une infraction de ses priviléges la publication des débats du Parlement. Pour ne pas encourir la sévérité partiale de la Chambre, le docteur Johnson, qui, peu de temps après son arrivée à Londres, publia, dans le *Gentleman's Magazine*, les débats du Parlement sous des noms supposés, les avait intitulés : *Débats du Sénat de Lilliput*: il fut bientôt obligé de renoncer à ce stratagème, tant la tyrannie parlementaire était aisée à irriter. Le Parlement se relâcha plus tard de ses prétentions au sujet de la publicité des débats, et il y gagna d'autant plus que les *rapporteurs*, et Johnson lui-même, firent souvent parler les membres correctement et éloquemment.

Le docteur Jonhson préparait alors son Dictionnaire. Ce fut une grande œuvre, et pendant longtemps il fit autorité pour décider les difficultés de la langue. Le plus grand mérite de Jonhson consistait dans la justesse de ses définitions. On lui reproche cependant, et avec raison, de n'avoir pas connu les origines de la langue anglaise ; cela dut nécessairement rendre ses définitions plus verbeuses. Johnson écrivait à la même époque le *Rôdeur*, plus tard, *the Idler*, que nous pourrions traduire par *le Flâneur*, *Rasselas, prince d'Abyssinie, ou la Recherche du bonheur*. Johnson était un des principaux collaborateurs du *Gentleman's Magazine*. A l'exception d'Addison, peu d'écrivains arrivèrent au pouvoir.

L'histoire de Londres nous montre la société de cette époque avide d'excitations ; elle semblait vouloir se passionner. Miss Canning vint à propos servir de pâture à ce besoin d'émotions. Cette jeune fille âgée de dix-huit ans, avait disparu subitement. Ses parents offrirent une récompense à quiconque la ramènerait. Le caractère de Miss Canning était, disait-on, irréprochable : au bout de vingt-cinq jours elle

reparut dans sa famille pâle, maigre, presque nue et portant l'empreinte de la misère. La nouvelle de sa disparition avait répandu son histoire dans toute la ville, son retour dans sa famille fut annoncé; on courut en foule voir l'héroïne, et l'on ne manqua pas de se passionner pour elle dès qu'on connut son infortune. Elle dit avoir été attaquée un soir près de Bedlam par deux hommes qui la bâillonnèrent, la maltraitèrent et la conduisirent dans une maison où une vieille femme l'enferma dans une chambre et la nourrit avec des croûtes de pain sec pour la forcer à se livrer au vol et à la prostitution; après avoir été enfermée pendant plusieurs jours, elle parvint à se sauver presque nue par une fenêtre. Cette histoire excita le plus haut intérêt. La pauvreté de la mère la mettait hors d'état de découvrir et de poursuivre les coupables: on fit aussitôt une souscription en sa faveur, et les soupçons étant tombés sur une femme qui tenait une mauvaise maison, elle fut arrêtée, ainsi qu'une vieille bohémienne que Miss Canning prétendait reconnaître. La bohémienne et la vieille femme furent condamnées, l'une à mort, l'autre à six mois de prison. Mais, quelques

personnes doutant de la sincérité de Miss Canning et n'étant pas satisfaites de ce qu'elle avait dit contre les condamnées, se mirent à faire des recherches en faveur de ces dernières. La ville fut dès lors partagée entre les partisans de la bohémienne et ceux de Miss Canning. On sursit à l'exécution de la bohémienne, qui prouva son alibi d'une manière satisfaisante et fut pardonnée. Les témoins qui avaient appuyé Miss Canning l'abandonnèrent, et elle se cacha. Accusée de faux témoignage et de parjure, elle se présenta, et les preuves furent assez convaincantes pour qu'elle fût condamnée à sept années de transportation. Ses partisans ne l'abandonnèrent pas, et lui fournirent toute espèce de provisions pendant qu'elle était à Newgate et pour son voyage dans la Nouvelle-Angleterre.

Les juifs, qui eurent de tout temps beaucoup à souffrir à Londres des injustices des chrétiens et dont les massacres avaient anciennement teint ce sol de leur sang, les juifs espérèrent que le moment était venu pour eux d'obtenir des lettres de naturalisation. Les ministres, ne partageant pas les préjugés du peuple, étaient favorables à cet acte; mais les pétitions arrivèrent en

si grand nombre de toutes les parties du royaume, que les ministres, après avoir supporté le bill, furent obligés de renoncer à cet acte de justice.

Les préjugés de la nation anglaise contre les juifs étaient certes de nature à faire naître, sinon à perpétuer les défauts qu'on leur reprochait. Le nom de juif étant un opprobre, quelle que fût l'honnêteté du juif, on n'y croyait pas, on lui ôtait tout l'avantage que donne la vertu, celui de la considération et du respect; par conséquent l'injustice que l'on commettait envers lui semblait justifier toutes ses injustices. C'était un état de guerre continuelle; le juif avait droit de se plaindre des chrétiens, dont les préjugés étaient presque toujours accompagnés d'actes de mépris et de cruauté. Le temps et les lumières pouvaient seuls réhabiliter les juifs; mais, de même que les préjugés contre eux étaient héréditaires, de même l'étaient parmi eux les opinions, et les pratiques d'usure et de trafic; de sorte que c'est encore une question si la moralité des juifs a mérité l'injustice des chrétiens, ou si les lumières de la civilisation ont épuré la moralité judaïque. Quoi qu'il en soit, le

même préjugé qui régnait encore pendant le dix-huitième siècle contre les juifs, existait d'une manière moins forte contre les étrangers de tous les pays.

Ce sentiment d'hostilité de la part des Anglais contre les étrangers, sentiment qui se manifestait fréquemment par l'insulte et le mépris, est d'autant plus injuste que, de tous les hommes, les Anglais sont le plus souvent étrangers chez les autres peuples. Isolé au milieu de l'Océan, l'Anglais ne peut sortir de son île sans devenir aussitôt étranger. Le temps a détruit la force du préjugé contre les juifs, il détruira plus vite encore le préjugé contre les étrangers, et l'Angleterre pourra bientôt se glorifier d'être la terre des exilés, celle où toutes les infortunes peuvent trouver un appui, tous les talents des appréciateurs, tous les mérites une récompense.

Cheselden, l'un des chirurgiens les plus distingués d'Angleterre, mourut en 1751. Il fut chirurgien de l'hôpital de Saint-Thomas, de Saint-Georges, de Westminster. L'opération à laquelle il dut le plus de célébrité est celle qui rendit la vue à un jeune homme de quatorze ans,

né aveugle ou devenu tel de bonne heure. Les sensations de ce jeune homme en acquérant un nouveau sens, les idées nouvelles qui se développèrent en lui, donnèrent lieu à diverses observations intéressantes dont les partisans et les élèves de Locke s'empressèrent de tirer parti. Étrange bizarrerie de l'opinion ! Cheselden acquit plus de célébrité pour cette opération que pour ses meilleurs ouvrages et pour ses plus grands travaux.

L'art chirurgical commençait à attirer l'attention, et les faits de la nature de cette opération excitaient la curiosité publique. Les malades devaient se ressentir de la célébrité des hommes de l'art ; plus le chirurgien était considéré, plus le théâtre sur lequel il opérait devait s'élever aux yeux du public.

Cheselden méritait d'ailleurs d'intéresser, car il était connu pour sa sensibilité et pour l'intérêt qu'il portait à ses malades. Chaque fois qu'il entrait dans son hôpital pour y faire la visite du matin, la seule idée des souffrances qu'il allait nécessairement causer lui faisait éprouver des sensations pénibles.

Après la suppression des établissements reli-

gieux où les pauvres trouvaient des soins et des secours éclairés, la nécessité d'offrir un asile aux infortunés fit naître les hôpitaux. Shakspeare avait été frappé du changement apporté par la réforme religieuse; il disait avec inquiétude: « Où les pauvres trouveront-ils maintenant une place pour reposer leurs os? » "Where shall the poor go now to rest their bones?" — L'intervalle qui sépare la réforme religieuse du dix-huitième siècle a dû être une époque d'épreuve et de souffrance pour les malheureux, mais le dix-huitième siècle mérita, sous le point de vue des secours accordés aux pauvres malades, le nom de siècle philanthropique. Pendant la première partie du siècle on vit s'élever les hôpitaux de Westminster, de Guy, de Saint-Georges, du Foundling, de Londres, de la petite vérole, de Middlesex, British lying-in; enfin l'année 1751 vit s'élever l'hôpital de Saint-Luc pour les aliénés. Ce que l'on ne peut s'empêcher d'admirer, c'est que tous ces hôpitaux sont établis et entretenus à l'aide de contributions volontaires, de legs et de dons des particuliers. Indépendamment des sommes énormes que l'on paye pour la taxe des pauvres, la charité publique semble iné-

puisable. J'examinerai plus tard l'influence que durent avoir ces nombreux établissements sur la santé publique et sur le bien-être des classes laborieuses.

A mesure que ces établissements philanthropiques s'élevaient, les hommes les plus marquants de la profession médicale convergeaient vers eux. William Heberden, William Hunter, Smellie, Monro et Fothergill se fixèrent alors à Londres. Ce dernier commença un rapport mensuel de l'état de l'atmosphère et des maladies de cette capitale, et il l'inséra dans le *Gentleman's Magazine* pendant plusieurs années.

A cette époque, un mal de gorge épidémique faisait de grands ravages. La gangrène et les ulcères des tonsilles et des parties avoisinant le pharynx réclamaient les plus prompts secours. Au début de l'épidémie, la maladie était mal traitée : Fothergill eut la gloire d'indiquer le meilleur traitement et de guérir presque tous ses malades. Sa méthode est encore suivie aujourd'hui avec succès.

Tandis que les établissements pour la santé du corps se multipliaient à Londres, un médecin, Sir Hans Sloane, dotait son pays d'un établissement

pour la culture de l'esprit et pour le perfectionnement de l'âme. A sa mort, ses riches et vastes collections de livres, de manuscrits, de spécimens d'histoire naturelle ou de restes d'antiquités, furent léguées à la nation, moyennant une faible somme pour ses exécuteurs. Le Parlement s'empressa d'accepter le don du savant, et le roi joignit à ce don celui de la bibliothèque royale qui datait de Henri VII, et qui contenait de nombreux et précieux manuscrits. De si beaux exemples ne restèrent pas isolés : ils furent imités par des Anglais généreux qui offrirent des collections particulières, et enrichirent à l'envi un trésor qui devait désormais appartenir à la nation et servir au profit de tous. M. Wortley Montagu offrit son hôtel et ses jardins qui furent acceptés, et dès ce moment la ville de Londres posséda une bibliothèque et un musée.

Le docteur Sloane se livra de bonne heure à l'étude de la botanique. Il suivit à Paris les cours de Tournefort et Duverney ; il fut reçu docteur à Montpellier. De retour en Angleterre, il fut admis à la Société royale. Il fit alors connaissance avec Sydenham qui lui offrit sa maison et devint son protecteur. Nommé médecin du gouverneur

de la Jamaïque, il se rendit dans cette île et rapporta une collection précieuse dont il publia plus tard le catalogue. Zélé philanthrope, il établit à cette époque le dispensaire de Londres, où les pauvres peuvent acheter tous les remèdes qui leur sont nécessaires pour la valeur intrinsèque des matières qui les composent. Nommé médecin de l'armée, il fut le premier de sa profession élevé au titre de baronnet. Il succéda au grand Newton comme président de la Société royale, et fut le médecin de Georges II. A cette époque il acheta la seigneurie de Chelsea où il établit un jardin de botanique qu'il donna à la Société des apothicaires. Linné vint à Londres le visiter, et ce fut en son souvenir qu'il donna plus tard le nom de Sloane à un bel arbre des Indes Occidentales de la famille des liliacées. Enfin, en mourant, Hans Sloane légua toute sa collection à la nation anglaise. Une des plus belles rues de Londres, dans Chelsea, porte son nom, Sloane street. Celui qui connaît l'histoire de Londres ne peut faire un pas dans cette métropole sans rencontrer de grands ou de nobles souvenirs.

Les deux années qui suivent présentent peu d'intérêt. Cependant, l'attention des habitants

de Londres se dirigeait vers les améliorations. Le pont de Westminster avait fait naître le besoin des communications entre les deux rives du fleuve, et l'on choisit un local pour construire un second pont entre Blackfriars et la rive opposée. Les habitants des environs du pont de Londres furent contraires à ce projet qui devait, disait-on, diminuer la circulation et porter atteinte à leurs intérêts; ainsi l'on vit toujours dans Londres, comme ailleurs, l'intérêt particulier tenter de s'opposer à tout projet d'amélioration publique; mais les discussions furent oubliées tout à coup à la nouvelle d'une invasion de la part de la France.

Les colons anglais et français, souvent en contact dans l'Amérique du Nord, avaient eu de fréquentes collisions, dans lesquelles les premiers eurent le dessous. Ces échecs causèrent la plus grande indignation en Angleterre : le gouvernement, se laissant entraîner par les passions du moment, voulut prendre ses représailles, et, sans déclaration de guerre, il donna l'ordre à sa marine de saisir tous les vaisseaux français qu'elle rencontrerait. Deux vaisseaux de ligne se rendant au Canada furent pris, un grand

nombre de vaisseaux marchands furent saisis, les ports anglais en furent bientôt pleins. Cette agression, selon l'honnête Goldsmith, était plus profitable que juste; elle mit la marine française, pendant tout le temps de la guerre, hors d'état de soutenir dignement son pavillon. Lorsqu'on apprit à Versailles la nouvelle de cette brutale agression, Lally, qui s'était déjà illustré par tant de hauts faits, fut mandé à la cour et consulté sur les mesures à prendre. Il en proposa trois : descendre en Angleterre avec le prince Édouard, naguère encore redoutable, abattre la puissance des Anglais dans l'Inde, ce que Labourdonnais avait démontré possible, attaquer et conquérir leurs colonies d'Amérique.

Le conseil décida qu'il fallait négocier et tâcher d'obtenir satisfaction, afin de prévenir la rupture. « Vous n'obtiendrez pas la première, disait Lally ; vous ne préviendrez pas la seconde, et vous manquerez l'occasion de perdre votre ennemi. »

La France, tristement représentée à Londres par un homme faible et d'un esprit médiocre, demandait timidement des explications et satisfaction : elle n'obtint rien, et, pendant ces

négociations ridicules, 250 navires avaient été capturés par les Anglais; quatre mille Français, faits prisonniers en temps de paix, expiaient en Angleterre la crédulité du duc de Mirepoix et l'indolence apathique et coupable de l'amant de M[me] de Pompadour. Dans les cours et à l'armée, la France était représentée par les favoris de cette courtisane. Quels succès pouvait obtenir la France, lorsque l'épée de Brennus était dans les mains d'une femme?

Du conseil énergique de Lally, on ne suivit, en apparence, que ce qui s'appliquait à la descente en Angleterre; ce fut alors que des corps de troupes furent envoyés en Normandie, en Picardie et en Bretagne, et menacèrent l'Angleterre d'une invasion.

Les menaces d'invasion de la part de la France ont été fréquentes et n'ont jamais été suivies d'exécution. Aussi, de nos jours, ne croit-on pas à leur possibilité. Toutefois, en 1755, les mouvements des troupes françaises vers les côtes de la mer causèrent une véritable panique à Londres. Le 15 novembre, on ordonna à la milice de la Cité de se tenir prête à marcher, et de s'exercer tous les jours dans Artillery Ground.

La milice de Londres formait alors six régiments. Le gouvernement ne comptant pas entièrement sur elle, crut devoir appeler en Angleterre des Hanovriens et des Hessois. La terreur des Londoniens était générale. Les citoyens se représentaient toutes les suites de l'invasion, et tremblaient bien plus des horreurs qu'ils imaginaient que de l'invasion réelle. Le ministère lui-même paraissait partager la panique générale. Cette panique simulée lui permettait d'obtenir du peuple l'argent dont il avait besoin pour les subsides destinés à la Russie et à la Prusse, avec lesquelles il fit des traités.

Si la France n'avait eu d'autre but que de jeter l'alarme en Angleterre, elle y réussit. Les corps de troupes qu'elle avait envoyés sur les côtes opposées à celles d'Angleterre, et qui étaient constamment exercés à s'embarquer et à débarquer sur des bateaux plats, tenaient l'Angleterre dans une inquiétude continuelle. Ces démonstrations eurent encore un résultat, celui de fixer l'attention des Anglais sur les côtes de France et de masquer l'attaque dirigée sur l'île de Minorque. Cette île fut prise par les Français, sous la conduite de Richelieu et la Ga-

lissonière. Les Anglais avaient envoyé l'amiral Byng pour porter des secours à la place et pour attaquer toute escadre française qu'il rencontrerait.

Byng ne fit ni l'un ni l'autre. A la nouvelle de la prise de Mahon, Londres fut dans la plus grande fermentation; on demanda de toutes parts le jugement de l'amiral. Byng, soumis au jugement d'une cour martiale, fut condamné à mort et exécuté pour n'avoir pas su vaincre les Français. Terrible alternative capable de donner du courage à ceux qui n'en ont pas, en leur montrant dans l'insuccès une mort certaine, tandis que dans le combat les chances sont plus belles.

Le port Mahon était un des plus renommés de la Méditerranée; l'île de Minorque, dont les Anglais restèrent maîtres au grand désespoir des Espagnols, était heureusement située pour servir de relâche et d'arsenal aux flottes d'Angleterre, pour menacer, pendant la guerre, les côtes d'Espagne, de France et d'Italie, pour favoriser, pendant la paix, le commerce britannique dans le Levant.

A peu près à la même époque, commença la

guerre de sept ans. Frédéric, roi de Prusse, se voyait près d'être accablé de toutes les forces de l'Europe, parce qu'il était en butte à la colère de quatre femmes, la reine de Hongrie, l'impératrice de Russie Élisabeth, la reine de Pologne et la marquise de Pompadour. Instruit des conférences qui se tenaient chez la marquise de Pompadour, il s'attendit à ce que Marie-Thérèse réussît aisément à entraîner la femme légère qu'elle enivrait par ses protestations d'amitié.

Après la prise de Minorque, les Français, incapables de soutenir la lutte sur mer par suite des vaisseaux de ligne et des vaisseaux marchands qui, au nombre de trois cents, avaient été saisis avant la déclaration de guerre, tournèrent malheureusement leurs armes vers l'Allemagne et menacèrent le Hanovre. Cette circonstance motivait assez les subsides accordés à la Prusse, mais ce secours accordé au roi de Saxe et dans les intérêts de Marie-Thérèse affaiblissait les forces de la France. Les Anglais le comprirent ainsi et s'en réjouirent. Pitt répandit l'or à flots pour soutenir le roi de Prusse, pour occuper les armes de la France sur le continent

européen, tandis qu'il s'efforçait d'abattre la France en Amérique et dans l'Indoustan. La France, ayant dispersé ses moyens d'action, ne pouvait protéger ses belles possessions dans les deux Indes; les Anglais l'avaient prévu.

Ainsi, lorsque William Pitt fut nommé secrétaire d'État et premier ministre, Louis XV était sous la fatale influence de Mme de Pompadour. William Pitt était whig, l'abaissement de la France était son thème favori et sa plus grande ambition. Si les événements se ressentent des passions de ceux qui gouvernent, l'élévation de Pitt au poste de ministre d'État dut contribuer beaucoup à l'énergie nouvelle que les Anglais déployèrent en dépit de leurs revers. Mme de Pompadour était vaine, et ce fut sa vanité flattée par Marie-Thérèse qui entraîna la France en Allemagne. Au plus énergique des ministres anglais la France n'avait à opposer que les favoris d'une courtisane. Pitt se lia plus intimement avec le roi de Prusse, et désormais les intérêts des deux pays, de l'Angleterre et de la Prusse, furent unis. Aussi on reçut à Londres la nouvelle de la bataille de Rosbach avec autant d'enthousiasme que si les Anglais eux-mêmes l'eussent gagnée. Les rues de

Londres furent illuminées. On voyait de toutes parts des représentations du chapeau et de la queue de Frédéric : les peintres d'enseignes qui faisaient des portraits de Vernon, le héros du jour, pour plaire à l'enthousiasme du moment, changeaient les Vernon en Frédéric.

Londres cessa de craindre l'invasion française, lorsque les troupes exercées aux embarquements durent se rendre sur le Rhin; les côtes de France étant dégarnies, et cessant d'être menaçantes pour l'Angleterre, furent menacées à leur tour comme diversion utile au roi de Prusse.

Tandis que la France, gouvernée par Mme de Pompadour, était tout entière aux intérêts de Marie-Thérèse et négligeait les siens propres, Pitt redoublait d'ardeur, et, peu délicat sur les moyens, il fit rompre la convention de Closter Seven.

Les Anglais avaient d'autant plus de moyens de continuer la guerre, que le commerce maritime de la France était détruit; ils avaient par conséquent le monopole du commerce. Aussi, non satisfaits de n'avoir plus à craindre l'invasion, ils s'occupèrent de la rendre impossible

plus tard, en portant le fer et la flamme dans les chantiers des ports de France où le gouvernement s'efforçait de faire construire quelques vaisseaux afin d'être à même de tenir encore la mer.

Le but, le grand but des Anglais fut, dans tous les temps, de détruire la marine française. Rien ne donne autant d'insomnie aux Anglais que l'existence d'une marine française. On pourrait croire qu'après tant de victoires navales, l'Angleterre verrait les équipements maritimes de la France sans appréhension : il n'en fut pas ainsi. En faisant une descente sur les côtes de France, les Anglais forçaient les Français à défendre ces côtes, et cela diminuait le nombre de troupes à employer contre le roi de Prusse. En effet, la mer était libre pour les Anglais, ils pouvaient donc se porter tantôt sur un port, tantôt sur un autre; dans tous les cas, le pays était constamment tenu en alarme. Deux escadres mirent à la voile au mois de juin sous les ordres de Lord Anson et du commodore Howe; ce dernier était chargé des transports et des débarquements de troupes. Les forces de terre étaient de seize bataillons et de neuf escadrons de cavalerie légère, en tout quinze mille hommes. L'expédition

s'était préparée avec le plus *grand secret*. En quittant Portsmouth, lord Anson et son escadre se rendirent dans la baie de Biscaye afin de jeter l'alarme dans cette partie de la France, et, pour observer la flotte française à Brest, lord Howe débarqua sans accident et sans résistance dans la baie de Cancale. Il avança jusqu'à Saint-Servan, faubourg de Saint-Malo. Deux colonnes de troupes se dirigèrent sur la ville ; mais la ville étant à l'abri d'un coup de main, les troupes anglaises mirent le feu à une centaine de chaloupes et à deux ou trois bâtiments corsaires qui étaient dans le port ; une corderie fut brûlée. Les habitants de Saint-Malo, attaqués au dépourvu, ne pouvaient repousser les Anglais ; mais des secours arrivant de toutes parts, les Anglais se rembarquèrent précipitamment. La flotte reconnut alors Granville ; mais comme il y avait des troupes, elle s'en éloigna et se rendit à Cherbourg, où elle se disposait à débarquer ses troupes lorsque la flotte fut dispersée par le mauvais temps. Elle revint bientôt à la charge ; Cherbourg n'était pas encore fortifié. Les ouvrages du môle, qui avaient coûté tant d'argent et de travaux, furent détruits ; tous les navires mar-

chands ou pêcheurs et les chantiers du port furent livrés aux flammes; une contribution fut imposée à la ville. Ils prirent quelques canons, et les cloches de Cherbourg, enlevées et transportées à Londres, y furent portées en grande pompe à travers les rues de la capitale depuis Kensington jusqu'à la Tour. Des gardes précédaient et suivaient ce singulier trophée au son des tambours et d'une musique bruyante : la populace était ivre de joie.

Le succès de ces débarquements sur les côtes de France ne se continua pas; l'expédition et la flotte du commodore Howe trouvèrent dans la baie de Saint-Cast une résistance inattendue et payèrent chèrement leur hardiesse. L'Angleterre perdit près de mille hommes à Saint-Cast; mais on doit comprendre combien les habitants de Londres avaient dû se réjouir de la descente des Anglais sur les côtes de France, eux qui avaient été menacés tant de fois d'une invasion française.

La fortune se montrait désormais favorable aux armes anglaises; Pitt, au plus haut point de sa popularité, entreprit de chasser les Français de l'Allemagne occidentale, et demanda un gé-

néral à Frédéric, qui lui donna le prince Ferdinand de Brunswick.

Pendant que les Anglais régnaient presque sans contrôle sur les mers, les colonies françaises de l'Amérique du nord et celles des Indes orientales souffraient du manque de secours. La guerre exigeait de la part des Anglais de grands sacrifices, mais le monopole du commerce leur permettait de les faire. L'activité de Pitt semblait s'être communiquée à tous les Anglais, et tandis que les opérations françaises étaient empreintes d'irrésolution et manquaient d'ensemble, Pitt s'efforçait de ruiner partout et à la fois les ressources de la France avec une vigueur et une intelligence fatales que les Anglais, dans leurs intérêts, admiraient avec raison.

Au commencement de la guerre, les contructions avaient été un moment interrompues, mais elles reprirent leur essor dès que la fortune des armes fut si favorable. Le système municipal, qui existe à Londres dans toute sa force, est généralement libre d'entraves politiques. Se renfermant dans le cercle des choses utiles aux localités, la paroisse ou la corporation se charge de ce qui touche au foyer domestique. Aux mi-

nistres de l'Etat les grandes vues, les grandes entreprises; ce sont eux qui ont la garde de l'honneur national : mais aux citoyens appartiennent le gouvernement de la cité, et les améliorations qui tiennent au sol. On ne fait rien à Londres sans que l'utilité en soit démontrée, et comme la corporation municipale ou la paroisse ne voudrait point s'imposer des taxes pour des travaux d'ornement, il en résulte que l'utilité et l'intérêt public sont la plus puissante recommandation pour l'entreprise et la continuation des travaux les plus dispendieux. Grâce aux institutions municipales, les changements de ministère et les événements politiques ne viennent point arrêter ou suspendre des travaux déjà commencés ou reconnus nécessaires; que le gouvernement soit whig ou tory, les corporations municipales, le conseil de paroisse, ou les compagnies légalement établies ne progressent pas moins vers le but qu'elles se sont proposé d'atteindre, et, contrairement à ce qui se passe dans les pays où le gouvernement ordonne et dirige tous les travaux publics, on voit rarement à Londres des édifices inachevés, commencés sous un règne et terminés un demi-siècle après. De ce

système éminemment utilitaire, il résulte que l'on trouve de larges trottoirs à Londres et peu de statues ; de nombreux égouts et peu d'arcs de triomphe; de l'eau dans toutes les maisons, mais pas de fontaines à cascade; enfin l'on s'occupe plus des routes et des canaux que de la façade d'une église.

C'était pendant la guerre, lorsque le gouvernement avait entrepris de chasser les Français de l'Allemagne, et qu'il s'efforçait de ruiner toutes leurs colonies en Amérique, dans l'Inde, en Afrique, c'était même lorsque la France menaçait l'Angleterre d'une invasion que les Anglais désormais considéraient comme ridicule, que l'on jetait à Londres les fondements du pont de Blackfriars. Les Anglais, appréciant l'énergie et le patriotisme du ministre qui avait étendu et assuré la domination de la nation anglaise en Asie, en Afrique, en Amérique, avaient voté à l'unanimité que ce pont serait nommé le pont de William Pitt.

A Londres et dans toute l'Angleterre, chaque individu peut avoir l'initiative dans un but d'intérêt moral et public. Le gouvernement, respectant au plus haut point la liberté du sujet, ne crut

pas devoir s'occuper de régler l'état misérable des prostituées. Cette classe malheureuse existe à Londres plus nombreuse que partout ailleurs: le gouvernement ne veut pas reconnaître son existence. Mais ce que le gouvernement ne fait pas, des citoyens bien intentionnés le tentent. Grand nombre de ces femmes ont été réduites à ce misérable état de dégradation par des circonstances imprévues. Il leur faudrait une planche après le naufrage, pour revenir au bien : cette planche leur fut offerte par l'institution de Magdalen Hospital. A la même époque, une autre institution fut ouverte pour la réception et l'éducation des enfants abandonnés par leurs parents.

Tandis qu'il s'élevait à Londres une société pour l'encouragement des arts, des manufactures et du commerce, une autre société pour fournir des marins aux flottes se formait aussi. Pitt semblait avoir infusé son esprit dans le sein de tous ses concitoyens; car, malgré l'énorme taxe sur les terres, sur les maisons, sur toutes les branches de consommation, malgré les droits élevés sur la douane et sur tout le commerce du port de Londres, Pitt était aimé, respecté et puissant.

Tout progressant à l'intérieur, Pitt envoyait une escadre pour désoler les côtes de France, et le Havre était bombardé. Une fois la guerre déclarée, il n'y avait ni répit ni demi-mesures à attendre des Anglais. La Guadeloupe était envahie, la flotte française détruite à Capelagos, l'île d'Orléans était occupée, et Québec pris malgré la brave défense de M. de Montcalm. La flotte de l'amiral Ache battue, Lally obligé de lever le siége de Madras après des prodiges de valeur; de toutes parts les armes françaises avaient des échecs. Pour se relever, le gouvernement français prépara de nouveau une invasion et en fit grand bruit. Cette invasion devait avoir lieu à l'aide de bateaux plats, et partir des côtes de la Normandie et de la Bretagne.

Il devait y avoir trois embarcations, et l'on voulait attaquer l'Angleterre par trois points. Si les embarcations eussent été protégées par une flotte puissante et avaient pu toucher le sol anglais, sans aucun doute l'Angleterre eût été dans la consternation. Mais les Anglais aiment mieux faire la guerre loin du sol natal, dont ils s'efforcent de ne pas laisser approcher. Leur constante tactique fut de bloquer les ports français d'où

l'invasion devait sortir, préférant se battre sur mer et hors de leur patrie, au lieu de combattre et de se défendre sur leur propre territoire. Les Anglais surveillaient donc l'expédition prête à sortir des ports de France. L'amiral Conflans, créature de Mme de Pompadour, commandait l'escadre destinée à protéger l'expédition; il fut attaqué en sortant de Brest, et, par son ignorance et sa lâcheté, fut battu par l'amiral Hawke. La menace d'invasion fut aussi stérile que les précédentes.

L'amiral Laclue, à peine hors de Toulon, fut attaqué par l'amiral anglais Boscawen avec des forces supérieures et perdit quelques vaisseaux.

Cependant Thurot, armateur de Boulogne, prouva ce que l'on pouvait faire; car il parvint, avec son escadre de cinq vaisseaux, à tromper la vigilance des Anglais et à faire une descente en Irlande.

Que l'on ne croie pas qu'après ces échecs de notre part et ces succès de la part de nos rivaux, les Anglais traitent une invasion avec mépris. L'histoire est là pour dire que toutes les fois qu'une armée a mis le pied sur le sol anglais, elle en est restée maîtresse. Aussi les Anglais

n'ont-ils jamais laissé au hasard le soin de leur destinée, ils ont toujours compris qu'il fallait, avant tout, prévenir la descente des étrangers et se battre sur mer, plutôt que d'avoir à protéger leur pays, même en harassant une armée qui aurait mis le pied sur le sol anglais.

Les nombreuses menaces d'invasion de la part de la France (menaces toujours si impuissantes) devinrent donc de plus en plus ridicules, surtout après que les Anglais eurent dévasté les côtes de France ; aussi Hogarth, ce peintre des mœurs et des travers de son temps, ne manqua pas d'éterniser ce ridicule dans deux de ses tableaux.

Le premier représente la France. Des soldats sortent d'une misérable auberge qui porte pour enseigne : *A la soupe maigre*. Un des soldats a mis des grenouilles à la broche et les fait rôtir. Un autre soldat porte un énorme drapeau avec cette inscription : *Vengeance, et la bonne bière et le bon bœuf d'Angleterre*. Sur le devant du tableau, un moine fait embarquer tous les instruments de la torture et de l'inquisition. Dans le lointain, on voit des vaisseaux et des préparatifs d'embarquement. Tout est en mouvement dans

le tableau français; les soldats sont maigres et le moine est gras.

Dans le tableau anglais, on voit des soldats près d'une taverne, ils jouent et se moquent d'un mannequin qui représente le roi de France. Un jeune homme se présente pour servir; on le met sous la toise, il n'a pas la taille; il s'élève alors sur la pointe des pieds pour être accepté par le sergent qui le toise. Dans le lointain, des milices s'exercent. Le tableau anglais est plus calme, il représente la tranquillité et la joie. Quel pas immense n'avaient pas fait les Anglais depuis dix-huit ans, époque où Hogarth ridiculisait ses compatriotes dans leur marche de Finchley!

Pour un cœur français l'histoire de cette époque est humiliante. Mais que devait-on attendre d'un pays gouverné par les caprices d'une favorite donnant les portefeuilles et le commandement du pays à ceux-là seuls qui savaient lui plaire? Que pouvait-on attendre d'armées dirigées par des héros d'antichambre ou de boudoir? Par dignité personnelle et le regret dans l'âme, les hommes les plus capables s'éloignaient de la cour et des affaires. Quel contraste présen-

taient les deux pays ! En Angleterre, *le grand député des communes*, Pitt, avait été élevé au ministère par la voix du peuple : en France, les ministres étaient nommés par une courtisane titrée. Aussi, tandis que la France s'était affaiblie en divisant ses forces et s'appauvrissait par la guerre en Allemagne et dans les colonies, l'Angleterre s'enrichissait par son commerce et disposait de toutes ses forces pour dépouiller la France. Si la France, au commencement de la guerre, ne s'était point mêlée de querelles continentales et si elle avait employé ses forces et son argent contre la Grande-Bretagne, si elle avait agi surtout avec plus de secret et d'énergie, les chances eussent été bien différentes. Les Anglais le comprenaient si bien, qu'ils firent tout ce qui dépendait d'eux pour entretenir la guerre en Allemagne, et que les Hanovriens n'hésitèrent pas un instant à violer la capitulation de Closter-Seven, lorsqu'ils crurent pouvoir le faire sans danger.

Au début de la guerre, le plus grand tort du gouvernement français fut d'espérer obtenir une paix ou une trêve quelconque des négociations. Le conseil de Lally était d'autant plus

raisonnable, que la première agression était venue des Anglais. Il fallait répondre à ces hardis insulaires par des mesures semblables aux leurs. Ils prenaient nos vaisseaux et nos marins sans déclaration de guerre; il fallait agir de même, quitte à s'expliquer après, quand nous eussions eu dans nos mains autant d'otages qu'ils avaient de prisonniers. Parler de principes et de droit des gens à un gouvernement déterminé d'avance à les violer, c'est jouer un rôle de dupe. Tant que la Providence ne descendra pas en personne sur la terre pour protéger le faible contre le fort, l'opprimé contre l'oppresseur, l'homme doit faire usage, dans l'intérêt de sa défense, de tous les moyens que la prudence suggère. *Aide-toi et le Ciel t'aidera*, indique que l'homme doit d'abord compter sur lui-même. Les Anglais, violant le droit des gens, ne pouvaient plus réclamer le droit commun. *Frangenti fidem, fides non debetur*, disaient les anciens; telle était la maxime qui devait gouverner la France à l'égard de l'Angleterre. Lally avait raison; il fallait frapper sur le commerce anglais, comme l'Angleterre frappait sur le commerce français; au lieu de faire la guerre

avec l'éventail d'une Pompadour et d'employer des intrigues d'antichambre il fallait d'employer l'arme dont les Anglais se servaient. Demander des explications quand l'Angleterre prenait nos vaisseaux, était certes chose inutile, sinon ridicule. C'était montrer de la faiblesse et ne pas connaître le génie saxon, que d'attendre de lui justice ou pitié pour les faibles.

On ne peut assez déplorer cette époque et blâmer l'intervention fatale des femmes ou plutôt d'une femme dans le gouvernement. Je ne sais quel homme d'esprit a dit que sous une reine les hommes gouvernaient. Sous Louis XV, c'était malheureusement Mme de Pompadour qui gouvernait. S'il était nécessaire de démontrer les avantages du gouvernement constitutionnel sur le gouvernement d'un seul, ce qui se passait alors les démontrerait d'une manière irrésistible. Mme de Pompadour pouvait bien influencer l'efféminé Louis XV, elle n'eût pu influencer un Parlement tout entier. Mme de Pompadour fut alors ce que sont la plupart des femmes. Dans l'intérêt de sa domination sur l'esprit, sinon sur le cœur de Louis XV, elle eût sacrifié la France entière. Le sacrifice ne fut, hélas ! que trop vrai ; tandis

que les maîtresses de Georges II, *roi constitutionnel*, avaient été sans pouvoir, la maîtresse de Louis XV eut celui d'abaisser son pays devant une nation rivale. L'influence que l'on accorde aux femmes en France diminuera par l'effet du gouvernement constitutionnel, et, sans aucun doute, le pays en profitera. Étaient-ce les femmes qui donnèrent à Rome l'empire du monde? Sont-ce les femmes qui ont donné à l'Angleterre ses immenses possessions? La nature n'a pas fait les femmes pour gouverner. Qu'elles règnent dans les boudoirs et les salons, et qu'elles laissent aux hommes le gouvernement des affaires.

On ne peut se dissimuler que les pertes de la France furent grandes; cependant, si l'on examine les détails de cette lutte, on trouve que dans la majorité des combats partiels où le courage des troupes et des marins avaient plus de part que la tactique d'un amiral, les Français avaient le dessus. En effet, du mois de juin 1756 jusqu'au mois de juin 1760, d'après les registres de Lloyd, les Français avaient pris 2,539 vaisseaux, dont 78 étaient corsaires. 321 avaient été repris, et 327 ran-

çonnés. Les Anglais avaient pris aux Français 944 vaisseaux; 243 étaient corsaires, le plus grand nombre des bateaux de pêche payant à peine les dépenses de la condamnation.

On se demande alors comment il se fait que les corsaires français eussent de tels succès contre les Anglais, tandis que les amiraux à la tête d'escadres étaient presque toujours battus.

C'est que les hommes de cœur qui, comme corsaires et capitaines de vaisseaux, soutenaient avec courage l'honneur du nom français, ne venaient pas des boudoirs de Mme de Pompadour : les Laclue, les Sabrans, les Potiers, les Thurot, les Roziers, n'avaient pas appris l'art naval dans les antichambres de Versailles. Les faits de l'histoire s'expliquent et se comprennent aisément. L'Angleterre, gouvernée par un homme énergique, combattant contre une nation gouvernée par une femme frivole et légère, l'Angleterre devait triompher et elle triompha. Ce qui a été devait être et serait encore de nouveau avec de pareilles conditions. Les Français ne manquaient pas de bravoure et de courage, mais ils étaient mal guidés; leur bravoure et

leur courage se dépensaient en pure perte.

En 1760, Handel, le célèbre compositeur, mourut à Londres. Allemand d'origine, il s'était fixé dans cette ville sous Georges Ier, et il avait habité l'Angleterre pendant un demi-siècle. C'est durant ce long séjour qu'il composa la plupart de ses œuvres, et c'est lui qui développa en Angleterre le goût de la musique.

Trop avancé pour ses contemporains, ce grand compositeur n'était pas apprécié, et sa réputation, si universellement établie, ne se forma qu'après sa mort.

Il devint aveugle sans rien perdre de son génie. Il dictait ses leçons et ses compositions à son élève Smith. Il touchait l'orgue fréquemment dans la chapelle des Enfants-Trouvés, Foundling Hospital. Ce sont ses *oratorio* qui ont établi sa réputation; ses compositions se recommandent surtout par l'expression et la belle ordonnance des parties, qui toutes concourent au même but sans se nuire, sans offrir à l'oreille la moindre confusion.

Les Anglais ont accordé à Handel les honneurs de leur Panthéon de Westminster, et l'ont placé dans le coin renommé des poëtes; ils confièrent

son monument à un poëte pour le marbre, à Roubillac, étranger comme Handel, et comme lui nationalisé en Angleterre par son talent incontestable.

Roubillac était Français. Il dut à la protection éclairée d'un Walpole de pouvoir se faire connaître. Une de ses productions, et ce n'est pas celle qui le place le plus haut dans son art, se grave profondément dans la mémoire de tous ceux qui visitent l'abbaye de Westminster; je veux parler du monument élevé à lady Nightingale et à son époux. Ce groupe est un drame digne du Dante ou de Milton.

Lady Nightingale s'évanouit à la vue de la Mort qui sort tout à coup d'un tombeau et lance traîtreusement à la jeune femme un dard aigu. Son époux, frappé d'horreur et d'effroi, se jette au-devant de la Mort pour arrêter le trait fatal. Sa main droite étendue semble dire : Ne frappe pas; du bras gauche, il presse et soutient sur son cœur sa jeune épouse défaillante. La faiblesse de l'une contraste avec la force musculaire de l'autre.

La Mort a quelque chose qui glace d'effroi; on voit qu'elle s'élance furtivement de la retraite

où elle se cachait, épiant sa proie, et comme si elle ne sortait qu'à la dérobée, la moitié de son corps est hors de la tombe, tandis qu'elle y tient encore par un pied, prête à y rentrer. Son attitude est celle d'un athlète, dont une jambe arcboute le corps pour lancer le javelot avec plus de force. Tandis que la Mort se rit d'un rire strident et moqueur des efforts que fait l'époux pour protéger sa jeune compagne, leur visage est empreint d'une douleur qui parle : sur l'un, l'angoisse est peinte ; sur l'autre, la vie s'éteint ; le corps de cette jeune femme tomberait inanimé s'il n'était soutenu.

Cependant la Mort est si ferme sur ses os nus, sans ligaments et sans chair, elle est si vivante, que l'on se demande comment elle se tient dans cette attitude inclinée ; lorsqu'on découvre que le sculpteur s'est habilement servi du linceul qu'elle traîne pour supporter cette fragile charpente. Il faut y regarder à deux fois pour reconnaître que ce squelette est de marbre, tant l'artiste fait illusion, tant cette image de la mort est frappante de vérité !

Il est impossible de contempler cette belle composition, sans éprouver un sentiment de

douleur et de crainte. Ce fut le dernier ouvrage de Roubillac ; c'est ainsi qu'il se préparait à la mort. Seul, ce monument eût suffi à la gloire de tout autre. L'abbaye de Westminster est ornée des chefs-d'œuvre de cet artiste, auquel les Anglais ont rendu justice, bien qu'il fût étranger.

Le commencement du pont de *William Pitt* fit craindre aux habitants de la Cité que la ville ne devînt déserte. Il était à présumer que lorsque le pont serait terminé les citoyens iraient habiter les nouvelles maisons qui se construisaient sur la rive méridionale de la Tamise, et que l'on verrait bientôt une ville nouvelle s'ajouter au faubourg de Southwark. Pour retenir les marchands dans la Cité, on décida que l'on élargirait les rues étroites, que l'on en paverait de nouvelles, et que l'on achèterait des terres et de vieux bâtiments pour ce but. Un bill fut présenté au Parlement pour élargir et améliorer les rues de la Cité ; il fut décidé que l'on abattrait les portes. Ces portes furent mises à l'encan et vendues au plus haut enchérisseur. La porte d'Aldgate fut vendue 150 livres sterling, Cripplegate, 91, Ludgate, 148. Les acquéreurs s'étaient engagés

à les démolir et à en emporter les matériaux. La seule porte de Temple-Bar fut conservée, et elle continua pendant longtemps encore à être hérissée de têtes de criminels convaincus de lèse-majesté.

Le comte Ferrers, homme violent et emporté, ayant assassiné son intendant, fut condamné à mort par la Cour des pairs. D'après les débats et les circonstances du procès, on s'étonne que l'on n'ait pas reconnu son état de folie ; il devait mourir comme il avait vécu. Ayant demandé à être décapité, cette faveur lui fut refusée ; il se rendit au supplice à Tyburn, comme s'il eût été à un triomphe. Sa seigneurie prit ses habits de noces brodés en argent et demanda à être conduit dans son équipage. Une voiture de deuil et un corbillard le suivaient. Chacune des trois voitures était traînée par six chevaux. Le gibet était recouvert de drap noir. Le cortége mit deux heures et demie pour aller de la Tour à Tyburn. Arrivé près de Saint-Gilles où les prisonniers avaient la coutume de boire un pot de bière et de reprendre des forces, sa seigneurie demanda à s'arrêter, mais la foule était si grande qu'on l'engagea à continuer sa route. Arrivé à

Tyburn, il fit une courte prière. Puis, appelant le bourreau, il lui donna ses *honoraires*. S'étant trompé et ayant donné les cinq livres à l'assistant du bourreau, un débat scandaleux s'éleva entre ces deux ignobles créatures, et le shériff fut obligé d'interposer son autorité. C'était la coutume des condamnés de condition de donner un salaire au bourreau. — Sur l'échafaud lord Russel ayant demandé ce que l'on donnait au bourreau, et appris que c'était 10 livres sterling, trouva que cette horrible besogne était fort chère. Le comte Ferrers, pour ne pas mourir comme le vulgaire, avait fait préparer une corde en soie; il reçut la mort avec beaucoup de fermeté. Son corps, selon la sentence, fut envoyé au collége des chirurgiens pour y être disséqué.

(1760.) Tout ce qui tient aux premières nécessités de la vie a une si grande influence sur le bonheur et la prospérité publique, que l'on doit regarder comme un grand bienfait les règlements faits cette année pour la vente du poisson : il n'y a peut-être pas de ville au monde mieux située pour être constamment approvisionnée de poisson, que la ville de Londres, et cependant jus-

qu'au milieu du dix-huitième siècle on ne voyait de poisson frais que sur la table des riches. Excepté la sardine et le hareng, qui n'étaient pêchés que pendant une saison fort courte, les pauvres ne se nourrissaient que de poisson sec et salé.

L'intérêt privé tarissait cette source d'aisance et d'alimentation pour le pauvre. L'abondance de poisson devait nécessairement abaisser le prix de la viande, et, dans tous les cas, fournir au pauvre une compensation pour la nourriture qui n'était pas à sa portée. Les marchands de poisson, ligués ensemble dans leur intérêt privé, retenaient le poisson à Gravesend. Ils ne laissaient arriver à Londres que ce qu'il fallait pour régler le marché dont ils élevaient le tarif à volonté. Le poisson était si abondant à Gravesend, que l'on était souvent obligé de le jeter dans la Tamise. Les règlements de cette époque mirent fin à ces odieux monopoles ; le poisson arriva directement sur les marchés de Londres, il baissa de prix, devint à la portée de toutes les bourses, et cet heureux changement contribua puissamment au bien-être des classes moyennes et de la classe pauvre. Rien ne prouve davantage l'utilité d'un pouvoir régulateur dans les affaires les plus tri-

viales de la vie humaine que la nécessité de réprimer ces monopoles de tout genre que la cupidité privée s'efforce d'établir, sans la moindre considération pour l'intérêt général. Les devoirs envers autrui sont, de tous les devoirs, les moins connus, les moins compris; et nulle part peut-être on ne voit autant qu'à Londres cette lutte constante de l'intérêt privé contre l'intérêt public, lutte qui ne cesse que lorsqu'elle est devenue tout à fait intolérable.

Au mois d'octobre 1760, Georges II mourut d'une maladie de cœur. Il avait régné trente-quatre ans. Roi d'un pays constitutionnel où son pouvoir avait des limites, il sut les respecter; roi d'un pays où il pouvait être absolu, il gouverna en père. Il laissa l'Angleterre en progrès et couverte de gloire. Il dut sans doute beaucoup à ses ministres; mais il eut le mérite de savoir les apprécier et de leur prêter son appui sans arrière-pensée, même lorsqu'il s'agissait du Hanovre, pour lequel il eût été excusable de montrer sa prédilection. Il eut des maîtresses; mais elles furent sans influence sur les affaires du pays. Aussi lui pardonne-t-on ses faiblesses, tandis qu'elles firent la honte de Louis XV.

CHAPITRE VIII.

Avénement de Georges III. — Continuation de la guerre contre la France.— Préparatifs de Pitt. — Exigences de ce ministre. — Opinions antisociales de Pitt. — Conseils de Pitt contre l'Espagne. — Pitt quitte le ministère.— Route de Paddington. — Élargissement des rues. — Ministère de lord Bute. — Guerre contre l'Espagne. — Riche capture des Anglais sur les Espagnols. — Traité de Paris. — Paix entre l'Angleterre et la France. — Avantages que l'Angleterre retire de la guerre. — Accroissement de Londres.—Biographie de lord Bute.—Le north Briton et Wilkes.—M. de la Condamine à Londres. — Abus du général Warrant ou des lettres de cachet.— Liberté individuelle anglaise. —Wilkes, membre d'opposition. — Le docteur Heberden.

Georges III, né en Angleterre, élevé en Angleterre, monta sur le trône à l'âge de vingt-trois ans ; il accorda d'abord sa confiance à Pitt, et déclara qu'il continuerait la guerre.

Ostensiblement cette guerre avait été entreprise pour soutenir les États du Hanovre ; le nouveau roi, qui se glorifiait d'être né en Angleterre, pouvait paraître conséquent avec lui-même en montrant moins d'ardeur pour la guerre, surtout si les questions de l'Amérique du Nord pouvaient se décider d'une manière satisfaisante pour les deux partis.

Malgré les immenses succès de Pitt, malgré la gloire dont il couvrait sa patrie, il s'était formé dans l'opposition un parti pour la paix : ce parti était tory. M. de Bussy vint à Londres dans le but de faire la paix.

Pitt le reçut et se montra disposé à faire cesser la guerre, mais lorsqu'on vint à régler les conditions de la paix on ne put s'entendre.

La France cédait le Canada, se réservait seulement le droit de pêche et le cap Breton pour protéger la pêche ; l'île de Minorque devait être échangée contre la Guadeloupe et Marie-Galante, prise par les Anglais ; Dominique et Saint-Vincent restaient aux Caribbes ; Sainte-Lucie revenait à la France, et Tabago à l'Angleterre.

Gottingue, Hesse et Hainaut devaient être évacués pour la restitution de Belle-Ile et de Gorée ou le Sénégal. Le traité entre Godecheu et Saunders devait servir de base pour l'Asie.

Les armées d'Allemagne devaient observer une stricte neutralité.

Enfin, l'Angleterre devait accorder à la France un équivalent pour toutes les captures faites avant la déclaration de guerre.

Les Anglais étaient trop exaltés par leurs suc-

cès pour admettre même ce qu'il y avait de juste dans ces propositions. Ainsi le sixième article, qui concernait les prises faites avant la déclaration de guerre, était celui qui froissait le plus l'amour-propre anglais. Cela se conçoit aisément, car admettre cet article, c'était admettre l'injustice de l'agression, et l'Angleterre n'avait garde d'avouer un pareil fait. Elle disait, au contraire, que si une nation avait le droit de faire des conquêtes, elle avait aussi le droit de les retenir; *qu'il était ridicule d'attendre la formalité d'une déclaration de guerre, quand elle voulait se faire justice elle-même.* Un homme attaqué dans les rues par un assassin, disait-elle, ne déclare pas son intention de se défendre, mais il tire l'épée. Ce raisonnement vrai ne pouvait alors s'appliquer à l'Angleterre, et c'était précisément ce qu'avait fait la France. Elle avait demandé des explications au lieu de tirer l'épée.

Le peuple qui, pour quelques difficultés de limites, ne cherche pas à les régler, mais s'arme en secret et tombe à l'improviste sur son adversaire avec qui il est en contestation, ne peut pas être comparé à un honnête citoyen attaqué par un assassin. Il est au contraire l'assassin agissant

avec préméditation. L'Angleterre et la France ressemblent à deux voisins dont les maisons se touchent. Les domestiques ou les sulbalternes de ces voisins ont des querelles, les deux maîtres peuvent les faire cesser ; mais un des voisins s'arme jusqu'aux dents, arme tous ses gens, et tandis que son adversaire dort en paix malgré cette querelle de peu d'importance, le voisin qui s'est armé tombe à l'improviste sur le voisin qui dort, pille sa maison, tue ses serviteurs, emporte tout ce qu'il peut, et livre aux flammes ce qu'il ne peut emporter. En bonne justice, aux yeux de la raison, de l'humanité et du sens commun, ce voisin qui pille et brûle sans avoir cherché les moyens de s'entendre et de s'éclairer, sans avoir cherché de quel côté est le tort, de quel côté est la justice, ce même voisin, juge et exécuteur dans sa propre cause, est-il autre chose qu'un assassin, un meurtrier, un incendiaire ? Quelle épithète paraîtra assez forte, quand elle s'applique à un peuple civilisé ? Que deviendrait la société, si chaque particulier se faisait justice lui-même lorsqu'il croirait ses intérêts froissés ? N'est-ce pas, au contraire, cet admirable principe, qu'aucun citoyen ne doit être juge dans sa

cause et se faire justice, qui constitue l'ordre dans les sociétés? Quel individu lésé serait juste dans ses représailles? Les États du monde civilisé sont des êtres collectifs, sujets dans l'intérêt de la famille humaine, aux mêmes devoirs que les habitants d'une ville. La famille humaine est, sur la terre, comme les citoyens d'une ville sont dans son enceinte; ce qui forme des nations sur le globe forme des quartiers, des paroisses dans les grandes villes. Les lois immuables de la morale sont les mêmes pour tous, et s'il a été sage d'établir des magistrats dont le sens calme eût à décider les agitations et les querelles des individus voisins ou habitant différents quartiers d'une ville, de même il est sage, pour les plus grands intérêts des nations, de porter ces intérêts devant des tiers; sans cette heureuse pratique d'arbitrage pour les États comme pour les particuliers, il n'y aurait pas de société possible; la force et la ruse remplaceraient l'équité et l'ordre, et la terre serait constamment ensanglantée par les vengeances d'hommes passionnés, plus féroces que des tigres et des lions : non, Pitt, une nation n'a pas le droit de faire des conquêtes par la force des armes, pas plus qu'un individu n'a

le droit de s'enrichir en allant dépouiller son voisin les armes à la main. Conquérez le monde par les bienfaits de la civilisation, soumettez les hommes au bien par l'influence du bien : voilà les seules conquêtes que la raison et l'humanité avouent.

Pitt refusa avec mépris les offres de paix faites par la France; à ses yeux, la France n'était pas assez humiliée. Ce refus avait encore un autre motif.

Le cabinet de Versailles eut la pensée d'obtenir la médiation de l'Espagne, comme garantie de sa sincérité et de la stabilité de la paix. L'Angleterre vit avec peine cette médiation officieuse, et Pitt, pour punir l'Espagne, proposa les mesures les plus énergiques et les plus injustes. Pitt, dit l'auteur du règne de Georges III, avec un esprit digne du ministre d'une si grande et si noble nation, rejeta *avec dédain* les propositions de la France.

Ces réflexions prouvent combien, aux yeux des Anglais, les principes antisociaux de Pitt paraissent naturels.

L'Espagne ayant été mise en demeure de déclarer si elle voulait se joindre à la France, ré-

pondit d'une manière évasive. Pitt interpréta cette temporisation de l'Espagne à sa guise, et la considérant comme une déclaration de guerre, il se prononça pour des hostilités immédiates contre cette puissance. « C'était, disait Pitt, à « cette conduite, qu'au commencement de la « guerre les Anglais devaient leur succès. *La « flotte d'Espagne n'était pas prête, tant mieux;* « la prise de cette flotte devait ajouter aux forces « anglaises, et affaiblir et détruire celles de « l'Espagne. Quand ses trésors se trouveraient « dans les ports anglais, l'Espagne changerait « bientôt de langage. J'insiste, disait Pitt, *pour « frapper le coup avant que la saison soit passée.* « Maintenant ou jamais; c'est le moment de « tomber sur nos ennemis déclarés ou *secrets*, « et de ne pas leur donner le temps de réfléchir. « Si nous n'avions pas traité les Hollandais de « cette manière, ils auraient pu nous embarras- « ser. Par la timidité et l'irrésolution, continuait « Pitt, on ne gagne rien : les mots sont inutiles « à la guerre; nous devons cette mesure à la « dignité de la nation qui ne doit pas laisser « d'insulte impunie; et d'ailleurs ce sera une « leçon pour l'Espagne ou pour tout autre pou-

« voir qui prendra la liberté de se mêler de nos « affaires, et d'offrir une médiation menaçante.»

Quelle latitude ne présente pas une pareille doctrine! Qu'y aura-t-il de sacré pour une nation qui, sur le soupçon d'hostilité secrète, sans plainte, sans déclaration de guerre, accablera un peuple confiant sur la foi des traités et sans armes pour repousser l'agression? Les doctrines de Pitt ne sont-elles pas subversives de toute société? N'est-ce pas le raisonnement des voleurs et des bandits? Je suis grand admirateur de la nation anglaise; mais il y a des maximes que je regarde comme la plus grande tache de son histoire, et je ne saurais me résoudre à les voir proclamer, sans les flétrir du nom de brigandage qu'elles méritent. Si les Anglais n'avaient réussi dans le monde que par les maximes immorales et injustes de Pitt, il faudrait placer les Anglais, dans l'échelle de la civilisation, au-dessous des pirates et des forbans des côtes de Barbarie. Offrir une médiation était un crime aux yeux de Pitt, et la guerre n'avait pas assez d'horreurs pour punir ce service officieux!!!

Les Hollandais avaient profité de leur *neutralité* pour continuer leur commerce avec la France;

Pitt adressa des remontrances aux États-Généraux, et donna en *même temps* l'ordre de saisir tous les bâtiments hollandais qui se trouveraient chargés de marchandises françaises ou pour le compte de la France. Les Hollandais furent contraints de se soumettre à cette injustice.

Rien ne peut étonner de la part du ministre qui, en écrivant au commodore Hawke, envoyé pour dévaster les côtes de France, lui disait de forcer la place par une attaque aussi vigoureuse qu'imprévue, *de brûler, de détruire tous les vaisseaux, les bassins, les magasins, les arsenaux.*

Ainsi la guerre, telle que l'entendait Pitt, était pire que la guerre des pirates; car les pirates attaquent un vaisseau pour s'en emparer, pour s'enrichir; la prise faite, la vie est sauve. La guerre conduite par Pitt consistait à faire à son ennemi le plus de mal possible, et surtout à détruire; selon Pitt, il ne fallait pas attaquer l'ennemi qui se déclarait tel, mais celui que l'on *soupçonnait d'être ennemi!!!* La politique de Pitt, par rapport aux autres peuples, consistait donc à frapper les premiers coups, et des coups tels que les adversaires ne pussent s'en relever.

Pour l'honneur des hommes qui composaient

le ministère de 1761, Pitt fut en minorité, et il quitta le gouvernement des affaires. Je sais combien l'on a vanté le premier Pitt, l'histoire est là pour faire la part de ce ministre. C'était avec des idées semblables à celles de Pitt que les conquérants les plus terribles, les fléaux des nations dominaient et ravageaient le monde. Les Anglais ont conservé pour lord Chatham une grande vénération, et l'on ne saurait nier qu'au point de vue anglais Pitt fit de grandes choses; mais le patriotisme serait un fléau et un crime, s'il se traduisait par la ruine de tous à l'exception d'un seul. S'il faut que le monde entier souffre pour que l'Angleterre jouisse et soit prospère, l'Angleterre est alors en hostilité permanente avec tous les peuples, c'est le cancer du globe qui dévore à lui seul sa plus pure substance. Que l'Angleterre soit grande et puissante dans les limites de la justice, je le désire; mais si elle ne peut être grande et puissante que par la souffrance, la spoliation et l'abaissement des autres peuples, je prie le Ciel de borner sa puissance et sa grandeur.

Quelques littérateurs français, enthousiastes du talent oratoire de Pitt, ont présenté

ce ministre à l'admiration publique. Hogarth était plus juste en le montrant sans cesse occupé à activer les flammes qui dévoraient le monde. Il ne doit pas suffire d'avoir du talent pour mériter l'impunité et les éloges de l'histoire; les doctrines de Pitt étaient anti-sociales, antihumaines, elles étaient dignes des temps d'ignorance et de barbarie : elles se concevaient à l'époque où les Danois et les Saxons envahirent la Grande-Bretagne, elles doivent être effacées du code de tout peuple chrétien et civilisé. C'est mal apprécier les hommes que de s'abstenir de les blâmer pour des actions répréhensibles aux yeux de la morale des peuples, parce qu'ils sont écrivains ou orateurs remarquables. L'éloquence de Cicéron eût été moins admirable si elle eût été au service de toutes les injustices que le pouvoir peut commettre dans les intérêts de nation, ou dans des intérêts privés. C'est lorsqu'elle est employée contre Verrès, contre Catilina, que l'éloquence de Cicéron mérite surtout l'admiration des hommes. William Pitt répondant à Walpole qui lui faisait un reproche de sa jeunesse, n'était éloquent que parce qu'il reprochait au ministre

sa corruption trop connue. Nous retrouverons William Pitt sous le nom de lord Chatham, intrépide soutien des libertés publiques. Mais si l'on a raison de louer chez lui le respect qu'il montre pour la liberté de ses compatriotes, il est impossible de ne pas blâmer dans le même homme son peu de respect et de sympathie pour les hommes et les peuples qui n'étaient pas anglais. On a dit que William Pitt possédait au plus haut point les sentiments patriotiques : je le veux bien ; mais ces sentiments patriotiques éminemment exclusifs devenaient injustes envers les autres peuples, et constituaient des sentiments antisociaux.

En 1762, les portes de la Cité étant abattues, les citoyens portèrent leurs vues sur les voies les plus fréquentées, et ils décidèrent qu'il y aurait une ligne de communication entre Paddington et la Cité; par cette ligne, on évitait les rues encore étroites de la vieille ville, et l'on arrivait aisément jusqu'au centre de la Cité. Aucune maison ne devait être élevée, à moins que ce ne fût à 60 pieds de distance de la route. Cette grande voie de communication, qui ressemblait assez à des boulevards, prit le nom de New-

Road qu'elle conserve encore; et la distance forcée qui devait exister entre les maisons et la voie publique fut occupée par de petits jardins qui servirent à son embellissement. New-Road est encore aujourd'hui une des plus belles voies de Londres. On pourrait l'appeler la voie des jardins.

Lord Bute succéda à William Pitt; une guerre de pamphlets accueillit ce nouveau ministre. Pour y répondre, lord Bute prit à son service une foule d'écrivains qu'il paya par des pensions ou des places. Hogarth entra dans cette milice ministérielle. Le rôle des plumes guerroyantes consistait à maltraiter tous les adversaires du ministre. Dans sa caricature du *Temps*, Hogarth tourna en ridicule Pitt et lord Temple; Pitt, monté sur des échasses, avait en main un énorme soufflet à l'aide duquel il attisait les flammes qui dévoraient le globe terrestre.

Les prévisions de Pitt s'étaient cependant accomplies. Par le *pacte de famille*, l'Espagne venait soutenir la France épuisée. Le 2 janvier 1762, l'Angleterre déclara la guerre à l'Espagne. L'espoir de butin, que faisait toujours naître une guerre avec la Péninsule, disposa tous les

esprits à soutenir vigoureusement les ministres.

Ici, du moins, dans cette nouvelle lutte, tout est régulier, tout est honorable. L'Angleterre est assez puissante pour abaisser l'Espagne sans avoir recours à des guet-apens qui, quoi qu'on en puisse dire, ternissent la mémoire de lord Chatham.

La guerre est un duel entre deux nations. C'est un appel aux armes du consentement des deux parties; c'est la force qui, d'un commun accord, résout une question demeurée insoluble par le pouvoir de la raison. Mais de même que le duel a ses lois, la guerre a aussi ses lois; et si l'indignation générale poursuit celui des deux champions qui, en allant au combat, frappe son adversaire par derrière et avant qu'il ait pu se mettre en défense, la même indignation doit poursuivre à jamais le peuple qui, dans une guerre possible, se comportera comme le lâche et traître champion : c'est le devoir de tout écrivain honnête de flétrir un mauvais principe, comme une mauvaise action.

Les Anglais poursuivirent la guerre avec vigueur; ils prirent à la France : la Martinique, Sainte-Lucie, les Grenades et Saint-Vincent; non que ces colonies leur parussent d'une grande

valeur, mais comme moyen d'échange et pour obtenir d'autres avantages à la fin de la guerre. Au lieu d'attaquer les colonies espagnoles les moins importantes, l'Angleterre se décida à frapper un grand coup sur le centre même du commerce espagnol dans les Indes Occidentales. La flotte anglaise attaqua la Havane, et, après de grandes souffrances et des prodiges de valeur, elle s'empara de cette riche colonie. C'était la conquête la plus considérable et la plus riche faite par l'Angleterre depuis le commencement de la guerre. L'Espagne y perdit une flotte entière; en argent et en tabac réunis à la Havane pour le roi d'Espagne, le butin fut de près de trois millions sterling. Cette capture enrichit les soldats et les marins de l'entreprise. Peu de temps auparavant l'Espagne avait perdu le vais- *l'Hermione,* qui rapportait en Espagne des trésors pour servir aux dépenses de la guerre.

Ces pertes de la France et de l'Espagne n'étant pas compensées par quelques avantages en Allemagne et en Portugal, ces deux puissances firent de nouvelles propositions de paix; l'Angleterre victorieuse et puissante les accueillit avec d'autant plus de raison qu'elle pouvait en

dicter les termes. Mais au lieu de confier la négociation à des agents ordinaires, les deux cours nommèrent deux ambassadeurs extraordinaires. Le duc de Bedford fut envoyé à Paris, et le duc de Nivernois à Londres.

La première nuit que l'ambassadeur français passa en Angleterre, il coucha à Canterbury; la note de dépense pour cette seule nuit s'éleva à 44 livres sterling. L'ambassadeur était accompagné par son secrétaire et ses domestiques, ensemble au nombre de onze personnes. On rapporte qu'un des ministres anglais ayant eu connaissance de cette extorsion et du prix énorme de cette hospitalité, voulut faire poursuivre le maître d'hôtel. Le duc de Nivernois s'y opposa.

Peu de temps avant l'arrivée de l'ambassadeur français, on avait transporté à Londres les trésors pris sur le galion espagnol *l'Hermione*.

Le cortége, précédé de musique et de fanfares, défila devant Saint-James, et de là se rendit à la Tour. Un wagon recouvert était surmonté d'un drapeau anglais, tandis que le drapeau espagnol était sur l'arrière du wagon et au-dessous. Il y avait deux autres wagons couverts et sept

wagons découverts; en tout dix wagons. Chaque wagon était accompagné de quatre marins.

Lorsqu'on ouvrit les caisses à la Banque, plusieurs sacs que l'on avait supposé contenir de l'argent seulement, étaient pleins d'or. C'était, selon les contemporains, la plus riche prise que l'on eût jamais faite. Le dernier des marins eut pour sa part 900 liv. sterl., 22,500 fr., et l'amiral et le commodore qui s'étaient emparés des galères eurent 64,963 liv. sterl. ou 1,624,075 fr. Le capitaine du vaisseau *l'Active,* 65,053 liv. sterl. ou 1,626,325 fr.; le capitaine de la frégate *la Favorite*, 64,872 liv. sterl. ou 1,621,000 fr. Les prises anglaises étaient certainement très-belles, mais il faut se rappeler que, comme corsaires, les Français eurent aussi des avantages décidés; ainsi, pendant l'année 1761, ils avaient pris 684 vaisseaux pendant les neuf premiers mois, et 118 pendant les trois derniers mois, c'est-à-dire 802 vaisseaux dans un an. Si à ce nombre on ajoute les 2,539 capturés depuis le commencement de la guerre, cela représente 3,341 vaisseaux.

Les Français avaient perdu 130 vaisseaux de guerre, portant 5,300 canons.

Les Anglais calculaient que le produit des captures de 1761 avait pu être de 800,000 liv. sterl. ou de 20,000,000 fr. Si le commerce anglais avait perdu dans cette proportion, il en résultait qu'il avait perdu par la guerre plus de 120 millions de francs. J'examinerai plus tard ce que la guerre a produit aux Anglais. Dans tous les temps elle était profitable à ceux qui la faisaient, l'Angleterre donnant à chacun de ses soldats l'excitation qui l'anime le plus, le désir de s'enrichir.

Le butin fait à la Havane avait produit d'abord 516,185 liv. sterl. ou 12,904,625 fr., qui furent ainsi divisés,

Au commandant en chef.	86,030 l.	17 s.	ou 2,150,771 fr.
A l'amiral.	86,030	17	2,150,771
Au général Elliot.	17,206	3	430,154
Au commodore.	17,206	3	430,154
Ce qui fit pour les chefs.	206,474	0	5,161,850

Il restait 309,711 l. sterl, ou 7,742,775 fr., qui furent divisés entre les officiers, les matelots et les soldats de terre.

Les prises faites avant la déclaration de guerre avaient produit 700,000 l. st., ou 17,500,000 f.

Celles faites sur l'Espagne, étaient

Butin de la Havane.	516,185 l. ou	12,904,625 fr.
Produit de l'*Hermione*.	519,700	12,992,500
Produit des galères de Manille. . .	500,000	12,500,000
Butin des îles Philippines.	1,500,000	37,500,000
	3,035,885	75,897,125

Les prises faites sur la France étaient indépendantes des 130 vaisseaux de guerre.

Ainsi, 3,035,880 l. sterl., ou 75,897,000 de f., représentaient le butin pris par les Anglais. Les prises des corsaires français pouvaient s'élever, selon un calcul anglais, à 120 millions.

Si le butin des Anglais, favorisé par les prises espagnoles et par la séquestration des vaisseaux français sans déclaration de guerre, ne s'élevait qu'à 75 millions, auxquels il fallait ajouter 17 millions de prises sur la France, il est impossible de regarder la guerre comme éminemment favorable aux Anglais. Si l'on ajoute à cela les impôts votés pour les subsides et pour le maintien de la guerre, impôts qui s'élevaient à 330 millions, on se demande si les conquêtes de l'Angleterre furent une compensation pour ses dépenses.

A la fin de la guerre, le gouvernement an–

glais demandait à la France 1,200,000 liv. sterl. ou 30,000,000 fr. pour avoir nourri 23,000 prisonniers français. A cela, la France répondait qu'elle ne devait rien pour les prisonniers détenus contre le droit des gens. Elle eut cependant la faiblesse de payer plus tard 670,000 liv. sterl. ou 16,750,000 fr.

L'Angleterre et la France étaient en réalité fatiguées du fardeau de la guerre.

Au mois de mars 1763, la paix fut proclamée à Londres avec grande solennité; d'abord à Charing cross, à Temple-Bar à Chancery lane, à Cheapside près de Wood street, ensuite à la Bourse.

On se demande maintenant comment la guerre fut profitable à l'Angleterre. La guerre sous la reine Anne lui avait donné la clef de la Méditerranée, Gibraltar. Le traité de Paris lui donna le Canada, les Florides, les Grenades, le Sénégal, et le droit contesté de couper du bois sur la baie d'Honduras. Ce traité fut fortement blâmé par les Anglais, pour avoir rendu la plupart des possessions prises pendant la guerre. La France doit se reprocher de n'avoir pas insisté pour l'indemnité due à ses sujets faits prisonniers sans

déclaration de guerre. Dans aucun temps un pareil précédent ne doit être toléré. C'est la violation la plus flagrante des lois de la raison, de l'équité, de l'humanité. Il faut protester, toujours protester contre cet abus criminel de la force envers des neutres, car les marchands sont neutres et innocents.

Ces dépenses de la guerre entreprise pour chasser les Français du nord de l'Amérique, s'élevèrent à 105,756,639 l. sterl., ou 2,642,915,975 francs.

Telle était cependant la prospérité du commerce dont l'Angleterre avait le monopole, que cette énorme dépense fut aisément supportée, et que le ministère trouvait pour ses emprunts de l'argent à quatre pour cent. L'Angleterre se vantait avec quelque raison que, tandis que tous les autres pays souffraient des malheurs de la guerre, elle en était exempte; que son agriculture et ses manufactures étaient sans entraves, que ses exportations, ses pêcheries et son commerce étaient sans rivalité et dans une progression croissante.

Si nous examinons l'état de l'agriculture, nous trouvons qu'une plus vaste étendue de

terres fut livrée à la culture pendant la guerre, les exportations de tout genre furent augmentées d'un cinquième. A la vérité, la dette augmenta de 146,682,844 l. sterl. ou 3,667,000,000 fr.; mais comme déjà tout remboursement de capital était hors de question, les Anglais ne voyaient qu'un accroissement de 4,850,821 liv. sterl. ou 121,370,525 f., intérêt du capital placé en quelque sorte à *fonds perdu*. Tel est le gouffre sans fond que creuse pour l'Angleterre chaque guerre avec la France !

Si le gouvernement s'était endetté, il est hors de doute que les particuliers s'étaient enrichis; la marine et l'armée par les butins et les prises, les manufactures par l'exportation des produits, le commerce par le monopole, l'agriculture par des prix plus élevés.

Pendant les années 1763 et 1766, il y eut peu de banqueroutes en Angleterre : 233 la première année, et 301 pendant la seconde; à la même époque les banqueroutes étaient si fréquentes à Berlin, à Hambourg et en Hollande, que le commerce de ces villes était dans la plus grande consternation, et que leur papier avait perdu tout crédit. Pendant cette crise commer-

ciale, les Anglais aventurèrent sur le continent des marchandises en masse; leurs magasins en regorgeaient d'autant plus que la guerre avec la France avait mis des entraves à leurs exportations sur les marchés d'Europe. Les marchandises de toute espèce étaient donc entassées dans les magasins anglais; en les vendant à crédit, les négociants exposaient peu, et espéraient beaucoup de retour. La Banque d'Angleterre s'associa à cette habile opération des marchands de la Cité, en escomptant leurs billets pour des sommes considérables.

On comprend en effet que la Hollande, gênée dans son commerce, que le Hanovre, Hambourg, Berlin, qui avaient plus ou moins souffert de la guerre, présentaient de grands débouchés aux marchandises anglaises. Les Anglais savaient de longue main que les pays désolés par la guerre ne pouvaient payer aisément; c'était donc une nécessité de faire crédit à ces étrangers qui n'avaient besoin que de la paix pour faire face à leurs engagements. Enfin, en livrant leurs marchandises renchéries par le monopole, bien qu'ils les eussent eues à vil prix, les Anglais les vendaient à un taux plus élevé qu'avant la guerre,

et il était à présumer que, lorsque le commerce de ces villes aurait repris les mers, il se procurerait directement les marchandises qu'il était d'abord obligé de prendre des Anglais; tout prouve donc l'opportunité du crédit que firent les Anglais au commerce du continent, et la justesse de leur spéculation.

Avant la guerre, les Anglais importaient :

Pour.	12,699,081 l. st. ou	299,476,975 fr.
Après la guerre pour. . .	14,694,970	367,372,250

Avant la guerre ils exportaient :

Pour.	14,873,191	371,629,775
Après la guerre.	16,202,379	405,363,675

Ainsi, la guerre donnait le monopole du commerce aux Anglais, remplissait leurs magasins de produits exotiques, et lorsque la guerre cessait, le continent était obligé d'acheter des Anglais seuls les marchandises et les produits des deux mondes. Si les Anglais n'eussent pas vendu à crédit aux villes épuisées du continent, leurs marchandises se seraient détériorées dans leurs magasins; en vendant à crédit et plus cher aux États qui avaient souffert de la guerre, la disette même de ces États était une cause de richesse pour les Anglais.

Il semble au premier abord que la faculté de vendre et d'acheter appartenant à tous, il est aisé de faire concurrence à l'Angleterre et de spéculer comme elle. Cela est vrai dans les temps ordinaires, mais non pendant la guerre. La Hollande pouvait-elle, par exemple, vendre les denrées coloniales qu'elle ne pouvait se procurer? Troublée à chaque instant dans son commerce par l'accusation d'alimenter les marchés neutres, elle se voyait réduite à faire le commerce pour elle seule. Lorsqu'elle avait acheté, elle n'était pas sûre de voir sa cargaison arriver dans un port hollandais. — L'Angleterre ne veut pas admettre la liberté des neutres, je le conçois; c'est le commerce qui donne à l'Angleterre l'or qui paye les subsides, il faut donc tuer le commerce des autres nations, pour s'en réserver les profits. L'Angleterre interprète la question des neutres, non pas sous le point de vue des principes, mais sous celui de ses intérêts. Si l'Angleterre était la Hollande, elle raisonnerait sans doute comme la Hollande. Le lion anglais raisonne comme le lion de la fable. Il doit avoir la première part, parce qu'il s'appelle lion, la seconde parce qu'il est roi, la troisième parce qu'il est le plus fort,

et malheur à qui touche à la quatrième. On a beau se débattre contre ces prétentions, les Anglais les regardent comme des droits, et leur existence comme puissance de premier ordre est attachée au maintien de ces droits. Le jour où l'Angleterre permettra à une nation quelconque de lui disputer le *monopole* du commerce, ce jour-là elle perdra sa plus grande bataille, et sa puissance sera ébranlée jusque dans ses fondements.

En effet, il est impossible de ne pas reconnaître que l'Angleterre fait la guerre à l'aide des soldats étrangers qu'elle paye, plutôt qu'avec ses propres soldats. Or, les soldats de l'Europe entière étant à sa solde par ses subsides, il faut, pour y suffire, qu'elle prenne de toutes parts. Les galions espagnols et les mines du Pérou ne sont pas inépuisables; le commerce est la seule mine qui ne s'épuise jamais, et les Anglais ont parfaitement compris que tant qu'ils auraient le monopole de cette mine, ils auraient aussi la plus grande prépondérance dans les affaires du monde. Prendre d'une main pour donner de l'autre, dépouiller des faibles pour solder des forts, telle fut toujours sa maxime. Pitt, comme Marlborough, fit la guerre avec de l'or, plus encore

qu'avec des soldats. Fermer la mine où l'Angleterre puise sa plus grande force, c'est mettre son existence en danger. L'Angleterre s'ensevelirait donc sous les débris du monde, plutôt que de renoncer à ses prétentions sur les mers, prétentions qui cachent en réalité le monopole du commerce des deux hémisphères et le secret de sa puissance.

L'Angleterre avait cependant tout lieu d'être satisfaite; tandis que la France n'avait jamais vu ses rois souscrire à un traité si humiliant; mais comme les pays sacrifiés étaient loin de la mère patrie, on ressentit moins, dit l'auteur de *l'Histoire maritime de France*, la honte et la ruine qui en découlaient, ou du moins on s'en donnait l'air. La cour, où régnait une courtisane, fit publier que ce n'était qu'une centaine de mille Français qui passaient sous le joug de l'Angleterre; mais elle n'eut garde de publier que ces cent mille Français étaient du plus généreux sang de la nation. La Louisiane, que l'on cédait à l'Espagne, n'était, au dire de cette cour, qu'une contrée stérile et onéreuse. La lâcheté trouva toujours des motifs de consolation en elle-même. Quoi qu'il en soit, *la Nouvelle-France* fut effacée

de la carte du monde, et pour qu'il ne manquât rien à la honte qu'infligeait au pays ce traité de 1763, ce fut alors que l'on érigea dans Paris une statue triomphale à Louis XV sur la place qui a été longtemps flétrie de ce nom, et que le sang d'un roi devait purifier plus tard.

L'on voit, d'après ce qui précède, que la tendance la plus remarquable du gouvernement anglais, et celle qui sans doute lui donne le plus de force, consiste à enrichir le commerce. Tout semble fait en Angleterre dans les vues de prospérité commerciale, et afin d'enrichir les sujets de la couronne britannique; aussi, il n'y a pas de pays au monde où il y ait de plus riches citoyens, et où l'on puisse payer des taxes aussi élevées. En Angleterre, les individus sont riches, le gouvernement est pauvre; mais dans un moment de besoin, le gouvernement peut compter sur les sacrifices de ces mêmes hommes qu'il a enrichis. Toutefois, les guerres de l'Angleterre avec la France eurent toujours pour résultat d'épuiser la première. Aussi, à la paix de 1763, paix qui fut si glorieuse pour l'Angleterre, on ne put dégrever le pays de la taxe de guerre qui lui avait été imposée. Ce fut ce motif qui fit

naître la pensée d'imposer aux colonies une partie des charges de la mère-patrie, dans un moment où celle-ci venait de faire de grands sacrifices pour les protéger en apparence, mais en réalité pour chasser les Français du Canada. Singulier enchaînement des événements ! La taxe que l'on voulut imposer aux Américains, pour se défrayer des dépenses faites en les défendant, fut une des causes de leur révolte ; et l'amertume qu'éprouvèrent les Français par le traité de Paris devait les disposer à soutenir toute colonie qui s'insurgerait contre l'Angleterre. Nous verrons bientôt ces deux germes se développer. Le refus de se soumettre à une taxe imposée par la mère patrie amènera les Américains à l'indépendance ; le besoin d'effacer la honte du traité de Paris portera les Français à les soutenir ; c'est ainsi que rien n'est isolé dans l'histoire.

La guerre servit à l'agrandissement de Londres par la nécessité de construire d'immenses magasins, la paix lui servit encore, en ce que les capitaux avaient besoin d'emploi.

Le traité de 1763 donna à l'Angleterre le *Canada*, la *Louisiane* et les *Florides* sur le continent

américain, les *Grenades, Tabago, Saint-Vincent, Saint-Dominique* dans les Indes Occidentales, et le *Sénégal*, en Afrique, lui ouvrit de nouveaux débouchés.

En cessant de faire la guerre, les Anglais ne cessèrent pas de faire le commerce; au contraire, ils l'accrurent; les vaisseaux et les marins, n'étant plus employés à la guerre et à la piraterie, se jetèrent dans la marine marchande. La métropole s'en ressentit, elle eut alors une grande extension; les bords de la Tamise surtout acquirent plus de valeur. Les misérables cabanes de Wapping, des Minories, furent remplacées par des constructions en briques et servirent de magasins de dépôt aux produits de ces nouvelles conquêtes.

L'accroissement de Londres pendant le dix-huitième siècle fut continuel. Si l'on suit avec attention ce développement presque magique, on est tenté de croire que rien n'est venu troubler ce peuple de maçons et d'ouvriers constamment occupés à l'agrandissement de leur ville. On dirait une immense ruche dans laquelle un innombrable essaim s'est livré pendant des siècles à un travail sans relâche. Il n'en

est pas ainsi. Les événements physiques et sociaux qui marquent les différentes phases de la puissance britannique ont toujours retenti dans Londres, et, de même que dans l'économie humaine tout ce qui se passe dans une partie du corps a son retentissement dans le cerveau, de même tout ce qui se passe dans l'empire britannique a son retentissement dans la métropole. Londres est en effet la tête, la partie pensante et sentante de l'Angleterre. C'est à Londres qu'il faut chercher les traces continues du progrès. C'est surtout dans les grandes villes que le passé laisse des traces et des souvenirs ; à leur aide, on peut suivre pas à pas les différents événements de l'existence physique et sociale d'un peuple. Tous les écrivains qui se sont occupés de Londres ont remarqué que, pendant la guerre, les constructions se ralentissaient, mais qu'au retour de la paix il y avait un redoublement d'activité de la part des entrepreneurs.

Les Londoniens jouissaient des avantages que la dernière guerre leur avait procurés, lorsqu'ils furent jetés dans une grande agitation politique par l'abus que l'on fit alors du *general warrant*,

espèce de lettre de cachet qui menaçait la liberté individuelle d'une ruine complète.

Lord Bute était alors ministre. Ce courtisan dut son élévation à une tragédie de Rowe, intitulée *la Belle Pénitente*. La duchesse de Queensbury donnait chez elle des représentations dramatiques ; le rôle de Lothario, le plus marquant de la pièce, échut à lord Bute. Son air noble, sa taille élégante et ses belles manières lui donnaient de grands avantages pour jouer le rôle de séducteur. Dans ce rôle il plut au prince de Galles, qui en fit d'abord son ami et plus tard son ministre. Bute était tory, et il fit la paix avec la France. Son administration fut signalée par de violentes cabales malgré tous les avantages que l'Angleterre pouvait retirer de cette paix. Lord Bute était à peine entré au ministère qu'une guerre de pamphlets s'était déclarée et se faisait avec une acrimonie irritante pour les deux partis, celui du ministère et celui de l'opposition. Les partisans de lord Bute publièrentle *Briton*. Smollett, l'auteur de l'*Histoire d'Angleterre*, était le principal écrivain de ce recueil. Wilkes, qui avait été l'ami de Smollett, écrivit le *North-Briton*. La politique séparait alors ceux que l'amitié liait au-

paravant. Le journal le *North-Briton* se distinguait parmi les adversaires du ministère. Un *warrant general*, en d'autres termes, un mandat d'arrestation en blanc, dans lequel les noms des individus n'étaient pas désignés, fut lancé contre les auteurs, les éditeurs, les imprimeurs du *North-Briton*. Cette manière large d'appliquer la loi n'était pas dans les mœurs anglaises; il semblait que le gouvernement prît à tâche de justifier les accusations de l'opposition. Wilkes fut emprisonné, mis au secret, sans encre, plume ou papier; mais, comme membre du Parlement, il fut bientôt mis en liberté. Les arrestations faites par le *general warrant* furent déclarées illégales, et les individus arrêtés réclamèrent des compensations pour avoir été privés de leur liberté. Le peuple prit parti pour Wilkes et ses partisans. Le gouvernement fit alors condamner le journal *North-Briton*, et, ayant réussi à frapper Wilkes dans cette feuille, il poussa ses succès jusqu'à le faire exclure du Parlement. Wilkes, cédant à l'orage, crut alors prudent de se retirer en France pendant quelque temps.

Ce fut à l'époque de cette lutte entre le gouvernement et Wilkes que ce dernier fut caricaturé

par Hogarth. Wilkes était affecté de strabisme, le caricaturiste ne manqua pas d'exagérer cette difformité. Churchill, écrivain collaborateur de Wilkes, fut également caricaturé sous la forme d'un ours. On regrette qu'un talent aussi distingué que celui de Hogarth se soit mis au service des vengeances d'un ministre, et qu'il ait ainsi donné de tristes preuves de la servilité de son caractère et de son esprit. Ces caricatures lui font d'autant moins d'honneur, que Wilkes et Churchill étaient ses amis avant que lui, Hogarth, se fût enrôlé sous la bannière des ministres. On voit avec peine qu'un grand peintre ait laissé à la postérité des preuves de ses passions privées, et l'on regrette que l'auteur de la *Beauté* n'ait pas compris qu'il y avait des actes si petits dans la vie des hommes, qu'ils ne méritaient pas l'honneur d'une illustration.

Hogarth est un des peintres dont les Anglais sont fiers. Son talent comme caricaturiste fut révélé par le besoin et le hasard. Tourmenté pour vingt schellings, par la femme chez laquelle il logeait, il fit d'elle une caricature piquante; cette caricature ne le retira pas de son obscurité, mais elle lui révéla la tendance de son ta-

lent. Obligé de peindre des enseignes pour vivre, Hogarth passa plusieurs années de sa vie à lutter contre le besoin. Peu de temps après son mariage, Hogarth, s'étant lié avec le directeur du Vauxhall, y peignit les quatre parties du jour. — Atteignant enfin un peu d'aisance, Hogarth se livra à la représentation morale des actions de la vie, et dépeignit dans des tableaux, quelquefois transparents, celles des célébrités du jour.

The Harlot's Progress, ou *la Vie d'une Fille publique*, conduite par toutes les vicissitudes des événements, du coche de Yorkshire dans une auberge de Londres, d'un hôtel superbe dans un galetas, d'un lieu de débauche dans une maison de correction, enfin, de l'hôpital au cercueil, eut un succès extraordinaire. — La ressemblance frappante d'un magistrat en fonctions mit cette série de tableaux en vogue. Désormais, Hogarth fut connu comme peintre de mœurs : *la Vie du Libertin, les Buveurs, le Mariage à la mode, le Mariage heureux, les Scènes de cruauté, la Pitié*, et nombre d'autres productions, placèrent Hogarth au rang des moralistes. *Moïse sauvé des eaux et conduit devant la fille de Pharaon*, prouva qu'Hogarth pouvait mieux

faire que des caricatures. On ne parle pas assez d'une belle et large composition du *Samaritain*, peint par Hogarth dans l'hôpital de Saint-Barthélemy. *La fin de toutes choses en ce temps*, est la dernière composition de ce peintre et celle où il représente Pitt monté sur des échasses, et, à l'aide de grands soufflets, s'efforçant d'attiser les flammes qui dévorent le globe.

L'ouvrage d'Hogarth sur la *Beauté* montre plutôt ce qui n'est pas elle que ce qu'elle est en effet. Il semble qu'Hogarth était plus propre à démontrer la difformité et la laideur, qu'il n'était propre à peindre la beauté. Aussi a-t-il plutôt réussi dans les peintures grotesques que dans les sujets gracieux et réguliers. La maison habitée par Hogarth, dans Leicester-Square, a été transformée en hôtel.

Pendant que les débats du *warrant* occupaient tous les esprits, M. de La Condamine visita Londres; il logea dans Suffolk street, chez une modiste. Après huit jours de séjour à Londres, un soir, en rentrant chez lui, il s'aperçut qu'il était suivi par deux hommes misérablement vêtus et armés d'un bâton. Ces deux hommes, se disant officiers de paix et chargés d'un *warrant*, entrèrent

avec lui dans sa maison et dans son appartement, et par des gestes lui ordonnèrent de les suivre. Ce jour-là même M. de La Condamine avait été présenté à la cour. Que l'on juge de sa surprise de se voir saisi la nuit dans son domicile par deux *officiers* dont il n'entendait pas la langue et qui lui ordonnaient de le suivre! Heureusement la réflexion vint à son aide, il pensa qu'en Angleterre de même qu'en France on n'arrête pas pendant la nuit, et il crut comprendre que ces deux hommes, d'accord avec la maîtresse de maison, voulaient l'intimider. Il déclara qu'il ne quitterait pas son appartement, et qu'il allait écrire immédiatement au ministre de France. Les deux fripons ne voulaient pas d'abord le laisser écrire; mais, prévoyant que cette scène ne pourrait durer longtemps sans être découverte, un des deux prétendus officiers de police offrit de porter lui-même la lettre de M. de La Condamine à l'ambassadeur, à condition qu'il lui donnerait deux schellings. M. de La Condamine donna les deux schellings et ne revit jamais les prétendus officiers, qui se gardèrent bien de porter la lettre à son adresse. Ce petit incident donna beaucoup d'ennuis à M. de La Condamine. Ces tracasseries ne

sont pas rares dans les grandes villes, et il suffit généralement du bon sens et d'un peu de fermeté pour s'en débarrasser. Dans les pays chauds, les voyageurs sont exposés aux importunités des mosquitos; dans les grandes villes, les étrangers sont exposés à des mosquitos qui n'en veulent qu'à leur bourse. M. de La Condamine semblait ne pouvoir se remettre de ce qu'il appelait un attentat à sa liberté, et il en fut assez affecté pour faire une adresse à la nation anglaise, adresse dans laquelle il disait qu'il avait beaucoup voyagé, qu'il avait visité Alger, Tunis, Tripoli, qu'il avait parcouru l'Egypte, la Barbarie, la Palestine, la Syrie, la Caramanie, les bords de la mer Noire, qu'il avait fait mille lieues en Amérique, au milieu des sauvages, et que nulle part il n'avait éprouvé un si mauvais traitement qu'à Londres; qu'il avait consulté des hommes de loi pour savoir ce qu'il avait à faire, et que tous lui avaient répondu qu'il n'y avait aucune satisfaction à attendre. Le chagrin de M. de La Condamine dans cette circonstance montre combien, dans un pays étranger, on sent vivement l'injustice. Des milliers d'individus à Londres, à Paris, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, dans toutes les grandes capi-

tales, sont journellement sujets à ces piqûres des *mosquitos* de la civilisation. Mais s'il n'est pas possible de se délivrer de l'importunité des mosquitos des pays chauds, un pays réellement civilisé devrait délivrer les citoyens et les étrangers de cette foule de petits voleurs qui infestent les grandes villes et qui accusent l'incurie de la police et l'indifférence des magistrats. Aujourd'hui comme alors, l'embarras d'un étranger est extrême; s'il n'est pas assez heureux pour que ceux qui l'assaillent ou le volent soient pris en flagrant délit, il trouve une foule d'obstacles à obtenir justice. Ainsi il ne peut obtenir un *warrant* qu'en donnant le nom de baptême, le nom de famille et le domicile réel du délinquant; or, comment un étranger peut-il connaître le nom et l'adresse de celui qui l'attaque dans la rue? Quelle que soit la manière dont on envisage le guet-apens dont M. de La Condamine fut victime, on ne peut s'empêcher de blâmer les magistrats et les citoyens d'avoir empêché M. de La Condamine de faire redresser le tort qu'il avait éprouvé. Plus M. de La Condamine avait une haute idée des Anglais, plus il devait être frappé de ce déni de justice. Si un pays civilisé doit protection à ses

nationaux, il la doit plus active, plus délicate aux étrangers, qui ne s'aventurent dans un pays que sur l'opinion favorable qu'ils en ont. Le déni de justice envers M. de La Condamine fait peu d'honneur à la police de cette époque. Les Anglais traitèrent de puérilité l'adresse de M. de La Condamine : eh bien! je regarde l'insouciance des magistrats pour le grief de cet étranger célèbre comme une prime d'encouragement pour duper les étrangers. Je dois le dire, la tradition des petits voleurs envers les étrangers ne s'est pas perdue, et il y a certainement peu d'individus visitant Londres qui ne payent un tribut à ces fâcheux mosquitos de la civilisation.

L'usage que l'on avait fait d'un *general warrant* contre Wilkes, avait donné l'idée à ces deux fripons d'en profiter contre un étranger. Il est rare qu'il ne se trouve pas dans les grandes villes des individus prêts à tirer parti de toutes les idées dominantes. Le *general warrant* était en effet l'objet de toutes les conversations. Les officiers chargés d'arrêter Wilkes s'étaient présentés pendant la nuit, mais sur la protestation de Wilkes, ils s'étaient retirés. A cette question du *general warrant* se rattachait la liberté

individuelle, la liberté surtout des hommes qui composent les classes moyennes et inférieures. Comme membre du Parlement, Wilkes ne pouvait être privé longtemps de sa liberté; mais dans cette circonstance, Wilkes représentait le principe de cette liberté, il souffrait pour ce principe. S'il s'était soumis à cette arrestation arbitraire du ministre, et à toutes les circonstances qui l'avaient accompagnée, c'en était fait de la liberté individuelle; ce précédent aurait pesé dans l'avenir d'un poids immense. Quelle que fût l'opinion des ministres à cette époque, on ne peut méconnaître que Wilkes était dans le vrai et dans le juste, en résistant à un *general warrant*. Les papiers de Wilkes avaient été saisis, Wilkes les réclama en vain; ils furent retenus par les ministres pour être employés contre lui. Mesure très-dangereuse pour la liberté individuelle; car quel usage ne peut-on pas faire de papiers avant qu'ils soient entre les mains d'un juge impartial! Des écrits privés et qui n'ont jamais été livrés au public sont aussi sacrés que la pensée elle-même, et si l'on s'élèverait avec indignation contre un magistrat qui fouillerait dans le cerveau d'un ac-

cusé pour en extraire la pensée, on doit s'élever avec une égale indignation contre toute mesure qui tend à forcer l'homme à s'accuser lui-même. Avec ses papiers et ses écrits, on pourra obtenir l'accusation et la culpabilité de l'homme le plus innocent; et si un magistrat a pu dire qu'avec deux lignes on peut faire pendre un homme, que ne peut-on pas extraire d'écrits politiques qui peuvent aisément se prêter à tout, quand ces écrits appartiennent à des individus opposés à un ministère! La saisie des papiers de Wilkes ne mit pas seulement au jour ses opinions politiques, mais fit connaître toutes ses affaires privées, et nuisit sensiblement à son caractère et à sa position.

Cependant, lord Temple ne voulut point laisser passer impunie la violation flagrante de la loi par les warrants généraux, et il intenta des actions contre les messagers du roi, les secrétaires, les sous-secrétaires et le procureur de la trésorerie. L'illégalité de ces warrants fut prononcée, et les agents du ministère furent obligés de payer des dommages aux individus illégalement arrêtés. Le résultat de cette affaire fut d'établir définitivement la doctrine de l'illégalité des

mandats généraux, doctrine qui devrait être écrite en *lettres d'or* dans la salle d'audience de tous les magistrats. En admettant que la société a le droit de réprimer les délits ou les crimes spécifiés par les lois, il faut admettre aussi qu'il est de toute justice que l'individu *illégalement* arrêté, déposé dans une prison, et par conséquent injustement puni, a droit à un dédommagement. Ce serait véritablement trop commode pour des magistrats que de renvoyer un individu qui a souffert, en lui faisant l'excuse banale de s'être trompé. Tout dommage mérite compensation, et si un individu quelconque amené devant un magistrat est sommairement condamné à payer une compensation pour un dommage constaté, d'après quel principe un magistrat pourrait-il causer un dommage aussi grand que celui de la privation de la liberté, sans être obligé à le réparer, surtout lorsque l'arrestation n'est pas justifiée? Peut-être, à cause de l'imperfection humaine, le magistrat se trouverait trop souvent obligé à compensation : dans ce cas, la société, au nom de laquelle le magistrat agit, doit la supporter. On ne saurait prendre assez de précautions pour

protéger la liberté du citoyen, et le pays où la liberté individuelle est le plus protégée est certainement celui où la dignité humaine est plus élevée. Le plus humble sujet comme le plus puissant ont besoin de liberté, quoique à des degrés différents. L'artisan en a besoin surtout, parce que le travail est sa fortune, et qu'il ne saurait transporter ses ateliers dans une prison.

Le *North-Briton* fut condamné à être brûlé par la main du bourreau; le jour fixé pour l'exécution de ce jugement, une foule considérable s'assembla à la Bourse, et le bourreau, les constables et les autres officiers furent couverts de boue par la populace. Retirés des flammes malgré les efforts du shérif et des constables obligés de s'éloigner, les débris de ce journal furent conservés comme des reliques.

Un instinct particulier passionne quelquefois le peuple pour des questions qu'il comprend à peine. Le *general warrant* était une vraie lettre de cachet; le peuple le sentait plus qu'il ne le comprenait; de là venait le parti qu'il avait pris de soutenir Wilkes. Il arriva avec les papiers de Wilkes ce qui arrive presque toujours quand

un pouvoir menacé tient en ses mains des moyens de vengeance. Les secrets privés de Wilkes furent divulgués, et, n'ayant pu abattre Wilkes par des mesures légales, on dévoila ses faiblesses, on finit par influencer assez le peuple pour le rendre indifférent à son sort.

Wilkes était loin de mériter en tout la faveur populaire. Inquiet et remuant, il était un de ces membres d'opposition qui font grand bruit pour se faire craindre et se faire acheter plus cher. Il avait demandé une ambassade à Constantinople, il ne l'obtint point. Il avait demandé le gouvernement du Canada, il ne fut pas plus heureux. Alors Wilkes ne garda plus de bornes contre Lord Bute. Le *North-Briton* fit naître le mandat général lancé contre lui. Ce *general warrant* aurait été exécuté sans bruit pour tout autre individu. Mais Wilkes était membre du Parlement et il avait besoin de bruit; l'occasion était trop belle pour ne pas la saisir. Aussi le *general warrant* fut un instrument de popularité pour Wilkes. Ce ne fut pas même lui qui fit poursuivre les agents qui avaient exécuté le mandat des ministres; mais sa résistance fut utile, et si l'on est peu disposé à admirer le caractère de ce déma-

gogue, on doit lui savoir gré d'avoir été la cause qui fit consacrer la doctrine de la liberté individuelle contre les mandats généraux d'un ministre ou d'un magistrat. Il faut prendre le bien de quelque part qu'il vienne, et proclamer sur les toits, que la liberté du citoyen doit être le premier bienfait d'une législation protectrice et éclairée.

Wilkes avait abusé des personnalités dans son journal; un membre du Parlement lui en demanda raison. Wilkes reçut une blessure grave dans l'abdomen, et fut soigné par le docteur Heberden, alors en grande réputation.

Je ne saurais citer le nom du docteur Heberden sans faire connaître davantage ce savant modeste.

Heberden exerça la médecine à Londres avec distinction. Le premier Mémoire qu'il publia était écrit sur les eaux des pompes de Londres et sur les moyens de se procurer de l'eau plus pure que celle de ces pompes. Selon Heberden, presque toutes les eaux des pompes de Londres sont séléniteuses, et contiennent beaucoup de sels calcaires. Quoi qu'on fasse, on peut difficilement employer ces eaux avec avantage pour la santé

ou pour les besoins de l'industrie. Ces eaux sont dures, et leur usage doit causer des engorgements et des maladies de peau. — Dans son Mémoire, Heberden entre dans de grands détails pour purifier l'eau ; ces détails sont aujourd'hui devenus inutiles par l'usage des filtres et par l'emploi de l'eau des rivières. Ses observations avaient alors de la valeur, et elles durent contribuer aux divers établissements hydrauliques qui ne tardèrent pas à s'établir sur les bords de la Tamise.

Heberden a laissé un ouvrage fort remarquable, intitulé *Commentaires sur l'histoire et la cure des maladies*. Cet ouvrage contient les résultats d'une pratique de près de soixante ans. On a fait la remarque que plus un médecin acquiert d'expérience dans sa profession, et plus ses opinions se rapprochent de celles de Heberden.

Le plus grand bienfait que l'on puisse attendre aujourd'hui des médecins est moins la nouveauté que la vérité. Il y a bien plus de sécurité pour le malade à se trouver dans les mains d'un médecin qui emploie les moyens dont il connaît les effets, que dans les mains d'un savant expérimentateur allant à la recherche de l'inconnu.

Que de nouveautés la médecine n'a-t-elle pas présentées depuis des siècles, et qu'il reste peu de métal précieux de cette gangue impure! Le mérite d'un médecin éclairé et d'un sens droit, est de choisir ce qui est vrai et de le séparer de ce qui est douteux. Heberden fut un de ces médecins éclectiques; n'ayant aucune doctrine favorite à maintenir, aucun préjugé à satisfaire, il n'eut d'autre ambition que de rapporter avec fidélité ce qu'il avait vu et ce qu'il avait fait. On trouve dans les pages de Heberden un récit scrupuleux des symptômes des maladies, et des effets des remèdes, tels qu'ils se présentèrent à son intelligence calme et exercée, pendant une des plus longues carrières dans la pratique de l'art médical. — Il est à regretter que cet ouvrage ne soit pas traduit en français.

Wilkes ne tarda pas à guérir par les soins du docteur Heberden, et, pour se soustraire aux tracasseries du pouvoir, il se retira en France.

(1764.) Malgré les recommandations et les ordonnances municipales, les incendies étaient encore fréquents, les maisons mal bâties s'affaissaient quelquefois sur elles-mêmes. On sentit le besoin d'améliorer cet état de choses, et le bill de

George III s'occupa de régler tout ce qui avait rapport aux constructions. Le nombre de briques pour les fondements, les murailles des divers étages, la grosseur et la longueur des poutres, les devoirs des voisins au sujet des murs mitoyens, et ceux des ouvriers qui travaillaient aux nouvelles constructions ou qui étaient chargés d'abattre les vieilles, tous ces éléments indispensables dans l'intérêt de la ville furent soumis à des règlements renfermés dans un acte présenté et passé au Parlement. A dater de ce moment les constructions furent plus solides, les maisons plus grandes, et Londres s'embellit désormais à l'aide des constructions nouvelles qui s'élevaient de toutes parts ; l'initiative en fut au Parlement.

CHAPITRE IX.

Étrangers à Londres. — Émeutes des ouvriers en soie. — Indication du nom des rues. — Égouts. — J.-J. Rousseau à Londres. — Lettres du roi de Prusse. — Ses souffrances morales. — Son départ. — Horace Walpole. — Hume. — Le chevalier d'Éon. — Dangers des sépultures dans les églises. — Mortalité des enfants à Londres. — Nouvelles taxes. — Calamité du froid pour les pauvres. — Richesses de l'Inde. — Misère des classes pauvres. — Élections tumultueuses. — Abus de la prérogative royale. — Pierre le Sauvage. — Enquête sur les actes des agents de la Compagnie des Indes. — Lord Clive. — Famine. — Sterne. — Entrée de Fox au Parlement. — Erreurs populaires. — *Presse des marins*. — Le lord-maire Crosby. — Statistique du docteur Price. — Prix de l'adultère en Angleterre. — Les iles Caraïbes. — Adam Smith. — Prélude de la guerre de l'Angleterre avec ses colonies du nord de l'Amérique. — Révolte de Boston. — Effet produit à Londres.

On a dit avec raison qu'une grande ville était souvent un désert. Cela est vrai pour un étranger. Les grandes villes connaissent peu et pratiquent mal les saintes lois de l'hospitalité. Jamais un homme ne se sent plus isolé que lorsqu'il est entouré par une foule de gens qu'il ne connaît pas et dont il ne parle pas la langue.

Pendant les guerres de la reine Anne, les habitants du Palatinat trouvèrent un asile en Angleterre : la tradition a conservé le souvenir de

la manière dont ils avaient été accueillis. Huit cents Allemands de la Franconie, de la Souabe, attirés par le désir d'améliorer leur sort, furent débarqués au port de Londres; celui qui les avait engagés à s'expatrier et à venir chercher fortune en Angleterre, disparut dès qu'ils furent déposés sur le rivage. Ces malheureux étrangers abandonnés à eux-mêmes, ignorant la langue du pays, ne sachant à qui s'adresser, restèrent deux jours et deux nuits sans provisions, sans pain et en plein air, près du lieu où ils étaient débarqués. Dans toute autre ville que Londres, huit cents étrangers arrivant à la fois auraient été un sujet de conversation et auraient attiré l'attention publique. A Londres, soit à cause de l'étendue de la ville, soit à cause de la préoccupation des individus qui, adonnés à leurs affaires, sont indifférents à celles d'autrui, ces étrangers, malgré leur nombre, restèrent inaperçus, dans ce sens que personne ne s'occupa d'eux. Plusieurs de ces malheureux périrent d'inanition. Le troisième jour, un garçon boulanger, passant près de cette foule pour aller servir les pratiques de son maître, apprit que ces gens mouraient de faim. Il leur livra sans hésiter le contenu de ses paniers

sur lesquels ils se jetèrent avec avidité. Enfin un ministre allemand eut connaissance de cette détresse, il s'empressa de la faire connaître au public. Son appel fait à la charité anglaise fut entendu, et pendant cinq mois ces malheureux Allemands furent entretenus par des souscriptions; presque tous furent ensuite embarqués et envoyés dans la Caroline.

J'ai déjà parlé du peu de sympathie que les Anglais éprouvent pour les étrangers. Ce sentiment hostile s'est manifesté souvent. Quelques auteurs l'ont fait remonter à l'époque de la conquête normande, lorsque Guillaume déposséda les Anglo-Saxons, comme ceux-ci avaient dépossédé les Bretons. Ce sentiment aurait eu le temps de s'user et de s'éteindre, si presque toutes les industries n'avaient été importées par des étrangers en Angleterre. Sous Henri VIII, il n'y avait pas moins de quinze mille Flamands à Londres; tous faisaient le commerce au détriment des Anglais. Les premières pendules faites à Londres furent l'œuvre d'un Hollandais; ce furent des Vénitiens qui établirent la manufacture de verre; les Flamands et les protestants français donnèrent une immense impulsion aux manufactures

de soie. Je pourrais faire une longue énumération de ce que les Anglais doivent aux étrangers, et montrer ainsi l'injustice de leur antipathie ; mais ce sentiment peu honorable n'est pas l'effet de la raison, il naît des préjugés de l'éducation et de l'orgueil national exalté à l'excès dans des vues politiques ; c'est encore le résultat de quelques lois qui supposent, comme le dit Blackstone, la dégradation de l'étranger, et qui violent à son égard les principes de la justice.

Quoi qu'il en soit, les bienfaits que l'on répandit sur ces étrangers, tandis que la classe ouvrière souffrait, ne furent pas sans influence sur l'esprit des ouvriers en soie de Spitalfields. Ils se rassemblèrent en grand nombre, et, précédés d'un drapeau noir, suivis de leurs femmes et de leurs enfants, ils se rendirent au palais de Saint-James. Le roi était à Richmond, la foule s'y rendit : les chambellans de service leur répondirent que le roi ferait tout ce qui dépendait de lui pour alléger leurs souffrances. La multitude se sépara, pour se rassembler de nouveau quelques jours après au nombre de trente mille. Les ouvriers se plaignaient surtout de la concurrence qu'ils éprouvaient par l'introduction des soieries fran-

çaises.—On promit d'imposer des droits à ces importations ; mais les ouvriers ne se séparèrent que devant la force armée et après que le *riot act* eut été lu. Avant de se séparer, ils commirent plusieurs dégâts dans Bloomsbury-Square.

A cette même époque, Londres était un vaste labyrinthe ; les rues étaient connues par la fréquentation journalière des habitants ; pour les étrangers, la plupart de ces rues étaient introuvables. Elles avaient un nom, mais ce nom n'était écrit ni à leur entrée ni à leur sortie ; ce fut certes une sage pensée qui porta les habitants de Londres à inscrire à l'entrée de chaque rue le nom qu'elle devait porter. Dès ce moment les Londoniens et les étrangers eurent un fil pour se conduire dans ce vaste ambage de maisons de briques. Dans les adresses on indiqua le numéro de la maison, le nom de la rue, la place ou la rue principale près de laquelle se trouvait cette rue. Ainsi on ne cherche désormais une rue qu'auprès du square ou du quartier principal indiqué en second lieu. Cette seconde indication est d'autant plus importante qu'il y a à Londres beaucoup de rues portant le même nom, et l'on peut se trouver dans le cas de chercher une

adresse pendant plusieurs jours, si l'on n'a pas le nom du quartier principal auquel elle appartient. Le baptême des rues amena le baptême des maisons : la noblesse mit alors en vogue l'usage d'inscrire le nom du propriétaire d'une maison sur des plaques de cuivre fixées sur les portes d'entrée. Cet usage, éminemment utile dans une grande ville, devint bientôt général.

(1765.) L'une des constructions que l'on a le plus admirées dans Rome ancienne, et qui a résisté à la faux destructive du temps, est celle qui contribuait le plus à la salubrité de la ville éternelle. Les Romains suspendirent Rome sur des arches, et ils étaient si convaincus de la nécessité d'offrir une issue aux impuretés des villes, qu'ils établirent dans toutes leurs colonies des aqueducs et des cloaques. Ils avaient soin de choisir aussi une situation déclive arrosée par des eaux courantes, afin qu'elles entraînassent dans leur cours les immondices résultant toujours d'une vaste agglomération d'hommes. Ainsi Londres, sous les Romains, était bâti sur le versant d'une colline, et un ruisseau le traversait avant de se jeter dans la Tamise. Sans aucun doute, Londres eut des égouts sous les Romains, comme il eut des

fontaines, des bains et des routes pavées. Il est donc permis de croire que les égouts de Londres remontent aux Romains, d'autant plus que les modernes en ont fréquemment rencontré des traces. Ce fut principalement sous Henri VIII que des règlements furent faits pour l'écoulement des eaux dans les villes comme dans la campagne. Mais les eaux le plus souvent s'écoulaient sur le sol et ne parcouraient pas comme aujourd'hui des routes souterraines.

En 1765, le *commun conseil* de la cité nomma des commissaires pour l'inspection, l'entretien et la réparation des égouts de la ville, et une taxe légère imposée sur les maisons dut subvenir aux besoins nécessités par ces nouvelles charges et pour l'entretien et la réparation de la partie la plus importante de l'hygiène des villes. Cette mesure est une de celles qui devaient le plus contribuer à la salubrité de Londres. Les miasmes pestilentiels qui corrompaient l'air étant retenus dans les entrailles de la terre et s'écoulant vers la Tamise ainsi que les eaux impures qui les produisaient, cessèrent d'être une cause permanente de maladie et d'épidémie. — Les commissaires des égouts à Londres rempli-

rent les fonctions des magistrats édiles à Rome. Le ruisseau fangeux d'Holborn, recouvert, devint pour la cité le *cloaca maxima* qui, comme celui de Rome, pouvait admettre une voiture chargée de foin (*feni large onusta*). Plus l'eau devint abondante dans Londres, conduite par la nouvelle rivière et par les nouvelles compagnies hydrauliques, et plus les impuretés reçues dans les égouts furent aisément entraînées dans la Tamise, qui devint ainsi leur réservoir commun. Cette mesure éminemment utile et rationnelle produisit bientôt une diminution sensible sur la mortalité de la ville de Londres, prouvant ainsi combien la propreté est alliée au bonheur de l'homme et à la durée de sa vie. — J'aurai à revenir plus tard sur ce sujet; Londres contemporain étant par ses égouts une ville modèle, qui n'a plus rien à emprunter à la Rome des Tarquins et des Césars. Les égouts de Londres méritent bien plus l'attention du philosophe et de l'observateur, que les hôtels de ses nobles et les palais de ses rois.

Londres cependant, comme Rome ancienne, ne pouvait devenir une ville de palais que tout autant qu'elle attirerait dans son sein les richesses des provinces conquises. Londres, comme l'An-

gleterre, ne pouvait suffire aux taxes que lui imposait sa grandeur, sans que ces taxes fussent supportées par tous les sujets de l'empire. Aussi malgré les réclamations des colons, le ministère et le parlement britannique s'obstinèrent à vouloir lever des taxes sur les colonies, et ils débutèrent par un impôt sur le timbre, impôt léger, mais qui devait frapper les colons dans toutes leurs transactions. L'Angleterre préludait ainsi à la perte de ses belles colonies du nord de l'Amérique ; à la même époque la Compagnie des Indes faisait passer sous sa tutelle les possessions de l'empereur du Mogol. On dirait que le destin préparait déjà à l'Angleterre une compensation pour la perte qu'elle devait faire.

Un étranger visitant un jour le palais somptueux d'un roi, disait que ce palais déposait des misères du peuple, comme les pyramides indiquaient l'oppression des Egyptiens et des Hébreux. — En visitant Londres, en parcourant ses rues, ses places, en visitant surtout l'édifice élevé par la Compagnie des Indes, on pourrait également se demander combien de larmes et de misères ce Londres et ce palais représentent.

En 1765, après la bataille de Buxar, bataille qui

coûta si peu, le Bengale devint la propriété de l'Angleterre et paya à ses vainqueurs le tiers du produit brut de toutes les récoltes. Cette dîme énorme, employée à payer le dividende des actionnaires de la Compagnie des Indes, était encore augmentée par les extorsions des collecteurs et les présents que les représentants de la Compagnie exigeaient trop souvent.—Le produit de cette dîme n'était pas consommé dans l'Inde, mais envoyé en Angleterre, et surtout à Londres, dont il contribuait à étendre la splendeur.—D'après l'estimation de lord Clive lui-même, le revenu *net* apporté à la Compagnie par le traité fait avec *Sujah Dowla* s'élevait à 1,700,000 liv. sterl., ou 42,500,000 fr. par an, et malgré ces immenses richesses arrachées aux faibles Indiens, l'Angleterre était dans un état de crise difficile à comprendre.

Cette année, J.-J. Rousseau vint à Londres. Poursuivi par sa misanthropie, que l'âge et les infirmités ne faisaient qu'accroître, Rousseau ne voulut pas habiter cette capitale. Il resta près de trois mois à Chiswick, et il faisait adresser ses lettres chez Hume, son ami, qui habitait alors York Buildings dans le Strand. Sa monomanie ne lui laissait pas un instant de repos; il voyait

sans cesse un ennemi dans son semblable; Rousseau souffrit d'autant plus en Angleterre qu'il y fut tourné en ridicule par Walpole, dont malheureusement l'esprit tuait le cœur. Walpole écrivit une lettre, attribuée au roi de Prusse; cette lettre préoccupa constamment Jean-Jacques dans sa correspondance. Rousseau fut à Londres le lion du jour. Il se plaignait de ne pouvoir goûter le moindre repos.

Le 29 janvier, il écrivit de Chiswick à M. d'Yvernois:

« Je suis arrivé heureusement dans ce pays :
« j'y ai été accueilli, et j'en suis très-content;
« mais ma santé, mon humeur, mon état de-
« mandent que je m'éloigne de Londres; et pour
« ne plus entendre parler, s'il est possible, de
« mes malheurs, je vais dans peu me confiner
« dans le pays de Galles ; puissé-je y mourir en
« paix! c'est le seul vœu qui me reste à faire. »

Rousseau n'alla point dans le pays de Galles, et les offres d'hospitalité lui venant de toutes parts, il accepta une retraite à Wotton dans le Derbyshire, chez M. Davenport qui, selon Rousseau, n'avait qu'un défaut, celui d'avoir trop d'attention pour lui.

« Je trouve, disait-il, un grand inconvénient à me faire entendre des domestiques et surtout à entendre un mot de ce qu'ils veulent me dire. Heureusement Mlle Levasseur me sert d'interprète, et ses doigts parlent mieux que ma langue. Je trouve à mon ignorance un avantage qui pourra faire compensation, c'est d'écarter les oisifs et les ennuyeux. Je me servirai de cet expédient avec tous mes voisins, si j'en ai; et, dussé-je apprendre l'anglais, je ne leur parlerai que français, surtout si j'ai le bonheur qu'ils n'en sachent pas un mot. C'est à peu près la ruse des singes, qui, disent les nègres, ne veulent pas parler, quoiqu'ils le puissent, de peur qu'on ne les fasse travailler.

A cette époque, M. de Guerchi était ambassadeur français à Londres : il eut des démêlés avec un chevalier d'Éon, femme déguisée, qui avait rendu quelques services à la France en qualité de ministre plénipotentiaire par intérim, en l'absence du duc de Nivernois. M. de Guerchi, arrivant à Londres comme ambassadeur titulaire, le chevalier d'Éon, n'aimant pas à rentrer dans un rôle secondaire, publia les Mémoires les plus injurieux contre l'ambassa-

deur. Ce chevalier d'Éon était soutenu secrètement par Louis XV, qui avait adopté l'usage peu honorable de faire surveiller ses ambassadeurs par des agents subalternes.

En envoyant ses Mémoires à Rousseau, le chevalier d'Éon, se disant victime, ne pouvait manquer d'éveiller la sympathie de l'homme qui se croyait persécuté par tout le monde. Aussi Rousseau lui écrivit une lettre de condoléance dans laquelle il ne manquait pas de donner tort à l'ambassadeur comme étant le plus puissant.

Dans la vie solitaire que menait Rousseau, enveloppé dans son égoïste misanthropie, on n'est pas étonné qu'il ait fait peu de remarques sur la nation anglaise. Du moins, s'il en a fait, il avait bien résolu de les garder pour lui, d'après sa réponse à M[me] la comtesse de Boufflers, qui lui demandait des détails sur son voyage et sur les Anglais :

« Vous voulez, Madame, que je vous parle de « la nation anglaise; il faudrait commencer par « la connaître, et ce n'est pas l'affaire d'un jour. « Trop bien instruit par l'expérience, je ne ju« gerai jamais légèrement, ni des nations, ni des

« hommes, même de ceux dont j'aurai à me
« plaindre ou à me louer. D'ailleurs, je ne suis
« point à portée de connaître les Anglais par
« eux-mêmes ; je les connais par l'hospitalité
« qu'ils ont exercée envers moi, et qui dé-
« ment la réputation qu'on leur donne. Il ne
« m'appartient pas de juger mes hôtes. »

Rousseau perdit bientôt cette circonspection dont il faisait parade ; car, dès qu'il eut en main la prétendue lettre du roi de Prusse, il en devint presque fou.

« Ce qui me frappe le plus dans les Anglais,
« écrivait-il, c'est la légèreté, et j'ose dire l'é-
« tourderie, avec laquelle, sur la foi de deux ou
« trois fourbes, dont la conduite double et traî-
« tresse devrait les saisir d'horreur, ils jugent du
« caractère et des mœurs d'un étranger qu'ils ne
« connaissent point et qu'ils savent être estimé,
« honoré et respecté dans les lieux où il a passé
« sa vie.

« J'ai eu le malheur de loger deux jours chez
« M. Hume, dans cette même maison, venant
« de la campagne à Londres. Je ne puis vous ex-
« primer à quel point la haine et le dédain se
« sont manifestés contre moi dans les hôtesses

« et les servantes, et de quel accueil infâme on y « a regardé Mlle Levasseur. »

La lettre du roi de Prusse était le grand sujet de ses plaintes et des prétendues diffamations dont il était l'objet. Rousseau écrivit à l'auteur du *Saint-James Chronicle* (7 avril 1766) pour se plaindre de ce que cette lettre avait été insérée; et c'est à dater du moment où cette lettre fut publique, que Rousseau se plaignit de ses amis, des Anglais et de la nature entière. Voici cette lettre :

Le roi de Prusse à J.-J. Rousseau.

« Mon cher Jean-Jacques,

« Vous avez renoncé à Genève, votre patrie; « vous vous êtes fait chasser de Suisse, pays si « vanté dans vos écrits; la France vous a décrété: « venez donc chez moi; j'admire vos talents; je « m'amuse de vos rêveries, qui, soit dit en pas- « sant, vous occupent trop et trop longtemps : il « faut à la fin être sage et heureux. Vous avez fait « assez parler de vous par des singularités peu « dignes d'un grand homme; démontrez à vos « ennemis que vous pouvez quelquefois avoir du « bon sens; cela les fâchera sans vous faire grand

« tort. Mes États vous offrent une retraite paisible.
« Je vous veux du bien, et je vous en ferai, si
« vous le trouvez bon ; mais si vous vous obstinez à
« rejeter mes secours, attendez-vous que je ne le
« dirai à personne. Si vous persistez toujours à
« vous creuser l'esprit pour trouver de nouveaux
« malheurs, choisissez-les tels que vous voudrez ;
« je suis roi, je puis vous en procurer au gré de
« vos désirs ; et ce qui, sûrement, ne vous arrivera
« point avec vos ennemis, je cesserai de vous
« persécuter quand vous cesserez de mettre votre
« gloire à l'être.

« Votre ami, Frédéric. »

Rousseau attribuait cette lettre à d'Alembert. Elle devint pour lui un véritable cauchemar. Si on vait considéré Rousseau comme monomane, on eût manqué d'égards et de bonté pour son état ; mais les excentricités, les contradictions dans ses écrits et sa conduite le faisaient considérer comme un être orgueilleux dont la seule passion était de faire parler de lui. Hume lui-même, dans le temps qu'il était le plus son ami, disait que Jean-Jacques aimait à exagérer le mauvais état de sa santé et de sa bourse. La vie sauvage que Rousseau menait au milieu de la société an-

glaise n'était pas de nature à lui attirer la faveur. De loin sa réputation lui donnait un lustre que sa présence et ses travers détruisaient. Je suis loin d'applaudir à la tracasserie d'Horace Walpole, qui manqua toujours de bienveillance et de cœur; mais, pour un esprit moins susceptible que celui de Rousseau, la lettre du roi de Prusse eût été considérée comme une plaisanterie, piquante à la vérité, mais indigne d'occuper sérieusement un homme supérieur. Par cette lettre, la sensibilité maladive de Rousseau fut froissée à l'excès.

Bien que Rousseau fût à Londres le lion du moment, ce lion était si peu communicatif, si maussade, si peu social, qu'il inspirait peu de sympathie. Il était d'ailleurs différemment jugé en Angleterre qu'en France. Pour des Anglais, le charme de son style n'effaçait pas la honte d'avoir jeté ses six enfants à la charité publique, et l'auteur d'*Émile* aurait rencontré plus que des curieux en Angleterre, s'il avait essayé sur ses propres enfants le système d'éducation qu'il avait préconisé comme le meilleur. Le tort de Rousseau, comme celui de bien d'autres étrangers, c'est de vouloir que l'Angleterre se moule sur leurs idées, leurs besoins, leurs travers.

La prétendue lettre du roi de Prusse parut dans *le Saint-James Chronicle* le 4 avril. Cinq jours après il écrivait encore à la comtesse de Boufflers : « J'ai toutes mes facultés dans un bouleversement qui ne me permet pas de vous parler d'autre chose. »

« Il me semble, écrit-il, qu'il vaudrait beaucoup mieux refuser aux infortunés tout asile que de les accueillir pour les insulter, et je vous avoue que l'hospitalité vendue au prix du déshonneur me paraît trop chère. Comme les Anglais, un peu légers à juger, ne sont pourtant pas injustes, si jamais je vis en Angleterre aussi longtemps qu'en France, j'espère à la fin n'y être pas moins estimé. Je sais que tout ce qui se passe à mon égard n'est point naturel, qu'une nation tout entière ne change pas immédiatement du blanc au noir sans cause, et que cette cause secrète est d'autant plus dangereuse qu'on s'en défie moins : c'est cela même qui devait ouvrir les yeux du public sur ceux qui le mènent ; mais ils se cachent avec trop d'adresse pour qu'il s'avise de les chercher où ils sont. »

La lettre qui mettait Rousseau hors de lui, avait mis Walpole à la mode à Paris. Voici l'o-

rigine de cette lettre. Un soir, étant chez Mme Geoffrin, et plaisantant sur l'affectation et les contradictions de Rousseau, Horace Walpole se livra à sa causticité naturelle et il fut fort applaudi. De retour chez lui, il mit en forme de lettre ce qu'il avait dit dans la soirée. Il montra le lendemain cette lettre à Helvétius et au duc de Nivernois qui en rirent beaucoup. Ils corrigèrent les fautes de style, et l'on en fit quelques copies. Rousseau se trompait donc lorsqu'il accusait d'Alembert; Hume aussi y était étranger. De la part de Walpole, c'était une petite malice.

Horace Walpole était le troisième fils du célèbre ministre dont j'ai parlé. Il est principalement connu en France par sa correspondance avec Mme du Deffant. Pensant que sous le rapport épistolaire les écrivains anglais ne brillaient pas parmi ceux des autres nations, il conçut l'espoir de faire disparaître cette infériorité, et c'est ce qui donna lieu à sa correspondance avec Mme du Deffant. Horace Walpole dut plus de célébrité à sa vieille amie qu'à ses propres lettres, et quand on lit aujourd'hui les productions de ces deux critiques, on trouve

Walpole au-dessous de sa correspondante, malgré le soin qu'il prenait en écrivant les lettres qu'il destinait sciemment à la publicité.

Le château d'*Otrante* et les *Anecdotes des peintres et des graveurs*, placent Horace Walpole au nombre des bons écrivains anglais. Sous le point de vue politique, il fut sans influence au Parlement, bien qu'il en fût membre. Les objets d'art qu'il entassait dans sa villa de Strawberry-Hill contribuèrent autant à sa célébrité que ses écrits. Comme son amie Mme du Deffant, Walpole s'ennuyait, et, pour échapper à l'ennui, il écrivait des lettres dont il avait une idée exagérée. Celle de Frédéric à Rousseau contribua, par le bruit qu'elle fit, à accroître dans l'esprit même de Walpole la haute opinion qu'il avait de son talent épistolaire. Walpole, comme Rousseau, avait la manie de se singulariser, et il écrivit cette lettre pour faire parler de lui, et bien plus par vanité que par malice.

Hume, accusé par quelques-uns de ses amis d'avoir manqué d'égards envers Rousseau, publia alors une brochure dans laquelle il inséra sa correspondance avec le philosophe génevois,

et y joignit un commentaire pour faire ressortir l'ingratitude de ce dernier à son égard.

Hume avait alors publié le meilleur de ses ouvrages, son *Histoire d'Angleterre*, et il jouissait d'une grande réputation ; sociable et gai autant que Rousseau était misanthrope et chagrin, il n'aurait pu donner ombrage à un ami dont le cerveau eût été sain. La misanthropie de Rousseau était une monomanie maladive ; des gestes, des regards suffisaient pour alarmer sa susceptibilité ou du moins pour faire naître des soupçons. De la part de Hume, cette lettre eût été une noirceur, car il connaissait le caractère ombrageux et bizarre de son ami. Quoi qu'il en soit, la lettre du roi de Prusse fut le sujet d'un grand nombre de brochures en France, mais en Angleterre elle fut bientôt oubliée ; selon Grimm, les Anglais furent assez sots pour s'occuper moins de cette grande affaire que de la formation du nouveau ministère et du changement du grand nom de Pitt en celui de comte de Chatham.

Rousseau refusa une pension que lui fit le roi d'Angleterre ; on ne peut comprendre l'état de son esprit qu'en admettant qu'il était atteint d'aliénation mentale. Enfin sa tête s'égara telle-

ment qu'il en vint à croire que ses ennemis voulaient le retenir en Angleterre pour y mieux consommer l'œuvre de sa diffamation. On doit comprendre combien l'Angleterre lui devint odieuse, et il finit par la quitter après un séjour de 16 mois; mais il la quitta comme un fou qui s'échappe de sa prison.

(1766.) Si je ne saurais assez louer des mesures que prirent les Londoniens pour l'assainissement de la ville, je ne saurais assez les blâmer lorsque, par suite de leurs préjugés, ils conservaient des coutumes dignes tout au plus des temps d'ignorance. Dans le moyen âge, on enterrait dans les églises par motif de dévotion : la terre, autour des églises, ne pouvant assimiler assez vite les corps qui lui étaient confiés, les desservants intéressés de chaque église imaginèrent de construire d'immenses caveaux, où les bières furent déposées, et entassées les unes sur les autres comme des ballots de marchandises. L'intérêt seul du clergé, aidé de la superstition, n'aurait pu rendre cette coutume aussi générale, si le sentiment qui survit aux objets enlevés à notre affection par le trépas ne l'avait fait naître et entretenir. Quand la mort ne respecte ni l'amour,

ni l'amitié, lorsqu'elle brise impitoyablement les liens les plus sacrés, il est naturel aux âmes aimantes de chercher à échapper en quelque sorte à cet empire de la mort en conservant les restes de ceux qu'elles aimèrent et dont elles furent aimées. Mais pour accomplir ce pieux devoir, il ne faudrait pas que ces restes précieux, objets d'un culte de souvenirs et d'affection, fussent un danger pour la société. Les Romains avaient laissé l'exemple d'enterrer les morts hors des cités comme ils avaient laissé des égouts; les Égyptiens firent plus, et ils ne se contentèrent pas d'immortaliser la mémoire de leurs parents ou de leurs amis défunts par des pierres monumentales, mais ils attachèrent l'immortalité à leurs restes mêmes, et quarante siècles ont passé sur ces nobles reliques sans les détruire.

L'esprit utilitaire et mercantile des Anglais, qui fit quelquefois de si grandes choses, donna une valeur à la coutume d'enterrer les morts dans les églises, et l'on sait combien l'intérêt particulier est tenace en face de l'intérêt public le plus prononcé. Les nombreux cercueils en bois entassés sous les voûtes de l'église de

Saint-Clément tombaient de vétusté ; les émanations qui se dégageaient de ces cercueils rendaient dangereuse la présence d'une flamme quelconque dans ses souterrains. L'illustre Davy n'avait pas encore imaginé sa lampe préservatrice. Ce qui arrive dans le sein des carrières contenant des gaz inflammables, arriva sous les voûtes de Saint-Clément. Le feu prit, et les cercueils et les dépouilles mortelles des chrétiens déposés sous ces voûtes furent réduits en cendres. Un accident, en détruisant un foyer de corruption et de mort, fit pour la salubrité de la ville ce que la prudence humaine aurait dû faire. Le temps n'était pas venu où ce fait devait servir aux intérêts de la santé publique. Il faut, pour qu'un événement ait des suites et porte des fruits, que le temps de sa maturité soit venu ; un fait est comme s'il n'existait pas, s'il arrive à une époque où les esprits ne sont pas capables de le comprendre. Il en est des sociétés comme des hommes, leur éducation ne peut être forcée ; un moment arrive dans la vie, où hommes et sociétés sont étonnés de n'avoir pas vu la lumière qui jaillissait de certains points. La lumière existait également, mais ils ne la voyaient pas, ou s'ils

la voyaient, elle ne les éclairait pas. Il paraît étonnant aujourd'hui que nos pères n'aient pas compris le danger des charniers infects que la cupidité cléricale entassait dans les églises, et que favorisait la piété erronée des fidèles. Quand on étudie l'action des agents physiques sur l'économie humaine, on reconnaît combien ces émanations viciées devaient avoir d'influence sur la salubrité publique. Malgré les immenses perfectionnements que la civilisation a réunis, les grandes villes seront toujours, au physique comme au moral, des centres d'infection et de corruption. Il y a sans doute de grandes compensations pour balancer leurs désavantages physiques et moraux, mais il sera toujours impossible de rendre l'atmosphère physique et morale d'une grande ville aussi saine que celle des campagnes.

Les recherches statistiques de cette époque mettent cette vérité en évidence. M. Whitworth, compulsant les registres de plusieurs paroisses et cherchant à connaître la mortalité des enfants pauvres, trouva que sur 100 enfants nés ou reçus dans les maisons de travail, ou workhouses, il n'en vivait que 7 au-dessous de treize mois. Ayant consulté les registres

de 1754, 1755, 1761, 1762, et cherché à connaître la destinée des enfants mis en apprentissage, il trouva que de 1419 enfants, 19 seulement de ceux qui étaient nés dans les work-houses, ou qui y avaient été reçus avant un an, étaient encore vivants.

Il paraît, d'après son rapport, que le salaire des nourrices était rarement de 3 schel. par semaine ; ordinairement de 2 schel. 6 pence, et il était souvent réduit à 1 schel. et 6 pence, et même à 1 schel. Le bill (1767) qui envoya à la campagne, jusqu'à l'âge de six ans, les enfants à la charge des paroisses, fut un bienfait réel pour l'enfance, et dès ce moment leur mortalité diminua.

Pendant que la législation s'occupait utilement du sort de l'enfant pauvre, et lui donnait au moins l'air pur de la campagne, James Hargrave inventait le *mule-jenny*, et commençait cette lutte des machines automatiques contre le travail manuel des artisans; lutte qui devait à chaque progrès industriel peupler de pauvres les villes manufacturières. Lorsque l'on contemple l'effet produit par les inventions automatiques, la misère paraît grandir avec la civilisation, et

le progrès ressemble à ces divinités indiennes qui ne marchent vers le temple qu'en écrasant à chaque pas sous les roues de leur char un plus grand nombre de victimes. Telle est cependant la loi du progrès, que le mieux est préférable au bien, et que l'espèce humaine eût été condamnée à se nourrir de glands, si elle n'eût suivi cet admirable instinct de perfectionnement et de progrès. Sans doute les machines perfectionnées par Hargrave, Arkwright, Crampton et Watt, réduiront momentanément un million d'artisans à la misère, mais elles donneront, pendant un siècle, une supériorité incontestable à l'Angleterre sur toutes les nations du globe, et les produits immenses des machines automatiques mettront à la portée du pauvre même les objets qui, jusqu'alors, furent à l'usage exclusif des riches. Il est facile de reconnaître que les sociétés modernes sont en réalité au-dessus des sociétés anciennes, comme intelligence et comme bien-être. Quant aux pauvres, de tout temps si misérables, c'est une question que de savoir s'ils jouissent d'une existence comparativement supérieure à celle des esclaves, des vilains, des serfs des temps anciens. C'est que la pauvreté libre est un

contre-sens. Quoi qu'il en soit, le progrès est une des conditions du christianisme, c'est la tendance la plus marquée de cette divine doctrine, et si l'instinct du progrès n'existait pas dans le cœur de l'homme, il faudrait se réjouir de le devoir à la révélation chrétienne. Le monde chrétien est donc plus que tout autre soumis à la loi du progrès, et l'Europe, essentiellement chrétienne, serait obligée de se suicider, si elle devait renoncer à cette admirable tendance vers le bien et le beau.

Si les progrès de la civilisation viennent troubler momentanément le budget des artisans, les rigueurs de la température ont également ce triste résultat. Le froid cause toujours à Londres un surcroît de misère. Lorsque, pendant l'été, les pluies sont excessives et la moisson insuffisante pour les besoins du pays, tout renchérit. Si la moisson est abondante, les prix baissent; avec une moisson faible ou incomplète, les prix haussent, sans que les gages ou salaires suivent cette hausse. Quand le froid est excessif pendant l'hiver, la navigation est difficile; la Tamise, que l'on peut appeler le grand chemin de Londres, est bloquée et devient impraticable; une foule d'in-

dividus se trouvent sans occupation, les vivres, n'arrivant pas aisément, font hausser les prix, et les ouvriers, sans emploi, sont réduits à une misère déplorable. J'aurai plus tard à examiner les particularités du climat anglais, et à indiquer dans quelles fortes proportions la classe pauvre souffre des rigueurs du climat. Le soleil, ce grand bienfaiteur de la nature, se voit plus rarement à Londres que dans toute autre capitale, et il suffit d'avoir séjourné quelque temps en Angleterre pour reconnaître la vérité de l'opinion de Minucius Félix, lorsqu'il disait : « *Britannia sole deficitur.* » La misère, à Londres, est plus pénible, plus effrayante que partout ailleurs. On ne peut se coucher dans les rues, dans les places publiques, comme le font les lazzaroni à Naples. Mourir de froid et de faim, est malheureusement une expression vraie à Londres, et toutes les années les statistiques et les enquêtes des *coroners* donnent à cette vérité une triste évidence.

Le froid, la cherté des vivres, et le rabais des gages, produit par les machines automatiques pendant le dix-huitième siècle, rendirent Londres le théâtre des plaintes et des manifestations des ouvriers, manifestations qui se changèrent

quelquefois en émeutes. Le gouvernement, voulant adoucir les souffrances du peuple, mit un *embargo* sur tous les vaisseaux chargés de blés, bien que cette mesure fût contraire aux lois en vigueur, vérifiant ainsi cet axiome romain : *Salus populi suprema lex*. Le ministère de lord Grafton fit présenter au Parlement un bill d'indemnité, ou plutôt un bill d'absolution pour cette humaine violation de la loi.

Le peuple, souffrant de froid et de faim, supportait sa misère avec patience; tandis que la compagnie des Indes s'enrichissait des trésors rapportés en masse de la péninsule indienne. Le peuple de Londres souffrait des perfectionnements des machines autant que du froid; le peuple de l'Inde souffrait surtout de la conquête. Les riches dépouilles de ces contrées étaient distribuées entre les directeurs, les agents de la compagnie et les actionnaires; cependant ces derniers recevaient un intérêt peu proportionné aux salaires et aux émoluments des directeurs et des agents. On songea alors à décentraliser les richesses, à dépouiller la compagnie, comme elle avait dépouillé l'Inde. Pendant le dix-huitième siècle, Londres offre, d'une part, le spectacle de la

misère du peuple, et, d'une autre part, l'accumulation des richesses entre les mains de quelques individus privilégiés. Les deux extrêmes sont sans cesse en présence dans cette magnifique métropole : l'opulence des grands, et la misère hideuse du peuple. Celle-ci se cache, car les règlements et la police urbaine contraignent les pauvres à fuir le jour ; mais les richesses amassées dans les conquêtes du monde servent éminemment à l'embellissement de Londres, et font supposer que cette ville n'est habitée que par des riches. Les trésors de la compagnie des Indes et ceux des marchands enrichis par la dernière guerre avaient diminué la valeur de l'argent, mais les gages restaient à peu près les mêmes. Les riches ne souffraient donc pas de la cherté des vivres. Dans tous les pays, lorsqu'il y a abondance de provisions et peu de numéraire, les provisions sont à bas prix ; au contraire, là où il y a peu de provisions et beaucoup d'argent, les provisions seront toujours chères. Malheureusement les gages et les salaires ne suivent pas ces fluctuations : aussi les ouvriers et les pauvres étaient dans un état d'agitation sourde et permanente. Repu et content, l'Anglais s'occupe

peu de politique ; mais, poussé par la faim, il est démagogue à l'excès. Bacon a dit avec raison : « *Hunger would break through stone walls, and no rebellion is so bad to put down as a rebellion of the belly.* »

Les injustices du gouvernement envers Wilkes ne faisaient qu'augmenter la faveur du peuple à son égard. Il semblait au peuple qu'il lui devait des compensations pour la manière dont il était traité par les ministres et la cour. En 1769, Wilkes fut nommé *alderman*. En vain la cour s'efforça d'annuler cette élection, les marchands de la Cité n'en furent que plus fermes. Chassé du Parlement après avoir été nommé membre par le comté de Middlesex, il fut de nouveau élu par ce même comté. Le gouvernement semblait avoir pris à tâche de se rendre odieux, il fit tout ce qu'il put pour influencer les élections de Middlesex, et l'on eut à déplorer des meurtres. Il y eut des émeutes sanglantes ; des hommes payés (et dans une population qui souffre il est aisé d'en prendre à gages pour quoi que ce soit) se portèrent à toutes sortes d'excès contre les électeurs libres, et plusieurs d'entre eux furent blessés

glands, les noix, les insectes, et d'autres animaux dont la vue nous révolte, aux préparations de nos cuisines, et aux vêtements de laine, de coton, ou de soie; et il ne laissa pas sa jolie retraite d'Ermenonville pour aller vivre sous une hutte, dans une caverne, ou dans le creux d'un arbre. Les essais d'éducation sur des sauvages idiots ont eu rarement des résultats satisfaisants. C'est d'abord parce qu'il est bien plus difficile d'élever un enfant sauvage qu'un enfant civilisé. L'enfant civilisé, livré même à des maîtres, a des besoins et des passions par lesquels on peut avoir prise sur lui. Comment donner des désirs à un sauvage dont l'esprit est inerte? L'homme et le peuple qui ont peu de besoins ne font pas progresser l'état social et la civilisation. Dans les temps modernes, ils sont une anomalie, et presque un embarras.

Les erreurs et les préjugés du peuple sont aussi utiles pour faire connaître le caractère national que les vérités elles-mêmes; car il n'y a pas de peuple dont la croyance ne soit mêlée d'une foule d'absurdités. Cette année, on exécuta à Tyburn un meurtrier. Le corps étant suspendu au gibet, une jeune femme, portant au cou un large goître,

se fit élever auprès du pendu, en prit la main et la fit toucher plusieurs fois son goître, convaincue que cet attouchement pouvait la guérir. Ainsi, selon le peuple, les victimes de Tyburn possédaient le pouvoir de guérir les goîtres par le toucher, comme les rois possédaient celui de guérir les écrouelles. Quelle différence y avait-il entre l'esprit de Pierre le Sauvage et celui de cette femme? L'un n'avait rien appris, l'autre avait appris beaucoup d'erreurs entre quelques vérités.

Ces erreurs étonnent peu dans le peuple, mais on a raison de se montrer étonné de les trouver dans les cours. Les rois prétendaient guérir les écrouelles, les reines prétendirent guérir les crampes à l'aide de *bagues bénies*.

Lorsque Anne Boleyn cherchait à capter la faveur de Gardiner, qui fut envoyé à Rome pour plaider le divorce d'Henri, elle lui envoya des bagues (*cramping rings*) pour guérir la crampe. Anne Boleyn s'exerçait de bonne heure à la royauté en envoyant des bagues consacrées par elle. On porte encore en Angleterre, parmi le peuple, des bagues en fer pour guérir les crampes, l'épilepsie et le rhumatisme.

Wilkes, que le ministère avait fait chasser des Communes, fut élu de nouveau par les électeurs de Middlesex. Le ministère, en dépit de cette élection, fit déclarer par la Chambre des communes que son compétiteur, en minorité, serait cependant considéré comme le membre dûment élu. Cette mesure fut regardée à juste titre comme arbitraire par la nation entière. Des actes de ce genre, souvent répétés, sont de nature à jeter du ridicule et du discrédit sur le système représentatif.

Lord Chatham n'avait pas paru au Parlement pendant deux ans. Dès qu'il se fit entendre, ce fut pour se plaindre des mesures illégales prises contre Wilkes, et des mesures impolitiques adoptées envers les colonies d'Amérique. Les pétitions et les remontrances de la Cité et du peuple entier étaient impuissantes à dessiller les yeux d'une cour et d'un ministre qui marchaient à grands pas dans les voies de l'absolutisme, et qui sapaient sourdement la constitution anglaise.

(1770.) Les grandes injustices font naître les grands orateurs; l'élection de Wilkes avait éveillé l'esprit public sur les dangers de l'arbitraire du

gouvernement, et l'on vit paraître alors un champion habile et énergique des libertés publiques. Sous le nom de Junius, un grand écrivain (car l'auteur des *Lettres de Junius* ne pouvait être qu'un homme d'un talent supérieur) se déclara le défenseur des libertés publiques menacées et envahies. Il s'adressa au roi dans une lettre insérée dans le *Public Advertiser*, et fit librement la critique de son règne ; il signala ses erreurs et parla avec mépris de la conduite de ses ministres. L'imprimeur, poursuivi pour la publication de ces lettres, fut heureusement acquitté ; les *Lettres de Junius* reparurent de temps en temps et relevèrent l'esprit public abattu en face des illégalités du ministère.

Le peuple de Londres, si imbu de ses droits et sentant plus que tout autre peuple le besoin de la liberté, posait alors la première pierre de la prison de Newgate. Bâtie en pierres de taille d'une énorme dimension, cette prison réveille tout à la fois les idées de crimes, de vice et de châtiment ; elle est, au centre de Londres, d'un aspect qui saisit d'effroi. Son enceinte de pierres noircies par le temps, sans fenêtres, et avec deux portes fort étroites, est l'épouvantail des mé-

chants. Être enfermé à Newgate indique un crime et crée dans l'esprit public un préjugé fâcheux.

Dans ce pays de liberté pratique, les besoins du gouvernement ont laissé exister des usages monstrueux contre la liberté individuelle. Lorsque le gouvernement a besoin de marins, on prend de force tous ceux que l'on peut saisir soit dans les rues de Londres, soit sur les vaisseaux stationnés dans la Tamise, et, pour se donner les apparences de la légalité, les agents du gouvernement s'efforcent de faire des engagements à l'aide de toute espèce de subterfuges. Quand ces moyens leur manquent, ils s'emparent des premiers individus qu'ils rencontrent, et, bon gré mal gré, les font entrer sur les vaisseaux du roi, où ils sont retenus. Il était d'usage que les individus *pressés* dans la Cité ne pussent être retenus sans que le lord-maire signât les mandats que les racoleurs avaient en blanc. Ainsi, naguère Wilkes avait presque soulevé Londres contre les mandats généraux, et ces mandats reparaissaient dans les intérêts de la marine.

Le lord-maire Crosby refusa de signer les warrants ou mandats, qu'il jugeait arbitraires, et il

demanda aux lords de l'amirauté si les warrants seraient nuls s'il refusait de les signer : il fut répondu que le pouvoir de la couronne à forcer les marins en temps de danger et de nécessité était un pouvoir établi et reconnu, et sinon réglé par la législation, exercé du moins sans opposition ni censure de la part des Cours de justice ; que la signature du lord-maire n'était utile que pour empêcher les abus de ces mandats et pour tenir en échec les employés du gouvernement. Quelle monstruosité dans un pays libre ! tout individu rencontré dans les rues de la Cité ou sur les vaisseaux marchands, jugé capable d'être bon marin, était *pressé,* c'est-à-dire contraint d'être marin sur les vaisseaux du roi, et comme tel obligé de se battre jusqu'à la fin de la guerre. Cet usage existe encore ! Dans ce pays où l'on se vante de la liberté individuelle, de celle des opinions, des croyances, de la propriété, de l'industrie, l'homme de mer ne s'appartient pas.

Pendant que les mandats de la *presse* s'exécutaient, et que l'on faisait si bon marché de la liberté individuelle, le Parlement faisait une loi contre le vol des chiens : contraste étrange qu'il

est difficile de ne pas remarquer. On pouvait impunément, et sans aucun danger, ravir la liberté à un homme, enlever cet homme à sa famille, à ses amis, à ses intérêts, mais on ne pouvait voler un chien sous peine d'une année d'emprisonnement!

L'on a beaucoup parlé de la corruption dans les gouvernements représentatifs. Je pense que la corruption existe sous tous les gouvernements, mais le système représentatif la met plus facilement au grand jour. Comment pourrait-on connaître la corruption sous un gouvernement absolu? La moindre tentation pour la faire connaître conduirait infailliblement son auteur dans une prison. La corruption, hélas! est inhérente à la nature humaine, elle se trouve partout; l'histoire nous la présente dans tous les âges, et nous n'admirerions pas les Fabricius et les Cincinnatus, si leur rare vertu ne les élevait au-dessus des faiblesses ordinaires à la race humaine. Mais lorsque la corruption prend le masque de la religion et de la vertu, oh! alors, il n'y a pas assez d'anathèmes pour la flétrir. Les électeurs de Shoreham se réunirent en société dite *de Charité*, ou club chrétien ; le but appa-

rent de cette société était de se livrer à des actes de bienveillance et de charité. Sous ce nom de piété et de religion, ces membres vendaient ignominieusement leurs votes, et faisaient un trafic de leur serment et de leurs consciences, n'accordant leur voix qu'au candidat qui pouvait donner le plus à la société chrétienne, qui mettait tacitement en poche ce qui était hautement destiné aux pauvres. Sous ce nom de charité, ce bourg réellement *pourri* était à l'enchère. Ce club chrétien fut dévoilé par le juge des élections que l'on avait gagné d'abord. Son âme fut révoltée par leur corruption profonde et leur audacieuse hypocrisie. Tous les membres étaient liés par des serments. Quatre-vingt-un électeurs de ce bourg furent rayés de la liste électorale par décision du Parlement.

(1771.) Si l'on jugeait de la moralité de cette époque par le nombre de procès en adultère devant les Cours de justice, on aurait certes une triste idée de la continence des Londoniens. Vingt-cinq procès en adultère étaient devant les tribunaux ecclésiastiques.

En Angleterre l'adultère est considéré seulement comme une injure civile. Le seul remède

que comporte la loi, est une action civile, par laquelle l'époux peut recouvrer contre le coupable des dommages-intérêts en compensation de la perte qu'il fait de la société et de l'assistance de sa femme. Les dommages-intérêts ou compensations en cas d'adultère sont réglés selon le rang et la qualité du demandeur et la condition du défendeur. L'adultère peut servir en Angleterre pour motiver le divorce; mais il n'y a pas de prison pour la femme et son complice, il n'y a que des dommages-intérêts, qui cependant entraîneraient la prison, comme le non-payement de toute autre dette. Cette année, un prince du sang royal fut attaqué pour adultère par un lord dont il avait séduit la femme. Le mari outragé demandait 100,000 liv. sterl. ou 2 millions de francs de compensation pour le dommage fait à sa propriété. Les tribunaux lui accordèrent 10,000 liv. sterl. ou 250,000 fr., et le noble seigneur reçut le prix de l'infidélité de son épouse.

Il semblait que les membres du Parlement voulaient se mettre au-dessus des lois. Le procès du prince avait eu lieu en pleine assemblée de justice, au su et vu de tout le monde, les mem-

bres du Parlement élevèrent la prétention de soustraire leurs délibérations à la connaissance, et par conséquent à la censure du public. Quelques membres se plaignirent de ce que leurs discours étaient imprimés, et voulurent voir dans cette impression une insulte pour la Chambre. D'après une motion faite alors et adoptée presque à l'unanimité, il fut résolu que plusieurs imprimeurs seraient appelés à la barre du Parlement. Cinq se présentèrent et furent réprimandés ; deux résistèrent, ils furent emprisonnés pour avoir désobéi aux ordres du Parlement. Amenés devant Wilkes alors alderman de la cité et magistrat siégeant, ils furent renvoyés; de plus Wilkes les engagea à poursuivre ceux qui les avaient arrêtés. Un autre imprimeur, amené pour le même motif devant le lord-maire Crosby, fut renvoyé, et l'officier de la Chambre qui l'avait arrêté fut mis en prison. La Chambre prit aussitôt fait et cause pour son messager, le peuple prit le parti du lord-maire. Le conflit s'agrandissait chaque jour; le lord-maire reçut ordre de paraître à la barre du Parlement. Malade et souffrant de la goutte, il s'y rendit néanmoins et répondit qu'il avait agi selon son serment et se-

lon les priviléges de la Cité. La résolution du Parlement fut ajournée. En sortant de Westminster, le lord-maire vit ses chevaux dételés, et sa voiture traînée par le peuple jusqu'au Mansion-House. Le jour fixé pour entendre de nouveau le lord-maire, M. Crosby se rendit à la barre du Parlement. On lui refusa un conseil; le registre des minutes du lord-maire ayant été demandé, il le produisit, et la Chambre ordonna alors d'effacer la relation de la conduite du lord-maire envers un de ses messagers. Enfin le lord-maire et les aldermen refusant alors de faire des excuses à la Chambre, ils furent envoyés à la Tour jusqu'à la fin de la session. Le peuple resta constamment de leur côté, et les ministres furent plus d'une fois insultés par la populace en émeute. Au sortir de la Tour, le lord-maire et les aldermen furent reçus avec les plus grandes démonstrations de joie. Les discours des membres du Parlement continuèrent à être imprimés, et ce fut ainsi que la résistance du lord-maire valut à la presse une de ses plus précieuses libertés.

Le docteur Price publia des tables sur les probabilités de la vie à Londres et à la campagne.

De ces tables il résultait qu'à Londres il mourait un individu sur 20 3/4, tandis qu'à Holy-Cross, près de Shrewsbury, c'est-à-dire à la campagne, il n'en mourait qu'un sur 33. Des enfants naissant à Londres, la probabilité de vie pour la moitié d'entre eux était faible, tandis qu'à la campagne elle était de 27. Je reviendrai sur ces détails dans mes recherches comparatives sur les progrès de la viabilité à Londres pendant le dix-huitième siècle.

Trois grands pouvoirs d'Europe se donnant carrière d'injustice pour morceler la Pologne, l'Angleterre suivit ce fatal exemple en abusant de son pouvoir à l'égard des Caraïbes de l'île Saint-Vincent, et à l'égard de ses colonies du nord de l'Amérique. Il était aisé pour l'Angleterre de soumettre les premiers, les événements prouveront qu'il n'en était pas ainsi des seconds. On proposa (1772) aux Caraïbes l'échange de leurs terres excellentes contre les terres moins bonnes des colons anglais : les Caraïbes refusant cet échange, on résolut de les y forcer. Cet acte d'injustice ne put se commettre sans qu'il s'élevât au Parlement des voix honorables pour défendre les indigènes que l'on voulait dépouiller ; mais l'in-

justice eut lieu avant que le Parlement pût intervenir, et l'on sanctionna cette injustice comme un fait accompli. Pour l'Amérique du Nord, les enfants de la mère patrie ne voulurent pas s'en rapporter à sa justice, et ils se gardèrent bien de l'attendre d'un Parlement dévoué corps et âme au ministère.

Cependant les yeux du public étaient fixés sur la Compagnie des Indes; les richesses que les agents de cette compagnie étalaient à leur retour firent supposer que les moyens de les acquérir n'étaient pas toujours sanctionnés par la plus stricte probité. Une enquête fut ordonnée, et cette enquête révéla de graves abus. Le général Bourgoyne fit un rapport qui démontrait la cruauté et la rapacité des agents de la Compagnie; il blâma le traité fictif forgé pour éluder le payement promis à Omichund (marchand nègre, le confident de Sujah Dowla, que Clive et le comité indien avaient gagné pour trahir son maître); il exposa la conduite de Clive, qui fit mettre le nom de l'amiral Watson à ce traité, malgré la volonté de l'amiral. Il fit connaître les exactions nombreuses des agents de la Compagnie : soutenus par la force

militaire, ces agents s'enrichissaient par des présents qu'ils extorquaient aux princes indiens.

« Si ces présents sont pris sans consentement, dit le colonel Barry, c'est un vol. Il y avait, continue-t-il, un gouverneur à Gibraltar, qui, d'accord avec son secrétaire, savait comment *accepter* des présents. Une députation des juifs établis à Gibraltar vint, selon la coutume, offrir un présent annuel au gouverneur ; mais ce présent n'étant que de mille sequins, le gouverneur déclara que les juifs n'auraient pas d'audience, parce qu'ils étaient les descendants des juifs qui avaient crucifié le Christ. Les juifs, consternés, se retirèrent. Le secrétaire promettant son intercession, les juifs se présentèrent de nouveau en apportant *deux mille* sequins au lieu de mille. Le gouverneur les reçut alors : « car, dit-il, après considération, ces descendants des juifs n'avaient pas eux-mêmes mis la main à crucifier le Christ. »

Clive se disculpa sur les nécessités politiques. Un membre de la Chambre des communes dit alors que, comme Omichund était le plus grand fripon de toute l'Asie, un Anglais avait voulu lui prouver qu'il était plus habile que lui. L'enquête

eût pour résultat de révéler des abus criants; et le gouvernement prit désormais une plus grande part dans les affaires de la Compagnie.

Clive, parti comme simple écrivain au service de la Compagnie des Indes, apprit l'art de la guerre en se battant contre Labourdonnais et Dupleix. Lorsque les Anglais et les Français se faisaient la guerre comme auxiliaires des différents princes de l'Inde, Clive, alors capitaine, proposa d'investir Arcate pour sauver Tritchinopoli. Il obtint de brillants succès dans cette campagne. La Compagnie, reconnaissant sa capacité, l'éleva en grade, et bientôt Clive eut le bonheur de vaincre Sujah Dowla. La victoire qu'il remporta fut d'autant plus facile que Sujah Dowla fut trahi. Comblé d'honneurs et de richesses dans l'Inde, Clive revint en Europe en 1760, et fut accueilli avec enthousiasme par sa nation et par son roi, qui l'anoblit. Clive fut sans contredit l'employé le plus utile de la Compagnie des Indes. C'est lui, surtout, qui lui donna la prépondérance qu'elle a su conserver, et qui changea les comptoirs de commerce en autant de trônes. Mill, l'historien de l'Inde britannique, dit qu'une injustice ne coûtait jamais un soupir à Clive. « Clive, dit-il,

whose deception when it suited his plans never cost a pang. »

Clive visita l'Indoustan à trois reprises, et ces trois séjours furent marqués par des résultats éclatants. Le premier, par la victoire militaire et l'influence britannique ; le second, par l'organisation de l'influence politique la plus vaste, la plus difficile à établir, et la plus perfidement tissue, parce qu'elle avait toutes les apparences d'une certaine légalité ; le troisième, par l'organisation des ressorts administratifs du gouvernement anglais.

Tandis que les agents de la Compagnie des Indes étalaient à Londres une pompe scandaleuse, fruit le plus souvent de leurs rapines, les malheureux Indiens étaient en proie à la plus horrible famine dont l'histoire fasse mention. Après s'être approprié toutes leurs terres, les Anglais s'étaient emparés de tout le riz qu'ils avaient pu saisir, et le vendaient à des prix fabuleux. En vain les plaintes des Indiens s'élevèrent jusqu'au conseil de Calcutta, ces plaintes furent traitées avec mépris et rejetées. La famine devint si désastreuse que les rues des villes de l'Inde et de Calcutta étaient encombrées de

cadavres. Les malheureux Indiens se traînaient auprès de la demeure des Anglais, et venaient expirer sous leurs yeux, en les maudissant. Les hommes chargés d'enlever les morts ne pouvaient y suffire, et les cadavres étaient jetés dans le Gange, lorsque les chacals, les vautours et d'autres oiseaux de proie s'en étaient déjà repus.

Les Indiens semblaient heureux d'échapper par la mort au joug des étrangers qu'ils accusaient hautement de leur malheur, bien qu'ils ne fussent pas les auteurs de la sécheresse, principale cause de la famine. Les reproches faits aux Espagnols pour la conquête du Mexique étaient-ils plus mérités que ceux que l'on pourrait adresser à une autre nation qui a passé pour philanthropique?

L'ambassadeur français à Londres, le comte de Guines, fut accusé par deux de ses employés d'avoir profité des nouvelles politiques pour jouer dans les fonds anglais. Ces deux employés étaient les vrais coupables, et ils avaient joué à la baisse des sommes considérables. Si l'ambassadeur avait eu la moindre connivence dans ces spéculations, il eût au contraire joué à la hausse. Les employés

de l'ambassade étaient des intrigants ambitieux, ils firent usage du nom de l'ambassadeur auprès de quelques agioteurs qu'ils associèrent à leurs spéculations. Le caractère de l'ambassadeur ne fut pas atteint par les calomnies de ses employés, toutefois il fut obligé de quitter Londres pour les attaquer en France devant les tribunaux. Ils furent déclarés calomniateurs par arrêt du Châtelet.

Cette année, un nouvel acte passa pour la construction des maisons. Cet acte établit des inspecteurs de districts, espèce de magistrats édiles qui avaient soin de surveiller si les nouvelles maisons étaient conformes aux règlements de la loi. Cet acte reconnaissait sept espèces de bâtisses.

(1772.) Les nouvelles que l'on recevait chaque jour des colonies américaines causaient à Londres une grande fermentation. Les négociants de la capitale en majorité étaient contraires aux mesures coercitives des ministres; mais malgré leur opposition et celle de lord Chatham, constamment opposé à la guerre avec les sujets américains, le ministère de lord North persista dans ses fatales mesures.

Tandis que l'Angleterre apprenait par son expérience combien il est difficile de faire des lois pour un peuple éloigné, un écrivain laborieux, le père de la science économique, Adam Smith, publiait son ouvrage *Sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Déjà, lorsque la science chrématistique était encore en germe, Smith révélait que le travail libre était l'agent principal qui crée, augmente, distribue les produits et en mesure la valeur. Il indiquait les effets de la division du travail; à ces deux faits primitifs il ajoutait l'échange qui constituait la valeur commerciale et productive de l'objet échangeable. Le travail et la valeur échangeable résumaient en deux mots la doctrine du philosophe écossais sur les sources de la richesse, comme ils résument l'état industriel de l'Angleterre. L'ouvrage d'Adam Smith était une analyse complète de l'état de la société, à dater des premiers rudiments du plus simple travail manuel, et s'élevant par une gradation simple et facile jusqu'aux plus hautes productions de l'intelligence. Ce livre était de nature à avoir du retentissement en Angleterre, et il en eut. On dirait, lorsqu'on observe l'état social anglais contemporain, que cet état

social s'est moulé sur le modèle que lui avait tracé l'économiste écossais.

J'ai reproduit les opinions de Voltaire et de Montesquieu sur Londres ; il me paraît également utile d'indiquer ce qu'en disait l'abbé Raynal ; le tableau qu'il fait de cette métropole est encore vrai aujourd'hui, sous quelques points de vue.

« Le monopole que quelques marchands exercent dans les colonies anglaises, est exercé par la métropole à l'égard de toutes les provinces. C'est presque exclusivement à Londres que l'on envoie les produits des colonies ; c'est à Londres que résident les propriétaires de ces produits, c'est à Londres que les profits de ces produits se dépensent. Londres est le plus beau port de l'Angleterre, c'est là que sont construits les vaisseaux, et que se rendent les produits des manufactures. C'est Londres qui fournit des marins à la navigation et des mains au commerce ; *toute espèce de marchandise peut entrer dans Londres et en sortir librement.* On peut dire que Londres est le cœur de l'empire ; *il n'est pas immense comme d'autres capitales,* ce n'est pas une tête d'argile qui domine sur un colosse d'or ; cette

ville n'est pas remplie d'oisifs qui oppriment et embarrassent la population laborieuse; c'est le rendez-vous de tous les marchands, le siége de l'assemblée nationale. Là, le palais du roi n'est ni vaste, ni vide; là, le sénat dicte des lois agréables au peuple, et le peuple ne craint ni le regard du monarque, ni les déplaisirs du ministre. Londres n'est pas arrivé à sa grandeur présente par l'influence du gouvernement, mais par les efforts des hommes et des choses, et par une espèce d'attraction commerciale; c'est la mer, c'est l'Angleterre, c'est le monde entier qui font Londres riche et populeux. »

Le tableau de Raynal est encore vrai; Londres est en réalité le cœur et la tête du vaste empire de la Grande-Bretagne.

Dans le conflit élevé entre les colonies et la mère patrie, Londres fut toujours contraire aux mesures coercitives; tandis que Manchester, Liverpool, Glasgow levaient des régiments contre les Anglo-Américains, les Londoniens s'abstinrent d'imiter cet exemple, et protestèrent constamment contre l'emploi de la force envers les colons.

Pour bien comprendre cette guerre, et les

récriminations des Américains, il est bon de remonter succinctement à l'origine de leurs établissements. Les principales colonies avaient été fondées par des hommes de talent, de courage et d'énergie, fuyant l'intolérance et la tyrannie de leur patrie. Arrivés sur la terre étrangère, ils avaient eu à disputer le terrain pied à pied contre les sauvages indigènes, indépendamment des dangers qu'ils avaient courus par l'effet du climat. Aucune colonie ne fut établie aux dépens du gouvernement ou de la nation anglaise ; et cependant la couronne d'Angleterre se déclara maîtresse des nouvelles terres découvertes par les colons : ceux-ci, voulant conserver quelque lien avec la nouvelle patrie, et se mettre sous sa protection, ne réclamèrent point contre ces prétentions. Des chartes furent accordées ; chaque colonie eut ses assemblées législatives : elles purent donc croire qu'elles avaient dans ces assemblées un véritable Parlement pour l'établissement et la levée des impôts. Par combien de travaux, de périls, d'efforts les Américains n'avaient-ils pas acquis leur nouvelle patrie ! Ils étaient en droit de s'en considérer comme les maîtres, avec d'autant plus de raison que la lé-

gislation anglaise n'avait rien fait pour eux. L'Angleterre s'était-elle imposé un seul sacrifice pour soulager la misère des colons? En réalité, l'Angleterre n'avait pensé à eux que lorsqu'ils commençaient à s'enrichir et lorsque les cadets de l'aristocratie pouvaient venir chercher une fortune par les places qu'ils obtenaient du gouvernement.

Une fois que les colons eurent surmonté les premières difficultés, et changé les forêts sauvages en champs cultivés, le commerce vint ajouter ses bienfaits à ceux d'une terre éminemment fertile. Avec peu de charges, les colons durent leur prospérité à leur industrie, et à la non-intervention de la législature anglaise.

Cependant, l'acte de navigation eût à jamais condamné les colons à un état de dépendance, si cet acte eût été strictement exécuté. En effet, l'importation et l'exportation étant prohibées à tous autres vaisseaux qu'à ceux de la Grande-Bretagne, équipés et montés par des Anglais, il en résultait que les colons américains étaient condamnés à n'avoir pas de marine. L'Angleterre se conservait ainsi le monopole du commerce, ne laissant aux colons que des terres à

défricher. La mère patrie traitait les colons américains en marâtre égoïste.

L'acte de navigation était trop injuste, trop onéreux, pour ne pas être enfreint; aussi il l'était. Dans l'intérêt de ses manufactures, l'Angleterre avait encore interdit aux colons la fabrication des articles les plus nécessaires à la vie. Aux yeux de tout homme impartial, l'Angleterre abusait étrangement de son patronage.

Chaque colonie ayant eu la liberté de faire ses lois et de les adapter au génie des colons et aux localités qu'ils habitaient, ces lois ne ressemblaient pas toujours à celles d'Angleterre, ni à celles d'autres colonies; mais il y avait une opinion générale sur laquelle toutes les colonies étaient d'accord, surtout par suite des vexations et des pertes qu'ils éprouvaient par l'acte de navigation et la prohibition des manufactures, c'est qu'elles ne devaient pas recevoir des lois du Parlement anglais en matière de taxes. En d'autres termes, les colons, ayant leurs assemblées législatives, ne voyaient pas la nécessité et la convenance de recevoir des lois faites à mille lieues de distance. Les assemblées législatives

coloniales faisaient donc des lois pour chaque province, et se trouvaient obligées de résister constamment aux gouverneurs anglais qui, de leur côté, s'efforçaient d'intervenir dans les délibérations des assemblées. Tentatives d'usurpation législative de la part de la couronne, résistance des colons à ces tentatives, telles furent les préludes de l'indépendance américaine, que l'acte de navigation faisait d'ailleurs ardemment désirer.

Le besoin d'imposer des taxes aux Américains était le résultat de la dernière guerre avec la France. Les terres en Angleterre payaient un impôt de quatre schellings par livre sterl.; la paix n'avait pas encore permis d'alléger cet impôt, et les ministres pensèrent alors à taxer les Américains.

On se rappelle les éloges que j'ai donnés à Walpole pour ses vues larges et justes sur l'importance du commerce. Walpole, sollicité de taxer les Américains, avait répondu : « Je laisse à celui de mes successeurs qui aura plus de courage que moi et moins de partialité pour le commerce, le soin de taxer les Américains. J'ai toujours voulu, continua-t-il, encourager le

commerce des colonies américaines ; j'ai même souvent fermé les yeux sur quelques irrégularités qu'ils commettaient dans leurs rapports avec l'Europe, parce que j'ai toujours pensé que si, une année, les Américains gagnent 500,000 liv. sterling par le commerce, deux ans après 250,000 liv. sterling entreront dans les coffres de l'Echiquier, par l'immense quantité d'objets manufacturés que les colons américains prendront de nous seuls. Plus les Américains gagneront, plus ils auront besoin du produit de nos manufactures. » Walpole avait raison : tant que les Américains ne pouvaient manufacturer, ils devaient être les meilleurs clients de l'Angleterre ; plus ils gagnaient d'une part, plus ils pouvaient acheter de l'autre.

L'Angleterre agissait avec les colonies comme avec l'Irlande. Tant qu'elle fut en présence de la France en Amérique, elle se garda bien de taxer les colons. Les Américains lui étaient nécessaires pour combattre la France ; mais lorsque la France eut perdu le Canada, l'Angleterre crut pouvoir opprimer les colons et leur faire supporter une partie de ses charges. Rien cependant n'était plus arbitraire. Lorsque

Charles Townshend dit en plein Parlement que les colons avaient été plantés sur le sol américain par les soins et la bonté de la mère patrie, le colonel Barré ne put contenir son indignation. « Plantés par vos soins! dit-il en répondant au ministre; non, cela n'est pas : c'est votre oppression qui les a plantés en Amérique. Pour fuir votre tyrannie, ils ont cherché un refuge sur une terre inculte et inhospitalière, exposés à toutes les privations imaginables, et aux cruautés des sauvages les plus féroces. »

La conquête du Canada eût donc pu devenir fatale aux colons américains s'ils n'avaient trouvé dans leur énergie les moyens de résister à l'oppression. La France les avait protégés par sa présence contre les dispositions fiscales de l'Angleterre; dès que ce contre-poids fut détruit, les Américains se trouvèrent à la merci des Anglais. Le gouverneur du Massachusset fut le premier à faire sentir le joug de l'Angleterre, en mettant en vigueur des actes tombés en désuétude, et impraticables par leur oppression. Selon les lois existantes, aucune recherche ne pouvait être faite pour contraventions, à moins d'un mandat spécial : par les mandats de ce gouver-

neur, un pouvoir discrétionnaire était mis dans les mains des officiers subalternes du fisc.

Les mandats généraux, naguère déclarés illégaux à Londres, étaient remis en vigueur en Amérique, il se trouva heureusement un avocat-général assez courageux pour déclarer leur illégalité à Boston, et pour donner sa démission plutôt que de poursuivre dans les vues intéressées du gouvernement. En cessant d'être fonctionnaire public, Otis devint l'avocat des droits du peuple, et ce fut lui qui soutint, dans l'intérêt de ses concitoyens, l'illégalité de ces mandats. Tel fut le premier acte de résistance à l'oppression anglaise, et l'origine de l'indépendance américaine.

Aveuglé par ses idées de droit, le gouvernement anglais semblait hâter par ses mesures tyranniques l'insurrection des colonies. En vain elles envoyaient des agents à Londres pour réclamer les droits des colons, conférés par les chartes, de se taxer eux-mêmes; l'Angleterre prétendait annuler les chartes et taxer les colons à volonté. Sans représentation au Parlement, les colons de toutes les provinces considéraient donc les taxes non consenties, comme une ty-

rannie intolérable. En 1765, Franklin, à la sollicitation des agents des colonies, eut une entrevue avec M. Grenville, et conjura vainement le ministre de laisser les Américains se taxer eux-mêmes. L'acte sur le timbre passa au Parlement, malgré les nombreuses pétitions des Américains et celle des marchands de Londres. A peine connu en Amérique, cet acte fut repoussé de toutes parts : à Boston, des émeutes eurent lieu, et le 1er novembre, jour où l'acte sur le timbre devait entrer en vigueur, le tocsin se fit entendre, les boutiques et les magasins furent fermés, les auteurs et les partisans de cet acte furent traînés en effigie dans les rues et mis en pièces par la populace.

Les exécutions en effigie se renouvelèrent dans toutes les provinces; des associations se formèrent de toutes parts, sous le nom d'*Enfants de la liberté*, et les membres s'engagèrent à marcher partout et à prêter main-forte et secours à ceux qui souffriraient par suite de l'impôt sur le timbre; les femmes, et celles même du plus haut rang, s'engagèrent à se priver de tout objet de luxe provenant d'Angleterre; elles allèrent même jusqu'à se priver d'étoffes indis-

pensables à leur habillement. Carder, filer et tisser devinrent à la mode; porter un habit ou une robe dont l'étoffe était manufacturée à la maison était le plus haut degré de distinction.

Il fallait que le ministre fût frappé d'aveuglement et de folie pour persister dans ses actes et pousser un peuple entier à une détermination qui anéantissait complétement tout commerce entre l'Angleterre et les colonies.

Les Américains ne trouvaient pas seulement des ressources dans leur énergie, mais, dans le sein même du Parlement anglais, les voix les plus éloquentes s'élevaient en leur faveur.

«Il y a longtemps, disait Pitt, que je ne suis venu au Parlement : j'étais au lit quand la Chambre a voté un impôt sur les Américains. Si j'avais pu faire porter mon lit, j'aurais sollicité ce service d'une main amie, et j'aurais voulu être déposé dans le sein de cette Chambre, afin de m'élever contre cet acte. Je pense que ce royaume n'a aucun droit d'établir une taxe sur les colonies. Taxer ne fait pas partie du pouvoir exécutif et législatif; *les taxes sont un présent volontaire et un octroi des communes seulement;* le concours des pairs et de la couronne ne devient

nécessaire que pour la forme. C'est la Chambre des communes qui représente la Grande-Bretagne. Quand dans cette Chambre nous donnons et octroyons, nous donnons et nous accordons ce qui nous appartient : mais pouvons-nous donner ce qui appartient aux colons d'Amérique? C'est une absurdité. Les colonies ne sont pas représentées dans cette Chambre. Le royaume a sans doute le pouvoir de faire des lois et des règlements pour le commerce, mais il n'a pas le droit de prendre l'argent des colons sans leur consentement. »

A ces observations, M. Grenville répondit que les Américains avaient été protégés par la mère patrie, et qu'ils devaient contribuer à supporter les charges; ne pas le faire, c'était de l'ingratitude. Puis il insinua qu'il ne fallait pas s'étonner que les Américains fussent en révolte, quand ils avaient des soutiens dans la Chambre.

Pitt ne recula point devant cette accusation banale du ministre, et répondit avec encore plus de chaleur :

« Je me réjouis que l'Amérique ait résisté : si trois millions d'hommes étaient tellement morts à tout sentiment de liberté qu'ils pussent se sou-

mettre volontairement à être esclaves, ces trois millions d'hommes seraient d'admirables instruments pour faire d'autres esclaves! — Est-ce que le pays de Galles fut taxé par le Parlement tant qu'il ne fut pas incorporé à l'Angleterre et représenté au Parlement même? — Je parle avec connaissance de cause, quand je dis que les profits résultant du commerce avec les colonies s'élèvent à plus de deux millions sterling pour la Grande-Bretagne; c'est avec cet argent que vous avez fait la guerre à la France et que vous avez su la faire avec succès. Faut-il maintenant qu'un misérable financier vienne nous dire qu'il peut faire entrer quelques grains de poivre dans les coffres de l'Échiquier, au prix énorme de deux millions de perte pour la nation? »

Franklin, à la barre du Parlement, étonnait par ses réponses, en même temps qu'il soutenait les droits de sa patrie avec tous les avantages d'une haute raison et de l'esprit le mieux exercé. Lorsqu'on lui demanda quelles étaient les dispositions de l'Amérique envers la Grande-Bretagne avant 1763, Franklin répondit: « Les meilleures dispositions du monde. Elle se soumettait avec plaisir au gouvernement de la couronne. Quelque

nombreux que fût ce peuple dans les anciennes provinces, ce peuple ne coûtait rien à la Grande-Bretagne en forts, citadelles, garnisons ou armées ; il ne coûtait à l'Angleterre qu'une plume, un peu d'encre et de papier ; on le gouvernait avec un fil ; il ne respectait pas seulement l'Angleterre, il l'aimait, il suivait ses lois, ses habitudes, ses modes, au grand avantage du commerce. »

L'acte sur le timbre fut aboli. La nouvelle se répandit aussitôt dans Londres, la Cité fut illuminée, les vaisseaux sur la Tamise furent pavoisés, les marchands témoignèrent leur joie de mille manières. En Amérique, cette nouvelle fut reçue avec les plus grandes démonstrations de joie ; des actions de grâces furent offertes dans toutes les églises. On annula toutes les résolutions prises au sujet des importations anglaises, les relations avec la mère patrie furent renouvelées, et les Américains portèrent de nouveau des vêtements de manufacture anglaise.

Mais il restait dans le sein des colons et dans celui des ministres un sentiment de défiance. De part et d'autre on avait fait la paix sans y croire. Le gouvernement n'avait pas complétement

abandonné son projet de taxer les colonies, et les colons nourrissaient dans leur cœur l'espoir de leur indépendance. L'administration du marquis de Rockingham fit place à celle du duc de Grafton. Charles Townshend fut nommé chancelier de l'Échiquier, et Pitt, élevé à la pairie sous le nom de lord Chatham, eut le sceau privé. Après avoir lu les véhémentes attaques de Pitt, et son opinion sur l'illégalité de taxer l'Amérique tandis qu'elle n'était pas représentée au Parlement, on devrait supposer que tout projet de taxation était désormais impossible par un ministère dont il faisait partie. Mais il n'en fut pas ainsi. Townshend proposa une taxe sur le verre, le papier, le carton, la céruse, le minium, les couleurs, et enfin sur le thé importé dans les colonies. Lord Chatham, retenu au lit par des rhumatismes, était absent du Parlement, et le bill passa presque sans opposition. En même temps, un second bill fut présenté pour limiter le pouvoir des assemblées législatives de Massachusset et de New-York; enfin, un troisième bill, établissant des douanes en Amérique, reçut la sanetion royale aussi bien que les deux autres.

Les trois actes arrivèrent en même temps

dans les colonies et y répandirent l'alarme. Un corps de troupes, que l'on annonça avoir été obligé de chercher un refuge sur les côtes d'Amérique par suite de mauvais temps, fut logé à Boston et maintenu par le gouvernement aux dépens du trésor public. On voit que le gouvernement avançait toujours dans ses projets de taxation et de domination, et faisait, à l'aide de détours hypocrites, ce qu'il n'osait faire ouvertement. C'est une triste ressource avec les peuples comme avec les individus, en traitant de graves intérêts, que de débuter par la dissimulation et l'hypocrisie. C'est mettre les adversaires en garde et leur donner des préventions même lorsqu'on aurait quelque bien à faire.

La législature de Boston, avec autant de dignité que de fermeté, fit des remontrances sur l'emploi des deniers publics pour solder les troupes. Elle vit avec peine les officiers de douane, les considérant comme une innovation dangereuse; enfin elle considéra les nouveaux droits établis comme une manière indirecte de lever les taxes, et l'esprit de résistance, qui s'était manifesté pour l'impôt du timbre, se réveilla

plus fort que jamais. La province de Massachusset proposa une pétition au roi, les autres colonies s'empressèrent de se joindre à elle; en vain le gouvernement voulut étouffer cette étincelle de liberté qui se faisait jour. Charles Townshend, le ministre imprudent qui avait rallumé cet incendie, mourut en 1767; lord Chatham, dont les opinions avaient eu si peu de poids dans le ministère, se retira; ce fut alors que commença l'administration de lord North, que l'on a considérée comme la plus désastreuse dans les annales de l'empire.

Cependant les Américains ne témoignaient leur résistance aux actes oppressifs du pouvoir que par des mesures passives; des pétitions, des mémoires, des remontrances, des lettres traversaient incessamment l'Océan pour éclairer le ministère. Les Américains ne pouvaient supporter longtemps le déni de justice et le dédain du gouvernement pour leurs pétitions, et ils se décidèrent à employer le moyen qui leur avait déjà réussi, celui de ne pas faire usage des objets et marchandises importés d'Angleterre, à moins d'absolue nécessité. Cette mesure, déjà si fatale au commerce anglais, lui fai-

sait plus de mal que la perte de plusieurs batailles. Les Américains auraient pu se contenter de cette manière de faire la guerre; mais, lorsque les esprits sont excités par le sentiment de l'injustice, il est rare qu'ils demeurent dans les limites de la modération et de la raison. A part, cependant, quelques émeutes à Boston, la résistance des Américains, de 1767 à 1770, fut passive. Ils n'achetaient presque aucun des objets venant d'Angleterre; ceux qui en achetaient étaient notés d'incivisme; les marchandises anglaises pourrissaient dans les magasins ou dans la cale des vaisseaux marchands. Lord North résolut de mettre un terme à cet état de choses; il abolit les droits sur le papier, le verre et les objets taxés, excepté sur le thé, afin, disait le ministre, de sauver le principe du droit du Parlement d'établir un impôt sur les colonies. Ces demi-mesures ne devaient avoir aucun résultat. Ce qui blessait le plus les Américains, c'était la suspension de l'acte de l'*habeas corpus*, et la volonté bien arrêtée, de la part de l'Angleterre, de ne pas accorder aux colons des droits constitutionnels égaux à ceux des Anglais. Le ministère obstiné, que Franklin alors à Londres s'ef-

forçait en vain d'éclairer, mit le comble à l'exaspération des colons en envoyant des troupes de ligne à Boston. Les soldats et les citoyens se voyant en ennemis, des rixes fréquentes s'ensuivirent. Enfin, le 5 mars, une sentinelle ayant été assaillie par une décharge de boules de neige et de glaçons, la garde du poste sortit pour la soutenir, et l'officier de ce poste, sans le secours d'un magistrat et sans proclamation du riot-act, ayant ordonné de tirer contre le peuple qui les accablait de boules de neige, trois hommes furent tués. Les habitants de Boston demandèrent le renvoi des troupes; ils l'obtinrent, et les trois victimes furent conduites au cimetière avec une pompe extravagante, très-capable d'exalter la populace. Des rixes se renouvelèrent dans presque toutes les provinces entre les officiers des douanes et le peuple, et lorsque un délit était commis, le délinquant était tellement protégé par le peuple qu'on ne pouvait arriver jusqu'à lui.

La guerre que l'Amérique faisait à la mère patrie était une juste représaille de son avidité. L'Angleterre s'était réservé le monopole du commerce, elle retirait des sommes considérables de ce monopole; si elle eût été sagement inspirée,

elle eût été satisfaite. Mais après que la France fut hors du Canada, l'Angleterre crut pouvoir opprimer les colonies sans danger. Afin que l'on puisse se faire une idée du tort immense que faisait l'Amérique à l'Angleterre en repoussant toute importation anglaise, il suffit de dire qu'à Londres, dans les magasins de la Compagnie des Indes Orientales, il y avait dix-sept millions de livres de thé que l'on ne pouvait vendre. Pour sauver les apparences et pour ne point rendre hostile la Compagnie des Indes qui souffrait tant de cette guerre dissimulée entre les colonies américaines et la mère patrie, le gouvernement autorisa la Compagnie des Indes à vendre son thé partout où elle pourrait, sans payer de droits. Que l'on juge, par cette immense accumulation de thé, de l'état du commerce anglais. La Compagnie des Indes envoya son thé, libre de droits, en Amérique; mais les temps étaient changés. Les Américains ne se contentaient plus de n'être point taxés par le Parlement anglais, ils se sentaient assez forts pour vivre de leur vie propre et indépendante, et ils résolurent de ne pas laisser débarquer le thé qui viendrait d'Angleterre. Des Américains déguisés en Indiens

s'emparèrent d'un vaisseau à peine entré dans le port, et jetèrent dans la mer tout le thé qu'il apportait en cargaison. Désormais il n'y avait plus de conciliation possible. Chaque jour montrait les Américains plus agressifs, pendant qu'ils protestaient de leur désir de ne pas sortir de la légalité.

Cette légère esquisse des causes de l'indépendance américaine me paraît nécessaire pour faire comprendre le rôle éclairé que jouait Londres en s'opposant constamment aux mesures arbitraires des ministres envers les colons, et pour montrer combien un gouvernement partial peut faire de mal à son pays en suivant des idées de pouvoir que la raison et le bon sens désavouent. Si l'on avait laissé les Américains se taxer eux-mêmes, ils auraient produit au trésor sans aucun embarras. Vouloir leur imposer des taxes de Londres, sans qu'ils eussent des représentants au Parlement, c'était les traiter en peuple conquis et en esclave, et non en peuple libre et en colons, enfants de la même patrie. Nous allons voir les Anglais, les Américains et les Français aux prises, et pendant quelques années le Parlement va devenir le théâtre où se

résoudront les questions les plus importantes et les plus vitales non-seulement pour l'Amérique, mais pour tous les peuples civilisés. L'Angleterre sera ébranlée jusque dans ses fondements; et malgré les prédictions de ses plus grands citoyens, une cour obstinée et un ministère aveugle, secondés par une Chambre servile, causeront la perte de ses belles colonies. Londres, la grande métropole, la capitale intelligente et éclairée, aura la gloire de ne s'être jamais associé à leurs déplorables mesures; d'avoir constamment protesté contre elles, et d'avoir fait tout ce qui était en son pouvoir pour prévenir l'affaiblissement et le déchirement de l'empire britannique.

FIN DU TOME PREMIER.